ANDRÉ MARTINET

Jérôme Napoléon
Roi de Westphalie

« ... Forcée par la politique d'épouser le Roi, mon époux, le sort a voulu que je me trouvasse la femme la plus heureuse qui pût exister ; je porte à mon mari tous les sentiments réunis : amour, tendresse, estime. »

(Lettre de la Reine Catherine de Westphalie au roi de Wurtemberg son père.)

PARIS
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES
Librairie Paul Ollendorff
50, CHAUSSÉE D'ANTIN, 50

1902

Jérôme Napoléon

Roi de Westphalie

DU MÊME AUTEUR

Offenbach, sa vie et son œuvre. . . . . I vol.
Histoire anecdotique du Conservatoire de musique. . . I vol.
Le Prince Impérial. . . . . I vol.
Le Prince Victor-Napoléon. . . . . I vol.

En préparation :

Histoire de Longchamp (l'Armée, le Monde, les Courses). . I vol.

SAINT-DENIS. — IMPRIMERIE H. BOUILLANT, 20, RUE DE PARIS. — 13855

ANDRÉ MARTINET

Jérôme Napoléon

Roi de Westphalie

« ... Forcée par la politique d'épouser le Roi, mon époux, le sort a voulu que je me trouvasse la femme la plus heureuse qui pût exister ; je porte à mon mari tous les sentiments réunis : amour, tendresse, estime. »

(*Lettre de la Reine Catherine de Westphalie au roi de Wurtemberg son père*).

PARIS

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES

Librairie Paul Ollendorff

50, CHAUSSÉE D'ANTIN, 50

1902

Il a été tiré à part

cinq exemplaires sur papier de Hollande

numérotés.

HOMMAGE TRÈS RESPECTUEUX

A LA FILLE DU ROI JÉROME NAPOLÉON

SON ALTESSE IMPÉRIALE

MADAME LA PRINCESSE MATHILDE

A. M.

SOURCES DES RENSEIGNEMENTS

ARCHIVES NATIONALES.

ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ARCHIVES HISTORIQUES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.

CORRESPONDANCE DE LA REINE CATHERINE.

MÉMOIRES DU TEMPS.

INTRODUCTION

AVANT D'ÊTRE ROI

Devant le tribunal de l'Histoire comme devant celui des hommes, l'erreur est fréquente. A l'un et à l'autre, l'impartialité est rendue difficile par les témoignage passionnés, les souvenirs vacillants, les rappels incertains des jours écoulés. Et le jugement prononcé, si la réhabilitation est longue à arracher à l'enchevêtrement des lois, à l'arsenal compliqué des codes, elle semble plus impossible encore à conquérir quand des encyclopédies et des volumes ont consacré la tradition mensongère.

Jérôme-Napoléon fut parmi ces victimes des légendes.

Frère de Celui dont la mémoire plane plus haut que toutes les Gloires de la terre, il semble que les haines qui n'osaient s'attaquer au Géant Impérial se soient déchaînées contre le jeune Roi de Westphalie et que, comme tant d'autres de sa race, il dût payer des persécutions, des exils,

des pires tristesses, l'honneur de porter le nom du Demi-Dieu.

De sa longue existence, on n'a retenu que de prétendues faiblesses grossies volontairement, et le reste fut défiguré à l'envi. On a, de cent façons diverses, exploité contre lui ce qui a été appelé sa prodigalité, on a transformé les moindres anecdotes, mais on n'a pas voulu se souvenir qu'il fut un exemple de courage souvent, un modèle de patriotisme toujours.

S'il aima le faste, il chérit davantage la gloire. On a beaucoup raillé les costumes surchargés de pierreries du Roi de Westphalie; à peine a-t-on parlé de son héroïque vaillance au jour de Waterloo, où il fut admiré de Napoléon lui-même.

C'est que les premiers mots qu'entendit l'enfance de Jérôme furent des noms de victoire; c'est que les premières histoires merveilleuses qui lui furent contées, étaient les récits des triomphes de son frère.

Né à Ajaccio, le 15 novembre 1784, il reste près de sa mère en Corse, puis à Marseille, et, avec elle, arrive à Paris au mois d'octobre 1797.

Au collège de Juilly, où il passa deux années (1797-1799), quand parviennent les bulletins sublimes, maîtres et camarades frémissent de fierté, orgueilleux de posséder le frère de ce Bonaparte dont le nom retentit sans cesse, et plus grand à chaque fois.

Des jours de congé auprès de Mme Lœtizia et de Joseph, rue du Rocher, comme dans le petit hôtel de la rue Chan-

tereine, où Joséphine le comblait de gâteries, l'enfant rentrait la tête bourdonnante de l'écho des batailles, la mémoire remplie des hymnes enthousiastes.

Il allait avoir quinze ans, lorsque Bonaparte revenant d'Égypte traversait la France délirante : sur les places des villages, les paysans accouraient à sa rencontre; partout éclataient les cris d'allégresse; Baudin, député des Ardennes, mourait de joie en apprenant que le Général avait échappé aux croisières anglaises; dans les églises, des prédicateurs paraphrasaient le verset : *Ex Ægypto vocavi filium meum.*

Celui que le pays, abaissé et ruiné par le Directoire, appelait comme un Sauveur, était déjà le héros de Toulon, de Montenotte, d'Arcole et des Pyramides; sur son passage, on se redisait les noms des journées étincelantes : Millesimo, Lodi, Roveredo, Rivoli. On songeait que ce soldat de trente ans avait dompté l'Autriche, épouvanté l'Angleterre, humilié Venise, conquis l'Italie.

Après le 18 Brumaire, Bonaparte, nommé consul, vient résider aux Tuileries. Alors Jérôme quitte le collège de Juilly pour le pavillon de Flore : il habite sous les appartements de son grand frère qui l'enveloppe de tendresse, lui fait une existence de cajolerie et de bonheur.

Devant lui, la consigne fléchit; à ses désirs se plie une indulgence sans limites. Entre sa famille toujours prête à lui pardonner ses caprices, et une Cour qui sourit amusée de ses boutades, Jérôme rend brides à ses fantaisies.

Un jour, Bourrienne présente à Bonaparte, une note remise par Biennais, à l'enseigne du *Singe Vert*, rue Saint-Honoré. Entre autres fournitures, elle mentionne un nécessaire de seize mille francs, que le Premier Consul est certain de n'avoir pas commandé.

Surpris, il envoie Duroc demander des explications à Biennais. Le marchand dépeint la physionomie de l'acheteur : un tout jeune homme, à la parole vive, au geste nerveux qui, son choix fait, a dit : « Envoyez aux Tuileries; l'aide-de-camp du Premier Consul paiera. »

Bonaparte a deviné le coupable et, pendant le dîner, s'adressant tout à coup à Jérôme :

— C'est vous, monsieur, qui vous permettez d'acheter des nécessaires de seize mille francs?

On s'attend à des excuses, peut-être à des larmes. Mais Jérôme riposte sans l'ombre d'embarras :

— Oh! moi, je suis comme cela, je n'aime que les belles choses!

Si les « belles choses » attiraient Jérôme, il en était une qui le séduisait plus que toutes les autres, qui lui apparaissait dans une prestigieuse auréole : l'Armée.

Il voulait être soldat; il rêvait d'apprendre la guerre auprès de Bonaparte, d'être à ses côtés dans la mitraille des victoires et sous les fleurs des entrées triomphales.

Quand il le vit partir pour l'Italie, ce furent des supplications sans fin : il demandait à le suivre et, malgré les refus, s'obstinait dans ses prières. Aussi, lorsque le vain-

queur de Marengo rentre aux Tuileries, acclamé, adoré, il surprend au milieu de tous les visages enthousiastes, un regard glacial : inconsolable de n'avoir pas été à cette moisson d'armées et de villes, Jérôme reste silencieux, ne répond pas aux caresses.

— Faisons la paix ! dit Bonaparte en riant ; je te donnerai ce que tu voudras.

Et, renonçant à bouder davantage, l'enfant saute au cou de son frère, lui demande le sabre qu'il portait à Marengo.

A seize ans, il entre aux chasseurs à cheval de la Garde consulaire, où il reste quelques mois seulement.

Simple cavalier et, sur l'ordre formel de Bonaparte, astreint à la commune loi, il compte parmi ses compagnons le frère de Davout.

Une antipathie profonde, qui résiste à toutes les tentatives de rapprochement, naît entre eux dès le premier jour. Elle grandit à ce point qu'un matin, les deux jeunes gens, emportant pistolets d'arçons et paquets de cartouches, s'échappent jusqu'au bois de Vincennes.

Jugeant les témoins gênants pour le duel à mort qu'ils veulent, ils se placent à vingt-cinq pas l'un de l'autre, et le combat dure jusqu'au complet épuisement des munitions, Jérôme reçoit dans la poitrine une balle qui va s'aplatir sur le sternum et que retrouveront là, soixante ans plus tard, les chirurgiens en faisant son autopsie.

Une escadre allait quitter Brest pour tenter de ravitailler

l'Égypte; Bonaparte surveillait avec anxiété les apprêts de l'expédition.

Dans cette flotte, où la discipline devait être inflexible, il résolut de faire entrer son frère, dont le caractère, indépendant jusqu'à l'extrême, se cabrant contre tout obstacle, l'inquiétait.

Vers le milieu de Novembre 1800, Jérôme prend la route de Bretagne et va se présenter au contre-amiral Gantiaume avec ces lignes de recommandation du Premier Consul :

« Je vous envoie, citoyen général, le citoyen Jérôme Bonaparte pour faire son apprentissage dans la marine. Vous savez qu'il a besoin d'être tenu sévèrement et de réparer le temps perdu. Exigez qu'il remplisse avec exactitude toutes les fonctions de l'état qu'il embrasse... »

Cette même volonté bien formelle de faire l'égalité complète devant le devoir, on la retrouve dans une lettre adressée un peu plus tard par Bonaparte à son frère :

« ...Montez sur les mâts, apprenez à étudier les différentes parties du vaisseau; qu'à votre retour de cette sortie, l'on me rende compte que vous êtes aussi agile qu'un bon mousse.

« Ne souffrez pas que personne fasse votre métier; désirez-en toutes les occasions de vous signaler. Songez que la marine doit être votre métier. J'espère que vous êtes actuellement dans le cas de faire votre quart et votre point... »

L'année suivante, il passe sous les ordres de Villaret-Joyeuse qui, le 2 Novembre 1802, récompense son ardeur et ses progrès en l'élevant au grade de lieutenant, en lui confiant le commandement de l'*Épervier*.

Livré à lui-même, Jérôme est plus que jamais ambitieux de mériter les éloges de son frère; il voudrait s'illustrer par quelque exploit et maudit la paix d'Amiens qui le force à respecter le pavillon britannique.

La tentation de la bataille s'est si bien emparée de lui, qu'un jour, dans les parages de la Martinique, apercevant un bâtiment anglais, il cède à un mouvement irréfléchi, force le navire de mettre en panne et de déclarer sa qualité.

Ce coup de tête est à peine accompli, qu'il en comprend la folle imprudence. Il veut confesser sans retard un acte que le Cabinet de Londres pourrait considérer comme cas de guerre et se dirige sur Saint-Pierre de la Martinique, où son récit jette l'émoi.

Villaret-Joyeuse s'alarme à l'idée des réclamations qui vont se produire, aux graves incidents que la présence du jeune officier aux Antilles compliquera encore : il lui ordonne d'appareiller sans retard pour se rendre auprès du Premier Consul et lui exposer cette affaire.

C'était le moment où l'Angleterre, effrayée de la puissance de Bonaparte, soulevait des difficultés à propos de Malte et déchaînait de nouveau la guerre.

Pour échapper plus sûrement à l'ennemi, Jérôme quitte la Martinique sur un navire américain qui le transporte aux États-Unis. De là, il pourra s'embarquer serètement sur le premier bâtiment qui cinglera vers l'Europe.

Mais, quelques heures après son arrivée, il n'est déjà bruit que de la présence du frère de Bonaparte : on l'entoure, on se le dispute. A Washington, à Baltimore, où il va tenter toutes les démarches imaginables pour hâter le retour en France, il est entouré de tant d'hommages, accablé de telles flatteries, que l'écho en arrive rapidement aux Anglais. Ils redoublent de surveillance devant les ports et sur les côtes, jurent que Jérôme tombera entre leurs mains.

Il faut prolonger le séjour en Amérique, échafauder des plans d'évasion, guetter la première occasion favorable pour les exécuter.

Alors se déroule le roman d'amour qui aboutit, le 24 Décembre 1803, au mariage avec Miss Élisabeth Paterson.

Jérôme n'avait pas vingt ans; sa mère ignorait ses projets, et cette union contractée par un mineur sans le consentement de ses parents, était frappée de nullité par le Code. Mais il ne songeait pas qu'un nuage pourrait voiler l'azur de son ciel : il adorait Miss Paterson, il se persuadait que Mme Lœtizia, que ses frères et ses sœurs subiraient vite la séduction de la jeune femme.

La nouvelle du mariage parvint à Paris, au moment où la France conférait la Dignité Impériale à Bonaparte. L'Empereur, moins encore que le Premier Consul, ne pouvait sanctionner un acte contraire aux lois ; et pour donner de son mécontentement un éclatant témoignage, il privait Jérôme de la qualité de Prince du Sang.

L'année 1804 tout entière se passe à espérer le pardon de l'Empereur; mais rien n'ébranlera sa volonté, formellement exprimée dans une lettre de Talleyrand :

« ... M. Jérôme Bonaparte, en contractant un mariage contraire aux lois de la France dont il est citoyen, n'a pas pu espérer que ce mariage y serait regardé comme valide. Sa Majesté le considère comme nul et ne le reconnaît pas... »

Enfin, au mois de Mars 1805, Jérôme veut tenter la suprême démarche : avec sa jeune femme, il s'embarque à Baltimore sur un navire à destination de Lisbonne.

Arrivé là, il se heurte aux ordres donnés à tous les agents français. Le consul général en Portugal ne veut accorder de passeport qu'au frère de Napoléon : il faut qu'il parte seul pour rejoindre l'Empereur en Italie, tandis que sa femme — qu'il ne devait jamais revoir — gagnera l'Angleterre.

Sacré Roi d'Italie à Milan, le 26 Mai, Napoléon, après les

solennités du Couronnement, s'était dirigé vers Alexandrie, où de grandes fêtes allaient célébrer l'anniversaire de Marengo.

Jérôme y arrive dans la matinée du 15 Juin. L'Empereur le reçoit aussitôt : toute la tendresse passée ressuscite, Joséphine insiste, sans qu'il en soit besoin, pour obtenir un pardon complet. L'âme déchirée, s'inclinant devant la volonté de son aîné, le cadet rejoint la flotte à Gênes, avec mission d'aller devant Alger, réclamer du Dey la délivrance immédiate des Français et des Italiens réduits en esclavage. La guerre allait le consoler de l'amour.

Parti le 7 Août, il revenait le 31, ramenant deux cent cinquante Européens. *Te Deum*, salves, banquets, bals, illuminations célèbrent cette pacifique victoire.

La fin de l'année voit Jérôme à Brest, nommé Second de l'escadre de l'amiral Willaumez. Commandant du *Vétéran*, il se signale, le 18 Août 1806, par la capture de neuf vaisseaux anglais, qu'escortaient deux bâtiments de guerre.

Il ramenait sa prise à Lorient, quand il est rencontré par quatre navires ennemis qui lui donnent la chasse. On est en vue de Concarneau : d'un côté les Anglais, de l'autre une infranchissable bande de récifs.

Résolu à mourir plutôt qu'à se rendre, Jérôme va tenter une lutte folle, quand un de ses matelots, Furic, affirme que si on lui en confie la direction, il fera entrer le *Vétéran* dans la baie de Concarneau.

Le Commandant n'a pas une hésitation ; et sous les yeux des Anglais s'accomplit cet acte d'invraisemblable témérité,

qui semble un défi à la raison, et dont un journal de Londres écrivait :

« ... Jérôme Bonaparte a trompé toutes les précautions, déjoué tous les efforts de nos braves marins, et sa rentrée saine et sauve est un nouvel exemple de cette fortune incroyable qui s'attache aux pas et accompagne toutes les démarches de sa famille. »

Il est appelé à Saint-Cloud, accueilli avec transports. Napoléon le reçoit comme le frère le plus aimé, l'Impératrice lui attache le grand cordon de la Légion d'honneur, et le grade de Contre-Amiral récompense sa bravoure.

Enfin le Sénatus-Consulte du 24 Septembre 1806 décrète que :

« A défaut d'héritier naturel et légitime ou d'héritier adoptif de Sa Majesté l'Empereur Napoléon ;

« A défaut de Leurs Majestés Joseph Napoléon, Roi de Naples, et Louis Napoléon, Roi de Hollande, ainsi que de leur descendance mâle, naturelle et légitime ;

« La dignité impériale est dévolue et définie au Prince Jérôme Napoléon et à ses descendants naturels et légitimes, par ordre de primogéniture et de mâle en mâle, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance. »

Depuis Austerlitz, la pensée de faire plus durable l'union entre la France et la Confédération Germanique en mariant

les princes de sa famille avec des princesses allemandes, s'était emparée de l'esprit de Napoléon.

Eugène Beauharnais épousait la fille du roi de Bavière ; Stéphanie, nièce de Joséphine, devenait la femme du Grand-Duc héréditaire de Bade ; et déjà, avec Frédéric de Wurtemberg, dont il élevait l'électorat en royauté, l'Empereur avait résolu les fiançailles de Jérôme et de la Princesse Catherine.

Il songeait à poser une couronne sur le front de son jeune frère. Mais, avant de lui confier les destinées d'un peuple, Napoléon voulait que, sous ses ordres, il apprît le métier des armes. Aussi, à la veille de partir pour la campagne de Prusse, il lui donnait le rang de général de brigade, avec le commandement des divisions de Bavière et de Wurtemberg.

De Novembre 1806 à Juillet 1807, Jérôme dirigera le siège de Gross-Glogau, de Kalisch, de Breslau, de Schweidnitz, de Neiss, de Silberberg.

Malgré ses vingt-deux ans, quoique se trouvant aux prises avec une existence toute nouvelle, entouré de mauvais vouloirs, il sait maintenir la discipline, imposer sa volonté.

« ... J'ai beaucoup de peine à établir de l'ordre dans l'armée bavaroise — écrit-il du camp devant Gross-Glogau. Ils trouvent le pillage une chose toute naturelle, et les officiers inférieurs, lorsqu'ils sont détachés ou lorsqu'ils le peuvent, lèvent des contributions et ne conçoivent pas qu'on puisse le leur défendre... »

Les premiers succès qu'il remporte, et ceux que l'avenir lui fait entrevoir, laissent Jérôme étranger à l'orgueil. Un seul sentiment domine dans toutes les lettres écrites durant la campagne de Prusse : l'admiration pour l'Empereur.

Il voulait donner l'assaut à Glogau dans la nuit du 16 au 17 Novembre, mais le général de Roy l'en dissuade, lui représente combien des troupes, peu accoutumées à des attaques aussi hardies, pourraient manquer de l'audace et de l'énergie qui assurent le succès.

En écrivant sa déception à l'Empereur, il ajoute :

« Il m'est pénible, après avoir compté pendant trois jours sur cette opération, de la voir manquer au dernier moment, de ne pouvoir inspirer à une armée que je commande l'ardeur et le zèle dont je brûle pour le service de Votre Majesté... »

Une autre lettre adressée à Napoléon se termine par ces lignes :

« Quant à moi, Sire, je sens plus que personne le besoin d'acquérir de la gloire, parce que j'en ai acquis moins que personne. »

Jaloux de toutes les prérogatives de son grade, il entend surveiller lui-même le service de l'Intendance.

Il pensait trouver à Breslau des approvisionnements considérables : trompé en son attente, il ordonne dès l'entrée dans la place, qu'on confectionne cent mille paires

de souliers, cinquante mille capotes. Il fait réparer les fours, où quinze mille rations de biscuit seront cuites chaque jour; il organise les convois qui, par séries de trois cents voitures, transporteront vers Varsovie 20,000 quintaux de farine et 300,000 rations d'eau-de-vie.

Il sait que certains généraux s'accommodent mal de son autorité. Vandamme n'a point dissimulé son mécontentement lorsque Jérôme, désapprouvant l'imposition de 500,000 francs dont il frappait les magistrats de Breslau, ordonne que la somme restera entre leurs mains jusqu'à la décision de l'Empereur, qu'il sollicite :

« ... Dans tous les cas, Sire, si mon esprit ou mon inexpérience me fait faire quelque faute, je ne commettrai jamais celle d'agir dans une occasion tant soit peu importante sans connaître les ordres de Votre Majesté, et je la supplie de croire que je ne m'abuse ni sur mes talents, ni sur mes connaissances. Je sens que je n'en puis acquérir que par la peine que Votre Majesté veut bien prendre de me former... »

Jérôme est à la tête de 14,600 hommes d'infanterie et de 1,600 chevaux, partagés entre les garnisons de Breslau, Glogau, Schweidnitz, Brieg, assiégeant Neisse et Kosel, ou en observation à Frankenstein. Sa correspondance le montre dirigeant tant d'opérations diverses, donnant des ordres pour préparer l'attaque, modifiant l'installation des hôpitaux, attentif au ravitaillement, soucieux de l'équipement des troupes, prêt à sévir contre les abus.

Éclatant témoignage de la satisfaction Impériale, le grade de Général de Division lui est conféré le 15 mars 1807.

Dans cette existence faite de perpétuelles anxiétés et d'incessant travail, Jérôme n'oubliera jamais ni les dévouements fidèles ni les détresses de ses soldats. Au plus fort de la guerre, il recommande à l'Empereur, Salha qui avait fait avec lui campagne sur *le Vétéran* et dont le frère était mort à Eylau. Dans les villes prises, sa première pensée est pour les hôpitaux; il va parler aux blessés et nul mieux que lui ne sait les mots qui bercent les désespoirs, qui endorment les douleurs.

Pas une heure, la fortune n'abandonna Jérôme au cours de la Campagne de Prusse : les villes capitulent, les convois qu'il organise échappent aux embuscades, les équipements sont prêts au jour fixé.

La place de Silberberg, qui seule résistait encore aux sommations du Prince, ouvre ses portes le 3 Juillet, quelques instants avant qu'arrive la nouvelle de l'armistice conclu à Tilsitt.

JÉROME NAPOLÉON

ROI DE WESTPHALIE

CHAPITRE PREMIER

LE MARIAGE ET LES DÉBUTS DU RÈGNE

Le 8 Juillet 1807, cinq jours après la capitulation de Silberberg, le Prince Jérôme recevait de l'Empereur cette lettre écrite la veille, de Tilsitt :

« Mon frère, je viens de conclure la paix avec la Russie et la Prusse. Vous avez été reconnu comme Roi de Westphalie. Ce royaume comprend tous les États dont vous trouverez ci-joint l'énumération[1]. J'irai passer quelques

1. Tous les États dénommés ci-après, composant le royaume de Westphalie, seront, au 1er septembre, réunis dans un seul gouvernement et une seule administration, savoir :
les États de Brunswick-Wolffenbüttel,
la partie de l'Alt-Mark située sur la rive gauche de l'Elbe,
la partie du pays de Magdebourg située sur la rive gauche de l'Elbe,
le territoire de Hall,
le pays d'Hildesheim et la ville de Gosslaer,
le pays d'Halberstadt,
le pays d'Hohenstein,
le territoire de Quedlimbourg,

jours à Kœnigsberg et de là je me rendrai à Dresde. Je vous préviendrai à temps pour que vous puissiez arriver avec moi à Dresde et nous nous concerterons pour l'organisation à donner à votre royaume. Il est inutile que vous ébruitiez cette nouvelle. Il faudrait vous procurer un secrétaire qui sût très bien l'allemand et vous occuper déjà de me proposer quelques Alsaciens d'un mérite distingué, propres à vous aider dans votre administration. Mon intention, d'ailleurs, en vous établissant dans votre royaume, est de vous donner une Constitution régulière qui efface dans toutes les classes de vos peuples, les vaines et ridicules distinctions... »

Jérôme n'avait pas encore vingt-cinq ans.

Le nouveau Roi rentrait à Paris, le 27 Juillet, avec Napoléon qui lui assignait comme résidence le pavillon de Flore et s'occupait de lui former une maison civile et militaire.

Fidèle à ses amitiés, Jérôme s'entourait de ceux qui l'avaient suivi dans ses premières campagnes, qu'il avait trouvés à ses côtés aux heures de combat comme aux jours d'épreuve. Son secrétaire Lecamus prenait rang de chambellan; ses aides-de-camp d'abord désignés étaient Salha et Meyronnet, auxquels l'Empereur laissait le délai d'un an

le comté de Mansfeld,
l'Eischfeld avec Trefurth,
Mulhausen,
Nordhausen,
le comté de Stolberg,
les États d'Hesse-Cassel, avec Rinteln et Schauembourg, non compris le territoire de Hanau, Smalkalden et le Castelnenbogen du Rhin,
Gœttingen et Grubenhagen, avec les enclaves de Hohenstein et d'Elbingerode,
l'évêché d'Osnabrück,
l'évêché de Paderborn,
Minden et Ravensperg,
et le comté de Riettberg-Kaunitz.

pour opter entre le service de la France et celui de la Westphalie.

Impatient de connaître son royaume, le Prince y envoie deux de ses dévoués, Morio et Rewbell, avec ordre de lui adresser des rapports détaillés sur ce qu'ils verront, sur ce qu'ils entendront, de lui résumer à la fois l'état et la pensée du pays.

Leurs descriptions enthousiastes, montrent les contrées parcourues sous l'aspect d'un véritable jardin, vantent le bon esprit des habitants. Cependant, malgré leur désir évident de tout présenter sous des tons d'azur, ils avouent que la situation financière promet des débuts difficiles : partout les administrateurs de la Grande Armée ont fait vendre ce qui était dans les magasins; ils ont donné des ordres pour hâter la rentrée des capitaux et traité le futur royaume en pays ennemi.

L'heure a sonné pour Napoléon, de réaliser un projet arrêté longtemps auparavant avec le Roi de Würtemberg : les fiançailles de Jérôme et de la Princesse Catherine.

Depuis Austerlitz, il songeait à cette union qui devait compléter les alliances de famille commencées par le mariage d'Eugène avec la Princesse de Bavière, de Stéphanie de Beauharnais avec le Grand-Duc héritier de Bade. Déjà, au mois de Septembre de l'année précédente, à la veille de rejoindre l'armée, il écrivait au Roi Frédéric :

« ... Je ne veux point terminer ma lettre sans me réjouir avec Votre Majesté des nouveaux liens qui vont nous unir. Dans peu de jours, je vais lui envoyer faire la demande de la Princesse Catherine. Je crains que les noces ne soient dérangées ; n'importe, d'autres moments viendront où nous referons mieux ce que l'on fait en bottes... »

Et le Roi répondait :

« ... Les nouveaux liens qui vont m'allier plus étroitement encore à Votre Majesté Impériale par l'union de la Princesse Catherine, ma fille, avec le Prince Jérôme, son frère, m'offrent une perspective bien avantageuse, tant pour le bonheur de la première que pour les relations plus intimes qui nous rapprocheront... »

Absolument décidé en principe, le mariage n'était donc plus qu'une question d'étiquette vite réglée [1].

Le 5 août 1807, le maréchal Bessières quittait Saint-Cloud, avec la mission de demander officiellement la main de la Princesse. Mme de Lacaze, désignée pour remettre à la fiancée une lettre autographe de l'Empereur, partait en même temps.

Dans la soirée du 10 Août, un courrier français arrive, brides abattues, devant le palais de Stuttgart, annonce que l'Ambassadeur de Sa Majesté l'Empereur et Roi approche. Aussitôt M. Von Mankler, maître des cérémonies de la Cour de Würtemberg, va à la rencontre du maréchal dans un carrosse attelé de six chevaux et le ramène au palais, où des appartements ont été préparés.

Le lendemain, à six heures du soir, a lieu l'audience solennelle, dont le protocole a minutieusement établi les moindres détails.

Dès que le grand maître des cérémonies annonce à haute

1. Le 25 juillet 1807, le Roi Frédéric écrit à sa fille :

« Ma chère enfant, hier votre mariage a été fixé au 5 août; le maréchal Bessières, qui est ambassadeur, arrive le 1er ou le 2; la demande se fait le 3; vous n'arriverez que le 10 ou le 12 à Strasbourg; votre mariage à Paris doit se faire le 23 août, lendemain de votre arrivée. Vous serez reine le 6 octobre et irez ensuite d'abord à Cassel; j'espère vous voir mieux aller; l'Empereur vous dit mille belles choses; je vous embrasserai demain. »

voix : « L'Ambassadeur de France », la porte s'ouvre à deux battants et le maréchal Bessières est conduit près du trône.

A son discours, le Roi de Würtemberg répond :

« De tous les témoignages d'amitié que l'Empereur des Français, Roi d'Italie, m'a donnés depuis qu'une étroite alliance nous unit, je regarde celui que j'en reçois par la proposition que vous venez, Monsieur l'Ambassadeur, de me faire de sa part, comme le plus précieux. J'y trouve les intérêts de ma couronne réunis à l'espoir flatteur de voir le bonheur d'une fille chérie assuré par les vertus et les qualités éminentes du Prince Jérôme-Napoléon de France, frère de l'Empereur. J'accepte avec empressement la proposition que vous venez de me faire; en père tendre et équitable, je dois attendre l'aveu de ma fille, ne doutant pas au reste qu'il me mettra à même d'accélérer le terme d'une union qui fait l'objet de mes plus chères espérances. »

Sur un signe du Roi, le grand-maréchal du palais va chercher la Princesse qui entre, suivie de quatre chanoinesses portant la traîne de sa robe, de la grande-maîtresse, des chambellans et gentilshommes de service.

« Ma chère fille, lui dit le Roi, j'ai autorisé l'ambassadeur de Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, à vous faire connaître le désir de Sa Majesté de vous voir unie à Son Altesse Impériale le Prince Jérôme-Napoléon de France, frère de l'Empereur des Français. »

La princesse se tourne vers le maréchal Bessières : « Le choix du Roi mon père détermine naturellement le mien et j'aime à espérer que l'union que je vais contracter fera le bonheur du Prince Jérôme-Napoléon et le mien, et

me mettra à même de prouver à Sa Majesté l'Empereur des Français tous les sentiments de parfait dévouement que j'ai pour Elle. »

Alors l'Ambassadeur remet à la Princesse une miniature de son fiancé, tout encerclée de diamants, que la grande-maîtresse lui attache au cou, et l'audience est levée [1].

Le mariage par procuration a lieu le lendemain. A neuf heures du matin, puis, à quatre heures, le canon tonne, mêle ses grondements aux carillons de toutes les cloches; la ville entière se masse autour du palais pour voir passer les dignitaires en leurs grands costumes, contempler les préparatifs des illuminations.

La Princesse appartient au culte protestant, et c'est dans la chapelle royale que la cérémonie est célébrée suivant le rite évangélique.

A sept heures, un somptueux défilé traverse les galeries. La Cour de Würtemberg a déployé toutes ses magnificences : trabants, juges, chambellans précèdent le Roi, devant lequel on porte le sceptre et le glaive. Le cortège de la Reine n'est pas moins brillant.

1. Le lendemain, quelques heures avant la célébration du mariage par procuration, la Princesse écrit à Jérôme :

« Monsieur mon Frère, j'ai reçu hier, des mains du maréchal Bessières, la lettre que vous m'avez adressée. Guidée par les conseils paternels du Roi, mon Seigneur et Auguste Père, instruite par lui des vertus et des nobles qualités qui vous distinguent, je donne avec plaisir mon consentement à l'union que vous désirez et qui est l'objet des plus chères espérances du Roi, mon Seigneur et Auguste Père. J'unis mon sort au vôtre, j'accepte votre portrait comme un premier et précieux gage de vos sentiments, qui m'assurent le bonheur de mon sort futur, en désirant bien sincèrement rendre cette union pour vous une source intarissable de félicité.

« Je suis, avec une parfaite et sincère amitié,
Monsieur mon Frère,
votre très affectionnée sœur,
CATHERINE. »

Le Prince héritier de Würtemberg, désigné pour représenter le Prince Jérôme, son futur beau-frère, se place aux côtés de la princesse. Le Révérend Süsskind, prédicateur de la Cour, appelle sur les époux la protection du Très-Haut.

« Grand Dieu, dit-il, dont la Toute-Puissance est adorée par les rois de la terre, nous nous rassemblons dans ce temple pour te prier de répandre tes bénédictions sur la Princesse royale Catherine de Würtemberg et le Prince Jérôme-Napoléon de France, frère de l'Empereur, qui, dans cette heure solennelle, vont unir inséparablement leurs destinées... »

« Vous allez consacrer votre vie à un prince uni par les liens du sang au héros qui fait l'admiration de l'univers et dont il sera toujours le digne émule. De bonne heure, ce prince s'est illustré sur les deux éléments par sa valeur autant que par ses talents, et, joignant maintenant l'olivier au laurier, il fera le bonheur des peuples soumis désormais à son sceptre. »

Au nom de Jérôme-Napoléon, le Prince héritier de Würtemberg déclare qu'il veut être uni légitimement en mariage avec la Princesse qui, à son tour, affirme sa volonté de contracter l'union avec le frère de l'Empereur. Alors le pasteur échange les anneaux :

« Je confirme, en qualité de ministre du Saint-Évangile, ce lien conjugal, comme lien indissoluble, selon l'ordre de Dieu, au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. Que la la paix de Dieu soit avec vous !

« Que vos cœurs lui soient voués ! que chacun de vos jours atteste la bonté du Très-Haut ! que Dieu comble de ses bénédictions notre Roi Frédéric et toute la Maison Royale !

« Qu'il en comble l'Empereur Napoléon et toute la Maison Impériale !

« Que sa grâce soit avec nous tous ! Amen ! »

De nouvelles salves éclatent, les sonneries des cloches redoublent et tandis que le cortège quitte la chapelle, les illuminations embrasent le palais et la ville[1].

La Princesse apportait en dot cent mille florins, au cours du pays, qui devaient être payés en trois échéances, le jour du mariage, six mois plus tard et enfin au bout d'une année. Le Roi s'engageait de plus, à lui donner des bagues et des joyaux représentant la même somme, qui demeureraient en propre aux héritiers de sa fille ; de leur côté, Napoléon et Joséphine promettaient des diamants et des parures d'une valeur de trois cent mille francs.

Quelques lignes du *Journal* de Catherine permettent de douter que le Roi fût disposé à tenir ses engagements :

« Malgré toute l'importance que devait mettre mon père à l'alliance qu'il contractait avec celui qui disposait de son sort, il me fit contracter des dettes pour des cadeaux d'usage, me donna un trousseau que je n'ai pu porter. »

Possédant cent louis pour toute ressource, elle quitte Stuttgart le 15 Août et arrive le soir à Strasbourg, où le

1. En ouvrant, le 16 Avril, la session du Corps législatif, l'Empereur annonçait officiellement le prochain avènement de son frère :

« Depuis votre dernière session, de nouvelles guerres, de nouveaux triomphes, de nouveaux traités de paix ont changé la face de l'Europe politique

« Si la maison de Brandebourg, qui la première se conjura contre notre indépendance, règne encore, elle le doit à la sincère amitié que m'a inspirée le puissant Empereur du nord.

« Un prince français règnera sur l'Elbe : il saura concilier les intérêts de ses nouveaux sujets avec ses premiers et ses plus sincères devoirs... »

maréchal Bessières, après avoir signé l'acte d'échange, la décharge des pierreries et des bijoux, lui présente les personnes désignées par l'Empereur pour venir à sa rencontre. Ce sont Mmes de Luçay, Octave de Ségur et de Brignole; MM. Auguste de Talleyrand, chambellan, de Bausset, préfet du palais, de Villoutreys, écuyer, et de Cramayel, maître des cérémonies.

A chaque étape de la route, minutieusement réglée par Napoléon lui-même, la Princesse dépeint à son père la suite ininterrompue de réceptions, de présentations, de fêtes qui, pour sa timidité, ne sont qu'un perpétnel tourment.

Toutes ses lettres — celles des jours radieux comme celles de l'exil, officielles ou intimes, — sont, ainsi que la correspondance du Roi de Wurtemberg, écrites en français.

« J'ai bien compati, répond le Roi Frédéric, à toute la fatigue que l'on vous a donnée et je ne comprends pas le motif qui vous a fait courir de cette manière; il paraît que l'on ne dort plus en France, mais je désire beaucoup que l'on vous épargne de contracter cette habitude, dont votre santé ne saurait à la longue manquer d'être altérée; tâchez, de grâce, d'obtenir qu'on ne vous gêne pas là-dessus, car mon inquiétude serait sans bornes, si je n'étais pas rassuré à cet égard.

« ... Pourquoi, ma chère enfant, cette défiance de vous-même que vous témoignez sur l'impression que vous croyez faire sur le Prince? Vous n'en devez pas avoir; je vous pardonne l'embarras, il est naturel, mais de la défiance, pourquoi en auriez-vous? Vous êtes jolie : ce n'est pas là, il est vrai, ce qui assure le bonheur, mais lorsque votre mari connaîtra votre caractère, il vous estimera, ainsi il vous aimera... »

Le 19 Août, tandis que Catherine se rapproche de Paris, toujours acclamée, partout fêtée, le Prince Archi-Chancelier porte au Sénat Conservateur le message de l'Empereur annonçant le mariage de son frère.

Deux jours plus tard, le président et les secrétaires, Lacépède, Garnier et Depère, sont reçus en audience solennelle par Napoléon, auquel ils présentent la réponse du Sénat :

« ... La France, Sire, verra avec une satisfaction bien vive, le prince qui, sur l'Océan et dans les champs de la Silésie, a mérité de vaincre au nom du plus grand des Héros, uni avec une Princesse digne du trône sur lequel le modérateur des destinées de l'Europe va élever Son Auguste Frère.

« Elle recevra avec reconnaissance, de Votre Majesté Impériale et Royale, ce nouveau gage de la perpétuité de la plus illustre des dynasties, de la tranquillité du continent, de la stabilité des institutions européennes, de la félicité des nations confédérées sous Vos aigles protectrices, et Votre bon et grand peuple, Sire, sera toujours heureux de tout ce qui pourra ajouter au bonheur personnel de Votre Majesté. »

C'est au Raincy que les fiancés doivent se rencontrer pour la première fois, le 21 Août, dans la propriété de Junot, gouverneur de Paris.

Après que le prince de Neuchâtel, Vice-Connétable, est venu la complimenter au nom de l'Empereur, la Princesse sort avec Mme Junot et fait dans la forêt de Bondy une longue promenade.

Pour le dîner, elle porte, attaché au cou par deux rangs de perles, le portrait de Jérôme.

A six heures, on signale l'approche de voitures venant de Paris. Ayant peine à dissimuler son émotion, la Princesse reste seule dans un salon communiquant, d'un côté avec la galerie de musique, où se retirent les dames de sa suite, de l'autre, avec le billard, où s'arrêtent le cardinal Maury et les personnes qui accompagnent Jérôme.

L'entrevue est courte, car le soir même réunira les fiancés aux Tuileries, et le frère de l'Empereur, en quittant le Raincy, ne précède Catherine que de bien peu sur la route de Paris.

Elle arrive au château à neuf heures. Napoléon l'attend en haut du grand escalier, et, comme elle veut se jeter à ses genoux, il la relève, l'embrasse, la mène dans le salon de l'Impératrice, autour de laquelle sont réunies Madame Mère, la Reine de Naples, la Grande-Duchesse de Berg et la Princesse Stéphanie.

L'Empereur n'ignore pas quelle tendresse profonde unissait le Roi Frédéric à sa fille ; il devine les douleurs du départ, les tristesses de ces premiers jours sur la terre française et, prenant les mains de sa belle-sœur, il lui dit doucement : « Je vous aime comme ma fille; je sais ce que la séparation de votre père vous a coûté ; je veux, s'il m'est possible, vous faire oublier ces moments cruels. Votre père est mon ami et je me souviendrai toujours de la marque de confiance qu'il vient de me donner en unissant votre sort à celui de mon frère. »

Le mariage civil est célébré le lendemain.

Quelques heures avant la cérémonie, Napoléon et Joséphine arrivent à l'improviste dans les appartements de

la Princesse. Loin des contraintes de l'étiquette, ils se font une joie de sa surprise et de son ravissement à la vue des écrins qu'ils ouvrent devant elle. L'Empereur, en riant, lui retire son bonnet, l'Impératrice pose sur ses cheveux le diadème et le grand peigne de pierreries, lui attache aux oreilles les pendants de diamants.

Huit cents personnes assistent, dans la galerie de Diane, à la signature du mariage. Les témoins de Jérôme sont : S. A. I. Mgr Camille, Prince Borghèse, Prince et Duc de Guastalla; S. A. I. et R. Mgr Joachim, Prince, Grand-Amiral de l'Empire, Grand-Duc de Clèves et de Berg; S. A. S. le Prince Vice-Connétable, Maréchal de l'Empire, Grand-Veneur de la Couronne, prince de Neuchâtel. — Pour la Princesse : S. A. S. Charles-Louis-Frédéric, Grand-Duc héréditaire de Bade; S. E. Georges Levin, comte de Wintzingerode, ministre des Relations extérieures de S. M. le roi de Wurtemberg et son Envoyé extraordinaire et son Ministre plénipotentiaire auprès de S. M. l'Empereur et Roi; S. E. Frédéric-Guillaume, Prince régnant de Nassau, comte de Sayn.

Le 24 Août, M. de Champagny envoyait au ministre secrétaire d'État, Maret, les projets de lettres notifiant le mariage aux Souverains amis de la France; il le priait de les faire expédier conformément aux notes placées en marge de chacune et de les présenter ensuite à la signature de Sa Majesté.

Depuis le traité de Tilsitt, la paix semblait devoir être durable entre la France et la Russie, et Napoléon, en annonçant le mariage de Jérôme à l'Empereur Alexandre, ajoutait :

« Cette union m'est d'autant plus agréable qu'elle établit entre Votre Majesté et mon frère des liens de parenté auxquels Nous attachons le plus grand prix. Je saisis avec un véritable plaisir cette occasion pour exprimer à Votre Majesté ma satisfaction des rapports d'amitié et de confiance qui viennent d'être établis entre nous et pour l'assurer que je n'omettrai rien pour les cimenter et les consolider. »

A ses frères, il exprimait cette joie qui leur était commune, d'avoir « acquis une belle-sœur qui doit nous être chère par ses vertus et par toutes les qualités dont elle est douée. »

Dans la lettre adressée à la Princesse Élisa, l'Empereur insistait encore davantage sur l'union familiale :

« Je ne doute pas que cette intéressante alliance ne vous cause autant de satisfaction qu'à moi, car vous prenez sûrement le même intérêt que moi au bonheur de notre cher frère, qui est inséparable du nôtre. »

Pendant les fêtes, un soleil de feu flambait sur Paris, et Napoléon maudit cette température étouffante dans une lettre écrite au Roi de Wurtemberg, le matin même du mariage :

« ...Je souhaite que Votre Majesté se trouve bien de cette horrible chaleur; elle est telle ici qu'il n'y en pas eu une pareille depuis soixante ans. Pour moi, dont la mémoire ne date pas de si loin, je ne me souviens pas d'avoir jamais eu si chaud en France. »

Le mariage religieux est consacré, le dimanche 28 Août, dans la chapelle des Tuileries. A huit heures du soir, l'Em-

pereur paraît, donnant la main à la Princesse Jérôme; le Prince accompagne l'Impératrice.

Le Prince Primat officie; le poële est tenu par Mgr Fellot-Beaumont, évêque de Gand, et par l'abbé de Boulogne, aumônier de Sa Majesté.

Il y a ensuite concert et ballet dans la salle des Maréchaux.

Malgré un violent orage qui détruit les apprêts des illuminations et noie le feu d'artifice, la foule massée dans le jardin force par ses acclamations Napoléon et Joséphine, Jérôme et Catherine à se montrer deux fois au balcon.

Un mois durant, les fêtes se multiplient : représentation d'*Andromaque* à Saint-Cloud, chasse à Saint-Germain, visite à Morfontaine chez la Reine de Naples, séjour à Rambouillet.

Habituée à l'existence paisible de la Cour de Stuttgart, Catherine aspire au repos; elle est éblouie, mais lasse, et appelle de tous ses vœux le jour où l'Empereur leur permettra d'aller vers leur nouveau royaume, le moment où elle pourra s'isoler dans la tendresse profonde qu'elle porte à son mari.

Cette union, à laquelle elle s'était soumise comme à une nécessité politique, Catherine bientôt ne cesse de la bénir : toutes les lettres adressées à son père disent l'amour que lui a inspiré Jérôme.

« Vous devriez voir — écrit-elle un jour — les attentions, la délicatesse, la tendresse dont il comble votre fille. Déjà, il commence à me gâter, car il est impossible de mettre plus de grâce, plus de franchise, plus de confiance

dans ce qu'il fait pour me faire plaisir; aussi je ne pourrais plus être heureuse sans lui. »

Dans une autre lettre : « Je suis la plus heureuse des femmes dans mon intérieur, au delà même de ce que je puis exprimer, et je rends grâce chaque jour à la Providence d'avoir permis que j'unisse mon sort au meilleur des hommes. »

Jérôme a été vite conquis par sa femme. Le même courrier qui remet au Roi Frédéric une épître enthousiaste de sa fille, lui apporte, de son gendre, ces lignes datées des Tuileries :

« Monsieur mon frère et très cher beau-père, en profitant de toutes les occasions pour vous renouveler les assurances de mon attachement, je remplis un devoir et suis l'impulsion de mon cœur. Le bonheur dont je jouis par les liens que j'ai contractés avec la Princesse Catherine est en partie l'ouvrage de Votre Majesté, puisqu'Elle seule a pris le soin de former son cœur et de cultiver son esprit... »

Tout aussitôt, la tristesse et l'anxiété qui, depuis le mariage de la Princesse, planaient sur la Cour de Wurtemberg, se dissipent.

« Vos lettres — écrit le Roi — ont répandu ici la joie et la satisfaction; vous savoir contente et heureuse, aimante et aimée de votre époux, ces heureuses vérités ont rendu à notre cercle l'air riant et serein que votre départ en avait banni. Assurez bien à votre époux, auquel je ne sais trop quel nom donner en ce moment, que sa tendresse et son affection pour vous lui garantissent à jamais toute la mienne... »

Le 17 Septembre, la Grande-Duchesse de Berg donnait une fête dans sa campagne de Neuilly. A peine la Princesse Jérôme y est-elle arrivée, qu'elle pâlit, que ses yeux s'emplissent de larmes.

C'est que, dans le parc tout illuminé, vient de lui apparaître un coin de village allemand, avec la petite maison que son père lui avait fait construire près de Ludwigsburg : la voilà bien, avec ses vaches, ses moutons et sa biche apprivoisée! — En même temps résonne un *lied* chanté par un chœur invisible; des danseuses de l'Opéra, costumées en paysannes, disposent des corbeilles de roses aux pieds de Catherine, et l'Empereur, souriant à l'émotion joyeuse de sa belle-sœur, lui apporte une grande gerbe de fleurs.

Malgré l'affection que lui témoignaient Napoléon et Joséphine, la Princesse était impatiente de voir arriver l'heure du départ, toujours retardé, toujours remis.

Dès le commencement d'Août, une Commission de neuf membres, nommés par les divers États du nouveau royaume, était venue à Paris, présenter ses hommages à Jérôme.

En la recevant à Saint-Cloud, il disait quelques-uns de ses projets, parlait des réformes que l'Empereur jugeait nécessaires; il s'informait des besoins du pays, écoutait attentivement les observations du comte d'Alvensleben, de l'abbé Henke et du conseiller Pestel.

Le 16, la députation était, dans une audience solennelle, présentée à Napoléon, qui l'assurait de sa bienveillance et de sa protection. Mais avant de permettre à son frère de prendre en mains le gouvernement de la Westphalie, il voulait que le royaume fût organisé et que le pouvoir y fût solidement établi.

Pour cela, il nommait un Conseil de régence composé

de trois conseillers d'État : Beugnot, Siméon, Jollivet et du G[al] Lagrange. Aucun d'eux ne parlant couramment l'allemand, il leur adjoignait M. Mossdorff, conseiller de préfecture à Mayence.

Une des premières œuvres accomplies est le partage de la Westphalie en huit départements, subdivisés en districts que dirigeront des sous-préfets :

L'Elbe (253,000 hab.), chef-lieu : Magdebourg ; districts : Neuhaldensleben, Stendal, Salzwedel.

La Fulde (260,000 hab.), chef-lieu : Cassel, capitale du royaume ; districts : Hœxter, Paderborn, Biclefeld.

Le Harz (200,000 hab.), chef-lieu : Heiligenstadt ; districts : Duderstadt, Nordhausen, Osterode.

La Leine (234,000 hab.), chef-lieu : Gœttingen ; districts : Einbeck, Rinteln.

L'Ocker (276,000 hab.), chef-lieu : Brunswick ; districts : Helmsedt, Hildesheim, Goslar.

La Saale (237,000 hab.), chef-lieu : Halberstadt ; districts : Blankenburg, Halle.

La Werra (260,000 hab.), chef-lieu : Marbourg ; districts : Hersfeld, Eschwege.

Le Weser (355,000 hab.), chef-lieu : Osnabrück ; districts : Minden, Biclefeld, Rinteln.

Tandis que, sur les plans de l'Empereur, les Régents commencent l'organisation de la Westphalie, Cambacérès et Regnault de Saint-Jean-d'Angély préparent la constitution du nouveau royaume.

Le 15 Novembre, au palais de Fontainebleau, elle est approuvée par Napoléon et aussitôt envoyée à Jérôme, alors à Paris.

« Napoléon, par la grâce de Dieu et les Constitutions, Empereur des Français, Roi d'Italie et Protecteur de la Confédération du Rhin,

« Voulant donner une prompte exécution à l'article 19[1] du traité de Tilsitt et établir pour le royaume de Westphalie des constitutions fondamentales qui garantissent le bonheur des peuples et qui, en même temps, assurent au Souverain les moyens de concourir, en qualité de Membre de la Confédération du Rhin, à la sûreté et à la prospérité commune,

« Nous avons statué et statuons ce qui suit :

« TITRE Ier. 1° (*Ici la nomenclature des différents États composant le Royaume.*)

« 2° Nous nous réservons la moitié des domaines allodiaux des Princes pour être employés aux récompenses que nous avons promises aux officiers de nos armées qui nous ont rendu le plus de services dans la présente guerre.

« La prise de possession de ces biens sera faite par nos Intendants, et le procès-verbal en sera dressé contradictoirement avec les autorités du pays avant le 1er Décembre.

« 3° Les contributions extraordinaires de guerre qui ont été mises sur ledit pays, seront payées ou des sûretés seront données pour leur paiement avant le 1er Décembre;

« 4° Au 1er Décembre, le Roi de Westphalie sera mis en possession par des commissaires que nous nommons à

1. Reconnaissance par l'Empereur de Russie du Prince Jérôme Bonaparte comme Roi de Westphalie; et au royaume de Westphalie, de la possession des territoires cédés par le Roi de Prusse sur la rive gauche de l'Elbe.

Reconnaissance par le Roi de Prusse de la Confédération du Rhin et des Princes Joseph, Louis et Jérôme, comme Rois de Naples, de Hollande et de Westphalie.

(Traités de Tilsitt, 7 et 9 juillet 1807).

cet effet, de la pleine jouissance et souveraineté de son royaume. »

Le titre II fixe le contingent de l'armée westphalienne : 20,000 hommes d'infanterie, 3,500 cavaliers, 1,500 artilleurs; pendant les premières années, la moitié de ces troupes qui tiendra garnison à Magdebourg, sera soldée, logée et nourrie aux frais du Roi.

Napoléon établit ensuite l'ordre de l'hérédité dans la famille royale de Westphalie. A défaut de descendance naturelle et légitime de Jérôme-Napoléon, le trône sera dévolu à l'Empereur des Français ou à ses descendants ; eux manquant, il revient aux héritiers du Prince Joseph-Napoléon, Roi de Naples et des Deux-Siciles, du Prince Louis-Napoléon, Roi de Hollande, du Prince Joachim, Grand-Duc de Berg et de Clèves.

Mais le principal but poursuivi par l'Empereur est l'anéantissement complet de tous les vestiges de la féodalité, la ruine des privilèges restés si nombreux en Allemagne : il veut modeler le royaume de Westphalie à l'image de la France nouvelle, telle qu'elle est sortie de la Révolution. Il sait que Jérôme aura à vaincre bien des obstacles, à lutter contre de puissantes influences pour implanter les idées égalitaires, et le même jour où il lui envoie la Constitution de Westphalie, il l'accompagne d'une lettre dans laquelle est développé, de plume de maître, ce principe que Jérôme ne sera assuré de son trône que s'il transporte en Allemagne les doctrines de 89, s'il poursuit le triomphe des idées libérales :

« Mon frère, vous trouverez ci-joint la Constitution de votre royaume.

« Cette Constitution renferme les conditions auxquelles je renonce à tous mes droits de conquête et à mes droits acquis sur votre pays. Vous devez la suivre fidèlement.

« Le bonheur de vos peuples m'importe, non-seulement par l'influence qu'il peut avoir sur votre gloire et la mienne, mais aussi sous le point de vue du système général de l'Europe. N'écoutez point ceux qui vous disent que vos peuples accoutumés à la servitude, recevront avec ingratitude vos bienfaits. On est plus éclairé dans le royaume de Westphalie qu'on ne voudrait vous le persuader; et votre trône ne sera véritablement fondé que sur la confiance et l'amour de la population. Ce que désirent avec impatience les peuples de l'Allemagne, c'est que les individus qui ne sont point nobles et qui ont des talents, aient un égal droit à votre considération et aux emplois; c'est que toute espèce de servage et de liens intermédiaires entre le Souverain et les dernières classes du peuple soit entièrement abolie. Les bienfaits du Code Napoléon, la publicité des procédures, l'établissement des jurys sont autant de caractères distinctifs de votre monarchie. Et s'il faut vous dire ma pensée tout entière, je compte plus sur leurs effets, pour l'extension et l'affermissement de votre monarchie, que sur les résultats des plus grandes victoires. Il faut que vos peuples jouissent d'une liberté, d'une égalité, d'un bien-être inconnus aux peuples de la Germanie, et que ce gouvernement idéal produise, d'une manière ou d'autre, les changements les plus salutaires au système de la Confédération et à la puissance de votre monarchie.

« Cette manière de gouverner sera une barrière plus puissante pour vous séparer de la Prusse, que l'Elbe, que les places fortes et que la protection de la France. Quel peuple voudra retourner sous le gouvernement arbitraire

prussien, quand il aura goûté les bienfaits d'une administration sage et libérale? Les peuples d'Allemagne, ceux de France, d'Italie, d'Espagne désirent l'égalité et veulent des idées libérales. Voilà bien longtemps que je mène les affaires de l'Europe, et j'ai eu lieu de me convaincre que le bourdonnement des privilégiés était contraire à l'opinion générale.

« Soyez roi constitutionnel. Quand la raison et les lumières de votre siècle ne suffiraient pas, dans votre position la bonne politique vous l'ordonnerait. Vous vous trouverez avoir une force d'opinion et un ascendant naturel sur vos voisins qui sont rois absolus.

« NAPOLÉON. »

L'égalité devant la loi et le libre exercice des cultes étaient consacrés par le titre IV de la Constitution, qui supprimait en même temps les États généraux et provinciaux, abolissait les privilèges des corporations et des villes, mettait un terme à tout servage. Les statuts des Abbayes, Prieurés, Chapitres étaient modifiés de façon à les rendre accessibles au moindre sujet du royaume.

«... La noblesse continuera de subsister dans ses divers degrés et avec des qualifications diverses, mais sans donner ni droit exclusif à aucun emploi et à aucune fonction ou dignité, ni exemption d'aucune charge publique. »

Napoléon fixait encore le nombre des ministères et leurs attributions : Justice et Intérieur, Guerre, Finances, Commerce et Trésor, Secrétairerie d'Etat. Le Conseil d'État serait composé de seize membres au moins, de vingt-cinq au plus, nommés par le Roi et révocables.

Pour élire les députés dont la réunion formerait les États du royaume, chaque département devait nommer un Collège, à raison d'un membre par mille habitants. La majeure partie des députés serait choisie parmi les propriétaires; les autres, chez les négociants et fabricants, dans les rangs des savants ou des citoyens ayant bien mérité de l'État.

Outre l'élection des députés, les Collèges avaient encore à proposer à la nomination royale les juges de paix, les membres des Conseils de préfecture, des Conseils généraux et municipaux.

A partir du 1er Janvier 1808, le Code Napoléon serait en vigueur dans le royaume de Westphalie, qui adopterait aussi le système monétaire français — les pièces étant frappées à l'effigie de Jérôme et aux armes royales — et notre système des poids et mesures.

Quoiqu'on se soit plu à représenter Napoléon comme peu disposé à tenir compte des avis les plus respectueusement émis, il est certain qu'une lettre adressée par les Régents du royaume de Westphalie amena quelques modifications dans la Constitution primitive.

De Cassel, le 5 Novembre 1807, Siméon, Lagrange, Jollivet et Beugnot écrivaient à M. de Champagny :

« Nous ignorons si la Constitution du royaume de Westphalie est définitivement arrêtée par l'Empereur; nous n'en avons vu que des copies sans authenticité dans les mains de quelques députés qui reviennent de Paris.

« Si Sa Majesté a prononcé, nous n'avons qu'à respecter et exécuter Sa volonté, lorsqu'Elle voudra nous la faire connaître; mais si la Constitution n'était encore qu'un pro-

jet, la connaissance que depuis deux mois nous acquérons du royaume, de ses usages et du caractère de ses habitants, nous impose le devoir de soumettre à Sa Majesté quelques observations qu'Elle appréciera dans la sagesse et la hauteur de Son génie.

« D'après les copies que nous avons vues, il y aura vingt-cinq Conseillers d'État. Ce nombre n'est-il pas bien considérable pour un État de 18 à 1900000 habitants? Il n'y en a que 40 en France : 15 ou 16 ne seraient-ils pas suffisants en Westphalie ?

« Cependant on pourrait en conserver 25, si l'on attribuait au Conseil d'État la connaissance du recours en cassation...

« Il faudra s'occuper aussi d'un Code de procédure conforme à ce qu'il y a de bon dans leurs usages et à ce qu'exigent la saine raison et l'abréviation des procès. Les hommes les plus instruits dans l'ordre judiciaire n'entendent pas notre Code de procédure française, parce que beaucoup de formes et presque tous les termes leur sont étrangers.

« Mais le Code Napoléon est non seulement à la portée de tous, mais réunit l'assentiment général parce qu'il est fondé en quelque partie sur le droit romain, que l'on suit anciennement ici, et que même dans les points où il s'en est écarté, il est d'une équité évidente et d'une sagesse qui subjuguent tous les esprits... »

La preuve certaine que l'Empereur se laissa convaincre par la lettre des Régents, se trouve dans les minutes de la Constitution westphalienne qui lui furent successivement soumises.

Tracées de sa main ou écrites sous sa dictée, on y

rencontre les corrections répondant aux vœux exprimés.

Ce paragraphe : « Le Conseil d'État sera composé de 25 membres » est ainsi modifié : « de 16 membres au moins et de 25 au plus. »

Au titre 47, établissant « pour tout le royaume une seule Cour d'Appel et une seule Cour de Cassation », un trait de plume supprime la dernière, et ces lignes sont ajoutées aux dispositions relatives au Conseil d'État :

« Le Conseil d'État fera les fonctions de Cour de Cassation. Il y aura auprès de lui des avocats pour les affaires qui sont de nature à être portées à la Cour de Cassation et pour le contentieux de l'administration. »

Maintenant que tout était réglé de par la volonté de l'Empereur, rien ne s'opposait plus au départ des jeunes Souverains.

Le Roi Frédéric avait souvent écrit à sa fille la joie profonde qu'il aurait à la voir s'arrêter à Stuttgart.

En autorisant Jérôme à retarder de quelques jours son entrée à Cassel, Napoléon lui écrit une lettre où sa sollicitude affectueuse transparaît à chaque ligne. Ce n'est pas un maître qui commande ; c'est un frère qui, fort de son génie et de ses bienfaits, trace pour chaque jour, pour chaque heure presque, une règle de conduite à celui qu'il aime, qu'il a élevé, qu'il veut faire grand :

« Fontainebleau, 15 Novembre 1807.

« Mon frère, je pense que vous devez vous rendre à Stuttgart, comme vous y avez été invité par le roi de Wurtemberg. De là, vous vous rendrez à Cassel avec toute la pompe dont les espérances de vos peuples les porteront

à vous environner. Vous convoquerez les députés des États actuellement existants, en faisant en sorte qu'il y en ait moitié non nobles et moitié nobles; et devant cette assemblée ainsi composée, vous recevrez la Constitution et prêterez serment de la maintenir; et immédiatement après, vous recevrez le serment de ces députés de vos peuples.

« Les quatre membres de la Régence sont chargés de vous faire la remise du pays.

« Ils formeront un Conseil privé, qui restera près de vous tant que vous en aurez besoin.

« Ne nommez d'abord que la moitié de vos Conseillers d'État; ce nombre sera suffisant pour commencer le travail. Ayez soin que la majorité soit composée de non nobles, toutefois sans que personne s'aperçoive de cette habituelle surveillance à maintenir en majorité le tiers état dans tous ses emplois. J'en excepte quelques places de cour, auxquelles, par suite des mêmes principes, il faut appeler les plus grands noms. Mais que dans vos ministères, dans vos conseils, s'il est possible, dans vos tribunaux et cours d'appel, dans vos administrations, la plus grande partie des personnes que vous emploierez ne soit pas noble. Cette conduite ira au cœur de la Germanie et affligera peut-être l'autre classe; n'y faites point attention. Il suffit de ne porter aucune affectation dans cette conduite, et surtout ne jamais entamer de discussion ni faire comprendre que vous attachez tant d'importance à relever le tiers état. Le principe avoué est de choisir les talents partout où il y en a. Je vous ai tracé les principes généraux de votre conduite.

« J'ai donné l'ordre au Major Général de vous remettre le commandement des troupes françaises qui sont dans

votre royaume; souvenez-vous que vous êtes Français; protégez-les et veillez à ce qu'elles n'essuient aucun tort. Peu à peu, et à mesure qu'ils ne seront plus nécessaires, vous renverrez les gouverneurs et les commandants d'armes. Mon opinion est que vous ne vous pressiez pas, et que vous écoutiez avec prudence et circonspection les plaintes des villes qui ne songent qu'à se défaire des embarras qu'occasionnera la guerre. Souvenez-vous que l'armée est restée six mois en Bavière et que ce bon peuple a supporté cette charge avec patience.

« Avant le mois de Janvier, vous devrez avoir divisé votre royaume en départements, y avoir établi des préfets et commencé votre administration.

« Ce qui m'importe surtout, c'est que vous ne différiez en rien l'établissement du Code Napoléon. La Constitution l'établit irrévocablement au 1er Janvier. Si vous en retardiez la mise en vigueur, cela deviendrait une question de droit public, car si des successions venaient à s'ouvrir, vous seriez embarrassé par mille réclamations. On ne manquera pas de vous faire des objections : opposez-y une ferme volonté. Les membres de la Régence qui ne sont pas de l'avis de ce qui a été fait en France pendant la Révolution, feront des représentations : répondez-leur que cela ne les regarde pas. Mais aidez-vous de leurs lumières et de leur expérience; vous pourrez en tirer un grand parti.

« Écrivez-moi surtout très souvent. Je ne tarderai pas à être de retour à Paris. Je vous assisterai constamment de mon expérience et de mes conseils; prémunissez-vous contre les intrigants, n'employez aucun Français sans mon autorisation, d'abord parce que c'est mon droit, et ensuite parce que je connais les individus de mon pays; et il est

des gens tels que.... par exemple, qui sont mal vus par l'opinion publique. »

Officiellement, le règne de Jérôme ne devait commencer que le 1er Décembre 1807 ; et, deux mois déjà, avant la date fixée, il avait à lutter contre les difficultés financières qui allaient l'assaillir sans relâche.

La Liste Civile est fixée au chiffre de cinq millions ; mais, épuisé qu'est le Trésor par les impositions de guerre, par les exigences du Gouvernement français, il ne peut rien avancer au futur Souverain, réduit à emprunter à la Caisse des Dépôts et Consignations 1.800,000 francs pour payer son voyage et les frais de son entrée en Westphalie.

C'est que Jérôme et Catherine emmènent avec eux une suite nombreuse, dont la liste a été conservée dans l' « *État des personnes de la maison de Sa Majesté le roi de Westphalie, nommées du voyage de Stouttgart* (sic) :

Le Grand Maréchal du Palais : M. de Meyronnet de Saint-Marc ;

Le Grand Écuyer : M. le général Lefebvre ;

Le Grand-Maître de la Garde-Robe du Roi, Premier Chambellan : M. Lecamus ;

Le Second Chambellan : M. de Hammerstein ;

Le Préfet du Palais, faisant les fonctions de Maréchal de Cour en Allemagne : M. de Boucheporn ;

Le Secrétaire des Commandements : M. de Marinville ;

Le premier valet de chambre ;

Deux valets de chambre ;

Un maître d'hôtel ;

Douze valets de pied ;

Deux cuisiniers.

A la tête de la Maison de la Reine :

Mme la comtesse de Truchsess, faisant pour le voyage les fonctions de dame d'honneur;

Dames du Palais : Mme d'Esterno et Mme Malet de la Rochette, faisant les fonctions de lectrices;

Chambellans : MM. de Scheele et d'Esterno;

M. le Secrétaire des Dépenses : Pfeiffer;

L'Aumônier : M. Daenzel;

Trois femmes de chambre;

Trois couturières en robes et en linge;

(Chaque dame a sa femme de chambre.)

Depuis un mois déjà, les Pages, venus à Paris pour être présentés aux jeunes Souverains, étaient rentrés à Cassel. C'étaient MM. von Ochs, von Wolff, von der Malsburg, von Schlottheim; puis MM. von Alten, von Linsingen, von Bähr, von Praun qui avaient rempli les mêmes fonctions à la Cour de Brünswick; deux enfin appartenaient à des familles françaises : MM. Pujol et Bourbon.

Le 22 Novembre 1807, le Roi et la Reine quittaient Paris et se dirigeaient vers Stuttgard[1], tandis que deux aides de camp, Morio et Rewbell, gagnaient tout droit la Westphalie où ils allaient, avec le Conseil de Régence, préparer la reception solennelle.

Après un arrêt d'une semaine dans la capitale du Würtemberg, Jérôme et Catherine, escortés depuis Francfort par des détachements de Dragons français et par les Hussards

1. «... Le plaisir dont je jouis en ce moment de recevoir chez moi le Roi et la Reine de Westphalie, est un motif de plus de reconnaissance que je dois à Votre Majesté Impériale, qui leur a permis de diriger leur route par ici. J'ai la satisfaction de trouver l'un et l'autre contents de leur union... » (Lettre du Roi de Würtemberg à l'Empereur).

du Prince-Primat, arrivent, le 6 Décembre, à la frontière de leur royaume et la franchissent près de Marbourg, où le bailli du district leur souhaite la bienvenue.

Dans les hameaux rencontrés sur la route, les cloches sonnent à grandes volées; pasteurs et maîtres d'école, entourés des enfants, sont rangés sur le passage du cortège.

Le Roi et la Reine entrent dans Marbourg sous un arc de triomphe, élevé à l'entrée de la Frankfurter-Strasse. Les Régents, venus de Cassel, sont à leur rencontre, avec le Maire qui présente les clefs de la ville; deux jeunes filles adressent un compliment à Catherine, qui leur fait don de bagues ornées d'un diamant.

Des étudiants à cheval entourent le carrosse, les acclamations éclatent de toutes parts, et le soir, Marbourg s'illumine tandis qu'une marche aux flambeaux parcourt les rues et que, sous le balcon royal, les élèves de l'Université entonnent le *Gaudeamus igitur*.

Arrivée à Wilhelmshöhe le lendemain. A la porte du parc tout couvert de neige, la Garde d'honneur est rangée sous le commandement du comte de Stolberg-Wernigerode et de loin, on voit resplendir ses uniformes écarlates, aux revers brodés d'or.

Dans le château, baptisé Napoleonshöhe en l'honneur de l'Empereur, les premières heures de royauté passent rapides. A peine Jérôme et Catherine s'aperçoivent-ils que les salles sont à demi dévastées, dépourvues de mobilier, que le froid y est terrible : les députations se succèdent, les adresses se suivent, les serments et les vœux se pressent ininterrompus.

De Napoleonshöhe, le 7 Décembre, « Jérôme-Napoléon, par la grâce de Dieu et les Constitutions, Roi de Westphalie,

Prince français », date la Proclamation qui met en pleine lumière ses idées libératrices.

«.... Trop longtemps vos campagnes ont souffert des prétentions de famille ou des intrigues de cabinet. Vous aviez en partage tous les malheurs de la guerre et vous étiez exclus des bienfaits de la paix. Quelques-unes de vos cités recueillaient seulement l'honneur stérile d'attacher leur nom à des traités où rien n'était oublié, si ce n'est le sort des peuples qui les habitaient.

« Combien sont différents les résultats des guerres suscitées au Chef Auguste de ma Maison ! C'est pour les peuples que Napoléon a vaincu, et chacun des traités qu'il a conclus est un pas de plus vers le but que se propose son grand génie, de donner à des nations entières une existence politique, des lois, des gouvernements dictés par la sagesse ; de constituer pour chacune d'elles une patrie, de n'en plus laisser dans cette nullité déplorable où elles ne pouvaient ni se défendre de la guerre, ni profiter de la paix.... »

Le même jour, un décret mettait fin aux fonctions des Régents, qui formaient un cabinet provisoire ; un autre nommait les neuf premiers Conseillers d'État[1].

La Constitution, publiée par le *Bulletin des Lois du royaume de Westphalie*, affichée dans les villes, dans les bourgades, souleva un enthousiasme général. A Göttingen, à Halle, à Hœxter, dans les Universités, des banquets s'or-

1. G. A. von Wolffradt, baron von Schele, le publiciste von Dohm, baron von Bülow, baron von Witzleben, von Coninx, von Biedersee, von Heister, baron von Metternich.

Quelques jours plus tard, sont nommés : le comte von Bocholtz, le Dr Leist et le général von Lepel.

ganisent ; on danse, on illumine, on fait largesses aux malheureux. Partout tambours et trompettes résonnent joyeusement.

Gagnés par l'allégresse, entraînés dans le courant, des hommes d'un talent apprécié à travers l'Allemagne entière, jusque-là adversaires déclarés de l'invasion française — tels que Johannes Falck, Ludwig Wachler, Niklas Vogt — font ouvertement leur soumission au frère de l'Empereur.

L'entrée solennelle dans Cassel a lieu le 10 Décembre.

Sur les monuments, aux fenêtres, flottent les couleurs du nouveau royaume, l'étendard bleu foncé et blanc. Contenue à grand'peine par les Arquebusiers, la foule massée dans les rues contemple de ses yeux éblouis le défilé des carrosses à six chevaux, autour desquels caracole la Légion polonaise.

Accueillis, sinon avec enthousiasme, du moins avec des cris de sincère bienvenue par une population lasse de guerre, épuisée d'impôts, avide de connaître enfin la paix et la prospérité, les Souverains arrivent au Palais, en passant sous le superbe Arc-de-Triomphe, allégorie des vertus cardinales de la royauté, qu'a dessiné Jussow.

Le soir, Cassel scintille de lampions, de transparents, de souhaits de bonheur tracés en lettres de flamme.

La vue du Palais avait été une première déception pour la jeune Reine : la résidence était horrible, à peine meublée ; deux salons seulement paraissaient tant soit peu habitables.

Elle veut garnir ses appartements et ce n'est qu'après d'interminables recherches qu'on découvre dans Cassel une table de sapin laquée en blanc.

« Il faut, écrit-elle, tout faire venir de Francfort ou de

Paris. L'on ne peut pas même trouver ici un bout de ruban, et quand l'on demande pourquoi, la réponse est que l'ex-électeur ne pouvait souffrir et ne souffrait aucun luxe de cour. »

Le théâtre ne lui réserve pas moins de surprises : à la représentation de gala donnée le soir de l'entrée solennelle, le *Titus* de Mozart est chanté de si extravagante et provinciale façon, qu'elle est forcée de quitter la loge royale, tant un rire fou allait l'étouffer.

Mais qu'était cela auprès des découvertes que ménageait au Roi le premier regard jeté sur les comptes du Trésor?

Le jour même où il prenait en main le pouvoir, il trouvait *neuf millions de déficit*, apprenait que depuis plusieurs mois les pensions n'avaient pas été soldées, constatait que sur les quarante-neuf millions d'impositions de guerre dont Napoléon avait frappé les provinces westphaliennes, près de *trente-six* restaient à payer... Et que tirer de toutes ces villes à demi ruinées par le passage des troupes, comme Marbourg qui, en quatre mois, avait dû pourvoir à l'entretien de cent mille hommes?

Loin de sembler disposé à venir en aide à son frère, l'Empereur, par un décret, lui retirait la somme annuelle de un million, qui jusque-là lui avait été attribuée à titre d'apanage.

C'est dans ces conditions désastreuses, en proie à de pareils soucis, que le Roi ouvre les États, le 1er Janvier 1808 [1].

1. Le 1er Janvier 1808, sept États d'Europe sont gouvernés par des membres de la famille Bonaparte :

NAPOLÉON, né le 15 août 1769, Empereur des Français, *sacré et couronné*

Dans l'orangerie du parc de Cassel, où le buste de Napoléon se dresse sous un dais auprès du trône, les 275 députés des huit départements sont réunis. Leurs hurrahs saluent la péroraison du discours royal :

« Élevé dans les camps, au sein des tourmentes politiques, et jeune encore, j'ai cependant pu reconnaître que l'égalité devant la loi, la bravoure et la fidélité composent la vraie puissance d'une nation et fondent sa dignité. Ces deux vertus sont surtout les vôtres et j'y place ma première espérance. »

à Paris, 2 décembre 1804, *couronné* roi d'Italie, 26 mai 1805, marié 8 mars 1796 à

JOSÉPHINE, née le 24 juin 1768, *sacrée et couronnée* Impératrice des Français, 2 décembre 1804, reine d'Italie, 26 mai 1805.

NAPLES

Joseph-Napoléon, frère de l'Empereur des Français, roi de Naples et de Sicile, 30 mars 1806, *né* le 7 janvier 1768, *marié* le 24 septembre 1794, à Marie-Julie, reine de Naples et de Sicile, 30 mars 1806, *née* 26 déc. 1777.

HOLLANDE

Louis Napoléon, frère de l'Empereur des Français, connétable de France, *né* le 2 septembre 1778, roi de Hollande, 24 mai 1806, *marié* le 3 janvier 1802, à

Hortense-Eugénie, *née* 10 avril 1783, reine de Hollande, 24 mai 1806.

WESTPHALIE

Jérôme-Napoléon, frère de l'Empereur des Français, *né* 15 novembre 1784 roi de Westphalie le 1er décembre 1807, *marié* le 22 août 1807, à

Frédérique-Catherine-Sophie-Dorothée, princesse royale de Wurtemberg, *née* le 2 février 1783, reine de Westphalie.

BERG ET CLÈVES

Joachim, prince et grand-amiral de France, grand-duc de Berg et de Clèves, *né* 25 mars 1771, *marié* 20 janvier 1800, à

Marie-Annonciade-Caroline, sœur de l'Empereur des Français, *née* 25 mars 1782.

LUCQUES ET PIOMBINO

Marie-Anne-Éliza, sœur de l'Empereur des Français, *née* 3 janvier 1777, *mariée* 5 mai 1797, à

Félix, prince de Lucques et de Piombino, *né* 18 mai 1762.

ITALIE

Eugène-Napoléon, prince de Venise, archi-chancelier d'État de l'Empire français, vice-roi, *né* en 1782, *marié* 13 janvier 1806, à

Auguste-Amélie de Bavière, *née* 21 juin 1788.

(Almanach impérial. Année 1808).

Vient ensuite la prestation du serment : « Nous jurons pour nous et le pays que nous représentons, obéissance au Roi et fidélité à la Constitution. »

Dès la fin d'Octobre 1807, quelques centaines de Français étaient déjà arrivés à Cassel : les uns, titulaires d'une charge à la nouvelle Cour ou fonctionnaires de toutes sortes, accompagnés de leurs familles ; les autres, simplement attirés par l'espoir de faire fortune en Westphalie. Aussitôt, ce fut une transformation de la ville. Les rues de l'ancienne capitale de l'Électeur de Hesse prenaient une animation jusque-là inconnue : on y vit des femmes élégantes, au passage desquelles les bourgeois s'arrêtaient ébahis ; sur le visage des propriétaires, la hausse invraisemblable des loyers mettait un rayonnement ; les boutiquiers criaient miracle devant le flot des acheteurs et un alleluia joyeux s'élevait de tous les marchés.

Après l'entrée de Jérôme et de Catherine, ce fut bien autre chose encore. Ceux-là qui avaient coutume de voir, dans les rues ensommeillées, l'antique berline où passait l'Électeur, en perruque et coiffé du tricorne, croient rêver devant les calèches à quatre chevaux, les uniformes éblouissants, les escortes de Gardes-du-Corps ou de Lanciers. Aux devantures des magasins, c'est un étalage d'objets venus de Paris. Puis, quand tombe la nuit, des lueurs resplendissent, les fenêtres brillent, les violons résonnent, les voitures roulent, et les Hessois ne reconnaissent plus leur Cassel d'antan, triste, désert, dans cette ville où tout sourit.

Les maisons trouvent si vite acquéreur que maint haut personnage cherche en vain un abri. Au mois de Janvier 1809, le chevalier de Huyggens, représentant la Hollande auprès de la Cour westphalienne, écrit à son ministre :

« ... Le corps diplomatique aura bien de la peine à se loger, car malgré toutes les peines que je me suis données et les recherches faites par d'autres, il ne m'a pas été possible de trouver un logement : tout a renchéri du double, et il fait dans ce moment aussi cher vivre à Cassel qu'il faisait de mon temps à Berlin. Il y a cette différence qu'à Berlin, avec de l'argent on trouvait, tandis qu'ici on trouve difficilement et quelquefois pas du tout ce dont on a besoin. J'ai même voulu prendre une maison hors de la ville, mais toutes celles qui sont un peu convenables ont déjà été prises avant mon arrivée. »

L'ambition de Jérôme est que sa résidence soit au premier rang des villes allemandes : il la veut belle, il la veut artistique. Une ordonnance royale enjoint aux architectes de soumettre au gouvernement les plans des maisons qu'ils doivent réparer ou bâtir, et de ne commencer les travaux qu'après approbation des projets.

D'un bout à l'autre du règne, une série de décrets affirme quel souci le roi prend de sa capitale. Il exemptera d'impositions et de logements militaires pendant dix ans, les nouveaux bâtiments qu'on construira; pour diminuer les dangers d'incendie, il interdira de « fumer du tabac dans les rues et places publiques », sous peine de quatre francs d'amende à la première infraction et du double au moins, en cas de récidive.

A travers la Westphalie, on vante les splendeurs de Cassel et toute la noblesse, désertant ses châteaux, y accourt en masse. Comme en France, elle oublie les bouderies, enterre ses convictions, n'a pas assez de révérences et de sourires pour le nouveau régime, qu'elle écrasait tout d'abord sous tant de mépris.

L'antique armorial de Brunswick, de Hesse, de Hanovre, tiendra à honneur d'entourer le trône de Jérôme-Napoléon, durant les six années du règne.

Parmi les Dames du Palais de la Reine, voici la princesse de Hohenlohe-Kirchberg, la princesse Maximilien de Hohenzollern, la baronne Pappenheim, la comtesse Bohlen, Mme de Truchsess, fille du Prince Régnant de Hohenzollen-Hechingen.

Au nombre des chambellans, des préfets du Palais, des écuyers du Roi : le prince de Hessen-Philippsthal, le prince de Salm-Salm, le comte von Stolberg-Wernigerode, le baron von Hammerstein, le comte von Löwenstein-Wertheim, le baron von Busche-Hünerfeld, le comte von Waldburg-Capustigall, le général von Klösterlein, les barons von Schlotheim, von Horst, Bodenhausen, etc.

Et comme pour rendre ce ralliement plus éclatant encore, le Grand-Veneur, comte Von Hardenberg, donne en mariage à Le Camus, premier chambellan, sa fille Adélaïde, demoiselle d'honneur de la Reine Louise de Prusse.

On voit combien est injuste le reproche adressé à Jérôme de s'être entouré uniquement de Français pour gouverner un pays allemand. S'il en était quelques-uns, comme les Boucheporn, les Le Camus, comme Bigot de Villandry, de Barral, de Norvins, le général Lefebvre-Desnouettes, Duchambon, d'Albignac, Constantin Laflèche, ceux-là occupaient surtout des postes honorifiques. Mais Allemands étaient les Préfets, Allemands les Conseillers d'État, les Ambassadeurs [1].

1. Les premiers préfets nommés par Jérôme furent : le comte von der Schulenburg-Emden, le comte Hardenberg, Borcke, le baron von Hœvel, le baron Heuneberg, Christian Gossler, von Pestel.

Une des fautes du jeune Roi, vite relevée par Napoléon, fut la prodigalité avec laquelle il fixa les traitements des dignitaires westphaliens.

Comme dès les premiers jours de son règne, il dépeignait la détresse du Trésor, l'Empereur répond [1] :

« Ces circonstances ne sont point nouvelles pour moi. J'ai été deux ans en France sans finances. Le Roi de Naples commence à peine à régulariser les siennes. En Italie, j'ai été ainsi six ans.

« Quant aux 60,000 francs que vous donnez à vos ministres, c'est une folie; il ne faut pas qu'ils aient plus de 20,000 francs. Mes ministres d'Italie, d'un État qui a cent vingt millions, dont Milan, la capitale, est une ville de luxe et de 140,000 habitants, ont 30,000 francs. Vous mettez votre pays sur un pied de luxe qui le fera déchoir. »

A la même époque, le ministre de Hollande écrit au Roi Louis :

«... L'embarras des finances est extrême. Le Roi a envoyé un courrier à l'Empereur, il y a quelques jours, pour faire les représentations les plus fortes; et l'on est d'accord à dire que si Sa Majesté n'accorde pas de soulagement, on ne voit pour ainsi dire pas moyen de faire aller la machine. En attendant la réponse, M. Daru reste tranquille. Il est venu pour se faire payer le provenu des contributions et pour l'inauguration des provinces... »

Un autre grief, cent fois répété, partout reproduit, c'est l'amour du luxe et des excessives dépenses, sur lequel les ennemis du Roi de Westphalie ont brodé des variations

1. Lettre du 4 janvier 1808.

innombrables autant que fantaisistes : telle l'histoire des bains de vin rouge — transformé en lait, en champagne, même en eau de Cologne, suivant le goût personnel de l'écrivain.

Certes, la Cour dont s'entoura Jérôme, était étrangement disproportionnée avec sa liste civile : Grand Maréchal, Grand Chambellan, Grand Écuyer, Grand Aumônier, Grand Maître des cérémonies, Grand Veneur, rien n'y manquait. Dès le début du règne, l'étiquette avait tout réglé : personnes admises aux cercles tenus par LL. MM., placées au jeu du Roi ou à celui de la Reine. Les membres du corps diplomatique ne se rendent à la Cour que lorsqu'ils sont invités, ce qui a lieu tous les quinze jours. Au lever du Roi, le jeudi et le dimanche, assistent les personnes dépendant du gouvernement et de l'administration ; le comte Jollivet est le seul étranger, jouissant des grandes entrées, comme ancien membre de la Régence.

Le souvenir des Tuileries hantait Jérôme, et surtout, il pensait par ce faste s'imposer davantage, non pas au peuple qu'il savait conquérir par sa bonté, mais à la noblesse comme à la bourgeoisie riche, qu'il devinait prêtes à le trahir malgré leur apparent dévouement.

D'ailleurs, qui songeait, au début du règne, à blâmer les dépenses de Jérôme et de Catherine, en voyant comme leur exemple se faisait contagieux, comme le pays entier s'enrichissait de cette série de fêtes partout déchaînées !

Ce n'est pas seulement au palais de Cassel qu'avaient lieu les bals somptueux, dont les récits furent la providence de tant de chroniqueurs : les grands dignitaires, les ambassadeurs marchaient sur les traces des Souverains, rivalisaient entre eux, cherchaient à s'éclipser.

Chez le comte de Wellingerode, le corps diplomatique

figurait dans une fête costumée; la plus vieille noblesse paraissait chez Siméon, dans une représentation du *Mariage de Figaro;* le prince Wolkonsky, ministre de Russie, jetait l'or pour recevoir splendidement Leurs Majestés.

« Le Roi ne sait pas compter! » — C'était l'ordinaire cri d'alarme des prétendus dévoués qui auraient, avec le même entrain, blâmé son avarice s'il se fût montré moins prodigue. Et ils colportaient de droite et de gauche des anecdotes variées; ils les murmuraient avec des airs discrets, des voix de mystère jusqu'à ce que le pays entier fût dans la confidence. Le récit suivant était parmi leurs préférés :

« Un jour que Jérôme et Catherine, accompagnés du colonel de Bongars, voulaient aller visiter les travaux de l'Orangerie, par suite de quelque ordre mal donné aucun équipage n'est prêt. Impatienté, le Roi fait avancer la première voiture de louage qu'on peut trouver et, arrivé à l'Orangerie, dit au colonel de donner vingt-cinq frédérics d'or au cocher. Non sans peine et après de longs pourparlers, l'officier réussit à le convaincre que cinq seraient suffisants. »

Ceux qui promenaient de pareilles historiettes, oubliaient d'ajouter que chaque voyage de la Cour était source de richesse pour les départements, et si certaines villes n'hésitaient pas à s'endetter pour faire la réception plus belle, les Souverains versaient sans compter de véritables trésors aux institutions de bienfaisance, aux pauvres, à qui les implorait.

Quelques irréconciliables criaient au scandale, se voilaient la face et jetaient l'anathème sur les temps nouveaux;

mais une pension, si mince fût-elle, ou l'offre d'un emploi avait vite raison de ces vertueuses indignations.

Des historiens n'ont pas trouvé assez de malédictions pour ce luxe auquel Jérôme se croyait obligé. Et se livrant sans mesure aux reproches, ils n'ont pas songé à louer le jeune Roi de sa constante sollicitude pour l'armée, de son infatigable charité envers les malheureux, d'une clémence que les pires ingratitudes ne parvinrent pas à lasser, des efforts qu'il multiplia pour rendre, contre toute espérance, le nom français populaire dans son État allemand.

Un des premiers décrets publiés en 1808, faisait défense aux Westphaliens de servir dans les armées étrangères, sous peine de perdre leur nationalité et de voir confisquer les revenus de leurs biens.

Peu après, étaient promulguées les ordonnances accordant l'amnistie générale aux déserteurs, créant une Garde royale, réglant définitivement la conscription. D'autres arrêtés encore fixaient l'ordre de l'avancement dans l'armée, établissaient un corps de Gendarmerie et des compagnies départementales chargées de la police des provinces.

Les Juifs étaient admis à la jouissance de tous les droits de citoyens, et quelques-uns s'engageaient aussitôt dans les troupes westphaliennes.

Le Royaume est partagé en trois divisions militaires, commandées par les gouverneurs de Cassel, de Brunswick et de Magdebourg.

La première, placée sous les ordres du général Rewbell — marié à une cousine germaine de la famille Patterson —

comprend les subdivisions d'Osnabrück et de Marbourg (généraux von Diemar et Bœrner).

A la seconde, commandée par le général Rivaud de la Raffinière — auquel succéda le général von Lepel — appartenaient Heiligenstadt et Göttingen (généraux von Webern et von Lehnsten).

Le général Éblé — ensuite le général Michaud, gouverneur de Berlin en 1807 — était à la tête de la troisième et avait sous ses ordres la subdivision d'Halberstadt (général von Motz).

Les châtiments corporels, alors tant usités dans les armées allemandes, étaient abolis par l'Ordonnance royale du 2 Avril, « considérant que l'honneur est le premier mobile du soldat et qu'il importe de bannir à jamais, dans la punition des fautes de discipline, celles qui, en rappelant les souvenirs de la féodalité, tendraient à avilir la dignité de l'homme. »

Longue serait la liste des fondations militaires commencées avec le règne : École des Pages (gouvernée par le général Salha), dont les élèves entrent dans l'armée avec le grade d'officiers; l'École Royale Militaire, placée sous le commandement immédiat du Ministre de la Guerre; l'École d'Artillerie et du Génie, organisée par le général Allix.

Jérôme crée en même temps un bataillon de Chasseurs-Carabiniers, où sont appelés les fils des gardes forestiers; il ordonne la construction d'une vaste caserne, pouvant contenir trois mille hommes, et dont les travaux ne seront pas encore achevés à l'heure des revers.

Un comité central de Secours aux Indigents[1], une

1. Le comité était composé du maire de Cassel, du général gouverneur du palais, du trésorier de la couronne, d'un inspecteur de l'église réformée, d'un juge à la cour d'appel et d'un conseiller de préfecture.

société pour la propagation de la vaccine, figurent aussi parmi les premières institutions du Roi de Westphalie.

La liste des diverses questions résolues dès 1808 serait interminable : la justice organisée, le jury réglementé, la police établie. — Mais si tous ces décrets, de l'aveu même des adversaires de Jérôme, étaient irréprochables au point de vue théorique, leur application présentait souvent des difficultés à peine surmontables. C'est ainsi que le jour où le Code Napoléon dut devenir l'unique loi reconnue, par la négligence des Régents aucun juge ne possédait le recueil; et on a pu dire de la Westphalie :

« Jamais royaume ne reçut de meilleures ni de plus justes lois; mais jamais non plus, elles ne furent plus mal mises en pratique. »

CHAPITRE II

PREMIÈRES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES. — LES CONSPIRATIONS

Tout cela pourtant ne comptait guère auprès de l'inextricable problème des finances. A la fin de Décembre 1807 — le premier mois du règne — la situation était déjà telle que Jérôme, n'ayant de la Liste Civile que des revenus fictifs, se voyait forcé de contracter à Paris un nouvel emprunt de deux millions.

Le 22 Avril 1808, par une convention dite *Traité de Berlin*, le Roi abandonnait à Napoléon les capitaux dûs aux anciens Souverains et aux fondations sécularisées, par les personnes n'étant plus sujettes de Westphalie. En échange, l'Empereur, au lieu d'exiger la moitié des domaines allodiaux, se contentait d'une rente de sept millions. Enfin Jérôme reconnaissait les vingt-six millions dont son Royaume restait débiteur vis-à-vis de la France et s'engageait à les payer en dix-huit mois, à partir du 1er Mai.

De plus, la Westphalie devait entretenir, solder, nourrir 12,500 hommes de troupes françaises; une correspondance s'engageait entre Daru, intendant-général de la Grande Armée, et le cabinet des Tuileries, pour fixer la

date à laquelle cette clause devenait exigible. — « Depuis l'installation du Roi », décidait Napoléon, c'est-à-dire au 29 Janvier 1808, suivant l'acte signé par Daru pour la France, par Siméon pour la Westphalie.

Quand, à la fin de l'année, les États arrêteront à 37,376,000 francs le budget pour 1809, la dette dépassera le chiffre de soixante millions, sans compter les sommes encore dues au Gouvernement français.

Pourtant, Jérôme ne voulait rien sacrifier du luxe de sa Cour, le jugeant nécessaire au maintien de l'autorité royale; et si, à de certains jours, on formait quelques projets d'économie, ils semblaient oubliés dès le lendemain.

L'Empereur, sans se lasser, adressait de nouvelles remontrances. Lui qui, à trente-huit ans, était déjà le triomphateur de Marengo, d'Austerlitz et d'Iéna, qui avait fait le Code et le Concordat, rêvait de hausser son jeune frère à sa taille.

Malgré toute sa gloire, il se sentait menacé — ou plutôt il sentait la France menacée. Il lui faut des lieutenants dignes de lui, dignes de son génie, car son édifice est toujours attaqué, car il sait que les puissances de l'Europe ne pardonneront jamais à l'homme qui les a humiliées. Aussi veut-il révolutionner les mœurs et les idées, implanter les principes nouveaux dans des États nouveaux. Pour cela il a créé l'Italie; pour cela il veut créer la Pologne.

Se réclamant de son expérience, mais non de ses bienfaits, il guide ses frères, et les conseils qu'il leur prodigue s'appliquent aux plus graves événements comme aux moindres détails, car il sait tout, il prévoit tout. Son ambition constante est d'élever ses lieutenants jusqu'à lui, de

leur donner en partage toutes ses facultés — et il s'irrite quand son attente est déçue.

« Un jour — écrit-il à Jérôme[1] — vous vous apercevrez que ce que je vous dis était bien; mais il sera trop tard alors... Vous avez la confiance de vos vingt ans, elle vous sera funeste...

« Il est inutile que vous envoyiez un ministre à Vienne. Je vous ai, je crois, écrit là-dessus. Avant de faire des dépenses inutiles, il faut en faire d'utiles. Si vous voulez que je vous estime, que je continue à vous protéger, à soutenir vos intérêts, à agrandir vos États, autant que les circonstances et la politique générale le permettront, il faut que je voie que vous ne prenez pas votre royaume pour une ferme et que vous voulez avoir une armée et être puissant. Songez au temps, qui peut-être n'est pas loin, où vous serez obligé de marcher. Que vous servira alors d'avoir un grand nombre de chambellans, une cour brillante, d'avoir jeté l'argent dans un pays pauvre? Avec deux millions d'habitants et quarante millions de revenus, vous aurez moins de force réelle que l'Électeur de Cassel qui pouvait renforcer ses alliés de 20,000 bons soldats. J'ai un grand besoin de troupes et d'argent; mes armées sont en Portugal, en Espagne, à Naples, en Dalmatie, en Allemagne, et avec 800,000 que j'ai sous les armes, je viens d'en lever encore 80,000. Malgré les ressources que je tire des pays conquis, vous verrez, par les comptes de mes ministres, que je mange tous mes revenus et que le budget de la guerre est de 400 millions. Gardez donc les Polonais, disciplinez-les, attachez-les à vous, et, au lieu de

1. 30 janvier 1808.

20,000 hommes que vous devez fournir à la Confédération, ayez-en 40,000 ; vous le pouvez.

« Peut-être le Roi d'Angleterre attache-t-il peu d'importance au Hanovre. Le temps peut venir où le Grand-Duc de Berg sera placé ailleurs. Si vous êtes un prince maître d'une armée, et non un seigneur qui a une belle cour, il n'y a point de doute que ma politique et l'intérêt de la France sont de vous agrandir. »

Mais cette fraternelle tendresse ne fera pas fléchir une seule fois les décisions de l'Empereur. Les lettres qu'il écrit au Roi durant l'année 1808, le montrent résistant à toutes les prières, exigeant de la Westphalie de nombreux sacrifices.

Le 25 Juillet, il ordonne à Jérôme de tenir son contingent prêt, car, puisque l'Autriche arme, il faut armer. Le mois suivant, il réclame, pour les envoyer en Espagne, cinq cents chevaux et un bataillon d'un millier d'hommes d'infanterie ; il ajoute que le Roi continuera à être chargé de la solde et de la masse d'entretien de ces troupes. En Septembre, il engage son frère à accoutumer l'armée westphalienne aux grandes manœuvres, lui fait remarquer que la dépense de quelques centaines de milliers de florins sera bien compensée par la sûreté donnée aux frontières ; puis il insiste pour le prompt établissement de caissons des transports militaires.

Les inquiétudes du Roi grandissaient ; devant ces saignées successives faite au Trésor déjà tant épuisé, il voyait approcher l'instant où rien ne saurait plus conjurer la ruine. Aussi la nouvelle de l'entrevue d'Erfurt, où Napoléon l'invite à le rejoindre, lui rend-elle espoir et courage : il

dira lui-même les misères de ses sujets, les épreuves de son règne, et l'Empereur se laissera convaincre.

Après avoir fait partir de Cassel ses carrosses et une partie de ses chevaux, qui doivent servir à Napoléon durant son séjour, il va, avec la Garde Royale et une nombreuse escorte, attendre son frère dans la petite ville de Vacha et lui souhaite la bienvenue à son passage sur le territoire westphalien.

Puis il rentre à Cassel et, quelques jours plus tard, accompagné de la Reine, des ministres, des ambassadeurs, prend le chemin d'Erfurt où il arrive le 4 Octobre, pendant la représentation d'*Iphigénie en Aulide*.

Ininterrompues, les fêtes se succèdent : chaque soir, Talma, Saint-Prix, Damas, Lafond, Mlles Raucourt, Duchesnois, Rose Dupuis jouent devant le légendaire « parterre de Rois ». Autour de Napoléon et d'Alexandre sont les Rois de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, de Westphalie, le Prince-Primat, le Grand-Duc de Bade, le Grand-Duc de Hesse-Darmstadt, les Ducs de Weimar, de Saxe-Gotha et d'Oldenbourg, les Princes de Cobourg, de Mecklembourg-Strelitz, de Mecklembourg-Schwerin, d'Anhalt, de Hohenzollern-Sigmaringen, etc.

Le 6, les Empereurs et leur cortège de Souverains vont à Weimar, où la Comédie-Française les suit et joue *La mort de César*. Le spectacle achevé, l'Empereur de Russie et la Reine de Westphalie ouvrent le bal. Alexandre avouant bien haut son antipathie pour la danse, ils ne font que traverser les salles, d'un pas rhytmé, aux sons d'une marche polonaise, tandis que Napoléon cause avec Gœthe et Wieland.

Le lendemain, tous les Princes déjeunent à Iéna, sous une tente dressée à l'endroit même où l'Empereur bivouaqua la veille de la bataille.

Après cinq jours passés à Erfurt, le Roi et la Reine de Westphalie regagnent leurs États. Ils ont été comblés d'honneurs et de marques d'affection ; la faveur impériale s'est même étendue à leur entourage : M. de Bülow et le comte Bocholtz ont reçu la plaque de grand-officier de la Légion d'honneur, — mais ils n'ont pas obtenu l'ombre d'un adoucissement aux exigences françaises, et le chevalier Huyggens écrit au ministre des Affaires Étrangères de Hollande :

« On croit que les résultats du voyage à Erfurt n'ont pas été aussi satisfaisants pour le royaume qu'on aurait pu l'espérer après l'entretien de Sa Majesté le Roi avec l'Empereur à Vacha. Aussi le Roi a-t-il été de très mauvaise humeur depuis son retour, et il paraît bien certain que Sa Majesté n'a obtenu positivement que des facilités dans le paiement des contributions... »

Les soupçons de l'ambassadeur n'étaient que trop fondés et la détresse est telle, qu'il faut, le 19 Octobre, recourir à l'emprunt forcé.

Cent mille obligations de 200 francs sont émises, portant intérêt de 6, de 5, ou de 4 p. 100, suivant qu'elles seront souscrites et les fonds versés avant le 1er Janvier 1809, le 1er Juillet ou le 1er Janvier de l'année suivante.

Tout sujet westphalien dont l'avoir dépasse cinq mille francs, est tenu de souscrire, proportionnellement à sa fortune, de la moitié d'une obligation à cent.

Les souscripteurs manquent d'enthousiasme et cherchent

à tourner la loi, s'ingéniant à échapper au décret, si bien que, le 1er Février 1809, l'emprunt n'a encore produit que sept millions et qu'une décision spéciale, destinée à vaincre les hésitations, accorde aux citoyens qui feront leurs versements avant le mois de Mars, les mêmes avantages qu'aux souscripteurs des premiers jours.

Le découragement s'empare du Roi ; il pressent de nouveaux embarras et écrit à l'Empereur :

« Je ne puis ni ne veux prendre de biais avec Votre Majesté, ni la tromper en aucune manière dans une circonstance aussi majeure, mais il est certain que le royaume de Westphalie ne peut résister plus de six mois au mauvais état des finances.

« Quant à moi, Sire, je me trouverai toujours bien partout où je serai placé par Votre Majesté, si je conserve toute son amitié. »

Cette menace d'abdication n'émeut pas Napoléon, qui laisse son frère se débattre au milieu des plus insolubles problèmes que Souverain ait jamais eus à résoudre.

Pourtant, sa froideur qui allait parfois jusqu'à la dureté, ne fut-elle pas souvent plus apparente que réelle, plus cherchée que sincère ? On peut le supposer, d'après certaines lignes écrites, en 1807, au Roi Joseph :

« Le prince Jérôme se conduit bien, j'en suis fort content, et je me trompe fort s'il n'y a pas en lui de quoi faire un homme de premier ordre. Vous pouvez croire cependant qu'il ne s'en doute pas, car toutes mes lettres sont des querelles... »

La même affection profonde est au cœur du Roi de West-

phalie. Un jour qu'il se plaint au ministre de France de tous les rapports hostiles envoyés à Paris, il ajoute :

« Des frères peuvent se brouiller un instant, et peut-être cela m'est-il déjà arrivé, mais ils se réconcilient. J'aime et je respecte l'Empereur comme mon père ; l'Empereur, dans un moment de vivacité, peut me faire quelques reproches, mais ensuite on s'explique et l'on sait mauvais gré à celui qui a été la cause de la brouillerie. »

C'est seulement au mois d'Octobre 1808, pendant son séjour à Erfurt, que l'Empereur avait fait choix d'un représentant de la France auprès de la Cour de Westphalie. Pour ce poste, il désignait M. Reinhard, d'origine wurtembergeoise, qui, sous le Directoire, avait occupé quelque temps le ministère des Relations Extérieures.

Par lui, Napoléon sera tenu au courant des moindres actions de son frère, dont les dépenses lui sont exposées, avec les bruits de la Cour, les projets les plus vagues : c'est un rapport presque quotidien, où rien n'est oublié ni dédaigné.

Jérôme le savait et prétendait, en riant, que Reinhard poussait la conscience jusqu'à annoncer à Paris ce qui se passait dans les cuisines du palais de Cassel ; et il ajoutait, en matière de conclusion : « Tout ce que mon frère voudra savoir, je le lui écrirai moi-même. »

En cela d'ailleurs, Reinhard ne faisait qu'obéir aux instructions de M. de Champagny qui lui avait recommandé de s'attacher à connaître dans tous ses détails et dans toutes ses branches l'administration, d'étendre le cercle de ses observations au delà du royaume ; de ne pas correspondre, à moins d'autorisation spéciale, avec les ministres de l'Empereur près des autres Cours du Nord, ni avec

les généraux placés à la tête des troupes françaises en Allemagne.

La nomination de Reinhard avait été plus que froidement accueillie par le Roi et à peine l'apprenait-il, qu'il envoyait en hâte un courrier vers Napoléon, pour le prier de désigner un autre titulaire à la légation. Un double motif semblait justifier cette requête : d'abord, le frère de Reinhard venait d'être tout récemment arrêté, puis expulsé de Westphalie ; mais surtout le nouveau ministre, impliqué dans les troubles de la Souabe, avait été un adversaire déclaré du Roi de Wurtemberg, et la Reine Catherine aurait grand'peine à ne pas lui en témoigner quelque ressentiment.

Sans tenir compte des sollicitations de son frère, Napoléon ordonne à Reinhard de se mettre en route le 23 Novembre. Le 3 Décembre 1808, il arrive à Cassel et est reçu en audience solennelle dès le lendemain.

A onze heures du matin, le grand-maître des cérémonies va le prendre à la légation, dans un des équipages de la cour attelé de six chevaux, précédé d'un piqueur et d'un coureur. Sur le chemin, quelques huées éclatent : on se montre blessé de la contenance du ministre ; on l'accuse d'orgueil parce qu'il ne répond pas aux saluts de la foule, alors qu'en agissant ainsi il ne fait que se conformer à l'étiquette.

Déconcerté par la visible froideur de tous, réprimant mal son émotion, il arrive au palais ; et aussitôt, le voilà rassuré et ravi, tant le Roi met de grâce à l'accueillir. Il lui dit qu'il sera à Cassel comme un ministre de famille, qu'auprès du frère de Napoléon il se trouvera encore en France.

Conquis par Jérôme, Reinhard, dans ses courriers, fait de la Cour westphalienne les esquisses les plus séduisantes :

« Elle est jeune et brillante, les soirées sont partagées entre le jeu et la conversation ; quelquefois ce sont les échecs, quelquefois ce sont les jeux de hasard, dont la munificence royale fait habituellement les frais jusqu'à la concurrence d'une somme modique et déterminée... Le Roi se plaît à distribuer des cadeaux en châles, montres et bijoux ; la Reine a beaucoup de robes à distribuer, parce qu'elle en change souvent.

« Rien n'est comparable à l'aisance, à la dignité avec laquelle le Roi représente ; rien n'est appris, rien n'est étudié. On voit que la couronne ne lui pèse point, parce qu'il se sent digne de la porter. La Reine, dont les charmes de l'âme et de l'esprit paraissent se déployer avec plus de complaisance dans l'intimité, se prête plutôt qu'elle ne se plaît à l'appareil des grands cercles ; on la dirait hautaine parce qu'elle est timide... »

A la suite de ces premiers rapports, le ministre des Relations Extérieures recommandait au représentant de la France de ne pas laisser endormir sa vigilance par les séductions du Roi, mais, au contraire, de redoubler d'attention. Car il devenait évident — et Reinhard en convenait tout le premier — que Jérôme ne se laisserait pas facilement tenir en tutelle.

« ... Personne n'exerce une influence directe et continue sur l'esprit du Roi ; ses volontés changent souvent mais sont toujours absolues. Ses résolutions sont dictées par un aperçu prompt et rapide, plus que par la réflexion et l'étude. La justesse même de son esprit le rend vacillant, lorsque, à une idée qui lui paraissait bonne, il en trouve à substituer une qui lui semble meilleure. »

L'envoyé de l'Empereur n'était pas seul à noter minutieusement les racontars de la Cour de Westphalie : les Archives de Berlin conservent, en vingt-et-un grands registres in-8°, la correspondance échangée entre le Gouvernement prussien et ses agents à Cassel.

Si, de quelque côté qu'ils viennent, les rapports sont unanimes à constater la prodigalité du Roi, ils affirment aussi la parfaite union de Jérôme et de Catherine.

« ... Je dois reconnaître — écrit M. de Küster, ministre de Prusse — que le Roi et la Reine vivent très bien ensemble..... Il est certain que ce monarque n'a aucune favorite déclarée, quoiqu'on veuille désigner les dames pour lesquelles il a quelque préférence... »

Et, brodant sur le même thème, Reinhard ajoute :

« ... La manière dont le Roi et la Reine sont ensemble en public, offre quelque chose de mieux que des égards; elle conduit à penser que, dans l'intimité aussi, on est d'accord... »

La première année du règne de Jérôme n'était pas achevée, que des bruits de guerre, vagues et mystérieux encore, se répandaient à travers la Westphalie. Quand commence 1809, la rumeur grossit, les inquiétudes s'accroissent, et, dans l'entourage du Roi, on est persuadé que la rupture avec l'Autriche est prochaine.

Les lettres chiffrées que le ministre de Hollande adresse à Amsterdam, en Janvier, reviennent sans cesse sur ce sujet.

« Le Roi de Westphalie commandera les troupes de la

Confédération du Rhin; Sa Majesté paraît même déjà occupée de cette campagne. Hier, le grand écuyer a demandé aux écuyers d'honneur si leurs équipages étaient en état et on parle de plusieurs dispositions qui seront prises en l'absence de Sa Majesté... »

Huit jours plus tard, il écrit :

« Depuis le 15 Janvier, les équipages du Roi ont ordre d'être prêts. Cet ordre fut donné après l'arrivée d'un courrier et un conseil tenu avec les trois ministres français. Ce projet de voyage a donné lieu à différents bruits! D'abord on a dit que le Roi partirait pour l'Espagne pour remplacer le Roi Joseph qui n'y voulait pas rester, ensuite que Sa Majesté se rendrait à Erfurt, puis qu'Elle irait prendre possession de Berlin.

« J'ai lieu de croire que Sa Majesté a été nommée lieutenant de l'Empereur en Allemagne, car Elle a dit que maintenant elle avait 120,000 hommes sous ses ordres, indépendamment des troupes de la Confédération du Rhin. »

Tous ces bruits prennent plus de consistance encore, lorsqu'on apprend que Jérôme a fait tapisser son cabinet de plans et de cartes, et qu'il consacre des heures à l'étude des questions militaires.

Pourtant, l'hiver se passe dans une paix complète, et après les fêtes du carnaval, signalées par le premier bal costumé donné au palais de Cassel, Jérôme et Catherine commencent un voyage à travers leurs États, emmenant avec eux une partie de la Cour.

Cent chevaux sont préparés à chaque relais; la Garde royale, en ses splendides uniformes, est de l'escorte; et,

sur toute la route, les paysans émerveillés acclament le somptueux cortège, tandis que les jeunes filles jettent des fleurs sur son passage.

Les étudiants de Göttingen forment une garde d'honneur qui vient à la rencontre de Leurs Majestés, les entoure jusqu'au seuil de l'Université où les attend Johannes von Müller.

Aux portes de Brunswick, le baron von Maxenholz, maire de la ville, présente les clefs au Roi qui les lui rend en disant : « Un Souverain qui n'a d'autre but que le bonheur de ses peuples ne peut être mieux gardé que par eux. »

Les députations se succèdent ; les marchands offrent un poëme de circonstance imprimé sur soie blanche et relié de velours aux broderies d'or.

Jérôme passe ensuite la revue des troupes commandées par le Prince héritier de Hohenzollern-Sigmaringen, beau-frère de Murat ; puis un bal éblouissant termine la journée.

Le lendemain soir, entrée dans Halberstadt : cent cinquante jeunes gens, revêtus de merveilleux uniformes, escortent le carrosse royal, défilent avec lui sous un arc-de-triomphe, surmonté de l'image allégorique du soleil levant.

Magdebourg a voulu lutter de magnificence avec les autres cités : les citoyens qui ont été attendre le Roi à plusieurs kilomètres de la ville, portent des costumes d'une richesse fabuleuse ; les cris d'allégresse dominent la voix du canon, dans une ovation inouïe.

Quand, après une absence de dix jours, Jérôme et Catherine rentrent à Napoleonshöhe, de nombreux habitants de Cassel, avertis par les salves et le bruit des cloches, accourent jusqu'à la résidence d'été. En gage de remer-

ciement, le Roi décide qu'à l'avenir, le parc sera ouvert chaque dimanche aux promeneurs et que les grandes eaux joueront.

C'est dans ces parterres de Napoleonshöhe que, jusqu'à la fin de son règne, il aima se mêler à la foule; c'est là qu'aux jours de fête, ayant la Reine auprès de lui, il se promenait parmi les groupes des paysans et des bourgeois, les questionnant, assistant à leurs jeux et à leurs danses.

Toutes les Puissances ayant officiellement reconnu le Royaume de Westphalie — France, Autriche, Russie, Prusse, Wurtemberg, Saxe, Hollande, Bavière, Bade, Darmstadt, le Prince-Primat — avaient leur représentant à Cassel [1].

Mais quand Jérôme voulut, à son tour, accréditer des envoyés auprès de ces États, il se heurta à d'innombrables obstacles venus de Paris, aux perpétuelles hésitations de ses ministres qui n'osaient rien décider sans un ordre impérial ou, tout au moins, sans une autorisation tacite.

A dire vrai, leur situation était singulièrement embarrassante : obligés de servir deux maîtres à la fois, devant vivre en un perpétuel équilibre entre les volontés de Jérôme et les désirs de Napoléon, — « N'oubliez jamais que dans les États du Roi de Westphalie, vous êtes le ministre de l'Empereur ! » avait écrit le duc de Gaëte à Beugnot.

S'agissait-il d'envoyer à la Cour de Pétersbourg un représentant de la Westphalie, Napoléon n'acceptait aucun

1. Les premiers ministres accrédités auprès du Roi de Westphalie, furent : pour la France, Ch.-F. de Reinhard; Hollande : baron van Dedem; Russie : prince Repnin-Wolkonsky; Danemark : baron Selby; Autriche; comte von Grünne; Prusse : von Kuster; Bavière : comte Lerchenfeld; Wurtemberg : baron von Gemmingen; Saxe : comte zu Schönburg-Penig; Bade : baron von Seckendorff; Hesse-Darmstadt : baron de Moranville.

des noms que lui soumettait son frère et déclarait tout net que s'il n'avait pas sous la main un homme plus considérable, mieux valait s'abstenir d'accréditer un ambassadeur en Russie.

En 1809 seulement, l'Empereur approuva le choix du baron von Linden pour la Cour de Prusse, et du baron von der Bussche pour le Tzar. A ce dernier, Jérôme donnait un traitement de quatre-vingt mille francs avec vingt mille francs de frais de voyage; et le comte Wintzingerode, représentant la Westphalie auprès du cabinet des Tuileries, recevait annuellement cent mille francs.

Les finances cependant allaient de mal en pis et le crédit agonisait, sans que l'Empereur parût s'en émouvoir outre mesure. C'est que, si Jérôme ne ménageait pas les cris d'alarme, s'il ne cachait rien à son frère des périls de la situation, les rapports de Reinhard abondaient en révélations surprises derrière les portes, cataloguaient minutieusement les anecdotes les plus problématiques, exagéraient comme à plaisir les exemples de prodigalité. Fêtes en l'honneur des personnes de marque traversant la Westphalie, majorats accordés aux fidèles, embellissements dans les résidences royales, tout était amplifié, grossi; et la méchante humeur de l'Empereur, résultant de ces commérages, se devine souvent dans sa correspondance

Il n'abandonne pas pourtant l'idée de confier aux mains de Jérôme un royaume plus important et, au mois de Mai, lui propose l'Espagne, que celui-ci refuse sans hésitation.

«... Le trône a été offert au Roi — écrit Catherine à Frédéric de Würtemberg — et s'il l'eût accepté, je me trouvais

dans la malheureuse perplexité de choisir entre mon époux et ma religion; heureusement il n'est plus question de ce projet et l'on va suivre un autre plan : il sera donné à Lucien, c'est presque une affaire faite. Le Roi de Naples et celui de Hollande l'ont refusé de même... »

Dans cette Espagne sur laquelle il ne voulait pas régner, Jérôme avait, bien peu de temps auparavant, demandé à combattre. Sur l'ordre de Napoléon, un régiment de Chevau-Légers, parti de Cassel, s'était joint aux troupes françaises et le Roi suppliait son frère qu'il lui permît de marcher à leur tête ; mais sa présence était trop nécessaire en Allemagne pour que cette prière fût accueillie et le commandement des Westphaliens était donné à M. Von Hammerstein.

Si leur indiscipline en traversant la France, et les plaintes soulevées sur leur passage entre Paris et Bayonne, avaient excité la colère de l'Empereur, la vaillance qu'ils montrèrent en Espagne leur mérita bien vite son pardon.

Le déficit montait toujours, la confiance s'en allait. On veut essayer d'un emprunt en Hollande : la tentative échoue. Et aux misères du Trésor s'ajoutent encore les haines entre Français et Westphaliens.

Les soldats de Napoléon ne se résignaient pas à considérer comme amis des peuples par eux conquis : ils voulaient agir en vainqueurs, surpris et indignés qu'on osât relever la tête devant eux.

L'Empereur, assiégé par les récriminations incessantes de ses généraux, menaçait d'envoyer 15,000 Francais en Westphalie pour mettre un terme à ces prétendues vexations.

A une lettre du maréchal Berthier qui lui communique ce projet, le Roi répond :

«... Toutes les rixes qui ont eu lieu et qui ont indisposé mes sujets, n'ont existé que parce que, depuis mon avènement au trône, les officiers, soldats, voyageurs et courriers français ont continué dans mes États les mêmes vexations qu'ils exerçaient en temps de guerre, sans réfléchir ni avoir égard à l'inviolabilité et au respect dûs à mon royaume aussi étroitement allié que dévoué entièrement à la France...

« J'ai chargé mon Ministre de la Justice de mettre sous les yeux de V. A. S. les différentes plaintes qui sont parvenues au pied du trône, dans l'espace de deux semaines ; V. A. n'y verra que des officiers se logeant de force chez les bourgeois; que des soldats battant des paysans et des citoyens paisibles; que des courriers maltraitant ou tirant des coups de pistolet à des postillons; que des douaniers insultant jusqu'à des officiers et les menaçant de leur ôter leur épée ; que des canonniers forçant des corps-de-garde, etc... »

Un rapport de Reinhard au duc de Cadore, adressé en Mars 1809, constate les éléments de dissensions qui déjà menacent la tranquillité du jeune royaume.

Il désigne deux classes de mécontents : les partisans de l'indépendance, ou plutôt de la nationalité germanique, et les partisans de l'Autriche, qui ne seraient à craindre qu'en cas de succès éphémère de François II. D'autres voient dans la dynastie des Napoléon un moyen de résurrection et leurs princes furent les premiers à donner l'exemple de la soumission.

Ce qu'il faut craindre et prévenir avant tout, c'est la coalition des partis.

La masse des peuples, en Allemagne, éprouve un malaise général : on se venge par de mauvais propos et de faux bruits, surtout vers les frontières; on cherche à exploiter les nouvelles inventées de toutes pièces dans les États voisins. C'est pour déjouer cette guerre sourde que le Gouvernement impérial a, par l'entremise de son ministre à Cassel, appelé l'attention du Roi sur la rédaction des gazettes publiées en Westphalie. Il est important de la confier à des hommes habiles et sûrs qui, lisant avec soin les journaux de Vienne et de Presbourg, s'attacheront à les réfuter, à les combattre et sauront employer l'arme puissante entre toutes : le ridicule.

L'espoir que les difficultés budgétaires s'évanouiraient bientôt, restait vivace en Westphalie; pour beaucoup, M. de Bülow, appelé à la direction des finances, était l'homme providentiel et ses admirateurs juraient qu'il trouverait vite un remède à la déplorable situation du Trésor.

Ils comptaient sans l'émeute, qui allait ajouter au péril et grossir la longue série des épreuves réservées au jeune Roi.

Parmi les officiers, sujets de la Westphalie, que le décret du 7 Décembre 1807 avait forcés à abandonner leur rang dans les armées étrangères, était le baron von Dœrnberg, major au service de la Prusse. Patriote exalté autant qu'ambitieux, animé d'une haine profonde contre Jérôme, il rêvait un complot qui, en renversant le frère de Napoléon et en mettant au pouvoir le chef des conspirateurs, satisferait à la fois sa vengeance et son orgueil.

Envisageant froidement toutes les chances de succès,

assez maître de lui pour éviter les alliances compromettantes, il se tenait prudemment à l'écart des sociétés secrètes, déjà si nombreuses en Allemagne, mais savait merveilleusement exploiter les mécontentements, les récriminations qu'il surprenait de côté et d'autre. Une chance inouïe s'attachait à ses pas et favorisait tous ses projets.

C'est ainsi que le Roi, après l'avoir félicité du zèle déployé à Brunswick, lui confie en Mai 1808, l'organisation du régiment de Chasseurs-Carabiniers en garnison à Marbourg.

Là, Dœrnberg rencontre le terrain le plus propice à l'exécution de ses desseins : il n'est pas loin du chapitre noble de Wallenstein, où les ennemis de Napoléon se groupent autour de la sœur du baron de Stein; il est aussi en constante communication avec la petite ville de Homberg, dont la bourgeoisie hait mortellement le Roi de Wesphalie.

Quand il juge les choses assez avancées, il sollicite nettement le concours de ses anciens maîtres et envoie son frère Fritz à Prague, auprès de l'Électeur, avec mission d'exposer tous les détails de la conspiration.

Économe et prudent, le prince allemand s'engage à verser trente mille thalers, mais en cas de succès seulement. Le duc de Brunswick-Œls, plus confiant dans l'issue de l'entreprise, commence à rassembler des troupes pour envahir la Westphalie au premier signal.

A Cassel, la foi des conjurés est si grande, que déjà la distribution des places a commencé.

Soudain un bruit se répand qui anéantit les espérances : « Dœrnberg est désigné pour commander les troupes en Espagne! »

Mais la fatalité qui planera sur tout le règne, voulut que, non-seulement, Jérôme renonçât vite à son projet, mais encore qu'il appelât le baron von Dœrnberg à la tête des Chasseurs de la Garde, en garnison dans la Résidence. Bien plus, il lui donnait rang parmi ses aides de camp, avec une gratification de quatre mille francs.

Désormais, le succès du complot ne peut être discuté et les affiliés se préparent avec un redoublement d'ardeur. Au milieu d'Avril, tout est si bien organisé, prévu, réglé, que Dœrnberg, apprenant qu'un officier complice commandera les postes du château dans la soirée du 22, fixe à cette date la marche sur Cassel.

Au signal des cloches, les bandes armées partiront des petites villes environnantes, se réuniront à des points déterminés et pénétreront dans la Capitale avant que le jour soit levé. Commandés par des chefs, dont le dévouement est assuré au complot, les Chasseurs-Carabiniers s'empareront du Roi et de ses généraux, tandis que sera affichée la proclamation d'un Gouvernement provisoire, désigné déjà.

L'excès de confiance perdit les conjurés. Trop impatients pour attendre la nuit, ceux de Homberg et de Wolfhagen sonnent le toscin dès l'aube, se mettent en chemin, douze heures avant le moment indiqué.

Ce matin-là précisément, le baron von der Malsburg, grand-écuyer de la Reine, allait reprendre son service au palais, après un congé d'une semaine passé dans ses terres d'Elmershausen. Surpris de croiser sur la route tous ces groupes armés, il ordonne aux postillons de forcer de vitesse et, aussitôt arrivé à Cassel, prévient le Roi de cette étrange rencontre.

En même temps, un des chambellans, M. von Jagow, demandait à être admis sans retard auprès de Sa Majesté : Le lieutenant von Gayl, son neveu, enrôlé dans le complot, avait hésité à la minute dernière et venait de lui révéler le plan des conjurés, qui était d'enlever Jérôme en pleine nuit et de le livrer aux Anglais.

Aussitôt l'alarme est donnée, le rappel bat, les troupes se massent autour du palais. Mais le Roi est si loin encore de soupçonner Dœrnberg, tant comblé de ses bienfaits, qu'il le fait appeler et lui donne mission de doubler la garde. Puis, résolu à aller au-devant du péril, il rassemble en hâte la garnison de Cassel et la passe en revue.

Dœrnberg est auprès de lui, pendant que les troupes défilent — mais voilà que l'officier pâlit, qu'il porte de tous côtés des regards d'effroi : il vient d'apprendre les aveux de M. von Gayl, il comprend qu'avant une heure sa perte sera certaine; et tout à coup, éperonnant son cheval, il fuit d'un galop affolé.

C'est une soudaine et effrayante révélation ! Le Roi rentre au palais, où l'entoure une garde improvisée, faite des chambellans, des fonctionnaires accourus en hâte et qui, armés de la plus étrange façon, veilleront la nuit entière.

Les généraux Rewbell et d'Albignac, laissant la défense de la Capitale aux Chasseurs de la Garde commandés par le major Füllgraff, réunissent sur l'heure les bataillons les plus sûrs, et marchent contre les révoltés.

Rewbell se dirige sur Homberg, où le baron von Dœrnberg a cherché un refuge parmi ses bandes. La lutte est

courte et le chef du complot, criant le premier « Sauve qui peut! », s'enfuit et réussit à gagner la Bohême[1].

Le général d'Albignac rencontre les insurgés à quatre lieues de la Capitale et les disperse après un long combat. Le commandant de Wrede qui les conduisait, s'enfuit sous des vêtements de femme.

Pendant la nuit entière, le bruit du tocsin, l'écho de la fusillade lointaine ont tenu Cassel éveillée.

Le Roi a envoyé un courrier au général Rivaud, alors à Mayence, pour réclamer de prompts secours, car il n'a plus auprès de lui que deux mille hommes, dont rien ne garantit la fidélité. D'heure en heure, les nouvelles se précipitent plus alarmantes : le bruit court que Napoleonshohe est au pillage; on apprend que de nombreux fonctionnaires encourageaient la conspiration; les noms les plus importants de la ville sont au bas d'une proclamation saisie chez Dœrnberg et la révolte y est prêchée par des hommes dont on exaltait la loyauté. Le soupçon va planer sur tous et Cassel semblera un repaire d'ennemis invisibles, d'affiliés mystérieux.

Les conseillers de Jérôme voudraient l'éloigner, mais il déclare qu'il périra plutôt que d'abandonner la Capitale. Ils le supplient alors de demeurer dans le palais jusqu'à l'arrivée des troupes françaises, de prendre des mesures de rigueur, d'arrêter en masse les suspects.

Lui, sans écouter leurs prières, fait rassembler tous les officiers, le matin du 23, et s'avance seul au milieu d'eux.

1. L'homme qui devait mettre aux pieds de l'Électeur les trésors des Français, ne peut emporter que 20 frédérics d'or, que lui a donnés l'abbesse de Homberg. Il n'a même pas songé à sauver du désastre la bannière brodée par les dames du Chapitre Noble, où scintille la devise : « Vaincre ou mourir en combattant pour la patrie! »

— « On voudrait — dit-il — me donner des soupçons sur la fidélité de quelques-uns d'entre vous. Je connais le cœur des soldats, je ne connais pas celui des traîtres. Cependant un homme que j'ai comblé de mes bienfaits m'a lâchement trahi... Si quelqu'un de vous se repentait de s'être lié par le serment de fidélité qu'il m'a prêté, je lui rends sa parole. Je vous recevrai ici dans deux heures pour me prêter un nouveau serment; ceux qui hésiteraient sont libres et peuvent aller se ranger parmi mes ennemis. J'engage ma parole royale qu'ils peuvent le faire en toute sûreté. J'aime mieux avoir à combattre des ennemis que de soupçonner des traîtres autour de moi. »

A l'heure dite, *tous* les officiers revenaient au palais et prêtaient un nouveau serment.

Mais les renseignements qui se succédaient sans relâche, montraient au Roi que le complot avait été mûrement réfléchi, soigneusement préparé, et que, d'un instant à l'autre, quelque soulèvement imprévu pouvait mettre Cassel aux mains de l'émeute.

Le Corps diplomatique ne s'illusionnait guère sur le danger menaçant, et Reinhard écrivait à Paris : « Le mouvement est lié à un plan général et nous ne sommes pas, à beaucoup près, à l'abri des évènements. »

Pourtant, c'était au palais, un assaut de courtisaneries, et jamais, audience ne fut plus brillante que celle du 23 Avril, où chacun cherchait à attirer les regards du Roi.

En dépit de cet étalage de dévouements, malgré la confiance qu'il affecte, Jérôme se décide à éloigner la Reine dès le surlendemain. Elle quitte Cassel avec les papiers les

plus précieux, va rejoindre l'Impératrice à Strasbourg[1].

Occupé en Bavière, qu'il arrachait par des victoires successives à la cinquième coalition, l'Empereur s'occupait bien peu des événements qui bouleversaient le royaume de son frère.

Jérôme, au contraire, à la nouvelle des triomphes de l'Empire, semblait oublier les heures tristes dont sa vie était faite. L'issue glorieuse de la bataille d'Eckmühl était proclamée au bruit des salves; toute la Cour assistait au *Te Deum*, puis à la représentation de gala.

Et à ses ministres, le Roi confessait le seul regret mis en sa joie : « Quelle douleur que mes Westphaliens ne se soient pas trouvés à cette bataille! »

Les bataillons français appelés au secours de Cassel, ont quitté Mayence, tandis que le régiment hollandais, caserné à Altona, prend le chemin de la Westphalie.

L'Empereur, arrivé aux portes de Vienne, ne peut qu'approuver l'envoi de ces renforts, mais, loin de s'apitoyer sur le sort de Jérôme, il lui écrit une lettre achevée par ces mots :

« ... Vous devez regretter aussi de n'avoir pas organisé votre garde comme je vous l'avais conseillé. Je désire que cet évènement vous donne plus de confiance dans mes conseils. »

C'était pourtant l'accusation la plus imméritée, la plus

1. Pendant son séjour auprès de Joséphine, la Reine de Westphalie apprend que Napoléon a été blessé à Ratisbonne, et vite elle lui écrit :
« Si ma prière, le vif intérêt que je prends à votre conservation pouvaient être de quelque poids à vos yeux, je vous dirais que vous ne pouvez plus rien pour votre gloire, mais tout encore pour notre bonheur. »

injuste ; car le souci de son armée fut, du premier jour au dernier, la constante préoccupation du Roi.

Tout ce qui était de l'organisation des troupes, de leur existence, lui était familier.

Une fois que le général Éblé lui remettait un état de situation des régiments westphaliens, il le parcourut rapidement des yeux et dit :

— « Ce n'est pas exact ! »

— « Mais, Sire, il est conforme aux états qui se trouvent dans nos bureaux. »

Le Roi insiste, si bien que le ministre de la guerre vérifie et s'avoue obligé à de certains changements, dont le résultat était une différence de sept cents hommes en plus.

A la Cour de Cassel, où déjà l'on parlait du retour prochain de la Reine [1], les craintes s'apaisaient.

Le Roi, auquel répugnait toute répression violente, proclamait l'amnistie, pardonnait aux égarés qui déposeraient les armes, reprendraient leurs travaux ; et il adressait cet ordre du jour aux troupes qu'avaient commandées Dœrnberg :

« Chasseurs de la Garde et Chasseurs Carabiniers ! oubliez que ce lâche a eu l'honneur d'être à votre tête ! Oubliez à jamais sa mémoire, ou ne vous la rappelez que pour la vouer au mépris et à l'indignation qu'elle doit exciter. »

En ce moment même, où Jérôme se croit au terme de

1. « ... Je me trouve si fort depuis que je n'ai plus d'inquiétudes pour mon excellente petite femme, qu'il me semble que de la voir en sûreté triple mes forces... »

(Lettre de Jérôme à Catherine).

ses tourments, de plus terribles épreuves vont se déchaîner sur la Westphalie.

De tous les officiers de l'armée prussienne, aucun ne portait aux Français une haine aussi implacable que le major Schill.

Lors de la reddition de Magdebourg, on l'avait vu parcourant les rues, le bras en écharpe, enveloppé d'une couverture sanglante, poussant des cris de mort contre le gouverneur qui avait rendu la place. Chaque nouvelle victoire de Napoléon attisait sa fureur, et l'avènement d'un frère de l'Empereur au trône de Westphalie avait infligé à son patriotisme l'humiliation suprême.

Une seule pensée vivait en lui : puisque la Prusse courbait le front devant le Conquérant, faire, bien que simple officier, ce que n'osait tenter son Souverain. Et, sans rien laisser deviner de ses rêves, il se lança par une après-midi de printemps, dans la plus invraisemblable aventure.

Le 28 Avril, à la tête de son régiment de Hussards, Schill sort de Berlin comme pour conduire les hommes à la manœuvre.

Arrivé à une lieue de la ville, il commande la halte et, dans une harangue enflammée, dit aux soldats quelle œuvre libératrice et vengeresse il veut entreprendre avec eux. Ils l'acclament, se déclarent prêts à tout braver, et on attend encore les Hussards à la caserne, que déjà ils galopent loin de Berlin, sur la route de Wittenberg.

La forteresse est gardée par cent cinquante Invalides, peu disposés à défendre le passage de l'Elbe, et Schill poursuit sa marche vers Dessau, où il entre sans coup férir.

Là, il exige que l'imprimeur royal tire sa proclamation aux Peuples de la Westphalie : « Mes frères, qui languissez

dans les chaînes d'une nation étrangère, le moment est venu de briser vos fers... »

On ne sait rien encore à Dessau de la défaite de Dörnberg, et Schill, impatient de se réunir aux révoltés de Cassel, dont le succès lui paraît certain, reprend sa route, annonçant partout qu'il précède de quelques heures une armée de treize mille hommes commandée par Blücher.

Le gouvernement prussien s'effraie des conséquences que peut entraîner une pareille équipée, si l'Empereur le suppose complice de Schill. Il fait affirmer au Roi de Westphalie que le cabinet de Berlin ne savait rien des projets du major, qu'il condamne cette attaque contre une nation amie.

A Cassel l'anxiété est profonde : on croit aux nouvelles répandues par les aventuriers, on se sent hors d'état de repousser l'armée de Blücher ; et pour mettre le comble au désarroi, le bruit circule que des régiments russes envahissent le duché de Varsovie. Aussi Jérôme, en recevant M. von Küster, le ministre de Prusse, ne dissimule pas son indignation, et demande s'il vit en paix ou s'il vit en guerre avec son maître.

Pourtant Frédéric-Guillaume multipliait les protestations : dans un ordre du jour, il disait aux troupes les châtiments qui frapperaient Schill et les autres officiers coupables ; il suspendait de ses fonctions le général L'Estocq, gouverneur de Berlin, pour n'avoir pas empêché le départ des hussards ; il faisait arrêter le major von Chazot.

Mais pendant que décrets et punitions se succèdent à Berlin, c'est au nom du Roi de Prusse que le capitaine von Brünow — un des compagnons de Schill — entre dans Halle, que le commandant von der Goltz s'établit à Goslar,

que le corps principal des aventuriers s'empare d'Halberstadt et de Heiligenstadt.

Redoutant de plus en plus les représailles françaises, Frédéric-Guillaume envoie secrètement un de ses aides de camp vers Schill, avec mission de lui offrir grâce complète s'il quitte la Westphalie le jour même. Mais sans vouloir l'écouter, le major coupe court à toute discussion par ces mots : « Si je péris dans mon entreprise, je trouverai grâce devant Dieu ; si je réussis, je trouverai grâce devant mon roi. »

Malgré sa force apparente, Schill pourtant ne voulait pas courir les risques d'une bataille. Quand, arrivé à une lieue de Magdebourg, il apprend que les troupes du général d'Albignac marchent vers lui, il se jette avec ses soldats dans le duché de Mecklembourg et gagne Stralsund où il se heurte aux bataillons hollandais du général Gratien et aux détachements danois du général Ewald.

Frappé de deux balles sur les marches de l'Hôtel-de-Ville, il tombe dès les premières minutes du combat. Sa mort est pour ses compagnons le signal de la déroute.

Mais avant même que Jérôme fût délivré du major Schill, un ennemi bien autrement redoutable se dressait devant lui : la rumeur se répandait soudain que le duc de Brunswick-Œls et le duc de Hesse pénétraient en Saxe avec un corps d'armée de 12,000 hommes.

Sans contrôler la nouvelle, persuadé que les troupes de Blücher suivaient de près, le Roi Frédéric-Auguste abandonnait Dresde, se retirait à Leipzig, d'où il envoyait courriers sur courriers à Napoléon, à Jérôme, au duc de Valmy.

Le Roi Jérôme venait de recevoir de l'Empereur le commandement du Xe corps d'armée, comprenant les troupes westphaliennes, hollandaises, les garnisons de Stettin, de Küstrin, en tout seize mille hommes, avec lesquels il devait garder la ligne qui va de Hambourg au Mein.

A l'heure où ses États étaient plus que jamais menacés, où des exprès lui annonçaient l'approche de la flotte anglaise, il lui fallait abandonner Cassel presque sans défense, laisser son royaume à la merci des révolutions pour marcher au secours de la Saxe.

En vain il réclamait des renforts à Kellermann : l'Empereur, peu enclin à s'alarmer, interdit que les troupes de Hanau quittent leur garnison sans son ordre formel.

« Monsieur le Maréchal duc de Valmy, — écrit le Roi, à la date du 15 Juin — je reçois votre lettre par laquelle vous refusez de joindre vos troupes aux miennes en cas d'attaque. Votre refus est sans doute fondé sur de fortes raisons ; mais, Monsieur le Maréchal, il est des circonstances où un général doit prendre sur lui ; le succès justifie tout.

« Vous savez sans doute aussi bien que moi, que l'ennemi à occupé Dresde, le 11, avec 6,000 hommes. Le général d'Albignac, avec 5,000 hommes de mes troupes, marche de Brünow à sa rencontre. Une autre colonne ennemie, qui se dirige de Gera sur Eisenach, m'oblige d'aller moi-même au-devant d'elle avec les 3,000 hommes qui me restent. Puis-je espérer, Monsieur le Maréchal, que lorsque je serai attaqué par l'ennemi, vous prendrez sur vous de venir à mon secours? Et, dans ce cas, je désire savoir combien vous avez de troupes à votre disposition. Quant à moi, résolu de ne pas quitter mes États, j'attendrai les événements.

« Une partie de la division hollandaise est dans Magdebourg; l'autre, avec le général Gratien qui la commande, arrivera de Stralsund à Brunswick sous huit jours. Vous connaissez maintenant ma position et j'attends que vous me fassiez connaître ce que je puis espérer de votre armée. »

Malgré la volonté affirmée en cette lettre, de ne pas s'éloigner de la Westphalie, Jérôme était forcé de quitter Cassel, le 18 Juin, avec les généraux Rewbell, Bernterode, Bongars et von Klösterlein.

A l'approche de l'armée royale, l'ennemi, qui avait occupé aussi Leipzig, abandonnait les positions conquises et le frère de Napoléon entrait dans Dresde, le 1er Juillet, à la tête de sa Garde et des Cuirassiers saxons, au bruit des cloches, des canons, acclamé par le peuple.

Te Deum, réception au palais de Brühl, gala au théâtre, rien ne manquait à la triomphale journée; et pourtant, Jérôme le confessait mélancoliquement plus tard : « Si j'avais eu trente ans au lieu d'en avoir vingt-quatre, je n'aurais pas entrepris l'expédition de Saxe. »

L'annonce de nouveaux troubles éclatés à Marbourg, obscurcissait la joie de la victoire.

Dans les premiers jours de Juin, on avait saisi, aux environs de Homberg, une voiture chargée de fusils et de munitions, sans que l'enquête pût établir à qui ces armes étaient destinées. L'affaire était presque oubliée déjà quand, le soir du 23 Juin, une troupe de cent cinquante paysans apparaît devant Marbourg, où l'attendaient le commandant en retraite Emmerich et le conseiller aulique Heinrich Sternberg.

Fanatiques partisans de l'Électeur, tous deux avaient, depuis plusieurs mois, parcouru les campagnes avec des

amis dévoués, vantant aux villageois le bonheur et la richesse que ramènerait parmi eux le Prince dépossédé. Et sans que le gouvernement westphalien eût soupçon du complot, ils organisaient l'expédition des paysans, ils en fixaient tous les détails avec une incroyable minutie.

A l'heure convenue, les complices sont introduits dans Marbourg; en silence Emmerich et Sternberg les conduisent jusqu'à la Barfüsserthor où le poste des gendarmes est surpris et vite désarmé, comme le sera, quelques minutes plus tard, celui du Marché.

L'alarme est donnée; mais l'obscurité fait paraître la force des assaillants si redoutable, que le bataillon du Grand-Duché de Berg tenant garnison à Marbourg, abandonne la ville pour venir se ranger sur la route de Cassel et barrer le chemin de la Capitale, jusqu'à l'arrivée des renforts.

Cependant voici qu'accourt un gendarme, échappé des mains des émeutiers; il affirme que la cité reste sourde à leurs exhortations, que la proclamation du duc de Brünswick, partout affichée, la laisse indifférente. Aussitôt les soldats rentrent dans Marbourg et, quoique inférieurs en nombre, ont vite raison des paysans.

Quelques jours plus tard, sans écouter les conseillers qui réclamaient un châtiment exemplaire, le Roi signait la grâce de presque tous les coupables.

Devant les larmes des mères implorant pitié, devant les lettres touchantes sollicitant un adoucissement des peines, il ne resta jamais inexorable. Aux heures les plus troublées, il résista aux partisans des répressions violentes; il sut être clément, alors même que son trône chancelait sous la tempête de la révolte.

A peine rassuré sur les suites de cette surprise, dont

les nouvelles parvenaient grossies par l'éloignement, Jérôme reçoit à Dresde, le 3 Juillet, une lettre du duc d'Abrantès, lui demandant de se diriger sur Hof, de façon à y arriver le 10, pour opérer leur jonction.

Il quitte la capitale saxonne le lendemain, et sur sa route, les bruits inquiétants se succèdent : ce sont les préfets de la Werra et du Weser qui demandent des renforts immédiats pour tenir en respect les fauteurs de désordre ; c'est le gouverneur de Hanovre qui signale la flotte anglaise à l'embouchure de l'Elbe ; c'est le commandnnt d'Osnabrück qui se déclare impuissant à maintenir la population.

Malgré tout, Jérôme continue à s'avancer vers Hof, qu'il atteint dans la journée du 10 Juillet. Mais déjà le duc d'Abrantès a été repoussé par Kienmayer et les onze mille hommes du Roi trouvent devant eux vingt-cinq mille Autrichiens : il faut reculer vers Schleitz, pour couvrir Leipzig et la Westphalie.

L'Empereur, croyant les deux corps d'armée réunis devant Hof, envoie, de l'île Lobau, l'ordre à son frère de pénétrer en Bohême avec ses troupes, qu'il évalue à 25,000 hommes.

« ...Je pense que le bon moyen de réprimer les désordres de chez vous, c'est d'entrer en pays ennemi. Toutefois, vous devez inquiéter la Bohême ; mais pour faire une expédition sérieuse, il faut que vous connaissiez l'issue de la bataille de demain. Avec l'aide de Dieu, malgré ses redoutes et ses positions retranchées, j'espère écraser l'armée du prince Charles. Envoyez vos états de situation et écrivez tous les jours ; ne m'exposez pas à recevoir de vos nouvelles par des mains tierces, ce qui ne me convient pas... »

La « bataille de demain », c'était Wagram [1].

En apprenant la défaite de l'archiduc Charles, Kienmayer a ordonné un mouvement de retraite dont Jérôme profite pour se diriger vers Weimar et Erfurt où, le 17, un parlementaire autrichien vient lui notifier l'armistice de Znaïm.

A marches forcées il regagne ses États et, le 20 Juillet, arrive à Cassel, d'où il envoie Rewbell et Wellingerode sur Hanovre, soulevé à l'approche des Anglais.

Ils n'étaient pas partis depuis trois jours, que des courriers s'élancent brides abattues, à leur poursuite, porteurs d'ordres royaux qui rappellent les troupes en hâte. Le duc de Brunswick-Œls, entraînant avec lui 2,500 hommes, vient d'entrer en Westphalie.

Patriote aussi exalté que Schill, le duc gardait toujours saignante la blessure faite à son cœur par la défaite d'Iéna; ses cheveux et sa barbe avaient blanchi en vingt-quatre heures, après la nouvelle du triomphe de Napoléon.

Vêtu d'une longue redingote brune, coiffé d'une toque de même couleur, ennemi de tout faste, il partageait les travaux de ses soldats, couchait sur la dure au milieu d'eux, adoré et redouté, les électrisant de son audace. Décidé à

1. De Spa, le 15 Juillet, la Reine Catherine écrit à son père :

» J'ai appris hier au soir la grande nouvelle des nouveaux succès de l'Empereur, et Madame-Mère me l'a confirmée par une lettre que j'en ai reçue ce matin d'Aix-la-Chapelle, où elle me donne les détails du courrier qui vous a été envoyé par l'Empereur. Enfin, cette glorieuse journée va terminer toutes nos peines actuelles, et il n'y a pas de doute que chacun ne puisse enfin bientôt rentrer dans ses foyers; j'en bénirai le ciel plus que toute autre, puisque cet événement me réunira à mon mari et vous rendra la tranquillité.

« Ma belle-mère, qui a choisi de préférence Aix-la-Chapelle pour m'y voir, m'ayant engagée par sa lettre à l'aller voir le plus tôt possible je compte partir dans deux heures et passer avec elle un jour et demi. »

tout, il avait déclaré qu'il régnerait sur l'héritage de ses pères, ou qu'il s'y ferait enterrer.

A la lettre du général Kienmayer lui notifiant l'armistice de Znaïm, il réplique que les arrangements conclus entre Napoléon et François II ne le concernent en rien, et pour appuyer sa réponse, marche, le 22 Juillet, sur Leipzig.

Facilement maître de la place, où l'on n'avait même pas soupçonné son approche, il y reste vingt-quatre heures à peine et franchit la frontière westphalienne.

Ignorants du chemin que le duc allait suivre, préfets et maires s'empressent d'envoyer à Cassel l'argent de leurs caisses; ils multiplient les proclamations, rappellent à leurs administrés le serment de fidélité prêté au Roi.

De son côté, le duc de Brunswick se faisait précéder d'un appel à la Nation :

« Brunswickois, le moment est venu de briser vos fers. Je viens, moi votre prince légitime, vous arracher aux tyrans qui vous oppriment; je viens avec des armes victorieuses, soutenu par de puissants alliés, ayant une confiance absolue dans le sincère attachement d'un peuple, que sa fidélité, sa loyauté rendent si digne de redevenir heureux... Courez aux armes, mais n'oubliez pourtant pas quels sont les devoirs des citoyens paisibles. Respectez les fonctionnaires en exercice et obéissez-leur... »

Le souvenir des insurrections précédentes, — qui leur avaient, elles aussi, prodigué les assurances de bonheur et de richesse — rendaient les Westphaliens méfiants, et, quoiqu'il ne se heurtât sur sa route, à aucune résistance sérieuse, le duc ne rencontrait pas l'enthousiasme espéré.

Le 24 Juillet, il entrait à Halle, où ses Hussards de la

Mort s'amusaient à briser les armoiries royales; puis, cet exploit accompli, il reprenait sa marche vers Halberstadt, en vue de laquelle il arrivait le 29, à la tombée du jour.

Le régiment d'infanterie de Wellingerode était dans la ville depuis le matin. Les ordres formels donnés au général lui prescrivaient de ne pas attaquer l'ennemi sans en connaître exactement les forces, même de se retirer devant lui jusqu'à l'arrivée des bataillons de Rewbell.

En apprenant la soudaine arrivée du duc, Wellingerode oublie tout, ne voit que l'occasion de se distinguer : des barricades sont élevées à la hâte et le combat s'engage dans les rues d'Halberstadt, dont les soldats de Brunswick ont forcé l'entrée.

De 10 heures du soir à 7 heures du matin, on lutte pied à pied; chaque maison se transforme en forteresse. Une compagnie westphalienne s'est enfermée dans une grange d'où elle mitraille les assaillants; pour la réduire à capituler, il faut la menacer d'incendier son refuge.

Mais le comte de Wellingerode tombe entre les mains de l'ennemi et ses soldats, privés de chef, se débandent. Trois cents d'entre eux seulement se rallient au drapeau du vainqueur.

Suivant sa tactique habituelle, le duc ne s'attardera pas dans la cité conquise. Le temps de frapper Halberstadt d'une imposition de guerre, de rendre un décret punissant de mort quiconque cachera des armes ou donnera asile à un soldat westphalien, et il se dirige vers Brunswick, où il entre le 31 Juillet, après avoir ordonné à ses troupes de traiter en amie la ville où son père avait vécu et régné.

Pour tenir son serment de ne reparaître que victorieux dans le palais de ses ancêtres, le duc passe la nuit, étendu

sur une botte de paille, au milieu du campement de ses soldats.

Presqu'à la même heure, Rewbell arrivait à quelques lieues de Brunswick. La petite armée de Gratien et de Thielmann suivait de près, et, réunis, ces trois corps devaient suffire à repousser l'ennemi.

A Rewbell, comme à Wellingerode, le général Éblé, ministre de la guerre, avait prescrit de n'accepter la bataille qu'après s'être assuré toutes les chances de succès : les soldats westphaliens étaient, pour la plupart, des conscrits réunis en hâte, armés seulement depuis dix jours, et on ne pouvait prévoir leur attitude devant les balles.

Malgré tout, Rewbell laisse venir à lui les bandes de Brunswick et le combat s'engage, le 1er Août, à Œlpern.

Affolés dès la première décharge, éperdus sous la brusque attaque, les recrues cèdent pied rapidement et Rewbell, entraîné dans la débandade, abandonne le champ de bataille.

Sans se laisser aller à l'enivrement de la victoire, le duc songe que Gratien et Thielmaun arrivent, que le combat nouveau pourrait lui être fatal, et il délaisse une fois encore sa conquête. En suivant la route de Nienbourg et de Hoya, harcelé sans trêve par des détachements westphaliens et hollandais, il gagne le duché d'Oldenbourg. Le 7 Août, il atteint Elsflett, où l'attendait la flottille de l'amiral Georges Stuart.

En moins d'un mois il venait d'accomplir un des plus étranges romans d'aventures qu'ait enregistrés l'histoire.

Ces insurrections, ces guerres, ces perpétuelles alertes n'étaient pas faites pour guérir les finances du mal qui les rongeait.

Aux contributions multiples s'ajoutaient les impôts successivement frappés par Schill et le duc de Brunswick ; les maisons dévastées, les récoltes détruites achevaient la misère des campagnes. Depuis le mois de Mai, on n'avait pu donner aux fonctionnaires que de faibles acomptes sur leur traitement, et bientôt peut-être l'argent manquerait pour la solde des troupes.

Le numéraire devenait rare à ce point, que les écus étaient presque introuvables, et que seules, les pièces de trois à quinze sols circulaient encore.

Les ennemis de Jérôme répandent alors le bruit qu'il a profité du désarroi financier pour faire augmenter sa liste civile; et la rumeur prend une telle consistance, que Reinhard se rend en secret auprès de Bülow, réclame des explications et ajoute que l'Empereur imputera aux ministres westphaliens toutes violations à l'Acte de Constitution.

« En faisant serment d'obéissance à mon Souverain, répond Bülow, j'ignorais que j'étais responsable envers un autre; mais cette responsabilité même, je n'ai point à la craindre, et il est certain que sous mon administration, il n'est pas sorti du Trésor un seul denier en augmentation de la liste civile. »

De fait, au lieu d'être augmentée, la liste civile avait, au moment de la campagne de Saxe, été arriérée d'un mois et demi.

Quant aux créanciers de l'État, deux années écoulées sans qu'on leur eût payé les intérêts des obligations, excusaient leurs murmures.

« Ce royaume ne peut aller encore quatre mois tel qu'il

est », écrivait Jérôme à l'Empereur qui, loin de faciliter la tâche à son frère, laissait ses lettres sans réponse.

D'autre part, le Roi se rendait compte que sa popularité baissait, malgré les preuves constantes de dévouement et de sollicitude qu'il prodiguait à ses sujets. On l'accusait de tout sacrifier à ses intérêts, alors que sa fortune personnelle était en si piteux état, qu'il avait dù, partant pour la Saxe, emprunter 70,000 francs.

On le disait soumis à l'influence de ses favoris quand, malgré l'amitié qui l'unissait au général Rewbell, il le destituait d'un trait de plume, parce qu'il avait promis à ses troupes de leur laisser piller Brunswick.

Sans pose, sans la recherche de l'effet, il fut toujours là où quelque danger menaçait ses sujets. Aux inondations, aux incendies, on le voyait arriver le premier, ne se bornant pas à encourager les sauveteurs, mais donnant l'exemple du dévouement.

Dans un de ses voyages de 1809, il venait de passer une rivière, quand des appels désespérés éclatent sur l'autre bord : un Garde du corps, en traversant le fleuve à cheval, a été désarçonné, et le courant l'entraîne. Vite le Roi saute dans une barque avec les ministres de Hollande et de Bavière, se dirige rapidement vers le malheureux qui appelle à l'aide et le saisit au moment où il allait s'engloutir.

Pendant ce temps-là, le comte de Fürstenstein, resté sur le pont, faisait de grands gestes désespérés, criait au Roi de ne pas s'exposer, et lui, de répondre gaiement : « Ah ! voilà que la diplomatie s'en mêle ! Envoyez-moi une note ! »

Cette même année 1809, lorsque vint le Quinze Août, Cassel, avec un élan d'enthousiame, se précipitait vers Napoléonshöhe.

On venait d'apprendre que le duc d'Œls s'était embarqué sur un navire anglais et les vivats éclataient dans cette joie du calme ressaisi. L'avenue est bordée d'oriflammes ; sur les pelouses il y a des salles de danse, faites de verdures enguirlandées de fleurs ; les grandes eaux jouent ; une kermesse jette sa note variée à travers les allées et les gazons.

Quand les Souverains s'avancent sur le perron, un élan irrésistible pousse la foule vers eux.

Neuf jeunes filles de Minden, qui symbolisent les Muses et doivent présenter un poème à Catherine, ont peine à se frayer passage. Chants, cris, hurrahs traversent l'air ; et l'aube du 16 Août se lève avant que la foule ait quitté Napoleonshöhe.

Le 5 Septembre, le Roi et la Reine, désireux de témoigner leur reconnaissance au seul département resté fidèle durant les jours de révolte, vinrent visiter le Harz. Ils s'arrêtent à Clausthal, centre des mines d'argent, revêtent des costumes d'ouvriers et descendent dans les puits principaux, répondant aux acclamations par le salut traditionnel : « Glück auf ! »

Le soir, tous les mineurs défilent devant eux, et des médailles sont frappées, qui perpétueront la mémoire de ces heures radieuses.

A d'autres étapes du voyage, l'accueil fut moins chaleureux : les habitants de Brunswick, jusque-là si bruyants dans leurs manifestations, affectèrent une sorte d'indifférence.

L'absence de LL. MM. devait durer jusqu'au 30 Septembre, mais de nouveaux bruits de révolte les ramènent précipitamment à Cassel.

A la tête de la police westphalienne était M. de Bercagny. Tour à tour Grand Vicaire constitutionnel, secrétaire de préfecture, poète, médecin, avocat, la protection de la famille Regnault de Saint-Jean-d'Angély, à laquelle il était allié, l'avait élevé à un poste pour lequel rien ne le désignait. Ignorant la langue allemande, il s'entourait de traducteurs qui, malgré eux, enlevaient à maint rapport, à tel propos une part de leur couleur vraie; on prétendait aussi qu'il se noyait dans les menus détails et semblait la mise en action du proverbe : « Les arbres l'empêchent de voir la forêt. »

Bercagny, ambitieux de ménager au Roi quelque belle surprise pour son anniversaire, imagine d'organiser une Garde Nationale.

Cependant, incapable de conserver pour lui un projet de telle importance, il laisse soupçonner à Jérôme, avec cent précautions oratoires, les plans qui se heurtent en son cerveau; il ajoute que le succès serait assuré si, par ordre, chambellans, écuyers, officiers du palais étaient, dans les cérémonies officielles, obligés de porter le nouvel uniforme.

— « A quoi bon? réplique le Roi. Cela ne prendra pas et ne leur fera qu'un habit de plus! »

En rencontrant auprès du Souverain un si vacillant appui, tout autre eût renoncé à ses rêves; mais Bercagny s'était juré qu'il doterait la Westphalie d'une Garde Nationale, et rien n'ébranlera sa volonté. Ne pouvant obtenir de subsides du roi, il ouvre une souscription dont le produit permettra d'exécuter les fameux uniformes.

Alors les habitants de Cassel se fâchent; ils s'imaginent qu'on cherche à leur faire accepter un engagement par surprise. De là, des plaintes, des récriminations, un commencement de tumulte, que les lanceurs de mauvaises nouvelles

transforment vite en essai de révolution. L'invention fait son chemin, arrive jusqu'au Roi et le détermine à rentrer brusquement dans la Résidence.

Avec autant de fantaisie, on exploitera la folie d'un adjoint de village, qui, à Rollshausen, a composé et affiché deux proclamations attribuées au duc de Brunswick.

La froideur persistante de l'Empereur ajoutait au découragement du Roi de Westphalie dont la tristesse lassée se devine en chaque page de sa correspondance.

« Malgré tous les soins que j'apporte à mon administration — écrit-il à Napoléon, — je vois qu'il est impossible de la soutenir plus longtemps, et je prie Votre Majesté de me permettre de me retirer en France. Là, comme ailleurs, je m'efforcerai de Lui prouver qu'Elle n'a personne qui lui soit plus entièrement dévoué que moi... ».

Et quelques jours après : « Sire, malgré l'abandon dans lequel me laisse Votre Majesté, et que je n'ai rien fait pour m'attirer, je crois de mon devoir de La prier de décider de ma situation qui est tout à fait fausse comme Roi de Westphalie.

« Sire, je suis de Votre sang, et aussi longtemps que Votre Majesté laissera sur ma tête la couronne qu'Elle a daigné m'y poser, je ne saurai agir autrement que doit le faire un Roi, frère de l'Empereur. Tout m'impose l'obligation d'être, jusqu'au dernier souffle de ma vie, lié à votre système politique, à celui que vous avez créé pour votre système et pour la France; mais m'asseyant vous-même sur un trône, vous avez entendu que je serais indépendant pour les affaires intérieures du royaume que vous me donniez.

« Je le répète, Sire, je n'aime pas l'Allemagne ni l'Allemand, mais dans toutes les circonstances de ma vie, je suivrai la route de l'honneur que Votre Majesté m'a si bien tracée.

« J'ai désiré sans doute avoir un peuple à gouverner, je l'avoue à Votre Majesté ; mais je préférerais vivre en particulier dans son Empire, à être, comme je suis, Souverain sans autorité.

« Votre nom seul, Sire, me donne l'apparence du pouvoir, et je le trouve bien faible quand je songe que je suis dans l'impossibilité de me rendre utile à la France, qui, au contraire, sera toujours obligée d'entretenir cent mille baïonnettes pour étayer un trône sans importance.

« Je finis, Sire, avec la conscience intime que, quels que soient les torts qu'on cherche à m'imputer, Votre Majesté ne peut persister avec réflexion à me croire coupable d'indifférence et d'ingratitude. »

Le sort s'acharne après le Roi de Westphalie durant tout le cours de cette année 1809. Quoi qu'il tente, ses espérances sont déçues, ses meilleures intentions mal interprétées.

Au trouble profond jeté dans ses États par les émeutes successives, par le désarroi du Trésor, une inexplicable mesure de l'Empereur vient mettre le comble : sans avis préalable, sans notification aucune, des postes de douaniers français sont établis un beau matin sur le territoire westphalien, où ils parlent haut, agissent brutalement.

Blessé dans sa liberté et dans sa fierté, Jérôme veut, en un premier mouvement, ordonner qu'on s'oppose, par tous les moyens possibles, à cet envahissement.

Non-seulement le ministre de l'Intérieur refuse les loge-

ments gratuits que réclamait pour ses hommes le directeur des douanes françaises installées à Osnabrück, mais encore le Roi, dans une lettre écrite au prince de Neuchâtel, exprime toute son indignation :

« ... J'ignore par quels ordres des douaniers étrangers se permettent de s'établir chez moi ; mais si de pareils actes étaient soufferts, il n'existerait plus dès lors de royaume ni de Roi, et certes l'intention de l'Empereur ne peut être qu'un Souverain souffre de pareilles violations dans ses États... »

Sur un ordre de Paris, Reinhard s'était rendu à Hanovre pour y surveiller l'organisation des Douanes françaises. En son absence, c'est le premier secrétaire de l'Ambassade, M. Lefebvre, qui assiste, le 28 Octobre, à l'audience du Corps diplomatique.

Le Roi se dirige de son côté et, avec beaucoup de bonté, lui dit :

— « Où est donc M. Reinhard? Est-ce qu'il est malade?

— Non, Sire. Votre Majesté doit se rappeler qu'il est à Hanovre.

— Ah! c'est vrai ; je l'avais oublié. »

Puis, feignant de chercher :

— « Quel est donc l'objet de son voyage?

— L'affaire des Douanes, comme il a prié M. de Fürstenstein de le faire connaître à Votre Majesté.

— L'affaire des Douanes! — réplique le Roi en s'animant. Vous sentez, monsieur, que je ne puis admettre l'établissement de la ligne des Douanes : je n'ai point été officielle-

ment informé de la mesure prescrite dans mes États, et j'ai dû être étonné de l'y voir poursuivre sans ma participation. Il faut d'abord une notification. »

Et comme M. Lefebvre, croyant qu'il s'agit d'une simple formalité, déclare qu'il s'en occupera le jour même, le Roi se hâte d'expliquer sa pensée :

— « Je veux parler d'un traité! Il faut un traité! » Et il s'éloigne.

Le lendemain, à huit heures du soir, M. Lefebvre est appelé au Palais. Il trouve Jérôme en proie à une violente émotion.

— « Je viens de recevoir de nouveaux rapports de mes provinces sur les désordres occasionnés par les douaniers français. Leur conduite est effroyable. Les voilà qui pillent et volent sur les grands chemins. Vous connaissez assez ma situation pour savoir que je ne couche pas sur des roses et que je n'ai pas besoin de compromettre par des transactions ruineuses, le peu d'attachement que mes peuples me portent. »

Il se déclare prêt à abdiquer plutot que de rien faire qui soit contraire à l'intérêt de ses sujets, aux droits et à la dignité de sa couronne. « On a voulu persuader à l'Empereur, dit-il en terminant, que j'étais son ennemi; moi qui suis son fils et qui tiens tout de lui! »

Le Ministère français commence à s'émouvoir de la résistance obstinée du Roi, et le duc de Gaëte, dans une note à l'Empereur, déclare que, si pénible que cela lui soit, il faut revenir sur l'opposition que rencontre en Westphalie la ligne de douanes.

En marge figure cet « Ordre de l'Empereur », daté de Schönbrunn, le 2 Octobre 1809 :

« Renvoyé à M. de Champagny, pour écrire à M. Reinhard de faire la plus vive insistance pour qu'on cesse de s'opposer à cette ligne ; que c'est mon droit de protecteur de faire la guerre à l'Angleterre et que je suis étonné que la Westphalie soit le pays où je trouve un obstacle. »

Il semble qu'une communauté d'infortunes grandisse encore la mutuelle affection de Louis et de Jérôme. Comme le Roi de Westphalie, le Roi de Hollande a traversé bien des heures cruelles, et sur leurs deux fronts la couronne a pesé d'un redoutable poids. A l'un et à l'autre, la France fut souvent impitoyable, ne ménageant pas ces victimes de son inflexible politique.

Entre Amsterdam et Cassel, c'est un fréquent échange de lettres, témoignant d'une fidèle et profonde tendresse. Même le Cabinet Impérial s'est inquiété de cette intimité et déjà, vers la fin de 1808, le ministre de Hollande s'en explique dans un rapport chiffré :

«... Il est certain que depuis quelque temps, le Roi de Westphalie a reçu des reproches sur son trop d'intimité et sa trop grande analogie d'idées et de système avec son frère. On a été jusqu'à lui demander s'il n'avait pas des engagements secrets. Il est probable, et j'oserais presque l'assurer, que ces reproches viennent encore de se renouveler et ont produit l'effet qu'on s'en proposait. Le Roi peut donc s'attendre à plus de réserve de la part de son frère et à en éprouver du refroidissement. »

Le refroidissement annoncé, s'il se produisit, fut bien

passager, et jusque dans les pièces diplomatiques on retrouve la marque de l'affection fraternelle.

Lorsque le chevalier Huygens, que va remplacer M. Molenis, est reçu, le 26 Octobre 1809, en audience de congé, il insiste, par ordre du Roi Louis, sur cette union des deux frères :

« Sire,

« Le Roi mon maître m'ayant appelé à d'autres fonctions, j'ai l'honneur de remettre mes lettres de rappel à Votre Majesté.

« Mais en terminant ma mission, j'ai à exécuter des ordres bien chers à mon cœur : ceux d'exprimer les sentiments de considération, d'amitié et d'attachement, dont mon Souverain est animé pour Votre Majesté !

« Daignez en agréer, Sire, les témoignages les plus expressifs. Le Roi votre frère désire resserrer de plus en plus les liens étroits qui existent entre les deux trônes. C'est un besoin pour son cœur ; ce sera une de ses plus douces satisfactions dans son règne glorieux mais pénible... »

Après la signature de la paix de Vienne[1], Jérôme, plus que jamais anxieux d'avoir une entrevue avec Napoléon, certain de dissiper, par une explication toute franche, les

1. « ... Nous sommes ici également dans l'attente de la publication de la paix; puissions-nous en recevoir bientôt l'assurance, et puisse-t-elle aussi nous être avantageuse! Ce pays est aussi épuisé que s'il était encore le théâtre de la guerre, et il a le plus grand besoin du soutien de l'Empereur: il n'y a donc que la paix qui puisse lui permettre de jeter un un coup d'œil favorable sur notre triste situation... »

(Lettre de la Reine Catherine. Cassel, 19 octobre).

préventions qu'il ne cherchait même pas à dissimuler, insiste pour être autorisé à aller à Paris.

Tant de persévérance triomphe de l'obstination de l'Empereur qui, sans qu'il osât l'avouer, gardait une prédilection au cadet de sa famille : dans la nuit du 1er Novembre 1809, un courrier arrivait à Cassel, apportant au Roi l'ordre de prendre sans retard le chemin de la France.

Le lendemain soir, Jérôme se met en route : il voyage sous le nom de comte de Mansfeld et n'emmène avec lui que le comte de Fürstentein, ministre des Affaires Étrangères, et trois officiers de sa maison.

A la même date, le Roi de Saxe prend aussi le chemin de Paris, et les « on dit » les plus divers se donnent libre cours devant ce pèlerinage en France des Souverains allemands.

Dans toutes les légations, c'est un même éveil de curiosités : que cachent ces voyages? — Les uns y voient un futur accroissement de territoire en faveur de la couronne de Saxe; les autres, au contraire, affirment que Frédéric-Auguste, averti qu'un prochain remaniement de l'Allemagne doit diminuer ses États, va tenter auprès de l'Empereur une démarche suprême.

Pour le Roi de Westphalie, les commentaires courent aussi bon train : quels événements se préparent? s'agit-il d'une guerre nouvelle? ou les traités de paix seront-ils affermis? — Les mieux informés racontent même que la princesse Auguste de Saxe va épouser le prince Poniatowski auquel Napoléon donnerait le trône de Pologne.

La première lettre écrite par Jérôme en arrivant aux Tuileries demandait à la Reine de le rejoindre.

Elle partait aussitôt, et en même temps les Rois de Würtemberg et de Bavière quittaient leurs États, appelés par Napoléon aux fêtes que la ville de Paris allait donner, le 2 Décembre, pour l'anniversaire du Couronnement.

Trois mille six cents invitations ont été adressées, au nom du duc d'Abrantès, gouverneur de Paris, et du Corps Municipal, et quatre cents personnes sont désignées pour composer le cortège des Souverains, à leur entrée dans l'Hôtel-de-Ville.

La Cour a déployé des splendeurs sans pareilles. Napoléon est vêtu de velours pourpre, son manteau est semé d'abeilles d'or; les brillants étincellent à son chapeau et le Régent flamboie au pommeau de son épée. Auprès de lui, Joséphine que Paris contemple pour la dernière fois, car l'heure du divorce va sonner: sa robe bleue, lamée d'or, est retenue par une ceinture de diamants; des émeraudes se détachent sur le velours de son manteau. Vert et or est celui de Madame Mère, recouvrant une robe toute blanche. La Reine d'Espagne semble une figure héraldique en son costume jaune et rouge, brodé des tours de Castille et des lions d'Aragon. Avec la fraîcheur de son teint, la grâce de son sourire, la Reine de Westphalie est comme une vision de jeunesse: sa robe et son manteau sont de satin blanc, avec des guirlandes d'or parsemées de pierreries; une petite couronne fermée est posée sur le sommet de sa chevelure blonde. La Reine Hortense tient les yeux fixés sur l'Impératrice; elle souffre de cette torture que sa mère veut en vain garder secrète, et jamais pourtant elle n'a été plus exquise, jamais elle n'a plus victorieusement rivalisé avec ses belles-sœurs.

Parmi les rois qui entourent Napoléon, Jérôme attire les regards par sa magnificence. Il a donné carrière à son

amour du faste : de lourdes broderies d'or surchargent le velours blanc de son costume, brillent sous la grande collerette de dentelles; le panache blanc qui se balance sur la toque est attaché par un large nœud de diamants.

« Il est impossible, écrit la Reine, d'être meilleur et d'être plus poli que l'Empereur l'est vis-à-vis de mon mari et de moi. »

Napoléon semblait en effet prendre à tâche de faire oublier à Jérôme ses rigueurs passées. Lui, si intraitable dans ses exigences, admettait maintenant certains adoucissements aux traités : il accordait des délais, permettait que le restant de la dette westphalienne fût payé en dix ans, par fractions.

Pour affirmer de façon ostensible l'intérêt qu'il portait au royaume allemand, il paraissait, le 31 Décembre, à la messe et à la parade, ayant en sautoir le cordon bleu de l'Ordre de Westphalie, créé par son frère huit jours auparavant. Et l'impression produite était d'autant plus vive, qu'on colportait aux Tuileries une boutade échappée à l'Empereur à la vue du collier, où, faisant cortège à l'aigle, rayonnent le lion de Hesse, le cheval de Hanovre et le léopard de Brunswick :

— « Eh mais! il y a bien des bêtes dans cet Ordre-là! »

Le mot fait une fortune rapide mais brève : la raillerie cède place à l'envie, le jour où le Maître se déclare protecteur de l'Ordre nouveau, que le prince Eugène, Cambacérès, Berthier, le duc de Cadore attachent à leur uniforme pour les réceptions du premier janvier.

Il avait fallu notifier aux Cours étrangères le divorce

impérial. En en donnant la mission au ministre de France à Cassel, le duc de Cadore lui écrit, le 17 décembre :

« Monsieur, je vous envoie le *Moniteur* de ce jour; l'Histoire n'offre pas de plus belle page, l'événement qu'il annonce est sans exemple dans ses annales. Les divorces des Souverains y occupent une grande place, mais un divorce occasionné par des motifs aussi purs, aussi généreux, un divorce qui est pour l'un et l'autre des deux époux le plus douloureux des sacrifices, cette victoire de deux belles âmes sur leurs plus chères affections, et leur bonheur individuel ainsi immolé à l'intérêt public, c'est ce que n'avaient point vu les Siècles qui ont précédé le nôtre, et cet événement sans exemple est peut-être ce qu'il y a de plus admirable dans un règne où tout semble merveilleux.

« Depuis longtemps, Monsieur, les hommes qui environnent l'Empereur, n'envisageant que l'intérêt de Sa Race et encore plus l'intérêt de Son Peuple, le pressaient de faire à Sa propre gloire et au bonheur de la France cet immense sacrifice. On lui représentait que Ses héritiers n'étaient point Ses Enfants, que rien n'assurait la durée de Son ouvrage et qu'à Sa mort, cette belle France, portée par Lui à un si haut degré de gloire, pourrait être de nouveau exposée à tous les maux de l'anarchie. Après bien des années de combat, l'Empereur a cédé à ces puissantes considérations et Sa gloire s'accroît par ce rare exemple d'un dévouement sans bornes à la félicité de Son peuple.

« Le pénible sacrifice vient de s'accomplir. L'Impératrice S'est montrée digne de Son haut rang, digne de l'affection de l'Empereur et de celle de la nation dont Elle est l'idole. Elle sera de plus en plus l'objet de l'amour et de la recon-

naissance de cette nation sensible, à l'intérêt de laquelle Elle s'est immolée.

« L'Empereur, Monsieur, en achevant ce pénible sacrifice, n'a pu songer encore à de nouveaux liens. Il n'y a dans Son cœur d'autre sentiment que celui de la douleur, d'autre pensée que celle du bonheur de Ses peuples. L'acte qu'Il vient de consommer Lui a trop coûté pour que Sa pensée puisse aller au delà. Il n'y a donc encore ni vue, ni projet sur Ses engagements futurs. L'Empereur Se remariera parce qu'Il n'a fait divorce que pour avoir des enfants; mais qui épousera-t-Il? Sera-ce une Française ou une étrangère, une princesse ou la fille d'un particulier? C'est à quoi Il n'a pas encore songé. Vous pouvez l'affirmer, monsieur, et démentir tous les bruits qu'on aurait répandus d'une union future. L'évènement qui vient de se passer, très-important pour la France, l'est moins pour l'étranger, parce qu'il ne se rattache pas à la politique et que, par ses suites, il ne donnera lieu à aucune combinaison politique. L'Empereur ne se proposera qu'un but, celui d'assurer à Son Empire un successeur issu de Celui qui l'a fondé. »

CHAPITRE III

L'ANNEXION DU HANOVRE A LA WESTPHALIE. — LA REINE CATHERINE ET L'IMPÉRATRICE MARIE-LOUISE

Ce n'était pas seulement pour témoigner devant l'Europe entière de l'amitié qu'il gardait à son frère, que Napoléon avait appelé Jérôme à Paris. Un bruit, discrètement murmuré d'abord, prend bientôt sa volée, et quand le Roi et la Reine quittent les Tuileries pour rentrer en Allemagne, l'entourage impérial sait déjà qu'une grande province va enrichir leurs États : l'annexion du Hanovre à la Westphalie est chose arrêtée.

La nouvelle, malgré le mystère dont on l'entoure, se répand bien vite à travers le royaume. L'enthousiasme est sans pareil quand, dès son arrivée à Marbourg, le 6 Janvier 1810, Jérôme monte à cheval pour passer les troupes en revue et qu'ensuite il visite les casernes.

Le lendemain, les habitants de Cassel pavoisent et illuminent, poussent des cris de joie sur le passage des Souverains : il y a au Palais réception solennelle du Corps diplomatique, puis grande revue de la Garde, dîner de gala. La journée s'achève par la première représentation d'*Appelle et Campaspe*, à laquelle assiste toute la Cour.

Il semble à la Westphalie que le terme de ses misères est venu : le Hanovre, réuni au royaume, c'est le retour de la richesse, c'est la prospérité longtemps rêvée; et c'est aussi l'orgueil national caressé par cette conquête, si pacifique et inattendue qu'elle soit.

D'abord fixée au 1er Janvier par un décret de Jérôme, daté de Fontainebleau, l'ouverture des États a lieu seulement le 16, sous la présidence du comte de Schulenburg-Wolfsburg; c'est en même temps l'inauguration de la salle des séances, construite dans les bâtiments de la Bibliothèque.

Le Roi avait désiré que pour la solennité, tous les représentants revêtissent l'uniforme prescrit par l'étiquette; même les sachant, pour la plupart, dans l'impossibilité de faire pareille dépense, il avait, sur sa cassette, versé 120,000 francs au tailleur de la Cour. Les habits furent faits, mais la majorité des députés, le grand jour venu, se refusa énergiquement à les porter.

Obéissant aux ordres de l'Empereur, Jérôme ne parla qu'à mots couverts :

« Messieurs les membres des États, au moment où la paix est rendue à la plus grande partie du continent, lorsque les Souverains peuvent s'occuper avec calme de la prospérité de leur pays et du bonheur de leurs sujets, il m'est doux de vous voir réunis de nouveau autour de moi...

« L'Empereur, mon Auguste Frère, voulant marquer un intérêt particulier à ce royaume qu'il a fondé, vient de lui accorder encore des avantages d'une haute importance. Lorsqu'il sera permis de les faire connaître, mes peuples

apprécieront ces nouveaux bienfaits et en présageront les heureuses conséquences...

« J'attends tout, Messieurs, de vos lumières et de votre attachement à ma personne et à l'État. »

Ces paroles énigmatiques étaient comme la consécration officielle de bruits partout répandus, et un long hurrah salua le discours royal.

Le 14 Janvier, le traité était signé à Paris par le duc de Cadore, ministre des Relations extérieures de Sa Majesté l'Empereur et Roi, et le comte de Fürstenstein, représentant du Roi de Westphalie.

Par cet acte, Napoléon cédait le Hanovre, sous la réserve d'en distraire un territoire d'une population de quinze mille habitants, qui serait désigné par la suite. De plus, il il se faisait assurer un revenu de 4,559,000 francs sur les domaines du Hanovre, laquelle somme serait employée en dotations accordées à des officiers français. Parmi ceux-là figurent Berthier (avec un revenu de 140,000 francs), Mortier, Duroc, Ney, Augereau, Bernadotte, Masséna, Soult, Lannes, Victor, Davout, Junot, Moncey, Lasalle, Friant, Drouot, Rapp, Gudin, Lemarrois, Saint-Sulpice, Lauriston, Regnier, Nansouty, Grouchy, etc.

Les dettes déjà contractées par la nouvelle province, étaient à la charge de la Westphalie, qui s'engageait en outre à porter de 12,500 à 18,500 le nombre des soldats français qu'elle devait entretenir, c'est-à-dire solder, nourrir, habiller.

Pour ce qui était de sa propre armée, le Roi en élevait le contingent à 26,000 hommes.

Dans le conseil des ministres où le traité fut communiqué, M. de Wolffradt seul se réjouit de l'agrandissement du territoire; M. de Bülow, au contraire, déclarait que, si la chose était possible, il ne faudrait accepter le Hanovre que sous bénéfice d'inventaire.

En effet, Jérôme comprit trop vite qu'au lieu de lui apporter le salut, le cadeau de l'Empereur faisait plus profond le gouffre ouvert sous son trône. Aux dettes que son peuple était impuissant à payer, d'autres contributions plus formidables s'ajoutaient, et les mêmes causes qui avaient ruiné la Westphalie, allaient s'attaquer à la prospérité du Hanovre.

Avant que le mois de Février s'achevât, il fallait se plaindre au duc de Feltre, ministre de la Guerre de France, que le prince d'Eckmühl, par ses dispositions, dépassait le nombre de troupes qui devaient être stationnées dans le royaume. « Ses arrangements augmentent la dépense de deux millions... »

En pensant à cette redoutable lutte de tous les instants, qu'il lui fallait recommencer sans espoir d'en sortir triomphant, le Roi sentit le courage lui échapper, surtout quand il sut que la France gardait « provisoirement » le duché de Saxe-Lauenburg, jusqu'à la fixation définitive du territoire à rattacher à l'Empire. C'était *trente-trois mille* habitants enlevés à la Westphalie, au lieu de quinze mille que stipulait le traité du 14 Janvier; et, du même coup, Jérôme perdait l'influence que la possession du Lauenburg lui eût assurée sur les rives de l'Elbe.

Puis, il ne fut bientôt que trop évident que de parti pris, sans retour possible de l'opinion, les Hanovriens seraient hostiles au Roi.

Le conseiller Patje, envoyé en février à Cassel pour

mettre la province aux pieds de Jérôme, était à peine rentré à Hanovre, que des groupes menaçants entouraient sa maison, brisaient les vitres à coups de pierres. Lors de l'audience solennnelle accordée par le Roi aux députés de ses nouveaux sujets, tous s'avouaient opposés à l'annexion : la noblesse décidait qu'elle repousserait les emplois qui lui seraient offerts ; même le comte de Hardenberg, qui eût pu se rallier aisément puisque son frère était grand-veneur de la Cour de Westphalie, refusait d'entrer au Conseil d'État.

On a prétendu qu'à ce moment-là, Jérôme résolut de supplier l'Empereur — s'il ne voulait rien modifier au traité — de conserver le Hanovre à la France, d'épargner à la Westphalie une gloire trop coûteuse.

Jamais heure n'eût été moins propice pour entamer de longues discussions : l'Archiduchesse Marie-Louise allait arriver en France, et Napoléon, ne songeant qu'à son mariage prochain, hâtait de toute son impatience la conclusion des affaires politiques.

La Famille Impériale se réunissait autour de son Chef. Accompagnée des comtesses Bocholtz, Lowenstein, Pappenheim, des baronnes de Boucheporn, Keudelstein et Morio, la Reine Catherine avait quitté Cassel pour Paris, le 9 Mars. Le Roi était retenu quelques jours encore en Westphalie par deux solennités : la distribution des décorations de l'Ordre de la Couronne et la réception des députés de Hanovre.

C'est le 11 Mars, dans la salle du Trône, que Jérôme remet leurs insignes aux chevaliers et aux dignitaires de son Ordre.

« Vous allez, leur dit-il, prononcer le serment de vous dévouer entièrement au Roi et à la Patrie, d'être toujours prêts à les servir de vos bras et de vos lumières, et de n'avoir en toute occasion, ainsi qu'il convient à de bons et loyaux chevaliers, d'autre règle de conduite que la fidélité, et d'autre guide que l'honneur. »

Le surlendemain, les soixante députés du Hanovre prêtent serment dans la grande salle des États. Jérôme s'adresse à ses nouveaux sujets :

« Messieurs, je reçois avec plaisir vos premiers hommages ; je vous sais gré de l'empressement que vous avez mis à m'apporter l'assurance de votre soumission.

« Je connais les maux inévitables que vous avez éprouvés et il me sera doux de travailler à les réparer et à vous rendre des jours plus heureux.

« Le traité qui vous unit à la Westphalie vous rattache au continent dont vous sembliez être séparés... Je crois au serment de fidélité que vous venez de me prêter : chez un peuple éclairé et ami de l'honneur, il ne doit point y avoir de parjure.

« Vous augmentez la famille que la Providence a confiée à mes soins ; vous imiterez le dévouement de mes anciens peuples et je porterai sur vous le même amour et la même sollicitude. »

Le 15 Mars seulement, le Roi partait pour Paris [1], emmenant avec Furstenstein et Bülow, toute une suite resplendissante. Il laissait à MM. von Hardenberg, von Hammer-

1. Avant de quitter Cassel, le Roi a reçu en audience de congé, le prince Repnin, ministre de Russie, qui, nommé à Madrid, va être remplacé, en Westphalie, par M. Jakobleff. Cette nouvelle jette la désolation dans Cassel, où le prince dépensait plus de 100,000 roubles par an.

stein et von Malchus pleins pouvoirs pour signer avec Reinhard le traité définitif de la cession du Hanovre.

La Reine avait longtemps espéré le succès des négociations entamées avec la Cour de Russie, pour le mariage de sa cousine la Grande-Duchesse Marie avec l'Empereur. Même le bruit avait couru, au moment du divorce, que Jérôme serait envoyé à Pétersbourg pour y célébrer le mariage par procuration.

Dans une lettre écrite aux derniers jours de Février 1810, Catherine prévoit que Marie-Louise sera victime des intrigues qui l'auront amenée sur le trône, au préjudice de la Grande-Duchesse, dont on redoutait les moyens. « Le Roi, ajoutait-elle, n'a pas encore reçu notification directe du mariage; cependant nous attendons d'un moment à l'autre l'invitation de nous rendre à Paris. Je vous avouerai que je crains un peu les cabales qui vont exister dans ce moment-là; cependant, ayant le projet de ne me mêler de rien, j'espère ne pas m'y trouver compromise. »

A leur arrivée à Paris, le Roi et la Reine de Westphalie sont logés « très à l'étroit » dans l'hôtel de Marbeuf.

En vain, Jérôme veut entretenir son frère des choses d'Allemagne, en vain, il cherche à lui exposer les tristesses et les difficultés qui l'assiègent : l'Archiduchesse est l'unique pensée de Napoléon.

Une lettre de Catherine à son père peint de façon charmante l'état d'âme de l'Empereur :

« ... Vous ne croiriez jamais combien il est amoureux de sa femme future; il en a la tête montée à un point que je n'aurais jamais imaginé et que je ne puis assez vous

exprimer; chaque jour il lui envoie un de ses chambellans chargé, comme Mercure, des missives du grand Jupiter; il m'a montré cinq de ces épîtres, qui ne sont pas tout à fait celles de saint Paul, il est vrai, mais qui sont réellement dignes d'avoir été dictées par un amant transi... J'étais présente, hier, lorsque le prince de Schwartzenberg lui a présenté le comte Schönburg, qui lui a remis la première lettre de sa future dont j'ignore le contenu, attendu qu'il est amant aussi discret que tendre... »

La Cour s'installe à Compiègne, où l'Archiduchesse doit être reçue solennellement. Napoléon y appelle un maître à danser qui lui apprendra la valse, dont la future Impératrice raffole; dans la galerie de Diane, il fait retirer les tableaux rappelant ses victoires sur les Autrichiens. Lui-même surveille les tapissiers qui terminent les appartements de Marie-Louise; pour le cabinet de bains, tendu en cachemire, il a dépensé quatre cent mille francs.

Après le mariage, la passion que l'Empereur avait pour sa fiancée se transforme en une adoration véritable vouée à sa femme. La correspondance de la Reine Catherine nous le montre s'isolant dans son bonheur, semblant ignorer ou oublier tout ce qui n'est pas son amour :

« ... L'Empereur devient invisible pour sa famille et l'Impératrice ne reçoit chez elle que la Reine de Naples; toutes les autres sœurs et belles-sœurs ne sont point admises... On ne répond à aucune des lettres qui demandent des audiences et le Roi n'a pu parvenir à voir l'Empereur, depuis que nous sommes ici, qu'une seule fois; dans cet état de choses, vous jugez que le séjour d'ici n'est pas fort agréable et qu'il s'ensuit par les alentours des millions de désagréments et même des impertinences. Le Roi ne

cherche donc qu'un prétexe honnête pour retourner chez lui, et sans avoir l'air d'avoir de l'humeur. »

Soudain, l'attitude de Napoléon s'est transformée : il ne permettra pas à Jérôme et à Catherine de regagner leurs États, mais il veut que tous deux l'accompagnent dans le voyage qu'il va faire avec l'Impératrice à travers les départements du Nord.

A Laeken, le roi et la reine de Wesphalie les rejoignent, le 29 Avril. Le lendemain, après l'audience accordée aux Autorités de Bruxelles présentées par M. Latour-Dupin, préfet de la Dyle, et par le maire, M. d'Ursel, Leurs Majestés prennent place dans une gondole superbement ornée et, par le canal de Willebroeck, débarquent à Anvers, saluées par les canons de la flotte et des remparts.

Quatre jours durant, ce ne sont que fêtes. En présence des Souverains, que le Roi de Hollande et le Vice-roi d'Italie sont venus visiter, Mgr Depradt, archevêque de Malines, bénit un vaisseau de quatre-vingts canons ; la Municipalité et le maire, M. Étienne Verbrouck, offrent dans l'Hôtel-de-Ville un bal merveilleux. Sur le passage de Napoléon, l'enthousiasme est partout indicible.

Le voyage se continue par Breda, Bois-le-Duc, Middelbourg, Flessingue. Au moment de s'embarquer pour l'île de Walcheren, l'Impératrice et la Reine de Westphalie, qui voient la mer pour la première fois, demandent qu'on retarde un peu le départ et, avec une joie d'enfants, elles ramassent des coquillages dans le sable.

Durant ces jours passés ensemble, Marie-Louise a su conquérir l'affection de sa belle-sœur, dont toutes les préventions se dissipent en ce contact de chaque heure [1].

1. « Son caractère est plein de bonté, de douceur, et elle me paraît

Au retour de Hollande, on s'arrête de nouveau à Laeken. Bruxelles multiplie les réjouissances ; même en dehors du spectacle de gala, du bal, des fêtes officielles, Marie-Louise et Catherine vont chaque après-midi à la ville, visitent églises, monuments, manufactures. C'est à regret qu'elles s'éloignent : « Quand on est dans un aussi joli séjour, écrit la Reine, il en coûte de le quitter. »

Pour regagner Saint-Cloud, l'itinéraire a été tracé par Gand, Bruges, Ostende, Dunkerque, Lille. A Calais, l'Impératrice et la Reine de Westphalie se font mener en canot jusqu'à une lieue du port, espérant apercevoir la côte anglaise ; mais le temps est brumeux et elles reviennent toutes contrariées de leur déception.

Le voyage se continue à travers Boulogne, Saint-Valery-sur-Somme, Dieppe, Saint-Valery-en-Caux, Fécamp, Le Havre — où l'Empereur reste deux jours — Bolbec, Yvetot et Rouen. Après plus d'un mois d'absence, on rentre à Saint-Cloud dans la soirée du 1er Juin.

Napoléon a rendu à Jérôme toute l'affection d'autrefois, et ne lui permet pas encore de rentrer en Allemagne : il veut que les Souverains de Westphalie soient présents aux grandes fêtes en l'honneur de Marie-Louise.

L'une des plus superbes sera le bal donné par le prince de Schwartzenberg à l'Ambassade d'Autriche, le 1er Juillet. Jours et nuits on a travaillé à ses apprêts ; c'est dans la rue de Provence, un incessant défilé de chariots apportant

avoir beaucoup de finesse dans l'esprit ; elle paraît très attachée à l'Empereur et se conduire vis-à-vis de lui avec autant de tendresse que de prudence. Elle m'a témoigné beaucoup d'attachement dans les instants que j'ai passés avec elle, et il n'aurait tenu qu'à moi de me lier intimement avec elle ; mais quoique mon inclination m'y eût portée, je l'ai évité, ne voulant pas exciter de jalousie. » (Lettre au Roi de Würtemberg).

poutres et matériaux : on construit dans le jardin un immense pavillon de bois recouvert en toiles peintes ; à l'intérieur, de larges panneaux de soie garnissent les murs, des gazes brodées sont drapées au-dessus des fenêtres.

Le 1er Juillet, dès l'après-midi, une compagnie des Grenadiers de la Garde occupe l'angle de la rue de Provence et de la rue du Mont-Blanc, ainsi que les abords de l'Ambassade. A dix heures, l'Empereur et l'Impératrice apparaissent, entourés du Roi de Saxe, de la Reine d'Espagne, du Roi et de la Reine de Westphalie, de la Reine de Naples, de la Grande-Duchesse de Toscane, du Prince Eugène et de la Princesse Auguste, du Grand-Duc de Wurtzbourg.

Après avoir parcouru les jardins où, parmi des portiques scintillants de lampions, sont des vues des paysages autrichiens chers à l'Impératrice, LL. MM. prennent place dans la grande salle et assistent au quadrille dansé par la Reine de Naples avec le général Esterhazy, le Vice-Roi d'Italie avec la princesse Pauline de Schwartzenberg.

Une demi-heure plus tard, un rideau de gaze poussé par le vent au-dessus d'un lustre, s'enflamme ; et soudain le feu gagne les toiles peintes, dévore les tentures, attaque les charpentes de la salle improvisée.

Parmi l'épouvante et le tumulte, l'Impératrice demeure impassible; lentement elle gravit les marches du trône et, admirable de sang-froid, attend l'arrivée de l'Empereur qui est dans les jardins.

En apercevant les flammes, Napoléon s'est précipité dans le pavillon, il prend la main de Marie-Louise et tous deux se retirent doucement, entourés du personnel de la légation, calmant les plus effrayés. — Mais, après avoir mené l'Impératrice jusqu'à l'entrée des Champs-Elysées où attendent les équipages de campagne qui la reconduiront à Saint-

Cloud, l'Empereur revient en hâte à l'Ambassade pour diriger les secours.

La violence de l'incendie est effroyable; de toutes parts, ce ne sont que cris d'épouvante et appels d'agonie. Jérôme, emportant sa femme dans ses bras, escalade le mur du jardin avec l'aide du comte de Metternich, saute dans la première voiture rencontrée, et quand il a mis la Reine en sûreté à l'hôtel de la Princesse Elisa, vite il rejoint son frère.

La Reine de Naples, évanouie, foulée aux pieds, est sauvée par le Grand-Duc de Wurtzbourg; la comtesse Bocholtz et M[me] de Lowenstein, dames du palais de la Reine de Westphalie, s'échappent à grand'peine, couvertes de brûlures, meurtries. C'est un désordre terrifiant, une fuite éperdue où des femmes affolées tombent dans le bassin du jardin et se noient. Trente victimes ont péri en cette nuit lugubre; le nombre des blessés est énorme.

Le jour même où la terrible catastrophe jetait le deuil dans Paris, le Roi Louis de Hollande, abreuvé de désillusions, ayant épuisé toutes les espérances, se résignait à abdiquer, laissait la couronne à son fils Napoléon-Louis, sous la régence de la Reine Hortense.

Le ministre des Affaires Étrangères, en chargeant le représentant de la Hollande à Cassel, de notifier l'abdication au gouvernement westphalien, écrivait :

« En conséquence de cet acte important, le Conseil provisoire de Régence s'est constitué aujourd'hui, et un de ses premiers soins a été de m'ordonner de vous notifier l'avènement au trône de Sa Majesté Napoléon-Louis, en y joignant l'assurance que le Gouvernement hollandais continuera de cultiver les relations de bienveillance et d'amitié

si heureusement existantes entre les deux États, et de resserrer encore les liens qui doivent unir toutes les puissances dans la grande cause du Continent. »

Pendant que Jérôme et Catherine sont sur la route de Cassel, où ils doivent rentrer le 12 Juillet, le Roi Louis a traversé mystérieusement la Westphalie, sans qu'on puisse découvrir vers quelle retraite il se dirige.

Les ennemis de Jérôme, sachant l'intimité qui l'unit à son frère, racontent que quelque château westphalien donne asile au Roi de Hollande, qu'il y vit ignoré, se riant de la colère de l'Empereur. Les mieux informés affirment même que, depuis plusieurs semaines déjà, des appartements étaient préparés en secret à Gross-Neundorf; et Napoléon semble croire à ces bruits.

La chose parvient aux oreilles de Frédéric de Würtemberg; il redoute pour son gendre les complications que susciterait le mécontentement de l'Empereur, et ne dissimule pas ses inquiétudes :

« Vous savez, ma chère fille, — écrit-il à la Reine — que je me suis fait la loi de ne jamais vous parler d'affaires relatives au Roi votre époux, et je ne m'écarterais sûrement pas non plus dans ce moment-ci de ce parti-pris, si je ne croyais devoir à son avantage autant qu'au vôtre de vous avertir de ce dont je suis avisé d'une manière sûre de Paris. Vous savez sans doute que le *Moniteur* annonce que le Roi de Hollande se rend par Hanovre à Cassel chez le Roi son frère. Je suis informé d'une manière positive que l'Empereur le croit et en est très mécontent; il s'en explique d'une manière très positive et assez publique. Je ne discute pas quels peuvent être les motifs du Roi de Westphalie pour recevoir son frère, mais, au nom de Dieu, engagez-le à ne

rien faire de ce qui peut déplaire à l'Empereur. Il ne peut méconnaître le motif qui me dicte ce conseil; aucun moment, aucune circonstance n'a jamais existé où il soit plus important de ménager l'Empereur; votre conservation, celle du Roi me tiennent trop à cœur pour ne pas vous faire cette observation... »

Jérôme sent que la faveur de son frère va lui être retirée une fois de plus, que les difficultés recommenceront sans un jour de répit : pour avoir le courage de s'engager dans cette nouvelle lutte, il veut reconquérir la popularité qui lui échappe depuis que ses sujets ne le considèrent que comme un prince français, comme un étranger, solidaire des malheurs qui les accablent.

Au mois d'Août, il parcourt avec la Reine, les trois départements formés par le Hanovre.

Dans les villes, c'est un accueil glacial, un silence qu'interrompent seulement les vivats de commande; mais les campagnes se laissent gagner par la bonté des Souverains : la générosité de Jérôme, la grâce de Catherine ont bientôt séduit les paysans. Quant à l'armée, c'est avec des clameurs d'enthousiasme qu'elle accueille le frère de l'Empereur lorsqu'il passe des revues à Hanovre, à Verden, à Lünebourg.

La Saint-Napoléon est célébrée à Hanovre, en présence des princes allemands invités par le Roi. La duchesse Albertine de Sondershausen, le prince et la princesse de Waldeck-Pyrmont, la princesse de Lippe-Detmold, le prince de Lippe-Bükebourg assistent à la parade, au défilé des Cuirassiers français, des Chevau-Légers westphaliens, des Hussards hanovriens; le soir, ils sont dans la loge royale, à la représentation de gala.

Avant de regagner Cassel, le Roi voudrait ordonner les

travaux qui assureront la prospérité du Hanovre, et il les énumère dans ses lettres à Napoléon. C'est d'abord un canal qui joindrait l'Elbe au Weser et qu'on pourrait terminer en trois ans; c'est Cuxhaven agrandi, transformé, devenant un port superbe où les navires de guerre trouveraient un refuge; c'est un réseau de canaux par lesquels les trois grands fleuves allemands communiqueraient avec la Seine.

Mais le Hanovre, accablé de contributions de guerre et dont les exigences du traité de cession vont achever la ruine, ne peut fournir les sommes nécessaires à cette œuvre colossale, si la France n'intervient pas.

« Je ne puis assez supplier Votre Majesté, écrit Jérôme à l'Empereur, de diminuer les troupes françaises. Je sais bien, Sire, qu'il est de toute justice que ces troupes soient dans mes États, puisque c'est selon la teneur du traité; aussi ce n'est que comme une faveur que je fais cette demande à Votre Majesté, et surtout d'après l'état d'épuisement où je vois le pays. »

Le Gouvernement impérial ne voulait rien abandonner de ses droits, et entendait faire respecter scrupuleusement les conventions.

En marge d'un rapport du duc de Feltre constatant, le 5 Septembre, que la Westphalie apporte du retard dans le paiement de la solde, l'Empereur écrit cet ordre :

« Renvoyé au ministre des relations extérieures pour faire faire de nouvelles représentations. La solde est arriérée de trois mois. Faites des instances réitérées pour qu'elle soit mise à jour. C'est une dette sacrée. Écrivez à M. Reinhard. Voire même, causez-en avec l'ambassadeur de Westphalie. »

Reinhard obéissait aux ordres venus de Paris et se livrait

à d'incessantes démarches, sans s'illusionner sur leur résultat.

D'après lui, on pouvait évaluer à 200 millions la totalité de la dette perpétuelle de la Westphalie, lorsque celle du Hanovre y serait réunie. « C'est un gouffre, écrit-il, où on continuera à jeter tout, à mesure que les recettes courantes ne suffiront point aux dépenses. Or, on ne peut s'attendre pour l'année 1810, à un déficit moindre de douze millions.

« En résumé, la crise financière est certaine : la seule chose incertaine est l'époque où elle éclatera. »

Le Roi était à peine en possession du Hanovre, que déjà des contestations éclataient pour la délimitation du territoire.

Les seigneuries de Werda, Buchenau, Mannsbach et Lengsfeld, comprenant ensemble un peu plus de trois mille habitants, étaient revendiquées à la fois par la Westphalie et par le Prince-Primat. C'est à ce dernier que les remettait le comte Jollivet, commissaire de l'Empereur.

Aussitôt, Jérôme proteste, en appelle à Napoléon qui, sur le rapport de son ministre, dicte la décision suivante :

« Cette affaire est litigieuse. Ces quatre seigneuries sont contiguës, d'un côté à la Westphalie, de l'autre à Fülde. Mais le Roi de Westphalie a des droits comme succédant aux droits de Hesse-Cassel. On pourrait discuter les droits de Fülde. Mon intention ne peut être de nuire aux intérêts du Roi de Wesphalie ; on témoignera mon mécontentement à M. Jollivet pour s'être permis de disposer de ces seigneuries en faveur du duc de Francfort sans ma participation. Vous écrirez à M. de Fermont que je cède ces seigneuries

au Roi de Westphalie comme une chose qui peut lui être agréable.

« Fontainebleau, 4 octobre 1810. »

En faisant au Roi ce présent, qui n'était en vérité qu'une satisfaction donnée à la fierté westphalienne, Napoléon cherchait à effacer le souvenir de récents démêlés survenus entre le gouvernement de Cassel et un fonctionnaire de Hanovre.

L'établissement des préfets, des sous-préfets et des maires dans les nouveaux États de Jérôme, retirait tout naturellement à l'ancienne Chambre administrative ses attributions de juridiction et de police. C'était là une suppression absolument conforme à l'esprit des lois nouvelles.

Grande fut donc la colère du Roi en apprenant que M. d'Aubignosc, directeur général du Domaine, décrétait par un arrêté que la Chambre continuerait d'exercer, que les receveurs élémentaires et les agents supérieurs des forêts devraient regarder comme non avenue toute disposition qui ne serait point communiquée au nom de l'Empereur, et que les comptes seraient dûs en outre à la seule administration française.

C'était se mettre en révolte ouverte avec le gouvernement établi ; et dans cette lutte entre le Roi et un fonctionnaire, c'est pour le second que semblait pencher le ministère français, cherchant des atténuations, des excuses.

Aussitôt rentré à Cassel, Jérôme avait décidé la création d'un camp à quelques kilomètres de la ville. Lui-même en surveillait l'installation, allait presque chaque jour juger des progrès des travaux ; et quand tout fut terminé, une

revue passée par le Roi, en présence de la Cour et du Corps diplomatique, au milieu d'une foule énorme, inaugura solennellement le camp, qui avait coûté deux cent mille francs.

La dépense fut plus que sévèrement jugée par Napoléon, à en croire cette lettre du duc de Cadore à Reinhard :

« ... Ce n'est pas avec un état de finances tel que celui de la Westphalie, lorsqu'elle ne remplit point ses engagements, lorsque la solde des troupes françaises qu'elle doit entretenir est arriérée de quatre mois, que l'on peut se permettre des dépenses qui ne soient pas rigoureusement nécessaires. Celles qu'entraînerait la formation d'un camp seraient considérables et seraient encore superflues.

« La formation d'un camp, surtout s'il est formé par un Monarque frère de Sa Majesté Impériale et Royale, est un évènement en politique. Il peut donner lieu à toutes sortes de conjectures, exciter des alarmes, amener des conséquences imprévues. Sous ce rapport, S. M. le Roi de Westphalie ne peut manquer de reconnaître qu'il ne doit point réunir ses troupes sans avoir consulté son Auguste Frère et avoir obtenu son aveu... »

Lorsque les représentations du duc de Cadore parvinrent à Cassel, ce camp, si fort critiqué, était en pleine activité ; et jusqu'au milieu d'Octobre (époque de sa dissolution) les revues s'y succédèrent en l'honneur des princes étrangers. Là aussi, le général Morio exerce les troupes à passer la rivière à gué — exercice qui, au dire du ministre de France, dégradait force galons et envoyait chaque jour près de vingt-cinq hommes à l'hôpital.

Encore à propos de ce malheureux camp, le séjour du Prince de Suède donna lieu à un incident, grossi de façon

démesurée par les ennemis du Roi, travesti à plaisir et si bien transformé, qu'il excita plus tard la colère de l'Empereur.

Le Prince n'avait pas amené de chevaux à Cassel, et, le matin des manœuvres données en son honneur, Jérôme mit à sa disposition deux des plus beaux chevaux de ses écuries, qu'il le pria ensuite de conserver en souvenir de sa visite.

L'Empereur ne connut ce détail que l'année suivante, par le prince d'Eckmühl, a-t-on prétendu; mais la chose lui fut contée comme toute récente, précisément à l'heure où la Suède commençait à se détacher de la politique française. Aussitôt il écrit au Roi de Westphalie :

« Mon frère, je suis informé que vous faites des présents de chevaux au prince royal de Suède. Je désire que vous contremandiez l'envoi de ces chevaux. La Suède se comporte mal et, d'un moment à l'autre, il est possible que nous soyons en guerre. Ces présents ne sont donc point convenables dans cet état de choses; et votre peu d'expérience vous empêche de connaître à quel homme vous faites des présents. D'ailleurs, l'envoi de chevaux a toujours l'air d'un hommage. Rien ne peut me déplaire davantage que cet envoi de chevaux.

« Votre affectionné frère,

« NAPOLÉON.

« A Dusseldorf, le 3 novembre 1811. »

« *P. S.* J'ai vu le Grand-Duché. Je vais demain passer la revue à Cologne de plusieurs régiments de cuirassiers. Après cela, je m'en vais droit à Paris. »

C'est donc plus d'une année après le présent tout expli-

cable du Roi au prince de Ponte-Corvo, que l'histoire avait été dite à l'Empereur, avec les enjolivements nécessaires à la dramatiser.

Mais il était un chapitre des dépenses de la Cour de Cassel qui, sans qu'on eût à l'exagérer, excita souvent le mécontement de Napoléon : la Musique et la Chapelle royale.

Au commencement de l'Empire, Blangini était parmi les musiciens les plus populaires de Paris. Très jeune encore, il avait écrit un nombre incalculable de romances, de canzonetti, de nocturnes, et le succès de *Nephtali* à l'Opéra mettait en 1806, le comble à une réputation, déjà consacrée par la *marche militaire* jouée sur le champ de bataille d'Austerlitz.

Successivement maître de chapelle du Roi de Bavière, directeur de la musique de la Princesse Pauline, le compositeur se laissait tenter, en 1809, par les offres de Jérôme : il quittait la France, s'installait à Cassel, succédant à Reichardt, avec le titre de Directeur général de la musique du Roi de Westphalie.

Son traitement était fixé à douze mille francs; logé, chauffé, éclairé, il devait recevoir, après dix ans de service, une pension de six mille francs.

Mais le compositeur savait trop bien la générosité du jeune Roi, pour ne pas compter sur de nombreuses gratifications qui doubleraient au moins les sommes fixées. Dès la première année, Jérôme dépensait cinq cent mille francs pour sa Chapelle, composée de quatre-vingts musiciens, et le lendemain de la représentation du *Sacrifice d'Abraham*, écrit pour le théâtre de Cassel, il faisait remettre au maëstro une bourse garnie de cent napoléons d'or.

La Musique accompagnait la Cour dans tous ses déplace-

ments et faisait de longs séjours à Napoleonshöhe, où concerts et spectacles étaient fréquents. Après chacun d'eux, le Roi, outre une large gratification, faisait ajouter au souper des artistes cinquante bouteilles de bordeaux ou de champagne.

Blangini, esclave de l'étiquette, fut le héros d'une anecdote qui amusa fort la Cour, mais déplut tout autant à l'Empereur.

Durant le séjour de Madame Mère au palais de Cassel, en 1811, un dimanche l'heure de la messe sonna sans que Jérôme eût paru. L'Évêque patiente quelques minutes, puis, voyant que la Mère du Roi attend dans la tribune, il croit pouvoir monter à l'autel et commencer l'office ; mais Blangini, malgré les signaux partis du chœur, reste immobile au milieu de son orchestre et ne lève son bâton que lorsque le Roi paraît, dix minutes plus tard. Au prélat, Sa Majesté fit exprimer tout son mécontentement, et le maëstro fut félicité pour son respect de l'étiquette.

Tant de griefs incessamment renouvelés, se succédant à intervalles rapprochés, indisposaient l'Empereur chaque jour davantage.

« Mon frère, — écrit-il au mois d'Octobre — il me revient de tous côtés que mes troupes sont extrêmement mal en Westphalie ; elles sont sans solde, sans aucune douceur chez les habitants et on leur fait une diminution considérable dans leurs rations. Pour Dieu, mettez donc un terme à tout cela ! »

A son ministre des Relations extérieures, le Roi dicte, en l'appuyant sur des chiffres, la réponse aux reproches de Napoléon :

« ... Quoiqu'il soit difficile de fixer exactement l'arriéré

de solde et masses des troupes françaises stationnées en Westphalie, attendu que les inspecteurs aux revues ne donnent au ministère de la guerre aucune communication de l'effectif des troupes et ne font que des demandes en bloc, il est néanmoins évident que le gouvernement westphalien a fait les plus grands efforts pour remplir les obligations que lui impose à cet égard le traité de Paris, du 14 Janvier dernier.

« Les troupes reçoivent du gouvernement le pain, la viande, les légumes secs, le sel et la bière, et des habitants chez lesquels elles sont logées, toutes les autres fournitures prescrites par les règlements. Les officiers ont des indemnités de table, de sorte que sous le rapport de l'entretien, il ne reste rien à désirer à l'armée française qui, dans ce moment, *est plus nombreuse qu'elle ne devrait être, d'après les traités.*

« La solde et les masses des troupes stationnées en Hanovre ont été exactement payées jusqu'au 1er Septembre, et il en sera de même par la suite.

« La dépense que le gouvernement est obligé de faire pour entretenir les troupes stationnées dans l'ancienne Westphalie, se monte à 747,299 fr. 26. Cette somme ne peut être fournie que par des moyens extraordinaires, attendu que les revenus ordinaires de l'État qui diminuent journellement, couvrent à peine ses dépenses... »

On est parvenu à payer :

Dans le mois de mars.	597,642	fr.	23
— d'avril.	501,834		10
— de mai.	691,757		27
— de juin.	575,405		99
A reporter. . .	2,366,639	fr.	59

Report. . .	2,366,639 fr.	59
Dans le mois de juillet.. . . .	584,260	67
— d'août.	670,440	80
— de septembre. .	609,753	76
Total.	4,231.094 fr.	82

L'arriéré se trouve donc *d'un million*, c'est-à-dire d'un mois et demi environ. Le Roi demande que cette somme soit acquittée moyennant un versement aux caisses de l'Armée, en bons sur le Trésor, de cent mille francs chacun. On conviendrait de l'échéance de ces effets.

Chiffres et explications ne modifiant en rien la volonté de l'Empereur, le gouvernement westphalien, par une note du 6 Octobre, charge le comte Wintzingerode, son ministre à Paris, d'insister pour obtenir confirmation de l'acte dressé le 11 Mars, en même temps que la remise du duché de Lauenbourg.

Il rappellera que, le 29 Juillet, à Napoleonshöhe, le Roi a signé une déclaration qui coupe court à toutes les difficultés d'interprétation relativement à l'entretien des troupes françaises, aussi bien qu'aux 4,559,000 francs de revenus que s'est réservés l'Empire.

La réponse du duc de Cadore amoncelle de nouveaux et redoutables nuages à l'horizon de la Westphalie.

S. M. l'Empereur et Roi fait observer que le comte de Fürstenstein s'exprime en termes vagues, plus propres à confirmer qu'à détruire ses craintes relatives au domaine; quant à la solde et aux masses des troupes françaises, le ministère westphalien, au lieu de satisfaire un engagement qu'il devait regarder comme doublement sacré, n'en promet pas même l'accomplissement et n'annonce que l'impuissance absolue où il dit être de le remplir.

« Par l'effet de ces deux circonstances, S. M. l'Empereur et Roi, loin de pouvoir approuver et confirmer l'acte de remise du Hanovre, se voit à regret dans la nécessité, non de reprendre et de retirer au Roi l'administration du Hanovre, mais de regarder le traité si avantageux pour la Westphalie par lequel il lui avait donné ce pays, comme rompu par le fait de la Westphalie elle-même. »

Ici, sur la minute de la note soumise par le duc de Cadore à l'approbation de l'Empereur, figurait cette phrase :

« Et Sa Majesté me charge de vous faire connaître qu'Elle déclare ce traité non avenu. »

D'un trait de plume Napoléon l'a barrée et la modifie ainsi lui-même :

« Et en conséquence se croit en droit de disposer à l'avenir du Hanovre comme le voudrait la politique de la France. »

Peut-être M. de Wintzingerode, n'osant résister aux volontés dont le duc de Cadore se fait l'interprète, a-t-il manqué d'ardeur en plaidant la cause de la Westphalie. Jérôme envoie le baron de Malchus à Paris; mais, dès la première entrevue, le nouveau négociateur peut prévoir l'issue de la discussion.

Comme il dépeint les sacrifices cruels imposés à un pays déjà ruiné par le maintien des troupes françaises, le ministre l'interrompt :

— « N'insistez pas si vous ne voulez nous amener à considérer comme rompus tous les traités avec la Westphalie. »

CHAPITRE III

L'EMPEREUR REPREND LE HANOVRE

La perte du Hanovre serait le plus funeste coup porté à la popularité du Roi. Pour détourner la colère de l'Empereur, il faut de l'argent, si impossible que cela paraisse : il en faut quand même.

Après plusieurs séances du Conseil d'État, qu'il a présidées lui-même, Jérôme fait adopter deux décrets :

1° La sécularisation de tous les Chapitres et Abbayes existant encore en Westphalie;

2° L'emprunt forcé de vingt millions, ouvert en 1808 et qui n'avait encore produit que dix millions, est déclaré ouvert de nouveau jusqu'à la rentrée complète de la somme fixée. Les biens des Chapitres serviront d'hypothèque au remboursement.

Mais il est nécessaire de gagner du temps, et, persuadé que Malchus n'obtiendra rien, Jérôme veut lui-même plaider auprès de l'Empereur la cause de son royaume. Déjà il a désigné les personnes qui l'accompagneront à Paris; les ordres de départ sont donnés et il va faire ses adieux à la

Reine, quand le numéro du *Moniteur* lui est apporté qui publie le décret du 10 Décembre.

Sans en avertir son frère, Napoléon a, d'un trait de plume, détaché de la Westphalie une nouvelle partie du Hanovre et les territoires d'Osnabrück et de Minden.

Aussitôt Reinhard est appelé au palais. Le Roi lui tend le journal annonçant que l'organisation provisoire des nouveaux départements français commencera le 1er Janvier 1811.

Avec cette précipitation, il est à craindre que l'on déplace les fonctionnaires nommés par lui, que l'on prenne possession des pays désignés avant qu'il ait pu donner à ses sujets les instructions nécessaires, avant même qu'il les ait déliés de leur serment de fidélité. Jusqu'à présent, pour sauvegarder sa dignité, il avait laissé croire que tout ce qui se faisait était concerté avec l'Empereur; mais après cette dernière mesure que rien n'explique, que rien ne justifie, comment persister dans son système?

Il ne lui reste plus qu'à quitter Cassel. Il va se rendre à Paris, se mettre à la disposition de son frère; comme prince français, il aura un sort plus heureux que comme Roi vivant en de perpétuelles incertitudes. Car demain, un nouveau décret peut lui arracher Magdebourg, lui enlever une partie de la Westphalie.

« Si jamais — écrit Reinhard — le Roi m'a donné l'occasion d'admirer la justesse de son esprit, son tact exquis pour les convenances, et de rendre justice à la noblesse de ses sentiments, c'est dans cette conversation. Tout ce qu'il disait était en harmonie avec le point d'où il partait. Comme Roi, comme Français, comme frère de Sa Majesté Impériale, il savait accorder entre eux, avec un discer-

nement extraordinaire, tous les droits et tous les devoirs qui lui semblaient résulter de ces différents rapports. J'ose dire que cette justesse d'esprit est dans son cœur qui, avant tout, cherche l'approbation de Sa Majesté Impériale et qui semble la mériter. Son refrain était : « Que l'Empereur me dise ce qu'il veut et je me conformerai à toutes ses volontés ! »

Cette soumission n'est qu'apparente, et à peine le ministre de France a-t-il quitté le palais, que Jérôme réunit d'urgence ses ministres. Il dicte une note demandant au gouvernement impérial de donner à la Westphalie, à titre de compensation, les pays de la Lippe, Anhalt, Waldeck, Schwartzburg, les duchés de Saxe et d'Erfurt et le Grand-Duché de Francfort.

— « Oh ! oh ! — s'écriait l'Empereur en lisant cette réclamation — si Jérôme avait seulement une armée de trois cent mille hommes, je crois qu'il me déclarerait la guerre ! »

En Westphalie, le décret avait causé une profonde stupeur : les beaux rêves s'envolaient et plus que jamais on se sentait un jouet entre les mains de la France. « La crainte est entrée dans tous les cœurs, écrivait Jérôme, on redoute le sort de la Hollande et cela détruira infailliblement le crédit public, qui ne peut s'allier avec l'incertitude [1]. »

Les circonstances sont trop graves pour que les négociations restent plus longtemps à la merci du comte de Wintzingerode ou du baron von Malchus. M. de Bülow apparaît comme l'homme providentiel qui, seul, peut

1. Lettre à l'Empereur.

dénouer la situation. Personne ne veut se souvenir des attaques dont il a été l'objet ; on ne voit en lui que le sauveur qui défendra victorieusement les droits de la Westphalie et luttera pied à pied contre les exigences françaises.

Le 25 Décembre, le Ministre des Affaires étrangères notifie le choix du Roi au duc de Cadore :

« Les mesures que Sa Majesté l'Empereur vient de prendre relativement au pays d'Hanovre (*sic*) et à la plus grande partie du département du Weser, ont déterminé le Roi mon Souverain à envoyer à Paris son Ministre des Finances, comte de Bülow. Il est muni de pleins pouvoirs à l'effet de traiter des indemnités que Sa Majesté se flatte d'obtenir de son Auguste Frère pour la perte de la plus belle portion de ses États. Je prie Votre Excellence d'accueillir le Ministre du Roi avec cette bienveillance dont elle m'a si souvent donné des preuves, et de lui procurer, autant qu'il sera en son pouvoir, toutes les facilités nécessaires pour la prompte exécution de sa mission. »

Si stoïque qu'il voulût paraître le Roi ne peut maîtriser longtemps la tristesse et le découragement qui s'emparent de son cœur.

Il ne restera pas à Cassel pour les fêtes de 1er Janvier, et fuira les réceptions officielles, leurs vœux, dont il ne sait que trop l'hypocrisie.

C'est au château de Catharinenthal qu'il passe les derniers jours de Décembre et la première semaine de 1811. La température y est si glaciale, que les personnes admises à accompagner LL. MM., sont obligées de jouer au volant dans les salons, pour lutter contre l'engourdissement.

Le seul plaisir du Roi est de passer en revue les garnisons environnantes. Le 2 Janvier, quand, par une terrible gelée, les Chasseurs à pied et les Grenadiers de la Garde viennent à Catharinenthal, il se met à leur tête et dirige la manœuvre.

Dans cette Cour qu'on a dépeinte comme éperduement éprise de luxe, et follement prodigue, la réduction des dépenses est commencée déjà. Sur les murs de la Capitale, des affiches annoncent la vente de quatre-vingts chevaux des Écuries Royales; les marins hollandais composant l'équipage du yacht, donné par le roi Louis en 1808, sont licenciés; on s'occupe de supprimer plusieurs charges.

Après les heures où tout lui avait semblé perdu, l'espoir renaissait vite au cœur du Roi : peut-être la situation n'était-elle pas absolument sans issue, et la Westphalie sortirait plus forte de cette crise redoutable.

Pendant l'année 1810, les progrès avaient été constants : la population montait de 1,967,746 à 2,065,973 habitants, l'armée de 24,000 à 30,000 hommes.

Les villes s'accroissaient sans cesse, et beaucoup prenaient rang parmi les cités d'Allemagne, qui n'étaient auparavant que de gros villages.

Brunswick	comptait	28,481	habitants.
Magdebourg	—	27,869	—
Cassel	—	21,538	—
Hanovre	—	19,444	—
Halle	—	15,201	—
Halberstadt	—	13.088	—
Gœttingen	—	8,501	—
Clausthal	—	7,090	—
Marbourg	—	6,470	—
Paderborn	—	5,398	—
Heiligenstadt	—	3,326	—

Au point de vue religieux, la statistique relevait :

1,490,323	luthériens.
293,830	réformés.
263,124	catholiques.
18,267	israélites.
223	frères moraves.
185	mennonites.
1	grec (dans le dép[t] de la Saale).

Dès son arrivée à Paris, M. de Bülow avait adressé au duc de Cadore, afin qu'il le mît sous les yeux de l'Empereur, un mémoire représentant les pertes qui résultaient pour la Westphalie du senatus-consulte du 13 Décembre 1810 : la superficie diminuée de 829 lieues carrées, la population réduite de 590,226 habitants. On compterait à l'avenir 3,780 conscrits en moins. Quant aux revenus, contributions directes ou indirectes, la différence était évaluée à 10,496,712 francs.

Reçu par Napoléon, le 13 janvier 1811, le comte de Bülow n'a pas eu à se féliciter de cette première audience :

— « Faites en sorte, lui dit brusquement l'Empereur, d'arriver promptement à une entente avec le duc de Cadore. Parce que vous n'avez pas su tomber d'accord une première fois et parce que j'ai été irrité de vos lenteurs, je vous ai pris le Hanovre. Il ne vous appartient pas et ne vous a, d'ailleurs, jamais appartenu. Si vous voulez parler de principes, je vous en parlerai, moi aussi. Le Hanovre n'a jamais été abandonné par l'Angleterre, donc il ne peut jamais vous avoir appartenu. Je le prends parce que j'en ai besoin. »

Une lettre écrite le lendemain par le duc de Cadore,

n'était pas faite pour apaiser les inquiétudes de l'envoyé westphalien :

« Je vous ai déjà fait connaître, dans l'entretien que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous, la base des arrangements à faire avec la Westphalie. La Westphalie, dans laquelle on ne doit pas comprendre le Hanovre, puisque le traité qui le concède a été annulé, a vu réunir à l'Empire une partie de ses provinces. L'Empereur désire l'indemniser de cette perte. Cette indemnité sera prise sur la portion du Hanovre qui n'a pas été réunie. Telle est, monsieur le comte, la base du seul arrangement auquel Sa Majesté Impériale puisse consentir et pour lequel Elle m'a autorisé à m'entendre avec Votre Excellence. Je suis donc prêt à recevoir la proposition qu'elle aura à me faire à ce sujet. »

Puis soudain l'Empereur semble vouloir effacer la rudesse du premier accueil : il comble M. de Bülow d'égards, lui assigne une place remarquée à toutes les fêtes de la Cour.

Alors la jalousie des ennemis de l'ambassadeur va jusqu'à la rage. Ils répandent le bruit qu'il n'a d'autre pensée que celle de nuire au Roi dans l'esprit de Napoléon et qu'il y réussit si bien qu'il reviendra à Cassel avec le titre de Régent. Ou bien encore, on affecte d'attendre son retour pour aborder la moindre question financière, au lieu de s'adresser à M. de Malsbourg, chargé de l'intérim.

D'autres rumeurs circulent aussi : le prince d'Eckmühl sera prochainement roi de Pologne, et Magdebourg réuni à l'Empire. Tout cela se complique des récits des démêlés personnels entre Bülow, Pichon et Bercagny.

A Paris, les négociations menaçant de s'éterniser, le

ministre de Jérôme déclare soudain qu'il y va de sa dignité de ne pas continuer plus longtemps de la sorte, et le duc de Cadore, stupéfait d'une pareille audace, réplique qu'on ne résiste pas impunément à l'Empereur.

— « Soit! fait Bülow, mais persuadez-vous bien que le Roi de Westphalie n'agira pas comme le Roi de Hollande et qu'il ne signera pas de ces traités qu'il paierait de sa couronne! »

De telles tentatives de résistance ne pouvaient être que paroles vaines et, quoique Jérôme évitât toute allusion à cette malheureuse affaire, on chuchota bientôt dans les rangs du Corps diplomatique, qu'il allait se résigner aux volontés de l'Empereur.

La chose avait été découverte par M. de Struwe, conseiller de la Légation russe. Étant allé chez le comte de Fürstenstein, il voit en un coin du bureau, un Rapport au Roi, sur lequel un chapeau avait été jeté pour le dérober aux indiscrets. Avec mille précautions il écarte l'obstacle et découvre une dépêche de M. de Bülow, commençant par ces mots :

« Sire, le seul parti qui reste à prendre à Votre Majesté est celui de la soumission. »

Et tout à coup, le 22 Janvier 1811, un décret impérial paraît qui montre à quel point les négociations, les discussions, les conférences n'ont été que simples formalités. Il ordonne la réunion à l'Empire des territoires contestés du Hanovre et de la Westphalie[1]. Dans cet acte, le

1. Art Ier. — Il sera pris sans délai, en notre nom, possession de la partie du département westphalien du Weser, situé à la droite de la Hessel, à la gauche de la Werra et du Weser, et d'un territoire de

Hanovre septentrional n'est même pas considéré comme une cession faite à la France, et la partie méridionale, laissée au roi Jérôme, figure à titre de compensation, accordée en échange d'Osnabrück et de Minden.

Tout ce que le négociateur avait pu obtenir, c'est que l'Empereur renonçât à l'arriéré des contributions dues par la partie du Hanovre réunie à la Westphalie, et cela ne dépassait pas trois millions; qu'il cédât ceux des domaines réservés aux dotations, dont il n'avait pas encore disposé, et le revenu en était évalué à 300,000 francs; qu'il autorisât le Roi à racheter dans le Hanovre, les dotations d'un rapport inférieur à 4,000 francs; enfin le nombre des soldats français à entretenir était réduit de 18,500 à 12,500.

En ce remaniement du Royaume, le département le plus peuplé, le Weser, était confisqué par l'Empire; un nouveau était créé, l'Aller, ayant Hanovre pour capitale.

1,000 mètres de rayon autour de la tête de pont de Minden, sur la rive droite du Weser.

Art. II. — Les contributions de tout genre dans les pays ci-dessus désignés, seront, ainsi que les revenus domaniaux de toute nature, perçues à compter du 1er Janvier 1811, au profit du Trésor Impérial.

Art. III. — En compensation de ces territoires et revenus, nous cédons à S. M. le Roi de Westphalie, pour être réunis à son royaume et être gouvernés par les mêmes lois, la partie du duché de Lauenbourg, située au midi d'une ligne tirée de Hillern à l'Elbe et passant à Bisbingen, Barnstadt, Weren et Neu-Mühle et la principauté de Calemberg.

Art. IV. — Sont exceptés de la cession ci-dessus, les domaines, droits et revenus, par Nous affectés ou destinés à des dotations. Les biens de toute nature compris dans ces dotations, jouiront de toutes les immunités, et leurs possesseurs de tous les droits et avantages stipulés dans le traité conclu à Berlin le 22 Avril 1808.

Art. V. — Le général de division comte Compans est chargé, comme Notre Commissaire, d'effectuer la prise de possession, de marquer les limites sur le terrain et d'y faire planter nos Aigles Impériales.

Art. VI. — Nous nommons Notre Conseiller d'État, duc de Dalberg, Notre Commissaire, pour négocier et traiter avec le Commissaire qui sera désigné par le Roi de Westphalie, de tout ce qui est relatif aux estimations et compensations, s'il y a lieu, et du règlement de tous les intérêts.

Devant un coup aussi funeste, les ennemis du Roi auraient pu suspendre leurs vexations, mettre une sourdine aux incessants rapports dont ils fatiguaient l'Empereur.

Loin de là, le prince d'Eckmühl qui, l'année précédente, trouvait fort naturel que M. d'Aubignosc refusât au gouvernement westphalien communication de ses documents, voit avec indignation le ministère royal agir de même.

Le 30 Janvier 1811, il écrit à l'Empereur pour se plaindre de ce que « le gouvernement westphalien continue à transmettre des ordres aux autorités des pays dépendant ci-devant du royaume et qui ont été incorporés à l'Empire », et il lui demande de faire faire les représentations les plus énergiques par son ministre des Relations extérieures.

L'ordre de Napoléon ne répond que trop bien au désir du Maréchal :

« Renvoyé à M. le duc de Cadore pour faire connaître au ministre westphalien que si l'on en agit ainsi, on forcera à prendre le pays par droit de conquête. »

Malgré la gravité de la situation, et quoique l'existence même de la Westphalie fût en jeu, la politique n'était pas l'unique sujet de la correspondance échangée entre le duc de Cadore et le baron Reinhard.

Tous les incidents y étaient relatés, les projets du Roi analysés, les anecdotes contées par le menu, car Napoléon intervenait dans les moindres choses.

Déjà il avait défendu que Jérôme octroyât à Morio le titre de Colonel-Général de la Garde, sous ce prétexte que « dans un petit État et à des officiers sans renommée un tel titre ne peut être convenablement donné. »

Quelques jours plus tard, Reinhard note certaines inno-

vations dans le cérémonial, remarquées au dernier bal de la Cour : les dames reçurent l'avis d'avoir à rester debout pendant que le Roi dansait, et, au souper qui suivit, le comte de Fürstenstein fut seul admis à s'asseoir.

Toute une lettre du duc de Cadore est consacrée aux observations faites par Napoléon à ce sujet :

« ... Sa Majesté ne voit point d'objection à ce que les femmes se tiennent debout lorsque le Roi danse, mais Elle pense qu'en général un roi ne doit pas danser si ce n'est en très petit comité. Au reste, cet usage ne blesse aucune convenance.

« Il n'en est pas de même de la prérogative accordée à M. le comte de Fürstenstein de s'asseoir devant le Corps diplomatique et les Grands de l'État. On ne conçoit pas sur quoi elle pourrait être fondée. Vouloir assimiler M. le comte de Fürstenstein aux Grands Dignitaires de l'Empire parce qu'il est revêtu du Grand Collier de l'Ordre de Westphalie, serait une prétention trop peu soutenable. Sa Majesté désire avoir des éclaircissements positifs et me charge de vous les demander.

« Le cérémonial dans chaque Cour a des règles différentes suivant la puissance et l'étendue de l'État. A la Cour de France, personne ne s'asseoit hormis les Princes du Sang et les Grands Dignitaires. Les maréchaux eux-mêmes n'ont pas le privilège de s'y asseoir. Cela tient à la dignité de l'Empire. Lorsque les Rois d'Espagne et de Naples et le Vice-Roi d'Italie, revêtus des grandes dignités, s'asseoient, il est juste que les premiers personnages du plus grand Empire du Monde qui leur sont assimilés, puissent également s'asseoir, mais ce serait blesser tous les usages de l'Europe, toutes les convenances que de

donner le même privilège dans une petite monarchie.

« Au lieu de vouloir introduire à Cassel le cérémonial de la Cour des Tuileries, il conviendrait d'en adopter un plus conforme à la position de la Westphalie, de se rapprocher par exemple de celui de la Cour de Dresde, ou même de le prendre pour modèle.

« C'est dans ce sens que vous vous exprimerez vis-à-vis du Ministère Westphalien. Vous lui ferez connaître que Sa Majesté Impériale s'oppose formellement à ce que M. le comte de Fürstenstein reçoive du Roi le titre de Cousin et conserve la prérogative qui lui a été accordée, prérogative qui ne peut appartenir à personne en Westphalie. »

Quand Reinhard, se conformant aux instructions impériales, conseilla à Jérôme d'adopter l'étiquette de la Cour saxonne, le Roi répondit en riant :

— « Alors je dînerai sous le dais? Car c'est bien le cérémonial le plus raide qu'il soit possible de trouver; et je viendrai au bal le mardi-gras à quatre heures du soir pour ne me retirer qu'à quatre heures du matin? »

Irrité des résistances et des discussions de M. de Bülow, Napoléon envoie, le 11 Février, des instructions formelles au général comte Compans :

« Vous n'admettrez de la part du Commissaire du Roi aucune explication, limitation ou réserve, l'indemnité à donner au Roi et le recouvrement des revenus qui lui doivent appartenir jusqu'au premier Janvier de cette année devant être réglés par un autre acte.

« Vous écarterez spécialement toute prétention que l'on voudrait fonder sur le traité du 14 Janvier 1810, qui avait

donné le Hanovre au Roi, et même toute mention quelconque dudit traité. Il a été annulé par une déclaration du 28 Octobre et, avec lui, tous les droits qu'il avait pu donner au Roi. »

L'unique indemnité consentie par l'Empereur, sera donc la donation de la principauté de Calemberg et les quatre cinquièmes de la principauté de Lunebourg.

On fait observer à Bülow que la Westphalie y gagne en étendue et en habitants : les districts perdus avaient 77 milles carrés, les nouveaux en ont 201 ; la population réunie à l'Empire est de 224,000 âmes, les principautés en possèdent 302,000.

Mais il est une remarque dont on ne tient nul compte, et qui pourtant a bien son importance pour le Trésor royal : les territoires perdus par la Westphalie donnaient un revenu de 4,882,048 francs ; de ceux qu'elle va acquérir, elle ne pourra tirer que 2,610,090 francs.

Et comme Bülow insiste pour obtenir la ville de Lunebourg et avoir ainsi la principauté entière, Napoléon lui fait savoir en termes bien nets qu'il est décidé à ne pas céder et que la seule chose à laquelle il consentira, « non à titre d'indemnité, mais comme un témoignage du bien qu'il veut au Roi », c'est l'abandon des domaines non encore distribués en lots.

Le 5 Mars 1811, Jérôme adresse à ses anciens sujets la Proclamation exigée par le Gouvernement Impérial :

« Habitants des territoires westphaliens réunis à l'Empire Français !

« Les circonstances politiques m'ayant déterminé à vous céder à Sa Majesté l'Empereur des Francais,

« Je vous dégage du serment de fidélité que vous m'avez prêté.

« Si quelquefois vos cœurs ont su apprécier les efforts constants que j'ai faits pour votre bonheur, je désire en recueillir la plus douce récompense en vous voyant porter à Sa Majesté l'Empereur et à la France le même amour, le même dévouement et la même fidélité dont vous m'avez si souvent donné des preuves et particulièrement dans les circonstances critiques des dernières années.

« Mes vœux les plus ardents sont et seront toujours de vous voir jouir, sous votre nouveau Maître, d'un bonheur aussi parfait que le mérite votre caractère brave et loyal.

« Jérome Napoléon.

« Cassel, le 5 mars 1811. »

La proclamation n'est pas affichée, que déjà le prince d'Eckmühl réclame les officiers et soldats westphaliens, actuellement dans les armées royales, mais nés sur les territoires qui viennent d'être réunis à l'Empire.

Cette fois, Napoléon a jugé la mesure bien précipitée, et l'atténue par cet Ordre joint au rapport :

« On peut en écrire légèrement au Roi de Westphalie, mais sans rien réclamer ni rien désorganiser. »

Quelques jours plus tard, un impôt de 30 p. 100, établi à Brême sur les toiles exportées de Westphalie, jette la consternation dans le commerce du Royaume.

Du coup, les adversaires de Bülow affichent leur triomphe : non seulement celui-ci n'a rien obtenu de l'Empereur, mais il est impuissant à enrayer cette succession de décrets ruineux. Jérôme écrit au négociateur une lettre sévère, lui prescrivant de ne signer le traité que si la France prend à

sa charge la solde et l'entretien des 12,500 soldats, dont le Trésor Royal paiera la nourriture.

Puis tout à coup, comme convaincu de l'inutilité, même du danger de plus longues discussions qui ne peuvent qu'irriter l'Empereur, Jérôme rappelle M. de Bülow.

Depuis longtemps déjà, le ministre attendait la disgrâce : il n'ignorait rien de l'implacable acharnement de ses ennemis.

« Je ne cherche pas à me maintenir dans ma place, écrivait-il l'année précédente, mais j'y resterai tant que le Roi voudra me conserver, car je suis certain d'être remplacé par un imbécile ou par un fripon. »

Avec le rappel du Ministre des Finances, les intrigues redoublent à la Cour ; on voudrait obtenir de Jérôme qu'il le fît arrêter à la frontière. Mais, avant de quitter la France, M. de Bülow a reçu de Napoléon le Grand Cordon de la Légion d'Honneur et à l'idée de porter la main sur un homme ainsi favorisé, les plus exaltés hésitent.

Rentré à Cassel, le 6 Avril, à minuit, Bülow est reçu par le Roi le lendemain matin ; au Conseil des Ministres qui suit l'audience, le projet de convention rapporté de Paris est approuvé et signé.

Le négociateur croit avoir reconquis la faveur royale, quand un événement inattendu décide de sa chûte :

Un des secrétaires qui l'avaient accompagné en France, Hortsmann, était depuis quelque temps surveillé par la police westphalienne, qui le soupçonnait de relations avec le Gouvernement prussien. On perquisitionne chez lui et une correspondance fort ambiguë y est découverte, qui compromet aussi M. de Bülow.

Déjà le bruit avait couru que le Ministre des Finances entretenait une police à lui, que des agents à sa dévotion parcouraient le pays. Des phrases telles que celle-ci : « Nos affaires de Berlin vont bien! » n'étaient pas pour faire tomber l'accusation.

Le 8 Avril, le Roi demande à M. de Bülow sa démission ; mais, pour témoigner qu'il se souvient des services passés, il lui accorde comme gratification le traitement intégral de l'année (60,000 francs), et une pension de six mille francs.

Jérôme annonce lui-même à l'Empereur les mesures prises contre son envoyé à Paris :

« Le comte de Bulow ayant toujours eu une conduite équivoque et venant d'être fortement compromis dans plusieurs affaires, je lui ai retiré le portefeuille des Finances que j'ai donné au commandeur baron de Malchus qui a déjà l'honneur d'être connu de Votre Majesté. Le comte de Bulow a reçu l'ordre de se retirer dans ses terres, jusqu'à la reddition définitive de ses comptes. »

Le même courrier qui apportait cette lettre à Napoléon, remettait au comte de Wintzingerode l'autorisation de signer le traité et la convention, tels que les avait établis M. de Bulow.

Sur la route de Paris à Cassel, la chaise de poste ramenant en Westphalie le négociateur disgracié, avait été dépassée par un messager impérial, chargé d'un billet du duc de Frioul pour le représentant de la France :

« Paris, le 20 mars

« Monsieur le baron, Sa Majesté m'a autorisé à vous écrire que le baptême de Sa Majesté le Roi de Rome devant

se faire dans le commencement du mois de Mai, Elle verra avec plaisir que le Roi et la Reine de Westphalie et leur Cour y viennent. L'Empereur n'a pas invité plus tôt LL. MM., ainsi que la Cour de Naples, parce qu'Elle n'a pas jugé nécessaire de le faire avant de savoir si l'Enfant qui naîtrait serait un prince ou une princesse. »

Les canons westphaliens saluent la nouvelle, le Corps diplomatique est reçu au Palais en audience solennelle. Et tout ce bruit, toute cette joie faisaient plus douloureuse la blessure dont saignait le cœur de la Reine, ravivait son désespoir de n'avoir pas d'enfant.

Elle l'écrit dans le *Journal*, confident de sa vie souriante ou triste :

« Que de bonheur l'Empereur des Français n'a-t-il pas! celui-ci était le seul qui lui manquait : tout lui réussit. Que je lui envie donc ce dernier bonheur! Toutes les couronnes ne sont rien en comparaison d'une satisfaction aussi complète [1] ! »

A ce chagrin, si profond fût-il, s'ajoutaient pour la Reine bien d'autres sujets de tristesse. Démembrée, humiliée, presque abandonnée par Napoléon, la Westphalie, qu'elle avait rêvée si grande, allait droit à l'inévitable ruine; ce trône qu'elle eût voulu auréolé de gloire, envié de tous ceux

1. Trois mois plus tard, pendant son séjour à Ems, la Reine reçoit de Marie-Louise une miniature du Roi de Rome; devant le portrait de l'Enfant, elle jalouse plus encore la joie de sa belle-sœur : « Je me réveille parfois en sursaut — écrit-elle — et je me dis à moi-même : à quoi sert que je vive, je n'aurai jamais d'enfant. La prière constante que je fais à Dieu, c'est de me donner toute la résignation nécessaire pour supporter avec calme ce malheur. Aussi, jusqu'à présent, j'ai du moins gagné devant le monde une apparence d'indifférence; mais si l'on savait le mal que l'on me fait, quand on parle devant moi d'enfant, ou quand je vois une femme enceinte, je suis sûre que j'inspirerais la pitié. »

(*Journal de la reine Catherine*).

de l'Allemagne, était à la merci d'un soulèvement populaire ou d'un caprice de l'Empereur.

Les Français, certains que les protestations du Roi ne seraient pas écoutées, agissaient dans les États de Jérôme comme en pays ennemi : un détachement de Dragons entrait à Lunebourg et s'y installait sans plus de façons ; le maréchal Davout parcourait la Westphalie et oubliait d'avertir le Gouvernement Royal, envoyait à Cassel un agent dont il négligeait d'expliquer la présence, faisait emprisonner un maître de postes, réprimandait des fonctionnaires.

Rien pourtant ne pouvait ébranler la fidélité que Jérôme conservait à son frère : elle restait la même qu'aux premiers jours du règne, aussi haute parmi ces ruines de toutes les espérances. Et ceux-là le connaissaient bien mal, qui cherchaient à lui inspirer des idées de révolte.

Au mois de Janvier 1811, un Conseiller d'État, M. Von Scheele, proposait au Roi de s'unir secrètement aux autres puissances allemandes pour lutter contre l'envahissement de la France. Lié par serment, il s'excusait de n'en pouvoir dire davantage, mais laissait comprendre que cette Ligue était déjà mieux qu'un projet. Jérôme l'écoutait, feignait d'être séduit par ces rêves d'indépendance, puis prévenait l'Empereur qu'une coalition formidable se tramait contre lui.

Il ne semble pas, d'ailleurs, que le Roi ait jamais cru à la durée des alliances forcées que les Puissances allemandes concluaient avec l'Empire. Un jour où l'on parlait devant lui de l'armée prussienne, il répondait qu'au lieu de 80,000 hommes actuellement sous les drapeaux, Frédéric-Guillaume en pourrait aligner 200,000, si l'argent ne faisait pas défaut. « Le ministère et le Roi lui-même, ajoutait-il, penchent pour la France; mais ils ne seront point les

maîtres de l'armée et ne parviendront pas à lui faire faire cause commune avec les Français, ni peut-être même à rester neutre. »

La situation financière est devenue plus périlleuse encore. Les lettres de Jérôme, le *Journal* de la Reine, la correspondance échangée entre le duc de Bassano et Reinhard prouvent que l'on vit à Cassel sous la menace d'une catastrophe prochaine.

A l'autre extrémité de l'Empire, la détresse de l'Espagne égale celle de la Westphalie; les deux frères de Napoléon luttent sans trêve contre la ruine, vivent au jour le jour un règne fait d'angoisses.

« Dans cet état de choses, écrit Joseph à la Reine Julie, il faut obtenir de l'Empereur une explication décisive. Si je dois rester, il faut que les promesses qui m'ont été faites me soient tenues; et alors viens et apporte avec toi les moyens d'argent qui me sont promis, de manière que je sois sans inquiétude pour notre existence pendant six mois au moins. Si l'Empereur ne fait pas cela, qu'il veuille que je rentre en France, sache-le, mande-le-moi et que cette longue pièce s'achève : le plus tôt sera le mieux... »

Et Jérôme semble, tout autant que son frère Joseph, las d'une souveraineté si prodigue de tristesses, quand il écrit à Napoléon :

« Je suis capable, Sire, de tous les sacrifices, de tous les actes de dévouement, si Votre Majesté me les demande. Si mon royaume ne doit plus exister, si tout ce que je possède est nécessaire à Votre Majesté, qu'Elle me l'annonce avec

confiance et je suis prêt à seconder Ses projets et à me conformer à Ses vues. Mais si Elle veut que je continue à régner, qu'Elle ne permette point qu'on m'avilisse dans le rang que je tiens de Sa volonté. Ceci est d'une trop haute conséquence pour qu'Elle le tolère, ne fût-ce que par politique. »

Le système financier du comte de Bülow consistait, au dire de ses adversaires, à boucher un trou en en creusant un autre ; toutes les combinaisons du baron de Malchus ne seront que variantes de ce même procédé. D'ailleurs, l'esprit le plus inventif ne saurait trouver autre chose dans ce malheureux pays, où l'entretien de l'armée westphalienne coûte à lui seul dix-huit millions, où la nourriture et le logement des troupes françaises entraînent une dépense de plus de sept millions, où les dettes s'amoncellent à ce point, qu'il faut recourir encore à un emprunt forcé et essayer de vendre pour dix millions de domaines.

Cependant, malgré la misère et l'accroissement des impôts, en dépit de la perpétuelle incertitude des lendemains, le peuple restait attaché à Jérôme : il était conquis par sa bonté, reconnaissant de la pitié secourable qu'il ne cessait de lui témoiguer. L'armée aussi avait pour le Roi un amour sincère ; elle n'oubliait pas les mesures successives qui, en garantissant sa dignité, l'arrachaient à un long esclavage.

Le 20 Mai, Jérôme et Catherine quittaient Cassel. L'état d'épuisement de la Liste Civile ne permettait pas de renouveler les dépenses de l'année précédente et le Roi allait seul assister au baptême de son neveu, tandis que la Reine se séparait de lui à Ems et y devait attendre son retour.

L'arrivée des Souverains à Marbourg est saluée par les acclamations du peuple et des troupes. Jérôme traverse la ville à pied, prenant les pétitions qui lui sont tendues et déclarant à Siméon qui l'accompagnait : « Je veux que tout soit accordé ! »

Comme on lui présente le clergé, il s'étonne de ne voir que des pasteurs protestants.

— « N'est-il donc pas ici un seul prêtre catholique?

— Il y en a un, Sire : un vieux vicaire.

— Dites-lui de venir. Je tiens à le connaître. »

On court prévenir l'abbé du désir du Roi ; mais tel est le dénuement du vieillard, qu'il n'a pas d'habits convenables pour aller au palais. Ce sont les pasteurs protestants qui, en hâte, lui envoient des vêtements sous lesquels il peut se présenter devant le frère de Napoléon.

Les preuves d'attachement multipliées sur la route, de Cassel à la frontière, avaient effacé de l'esprit de Jérôme les craintes que quelques familiers de la Cour s'efforçaient de lui inspirer. On parlait de complots, de dangers vagues, de désordres probables, et une lettre chiffrée de Reinhard au duc de Bassano affirme que M. de Bongars envoie ses gens dans les cabarets pour répandre le bruit que le Roi ne reviendra pas en Westphalie.

Les prophètes de malheur eurent tort, et tout fut au calme durant l'absence des Souverains. M. de Malchus, titulaire du portefeuille des Finances depuis le 19 Mai, cherchait des remèdes à l'incurable maladie du Trésor ; M. de Fürstenstein avait de fréquentes entrevues avec le ministre de Russie, et celui-ci affirmait que jamais il n'avait cru davantage à la durée de la paix.

Cela continua de la sorte jusqu'au 3 Juillet, où les salves

du canon et la joie des cloches annoncèrent le retour de Jérôme et de Catherine.

Alors les revues se succèdent, à Ziegenhain, à Cassel, à Katharinenthal, où, sous les ordres de Morio, de Wellingerode et de Chabert, 8,000 hommes sont mis en ligne. Les manœuvres durent trois heures, et les charges de cavalerie qui les terminent, sont admirables de fougue. La Reine y assiste sous une tente, entourée de la Cour et du Corps diplomatique.

Le soir de la revue passée à Cassel, les ministres étrangers qui, depuis un an, n'avaient pas été invités à la table royale, prennent part au dîner de gala de Napoleonshöhe, où Jérôme se montre d'une « grâce infinie. »

C'est encore le prince d'Eckmühl qui, par ses exigences, réveillera la lutte entre Westphaliens et Français.

Un bourgeois de Magdebourg, Möhring, accusé d'avoir favorisé la désertion de quelques soldats du régiment hollandais, avait été condamné à six semaines de fers. La peine parut bénigne au général Michaud, commandant les troupes françaises, et il réclama le coupable pour le faire comparaître devant un tribunal militaire.

Fortes de leur droit, alléguant que le condamné ne relève que de la justice de son pays, les autorités westphaliennes prétendent le garder.

Alors le prince d'Eckmühl, irrité de cette résistance, envoie l'ordre d'employer la violence pour arracher le coupable de la prison civile : le général Michaud obéit, et une stupeur indignée gagne tout le pays. Le ministre de France reconnaît lui-même que c'est là « une violation de la souveraineté du Roi, sans aucun prétexte. » En vain M. de Fürs-

tenstein proteste auprès du Gouvernement français : l'Empereur approuve les mesures prises par le maréchal.

Une autre fois, le prince d'Eckmühl avertit Napoléon que les troupes westphaliennes en route pour Dantzick, sont commandées par le général Danloup-Verdun, qui lui paraît « contraire aux intentions de l'Empereur. »

Et sur la lettre du maréchal, Napoléon écrit cet ordre :

« Renvoyé au ministre des Relations extérieures. Prendre des renseignements près de la Légation westphalienne et prendre des notes auprès de mon ministre en Westphalie sur ce genéral. De quel pays est-il? Où a-t-il servi? Est-ce un bon officier? Enfin tout ce qui peut le faire connaître. »

C'est le moment où la guerre est plus acharnée que jamais contre le commerce de l'Angleterre. Sur tout le territoire de l'Empire, ses produits sont saisis, détruits, mais on prétend qu'ils trouvent un accès facile en Westphalie, grâce à des certificats prussiens; on ajoute même que les douanes de Magdebourg partagent les profits de la contrebande.

Comme le Roi et la Reine vont quitter Cassel pour une excursion de quelques jours dans le Hartz, ordre est donné à Reinhard de profiter de leur absence pour contrôler, par lui-même, si ces bruits sont fondés, s'assurer que les prescriptions douanières sont observées à la lettre.

Justement la foire de Brunswick vient de s'ouvrir, qui par son importance « peut être comparée au sixième de celle de Leipzig. »

Le chiffre des affaires y atteint six à sept millions; là, les commerçants de la Westphalie, des petits états voisins et des départements hanséatiques viennent acheter les casimirs

de Verviers ou d'Aix-la-Chapelle, les soieries de Lyon, de Saint-Étienne, de Crefeld ou de Florence, les batistes de Valenciennes, de Saint-Quentin ou de Cambrai, les cuirs de Malmedi et d'Osnabrück, les denrées coloniales et les indiennes de Hambourg, l'horlogerie de Genève.

Les Brunswickois espéraient que, cette année, le Roi tiendrait enfin la promesse de résider quelques semaines parmi eux. Un million avait été dépensé déjà, à restaurer et à remeubler le château. Aussi le mécontentement est profond, lorsqu'on apprend que les Souverains retardent encore leur visite et se dirigent directement vers le Brocken.

Séduits par la grandeur du paysage, désireux d'y contempler les phénomènes de mirage, ils font l'ascension de la montagne et s'installent, tant bien que mal, dans une maison construite sur le sommet, où les forestiers et les chasseurs passent quelquefois la nuit.

Pour préparer rapidement le dîner, on a fait un feu ardent dans les cuisines et les ténèbres sont épaisses encore, la maison entière est endormie, quand des flammes apparaissent aux fenêtres du rez-de-chaussée. L'incendie monte, illumine de gerbes d'étincelles les hauteurs du Brocken.

Réveillé en sursaut, Jérôme entre dans la chambre de la Reine, l'enlève à moitié endormie et la porte jusqu'à sa voiture, où elle passe le reste de la nuit, tandis que dames du palais et chambellans, assemblés à distance respectueuse du brasier, assistent, consternés, à la destruction de la maison.

En retournant à Cassel, le Roi et la Reine s'arrêtent à Clausthal, Là les mineurs les reçoivent avec de touchants témoignages de joie : quinze cents enfants, employés à laver le minerai, se réunissent sous les fenêtres de leurs appar-

tements, dansent, chantent, s'égosillent, les forcent à paraître au balcon, à y revenir dix fois encore.

Jérôme voudrait prolonger son séjour dans le Hartz, mais des courriers successifs annoncent l'approche de Madame Mère, qui promet d'être à Cassel avant la fin d'Août. La Cour regagne Napoleonshöhe, où de grands préparatifs sont commencés déjà.

Le matin du 26 Août, Madame — qui, pour éviter la fatigue des entrées solennelles et des discours, a traversé l'Allemagne incognito — arrive à la frontière westphalienne. Elle y est reçue par le ministre de l'Intérieur et par le comte de Bocholtz, grand-maître des cérémonies; une escorte de cavalerie entoure son carrosse jusqu'à Marbourg, où elle passe la nuit.

Le lendemain, elle trouve le Roi, venu à sa rencontre à Wabern. De là jusqu'à Napoleonshöhe, la route est couverte de paysans en habits de fête; à l'entrée de chaque village, des jeunes filles, vêtues de leurs plus beaux atours, la saluent. Aux abords du château, la Garde est rangée en bataille; la Reine, environnée de la Cour, attend sa belle-mère sur le grand perron.

Après trois jours de repos, Madame reçoit le Corps diplomatique, les Ministres, le Conseil d'État, la Chambre des comptes, la Cour d'appel; puis, dans un carrosse de gala, précédé de la Garde à cheval, elle fait son entrée solennelle à Cassel.

De l'arc-de-triomphe, construit près des premières maisons de la ville, jusqu'au château, les troupes font la haie; cependant la foule réussit à rompre cette barrière humaine, elle se presse autour des voitures et, dans son enthousiasme, arrête presque la marche du cortège.

Le soir, quand elle quitte le théâtre pour rentrer à Napo-

leonshöhe, Madame traverse une ville en liesse, illuminée, ravie.

Le comte Beugnot, dans ses *Mémoires*, a tracé de la mère de l'Empereur à cette époque, un portrait justifiant les hommages qui lui firent cortège :

« Elle a toute la beauté dont une femme de son âge est susceptible, et si Raphaël l'eût eue sous la main lorsqu'il peignait ses admirables tableaux de Sainte-Famille, il n'eût pas cherché ailleurs cette figure de sainte Anne, qui résume si bien ce que le temps n'a pu enlever à ses traits originairement si beaux, qu'en les considérant, le respect que l'âge impose se mélange toujours de quelque amour. »

Venue en Westphalie pour quinze jours seulement, Madame ne peut plus se décider au départ, et demeure auprès du Roi et de la Reine, le mois de Septembre tout entier. Ils s'ingénient à lui trouver d'incessantes distractions : excursions à Katharinenthal, à Schönfeld, aux maisons de plaisance environnantes, manœuvres, revues, bals.

Dans une fête donnée à Napoleonshöhe en son honneur, une cantate est exécutée, qui célèbre ses louanges, sa bonté; puis vient un divertissement, où les personnages allégoriques s'inclinent devant Cybèle, mère des dieux et bienfaitrice de la terre, tandis que des jeunes filles tracent, avec des guirlandes de roses, les mots : « Vive Lœtitia! »

Pendant les semaines que sa mère passa en Westphalie, Jérôme lui confia maintes fois ses anxiétés, sa douleur d'assister impuissant à la lente agonie du royaume.

Elle, hésitante en cet amour profond qu'elle gardait à

tous ses enfants, trouvait dans sa tendresse les paroles qui relèvent le courage, qui conseillent la patience.

La Reine chérissait sa belle-mère — « Maman », comme elle l'appelait — et quand, le 6 Octobre, elle lui vit reprendre le chemin de la France, non sans avoir, à l'heure même du départ, obtenu la grâce de plusieurs condamnés, ce fut pour elle une journée cruelle.

« Cette séparation m'a vivement peinée, — écrit-elle dans dans son *Journal*. A l'âge où est Maman et dans le siècle où nous vivons, il est bien difficile de prévoir le moment où l'on se reverra. »

Après avoir si longtemps appuyé les généraux, les ministres, tous ceux qui accusaient le Gouvernement westphalien de mal gérer ses finances, voici Reinhard lui-même forcé de se rendre à l'évidence, en confessant à son tour que la situation est désespérée.

Dans une lettre chiffrée, du 21 Octobre 1811, il avoue ses craintes au duc de Bassano :

« L'état déplorable des finances de Westphalie, dont M. de Fürstenstein m'a remis dernièrement le tableau, se manifeste précisément au bout de six mois, pendant lesquels je prévoyais que l'administration pourrait marcher, d'après les arrangements pris par le prédécesseur de M. de Malchus. Mais si pendant quelque temps on réussit à se tirer d'affaire, la grande crise sera inévitable au commencement de l'année prochaine, et surtout au 1er Mars, époque où la première moitié du dernier emprunt forcé devra être remboursée...

« Il est prouvé mathématiquement que tant que le budget

du ministre de la guerre sera porté à vingt-six millions, la chûte des finances de la Westphalie pourra être plus ou moins retardée, mais n'en sera pas moins inévitable; et comme les moyens d'emprunt seront taris, la vente des domaines qui restent ne peut être précipitée ni forcée. Bientôt il faudra peut-être calculer le terme de cette chûte, non par années mais par mois.

« Dans l'hypothèse la plus favorable, la Westphalie aura épuisé la totalité de ses ressources au bout de deux ans. »

L'effectif des troupes westphaliennes, au complet de l'armée, est, d'après le tableau dressé par le Ministre de la Guerre, de 33,397 hommes au 1er Novembre.

Pour réaliser quelques économies, le Roi propose de donner des congés de semestre à trois cents hommes par régiment; mais s'il lui est possible d'opérer quelques réductions sur le budget de ses propres troupes, il y a encore et toujours la solde et l'entretien des Français, que le Trésor est hors d'état de payer.

Quand vient l'automne, la Westphalie doit à l'Empire 2,590,000 francs.

A cette heure critique où, d'après les calculs de Pichon, la dette monte à deux cents millions, où le Roi semble décidé à supprimer les emplois inutiles, à restreindre encore le luxe des écuries, à diminuer le nombre des réceptions et des fêtes, un nouveau désastre vient fondre sur Cassel.

La partie du Château, renfermant les appartements royaux, avait été construite en 1503. Fort incommode, glaciale dès qu'approchait l'hiver, elle devait être refaite, et déjà des plans étaient préparés.

Jérôme avait si fort souffert du froid les années précédentes, qu'un architecte appelé de Paris, avait dirigé l'installation de « tuyaux de chaleur » entre les plafonds et les parquets. Les résultats furent si satisfaisants, et la méthode adoptée semblait si parfaite, que nul ne s'effraya quand, au commencement de Novembre, la fumée apparut, par intervalles, dans les appartements du Roi. On l'expliqua par des causes diverses : humidité, sécheresse, tous motifs absolument concluants.

Dans la nuit du 23 au 24 Novembre, Jérôme est tiré de son sommeil par une sensation d'angoisse : sa chambre est remplie de fumée. Il veut se lever, mais l'oppression qui l'étouffe est telle qu'il ne peut appeler, ni sauter du lit. Tant de complots se sont succédé depuis son avènement, les lettres de menaces lui arrivent si nombreuses, qu'il croit à une nouvelle tentative de ses ennemis. Il se laisse tomber à terre, se traîne péniblement jusqu'à une fenêtre qu'il brise. Des flammes sortent déjà des appartements voisins.

Éveillée en sursaut, la Reine qui, elle aussi, songe à quelque attaque dirigée contre son mari, s'enveloppe d'un manteau, accourt auprès de Jérôme qui la rassure et la fait conduire en hâte jusqu'à Bellevue, maison de campagne du Grand Écuyer.

De toutes parts les secours arrivent; mais le palais entier est menacé, la salle où sont déposés les drapeaux de la Garde a déjà été dévastée par l'incendie. Dans la précipitation que l'on met à sauver les meubles les plus beaux, la plupart sont brisés, réduits en morceaux [1].

Un canonnier, un soldat et un valet de pied ont disparu

1. « ... La moitié du château est en cendres et le reste dévasté de manière à ne pouvoir même penser à le réparer... Il est impossible de prendre un parti quand ils offrent tous l'inconvénient d'une dépense de plusieurs millions. » (Lettre de la Reine au Roi Frédéric).

dans le brasier. Craignant de nouveaux malheurs, le Roi veut abandonner le palais tout entier aux flammes ; malgré l'insistance de son entourage il préfère perdre les papiers précieux, laisser anéantir les objets d'art, plutôt que de risquer une quatrième existence.

Le général Allix intervient : permettre au feu d'achever son œuvre c'est, dit-il, exposer la ville entière. Le Roi accepte qu'on lutte contre l'incendie, mais à la condition que les citoyens accourus à l'aide seront écartés du foyer et que le tocsin se taira, car ses battements lugubres feraient un réveil d'épouvante à tous ceux qui dorment encore.

Le lendemain, l'hôtel du ministère des Relations extérieures est choisi pour abriter provisoirement le Roi et la Reine : un appartement de cinq pièces est débarrassé en quelques heures des documents qui l'encombrent ; on y entasse les meubles sauvés du feu et de l'eau.

Le cardinal Fesch a en vain insisté pour envoyer à Cassel une partie de son mobilier de Paris ; les offres du Roi de Wurtemberg n'ont pas été acceptées davantage, car on a peine à se mouvoir dans la nouvelle résidence. Il faudra bien pourtant y trouver place pour « les plus jolies choses de toute espèce », que Madame Mère, ses filles et les Reines Hortense et Julie adressent à la Reine Catherine.

La semaine suivante, une délégation du Corps municipal de Cassel sollicitait une audience du Roi. Le maire lui dit quel regret profond conservait la ville de n'avoir pu offrir un don au jour de l'avènement ; il vient réclamer la faveur de déposer aux pieds du trône, avant toutes les autres cités westphaliennes, une offrande qui serait un dédommagement bien faible aux pertes subies par Sa Majesté.

Le Roi accepte le don de la Capitale, mais pour le lui

remettre aussitôt, exprimant le vœu qu'il soit employé à l'achèvement des casernes et au soulagement des charges qui pèsent sur Cassel.

A travers l'Allemagne, la révolte bouillonne sourdement; des faits insignifiants en apparence prouvent que l'explosion approche. Les haines se dissimulent moins déjà et ces frémissements de fièvre, ces sursauts impatients que ne soupçonne pas Napoléon, Jérôme les devine; il pressent la terrible menace qui va planer sur l'Empire.

Le 5 Décembre 1811, il écrit à son frère :

« Sire,

« Établi dans une position qui me rend la sentinelle avancée de la France, porté par inclination et par devoir à surveiller tout ce qui peut donner atteinte aux intérêts de Votre Majesté, je pense qu'il est convenable et nécessaire que je l'informe avec franchise de tout ce que j'aperçois autour de moi. Je juge ces événements avec calme; j'envisage les dangers sans les craindre; mais je dois dire la vérité à Votre Majesté et je désire qu'Elle ait assez de confiance en moi pour s'en rapporter à ma manière de voir.

« J'ignore, Sire, sous quels traits vos généraux et vos agents vous peignent la situation des esprits en Allemagne; s'ils parlent à Votre Majesté de soumission, de tranquillité et de faiblesse, ils s'abusent et la trompent. La fermentation est au plus haut degré; les plus folles espérances sont entretenues et caressées avec enthousiasme; on se propose l'exemple de l'Espagne, et si la guerre vient à éclater, toutes les contrées situées sur le Rhin et l'Oder seront le foyer d'une vaste et active insurrection.

« La cause puissante de ces mouvements dangereux n'est pas seulement la haine contre les Français et l'impatience du joug étranger; elle existe plus fortement encore dans le malheur des temps, dans la ruine totale de toutes les classes, dans la surcharge des impositions, contributions de guerre, entretien de troupes, passages des soldats et vexations de tous les genres continuellement répétées. Le désespoir des peuples qui n'ont plus rien à perdre, parce qu'on leur a tout enlevé, est à redouter.

« Ce n'est pas seulement en Westphalie et dans les pays soumis à la France qu'éclatera cet incendie; mais aussi chez tous les Souverains de la Confédération du Rhin. Ils seront eux-mêmes les premières victimes de leurs sujets, s'ils ne partagent leurs violences; car Votre Majesté sait que le caractère uniforme des révolutions est de renverser tous les principes et de détruire tous les liens et les rapports de la Société.

« Que Votre Majesté ne pense pas que j'exagère en lui parlant des malheurs des peuples; je dois lui dire qu'à Hanovre, Magdebourg et dans les principales villes de mon royaume, les propriétaires abandonnent leurs maisons et chercheraient vainement à s'en défaire au prix le plus vil. Partout la misère assiège les familles, les capitaux sont épuisés; le noble, le bourgeois et le paysan, accablés de dettes et de besoins, ne semblent plus attendre d'autres secours que de la vengeance qu'ils appellent de tous leurs désirs et vers laquelle ils dirigent toutes leurs pensées.

« *Ce tableau est vrai dans toutes ses parties.* Aucun des mille rapports qui me parviennent journellement ne le contredit; je le répète à Votre Majesté, je souhaite avec ardeur qu'Elle ouvre les yeux sur cet état de choses et qu'Elle le juge avec toute la supériorité de son esprit pour prendre

les mesures et les précautions qu'Elle jugera convenables... »

Quand cette lettre arrive à Paris, un courrier impérial galope déjà sur la route de Cassel, qu'il atteint le 12 Décembre, pendant le dîner du Roi. Il apporte la réponse de Napoléon à la page presque officielle dans laquelle Jérôme annonçait et l'incendie et la destruction d'une partie du Palais.

Les premiers mots ont été dictés à Méneval :

« Mon Frère, j'ai appris avec peine l'accident qui Vous est arrivé. Il est fort heureux que ni Vous ni la Reine n'ayez éprouvé aucun malheur. »

Mais c'est la main de l'Empereur qui a tracé les lignes suivantes, rapides, presque illisibles, comme arrachant le papier :

« Faites-moi connaître l'état de vos troupes au 1er Décembre : infanterie, cavalerie, artillerie. — Combien de divisions vous pouvez former et comment elles seraient commandées? Tout cela fort secrètement. Parlez-moi de votre artillerie, caissons de transport et outils du Génie. Combien vous faudrait-il d'hommes pour occuper la Silésie? Quelles sont les places à prendre? »

C'est la guerre prochaine avec son cortège de victoires; c'est aussi le salut pour la Westphalie, que Napoléon saura agrandir de quelques provinces conquises.

Sur l'heure, le Roi fait appeler le comte de Fürstenstein, le comte de Höne et Morio. Une partie de la nuit se passe à dresser le tableau demandé par l'Empereur.

Sept mille cinq cents hommes de l'infanterie et de la cavalerie étant en détachement à Dantzig ou en Espagne, l'effectif de l'armée westphalienne, immédiatement disponible, compte vingt-six mille hommes ; l'artillerie met en ligne trente-six pièces et quatorze obusiers.

Un état détaillé est aussitôt envoyé à Paris.

Il n'est plus trace de la froideur de Napoléon, jaloux maintenant d'affirmer l'intérêt qu'il porte au royaume de son frère.

Alors que tant de lettres désespérées, dans lesquelles Jérôme dépeignait la misérable situation financière de la Westphalie, étaient demeurées sans réponse, le duc de Bassano, ministre des Relations extérieures, annonce à présent des concessions inattendues. Elles sont accordées, il est vrai, à titre exceptionnel, et il ne faut pas en faire une règle, dont d'autres pays pourraient se prévaloir ; mais, malgré cette restriction, le Roi les accueille avec joie, car elles lui semblent un précieux symptôme d'apaisement.

Le Cabinet wesphalien se plaignait d'avoir à entretenir 12,500 hommes et 18,500 chevaux, en excédent du nombre fixé par les conventions : de ces dépenses, la France promet qu'elle tiendra compte.

L'Impératrice, qui a toujours porté à sa belle-sœur une sincère affection, multiplie les marques d'amitié, lui envoie « les plus jolis ajustements » créés par la mode parisienne.

Mais l'accalmie est de courte durée : les exigences de l'Empereur redoublent, les reproches sont plus fréquents. Jérôme lui ayant fait remarquer que les troupes westphaliennes ne suffiraient pas à engager une action vers la Silésie, il croit comprendre que son frère doute de la fidélité

des soldats allemands et déclare que si sa popularité décroît, la faute en est à lui seul.

Les généraux de l'armée royale ne sont pas agréés et devront renoncer à leurs commandements. Le veto des Tuileries s'exerce même dans l'intérieur du palais de Cassel : il est interdit à Jérôme de nommer Maréchal de la Cour le prince de Hessen-Philippsthal, allié à la Maison Électorale dépossédée.

Cependant les craintes, tant de fois exprimées par le Roi, sur les sentiments hostiles des populations allemandes, sur l'agitation qui s'organise partout, finissent par gagner le gouvernement français. Le duc de Bassano ne songe plus à les traiter de chimères.

« Je suis informé — écrit-il à Reinhard, le 30 Décembre 1811 — par des rapports dignes d'une grande confiance, que beaucoup de personnes de Cassel et même de la Cour, ont conçu de vives inquiétudes sur la situation des esprits en Allemagne et notamment en Westphalie. Des renseignements propres à confirmer cette opinion m'étaient parvenus de divers côtés, mais ils portaient plus ou moins l'empreinte de passions toujours disposées à exagérer et à se flatter. Ceux que je reçois aujourd'hui sont dictés par des sentiments d'attachement et de fidélité envers la France et envers l'Empereur. Mais ces sentiments peuvent avoir leurs illusions. S'ils n'ont point abusé les personnes dont l'opinion m'a été communiquée, la fermentation est au plus haut degré, les projets de la haine contre le nom français sont propagés et accueillis avec enthousiasme, et, si la guerre venait à éclater, les torches de l'insurrection allumeraient en un instant un incendie général de Memel à Francfort.

« On donne pour cause à ces dispositions le malheur des temps, la surcharge des impositions, les contributions de guerre, les dépenses et les vexations qu'entraîne le passage des troupes, etc., etc. On prétend que ces causes agissent plus ou moins, non seulement sur les pays soumis à la France, mais aussi chez tous les Souverains de la Confédération. On représente les princes comme devant être les premières victimes de la fureur de leurs sujets, s'ils ne partagent pas leurs violences. On cite notamment la Westphalie et particulièrement Hanovre, Magdebourg, où le noble, le bourgeois et le paysan, accablés de dettes et de besoins, ne semblent mettre leur espoir que dans la vengeance, etc., etc. Enfin on atteste que ce tableau est vrai dans toutes ses parties.

« Sa Majesté l'Empereur, à qui j'en ai rendu compte, m'a ordonné, monsieur le baron, de vous charger d'avoir des conférences avec les ministres du Roi, pour connaître les faits, parvenir à juger jusqu'à quel point cette opinion peut être fondée et enfin quel remède il faudrait adopter...

« Des évènements possibles pourraient donner beaucoup de gravité à une telle situation, si elle était constatée. Prenez tous les moyens pour être en état de donner une opinion motivée et réfléchie sur des questions si importantes. Traitez-les sérieusement dans les conférences que vous aurez avec les ministres du Roi et rendez-m'en compte aussi promptement qu'il sera possible. Une défiance trop entière aurait autant d'inconvénients qu'une confiance trop absolue... »

Un drame sanglant ajoute encore à la tristesse des derniers jours de 1811. Des coups de feu retentissent, par un matin de Décembre, auprès des appartements du Roi : tout

le palais est affolé, le poste prend les armes, on se précipite.

Un maréchal-ferrant, venu de France et attaché aux écuries royales, qui se prétendait victime d'injustices et menacé de renvoi, vient de tirer sur le Grand-Écuyer Morio.

La Reine, que les craintes de complot hantent plus que jamais, accourt la première, résolue à mourir avec son mari.

« Jamais de ma vie — dit son *Journal*, — je n'ai éprouvé un sentiment plus délicieux que celui que j'ai ressenti en voyant le Roi. Notre attachement mutuel n'a pas acquis un degré de plus, cela n'était pas possible ; mais il a pris je ne sais quoi de plus intime et de plus touchant depuis que nous avons senti réciproquement que nous étions non seulement nécessaires l'un à l'autre, mais indispensablesà notre bonheur mutuel. »

Vingt-quatre heures après l'attentat, Morio succombait, et sa mort laissait pour longtemps dans l'esprit du Roi un sentiment de tristesse profonde. C'est que le Grand-Écuyer était de ceux dont la fidélité resta sans défaillance ; et déjà Jérôme avait la vision des lendemains de détresse, où les dévouements se feraient si rares, où l'oubli, la crainte, l'ambition jetteraient aux pieds d'un nouveau maître tant de courtisans d'aujourd'hui.

CHAPITRE V

1812-1813

Née au lendemain de ce drame, l'année 1812 s'annonce redoutable pour la Westphalie.

De la guerre qu'on appelait comme le salut, il n'est pas question encore ; cependant les charges militaires augmentent toujours. Les régiments défilent à travers le royaume, s'y arrêtent, réquisitionnent.

« Si l'état de choses dure encore un mois tel qu'il est, écrit la Reine, la Westphalie croulera. Il manque un million tous les mois pour entretenir les troupes françaises que nous avons dans le pays outre les nôtres. Quoique l'Empereur nous ait fait de belles promesses, il ne nous rend pas ce million extraordinaire. Cet état de choses fait frémir ; que deviendrons-nous ? »

A Magdebourg, sur une garnison de 12,000 hommes, 7,000 sont à la charge des habitants qui, contre une indemnité quotidienne de vingt-cinq centimes par soldat, doivent fournir le sel, la bière, l'eau-de-vie, le feu, la chandelle et payer le blanchissage.

Aucune combinaison humaine ne réussirait à résoudre

l'effrayant problème de la Dette, et le gouvernement confesse son impuissance :

« Il est physiquement impossible, dit M. de Malchus, que les finances du royaume suffisent à tout ce qu'on voudrait en attendre ; et tout aussi impossible que de l'état des choses amené par les surcharges militaires et autres, ne résultent des désordres désagréables même à l'Empereur et inévitables au gouvernement royal de Westphalie. » [1]

Les projets de Napoléon sont pour Jérôme un absolu mystère ; il ne sait que les bruits, différents sans cesse, apportés par les lettres de Paris. L'un affirme que, le Roi de Saxe étant désigné pour gouverner la Pologne, ses anciens États seront rattachés à la Westphalie ; d'après un autre, c'est Jérôme qui régnerait à Varsovie. On prétend aussi que la Prusse sera réduite au Brandebourg, que la Silésie ira à l'Autriche, que la Russie obtiendra la Valachie et la Moldavie, puis que Dantzig serait ajouté à la Westphalie.

Très secrètement, l'Empereur ordonne que les contingents d'Anhalt, de Lippe et de Waldeck soient réunis et prêts à

1. Pour 1812, l'imposition personnelle est ainsi réglée, par mois et par tête :

1re classe	10 fr.	»	6e classe	1 fr.	»
2e —	7	50	7e —	»	50
3e —	5	»	8e —	»	42
4e —	3	»	9e —	»	34
5e —	2	»	10e —	»	25

Sont exceptés les enfants au-dessous de seize ans. Un père qui a plusieurs enfants au-dessus de seize ans, ne paie que pour trois personnes.

Les personnes pensionnées, les officiers, fonctionnaires en retraite, veuves indigentes, ne paient que moitié du tarif. Gouverneurs, gouvernantes, secrétaires, régisseurs, paient un tiers.

Les maitres paient pour leurs domestiques, par mois et par tête :

1re et 2e classes. .	» fr.	68	7e et 8e classes. . .	» fr.	34
3e, 4e, 5e et 6e — . . .	»	50	9e et 10e — . . .	»	25

entrer en campagne le 15 Février. Cette décision doit être transmise par le ministre de France en Westphalie, le 5 Février, « pas plus tard, et il n'y a pas à en exposer les motifs. » Il s'acquittera en personne de cette mission et aura la précaution de ne rien écrire.

A travers l'Europe, maîtrisée par la volonté de Napoléon, des armées vont, viennent, mises en mouvement sur un mot parti de France, sans que personne sache vers quel but final on les dirige.

Un matin, Cassel est en émoi : trente chevaux des écuries impériales sont arrivés dans la nuit, et leurs conducteurs ont ordre d'attendre les instructions qui viendront de Paris. Les colporteurs de nouvelles sont en liesse et « on conçoit ce que la venue de ce convoi fait conjecturer, craindre, espérer. »

Bien qu'on se répète encore que la paix ne sera pas troublée, que ce développement formidable de troupes doit simplement appuyer les négociations engagées avec la Russie, chacun prévoit la guerre prochaine. Les soldats westphaliens s'y préparent ardemment, mais la population envisage l'avenir avec moins d'enthousiasme.

C'est que depuis le 1er Février, jour où la Grande Armée a été créée, tout est mené militairement, et il ne faut plus songer à des réclamations d'aucune sorte. Sur ce point-là, les instructions du duc de Bassano à Reinhard sont formelles :

« Désormais les troupes de Sa Majesté doivent trouver partout ce qui leur est nécessaire ; faute de quoi, elles le prendront.... »

Le général Boursier a été dirigé sur Hanovre, avec douze mille chevaux qui vont former la troisième ligne et cons-

tituer un dépôt pour la cavalerie, dans le cas où l'armée entrerait en campagne. Jugeant surperflu d'en avertir le gouvernement westphalien, le duc de Feltre a écrit directement au général Damas, commandant la place de Hanovre.

Il est de toute impossibilité pour le Roi de se charger de nouvelles fournitures : il doit se borner à envoyer des ordres à Hanovre pour qu'on ne s'oppose à aucune mesure prise par les Français, qu'on en facilite l'exécution.

Même la justice est confisquée et les tribunaux royaux perdent le droit de juger les rixes entre soldats et habitants. Cette décision a été prise à la suite d'une bagarre qui éclata à Brunswick et dans laquelle un cuirassier périt. Les juges royaux ayant acquitté le meurtrier, Napoléon déclare que si le sang français n'est pas vengé, la ville sera mise hors de la protection impériale. Le jour où le procès recommence, le général Saint-Germain arrive de Magdebourg avec quatre mille hommes, fait braquer ses canons sur les places.

Nouvelle volte-face. Une lettre de l'Empereur arrive à Cassel, le 8 Mars, qui prescrit à Jérôme de prendre immédiatement la route de Paris ; afin d'égarer les curiosités, il dirigera sur Halle sa maison militaire, ses chevaux, ses bagages.

Le même soir, le Roi quittait sa capitale. Les voitures de voyage attendaient à quelques lieues, et le *Moniteur westphalien* annonçait que Sa Majesté venait d'entreprendre incognito une tournée à travers ses départements.

Ce qui fut décidé à Paris, la Reine elle-même semble l'avoir ignoré tant que dura l'absence de Jérôme. Elle sait seulement que Napoléon témoigne une profonde affection à son frère, que sa bienveillance s'étend aux officiers de

la cour de Cassel : Hône, Fürstenstein, Wintzingerode sont créés comtes de l'Empire; le titre de baron est donné à MM. de Boucheporn, Benterode et de Marinville.

Le 25 Mars, cent coups de canon annoncent le retour inattendu du Roi. Tout ce qu'il apprend à Catherine la comble de joie. — La pensée que l'Empereur donnerait peut-être à son mari le sceptre de Pologne et qu'il faudrait quitter sa chère Westphalie, avait été pour elle une incessante angoisse. Maintenant ses craintes sont envolées : c'est le Roi de Saxe qui régnerait à Varsovie, et ses anciens états seraient réunis à ceux de Jérôme, « ce qui ferait un des plus beaux royaumes d'Allemagne. »

D'ailleurs, tout cela n'est encore que projets et ne se réali sera peut-être jamais, car la Russie entendra certainement raison, et la paix durera longtemps encore.

Le Roi n'avait que peu de jours à passer dans sa capitale : tout le début de la campagne avait été si minutieusement réglé par Napoléon, que le jour du départ était fixé de façon que Jérôme rejoignît ses troupes à Kalisch avant le 15 Avril.

Il était désigné pour commander l'aile droite de la Grande Armée, composée de 80,000 hommes et de 7,000 chevaux : il avait sous ses ordres les contingents westphaliens conduits par le général Vandamme[1] (que remplaça bientôt le général Tharreau), les Polonais du prince Poniatowski, les troupes saxonnes ayant à leur tête le général Reynier, la cavalerie de Latour-Maubourg.

1. L'armée westphalienne, prête à entrer en campagne, est de 18,926 hommes et 4,156 chevaux. Elle a 30 pièces de six, 6 obusiers, 110 caissons pour les vivres et les ambulances, 270.000 rations en biscuits et farine.
Il reste à Dantzig une brigade d'infanterie de 3,360 hommes, et il y a encore en Espagne un bataillon de 500 hommes et 360 chevau-légers.

Dans la pensée de l'Empereur, cette armée devait couvrir la Pologne, écraser les forces du prince Bagration.

Avant de quitter ses États, le Roi de Westphalie laissait à la Reine Catherine la direction des affaires pour tout le temps que durerait son absence[1]. Si elle n'exerçait pas officiellement la Régence, dont les responsabilités semblaient trop lourdes à sa timidité, elle en avait et les devoirs et les charges. A elle appartenait la signature de tout ce qui n'était pas inséré au *Bulletin des Lois;* elle devait examiner les projets des Ministres, les transmettre au Roi avec ses observations.

Napoléon appréciait, depuis longtemps déjà, l'énergie et la sagesse dissimulées sous la modestie trop défiante de sa belle-sœur, et lui-même avait conseillé que le gouvernement fût confié aux mains de Catherine.

Dans la nuit du 5 au 6 Avril, Jérôme quitte Cassel. Avant son départ, il a appelé Reinhard, lui a demandé de démentir formellement les bruits prétendant qu'il ne reviendra pas en Westphalie, qu'un autre Souverain sera désigné par l'Empereur. Il redit ses terribles préoccupations devant la misère des finances, les 1,800,000 francs de déficit apportés par chaque nouveau mois.

Dès le lendemain matin, la Reine recevait les ministres,

1. La Régence était notifiée au corps diplomatique en ces termes :

« Le soussigné, Ministre secrétaire d'État et des Relations extérieures de S. M. le Roi de Westphalie, a l'honneur d'informer S. E. Monsieur....., Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de....., que S. M. le Roi son Maître, se propose de s'absenter de sa Capitale et de ses États pour quelques mois, et que, pendant son absence, la direction supérieure des affaires est confiée à S. M. la Reine.

« Le départ du Roi aura lieu demain matin, et le soussigné devant avoir l'honneur de l'accompagner, les affaires du Ministère des Relations extérieures seront signées par M. le ministre de la justice, chargé par Sa Majesté du portefeuille de ce Département pendant l'absence. »

puis écrivait à Napoléon comment, fort éloignée toujours des affaires publiques, elle avait refusé le titre de Régente :

« Je n'y rechercherai jamais aucune satisfaction personnelle, mais seulement le désir de répondre, autant qu'il sera en moi, à la confiance dont Votre Majesté daigne m'honorer et à cette preuve flatteuse de celle du Roi. Je ne m'attribue en aucune façon la satisfaction que cette disposition a inspirée ici; mais les craintes que deux absences du Roi y avaient produites sont dissipées par les soins qu'a pris le Roi d'assurer la tranquillité de son royaume pendant son éloignement. Six mille hommes de troupes westphaliennes sont restés à Cassel. L'esprit y est très bon. »

A la fin de cette lettre, elle demande l'autorisation d'aller passer quelques jours à Dresde, quand Napoléon s'y arrêtera avec Marie-Louise [1].

Du peu d'attrait qu'avait pour elle l'exercice du pouvoir, la Reine ne fait pas mystère. Ses lettres, son Journal nous content les heures de tristesse, la lassitude, le mauvais vouloir de la Cour, la vanité de tous les efforts tentés pour relever la Westphalie.

« ... Le titre que le Roi m'a donné est absolument illusoire et tout le monde pourrait l'avoir, car les ministres ne me disent rien et ne font que ce qu'ils veulent... »

1. A cette demande de la Reine, Napoléon répond :
« Madame et chère Belle-Sœur, je reçois votre lettre. Je vois avec plaisir la marque de confiance que vous a donnée le Roi, en vous laissant la direction des affaires pendant son absence. Si je vais à Dresde, je ne vois pas d'inconvénient que vous y veniez. Je serai charmé de vous y voir et de vous renouveler les assurances du dévouement que je vous porte. »

Après le départ de Jérôme, son chagrin fut tel, qu'elle ne voulut voir que les membres du gouvernement et les personnes dont la présence était indispensable. Puis, le 23 Avril, le bruit se répand soudain qu'il y aura Cercle le soir au Palais : c'est qu'un courrier venait d'arriver, porteur d'un billet tout rassurant.

Catherine n'affligera pas son mari par l'aveu de son découragement; elle s'applique, au contraire, à donner à ses lettres une allure de calme et de joie. Comme le Roi lui écrit que, d'après les nouvelles reçues de Westphalie, « on est aux anges » de la bonté qu'elle témoigne à tout le monde, elle lui répond :

« Je ne suis certainement pas insensible au plaisir d'être aimée et même approuvée par les autres, mais c'est toujours par rapport à toi et parce que je désire uniquement justifier ta confiance aux yeux du public... »

Sachant la timidité de la Reine, les ministres, sans plus se soucier du décret de Jérôme, tenteront d'accaparer le pouvoir. Du 6 Avril jusqu'au 23, Siméon n'a pas remis un rapport à Catherine et ne lui apporte qu'une seule dépêche — encore est-elle chiffrée et on a négligé d'y joindre la clef. Une autre fois, le Conseil s'assemble en réunion extraordinaire, sans même qu'elle en soit avertie.

Le résultat de tout cela est fort différent de celui qu'escomptait le Cabinet : la Reine entend qu'on respecte ses droits et ne permettra pas qu'on porte davantage atteinte à ses privilèges. Elle rappelle le Ministère à l'observation de ses devoirs et le juge dans ces lignes adressées à Jérôme :

« ... Depuis que forcément je vois un peu clair dans nos

affaires, je me crois obligée de te dire qu'il est temps enfin de les faire marcher à la française, puisque telle est notre Constitution, et de ne pas trouver des obstacles et des traverses dans tous les esprits. Je crois aussi que tu devrais mettre plus de sévérité, plus de rigueur vis-à-vis de ces messieurs, car ils ne marchent pas assez dans notre système. »

Le spectre de la banqueroute va aussi se dresser devant la Régente. Malgré les mesures d'économie dont la Cour donne l'exemple, le déficit atteint quatre millions pour Avril. Catherine ne dissimule pas ses angoisses au Roi :

« Je pense, mon cher ami, que tu ne saurais apporter une attention trop sévère à tout ce qui concerne le ministre des finances. Actuellement nous tombons dans un abîme, dont les moyens les plus sévères peuvent seuls nous tirer. »

Invitée par l'Impératrice à la rejoindre à Dresde, la Reine de Westphalie se met en route, accompagnée de la princesse de Hessen-Philippsthal, de la comtesse de Löwenstein-Wertheim, de la comtesse de Bocholtz, de MM. de Boucheporn, d'Yagow et du chevalier de Collignon.

La suite est peu nombreuse; mais la guerre et l'agonie du Trésor ont bien transformé la rayonnante Cour de Cassel.

Un rapport du ministre des finances la décrit « composée seulement de dames et de courtisans du second ban. Toute la jeunesse mâle a suivi le Roi; tous les chambellans et écuyers ont été transformés en officiers d'ordonnance... »

Quelques heures après le départ de Catherine, le Roi Joachim Murat arrive à Cassel. Il espérait demeurer une journée entière auprès de sa belle-sœur, connaître Napoleonshöhe, dont on lui avait vanté les merveilles. Il a seulement un court entretien avec les ministres et poursuit son voyage vers Berlin.

Si la Reine avait aussi hâtivement répondu à l'invitation de Marie-Louise, c'est qu'elle savait rencontrer Napoléon en Saxe et espérait l'attendrir sur le sort de sa bien-aimée Westphalie.

Abandonnée qu'elle était à mille craintes superstitieuses, durant les quarante-huit heures du voyage elle se persuadait que Jérôme allait périr dans cette guerre, qu'elle ne le reverrait jamais.

Les premières paroles qu'elle adresse à l'Empereur, sont pour l'absent :

— « Sire, ne faites-vous pas venir Jérôme ici, afin que je puisse le voir ? »

— « Oh ! oh ! réplique-t-il ; vous vous imaginez que je ferai déranger un de mes généraux d'armée pour une femme ! »

A ce refus, la Reine ne peut retenir ses larmes et Napoléon, ému, cherche à faire pardonner sa brusquerie. Il la comble d'attentions, il multiplie les honneurs autour d'elle, il veut qu'elle assiste à toutes les fêtes, auprès de Marie-Louise, de l'Impératrice d'Autriche et de la Reine de Saxe.

Quinze jours plus tard, Napoléon quitte Dresde pour rejoindre l'armée et l'Impératrice va à Prague. Elle a insisté pour que sa belle-sœur l'accompagnât, mais Jérôme, consulté sur ce désir, préfère que la Reine regagne Cassel :

« Le voyage ne laisserait pas que de te coûter fort cher, et tu sais que nous devons viser à l'économie. »

Rentrée dans sa capitale, la Reine de Westphalie convoque aussitôt les ministres, se fait présenter les rapports.

Malgré la misère, malgré les plaintes, il faut de l'argent encore. Une retenue de 5 p. 100 est prélevée sur le traitement des fonctionnaires; les droits que payaient les brasseurs sont augmentés; il faut enfin se résigner à décréter un nouvel emprunt forcé de cinq millions.

Mettant à profit l'absence de la Reine, la plupart des ministres accrédités auprès de la Cour de Westphalie sont partis en congé, et dans l'isolement où elle se trouve, presque sans conseils, sans appui, Catherine ne rencontre que difficultés incessantes.

Tapageuses réunions d'étudiants, qui menacent de tourner à la sédition; découverte par la police d'un large réseau d'espionnage organisé par la Russie; chaque jour amène quelque nouvelle alerte.

L'idée de révolte flotte à travers le royaume. On saisit, dans des magasins de Magdebourg, un calendrier où, à la date de la naissance de Napoléon, une tête de mort remplace la phase de la lune; des chansons révolutionnaires se vendent sous le manteau; et une disette de fourrage, qui frappe le département de la Werra, vient encore ajouter à la détresse.

Après un arrêt à Glogau, où le Roi de Prusse avait envoyé M. de Knobelsdorf pour le complimenter, Jérôme arrivait à Kalisch le 12 Avril.

Il y trouva une lettre de son frère, lui commandant de se

rendre dans le plus strict incognito à Cracovie, de visiter les mines de sel de Wieliczka, de pousser jusqu'à Sandomir « car les connaissances locales que l'on prend soi-même sont toujours bien précieuses. »

Mais avant d'entreprendre ce voyage, le Roi allait, durant dix jours, déployer une activité sans pareille, multiplier les revues, les inspections.

Le 15 Avril, les troupes défilent devant lui, fier de leur tenue, de leur ardeur.

« Il est — écrit-il au prince de Neuchâtel — une particularité qui ne se rencontre dans aucun autre corps d'armée, c'est que mes bataillons ont tous 10, 20 et jusqu'à 50 hommes au delà du grand complet, grâce à la précaution que j'ai prise de faire suivre l'armée par un détachement destiné à la recruter. »

Orgueilleux à juste titre de ses Westphaliens, il ne dissimule ni sa déception, ni son mécontentement en trouvant les magasins vides des approvisionnements qu'on lui avait annoncés : le fourrage manque au point qu'une grande partie des chevaux est réduite au seigle.

Son inspection terminée, Jérôme — sous le nom de général Bruguière, emprunté à son secrétaire — part en calèche, le matin du 22 Avril ; le comte de Furstenstein, le prince Salm-Salm et le baron de Sorsum l'accompagnent. Il est à Cracovie le surlendemain.

Après une longue visite aux mines de Wieliczka, il allait revenir vers Kalisch, quand un courrier de l'Empereur lui apporte l'ordre de pousser jusqu'à Varsovie.

Rendant compte à la Reine de cette modification aux plans primitifs, il l'assure que, bien qu'on puisse encore espérer le maintien de la paix, il faut s'assurer les vivres, et

c'est dans la capitale de la Pologne qu'il est urgent de surveiller ce formidable service; car le prince Poniatowski est très inquiet de la pénurie de subsistances et de fourrages partout constatée.

Si le Roi de Westphalie affecte de croire encore à une solution pacifique, le ministre de Russie à Cassel, M. de Yakowlew, est moins optimiste : il vend ses meubles et fait insérer dans les journaux un avis demandant acquéreur pour sa maison.

Gênée par les indécisions de la politique, ne sachant quelle contenance tenir vis-à-vis le représentant d'Alexandre, la Reine, depuis le départ de Jérôme, avait évité de recevoir les membres du Corps diplomatique demeurés à Cassel.

Les lettres de Reinhard la montrent « s'attachant avec une espèce d'opiniâtreté à toute lueur d'espérance pour le maintien de la paix. »

Pourtant, bien des jours avant le 30 Juin où, toute désolée, elle apprit la déclaration de guerre, elle ne pouvait conserver de sincères illusions, en assistant au perpétuel défilé des troupes dirigées vers la Grande Armée.

Une fois, ce sont les élèves de Saint-Cyr qui passent devant le palais; le lendemain, les pavés résonnent sous les roues des canons. Puis, c'est un régiment de Cuirassiers, auquel succèdent des bataillons d'infanterie venus de Magdebourg.

Malgré cette vie de fièvre, la correspondance se poursuit régulière, entre le quartier-général et la Westphalie. La Reine devine les moindres difficultés qui peuvent surgir; elle les prévient, elle les détourne.

Apprenant qu'on s'étonne de lire si rarement des nouvelles du Roi, elle lui écrit :

« Je t'ai déjà demandé plusieurs fois ce qu'il était permis ou défendu d'insérer dans le *Moniteur;* les esprits sont ici très inquiets de n'y rien trouver qui te concerne. Tu devrais, mon cher ami, faire faire un petit bulletin dans ton cabinet sur ta santé, ton séjour, etc., et l'envoyer ici pour le faire insérer. »

Le déficit va atteindre trente millions, et pourtant Catherine ne se décourage pas. Elle surveille le travail des ministres; chaque jour, à midi, elle reçoit les personnes qui ont sollicité une audience, prend note des moindres remarques, les contrôle. Sa volonté finit par s'imposer aux plus récalcitrants : Siméon, qui poussait l'indépendance jusqu'à prétendre réunir le Conseil chez lui, s'incline devant les observations de la Reine.

Il faut aussi apaiser les inquiétudes du peuple qui, sachant le soudain départ de Jérôme pour Varsovie, se persuade qu'il sera nommé Roi de Pologne, et que la Westphalie grossira le nombre des départements français. Le bruit paraît d'autant plus vraisemblable, que les architectes chargés des plans d'un nouveau palais, viennent de recevoir l'ordre d'interrompre leur travail; on se contentera, pour le moment, de restaurer les constructions anciennes. On ajoute si bien foi à la prochaine reconstitution du Royaume de Pologne en faveur de Jérôme, que les ministres étrangers, rentrés à Cassel, l'annoncent par dépêches à leurs gouvernements.

Pendant la quinzaine passée à Varsovie, le Roi a, chaque matin, fait manœuvrer les troupes dans les jardins du palais.

« Il est impossible — dit un de ses rapports — de voir

de plus beaux hommes ni de trouver plus d'enthousiasme pour l'Empereur. Cet attachement est d'autant moins équivoque, que ces braves gens sont mal nourris, mal payés, mal équipés et surtout mal armés. »

Parti de Varsovie, le 14 Juin, à la tête du 1er Corps, Jérôme a l'ordre d'atteindre les régiments de Bagration et d'engager la bataille contre les Russes, dès qu'il aura fait sa jonction avec le prince d'Eckmühl.

« Le théâtre de la guerre, comme l'expliquent les *Mémoires* du Roi, avait des proportions jusqu'alors inconnues dans l'histoire militaire, des proportions en rapport avec les masses prodigieuses mises en action. Pendant un mois et demi, le quartier-général du Roi Jérôme fut éloigné en moyenne de plus de quarante lieues du quartier-général de l'Empereur; l'aile droite fractionnée elle-même en deux corps séparés; cette aile eut à s'avancer dans une direction divergente jusqu'à cinquante lieues du centre de la Grande Armée et à combiner avec le corps de Davout des points de jonction à trente et quarante lieues de distance, sans aucune instruction précise et en présence d'un ennemi de beaucoup supérieur à l'un comme à l'autre. »

Suivi seulement de la cavalerie légère, Jérôme entre à Grodno le 30 Juin, acclamé en libérateur. Il doit y attendre le restant de ses troupes et assurer, en même temps, les munitions.

Malgré la fatigue de marches forcées sous la pluie, dans des terrains sablonneux, anxieux d'obéir aux ordres de son frère, il n'accorde à ses soldats qu'un bien court repos et se remet en chemin le 3 Juillet. Mais auparavant, il a retiré le commandement des contingents westphaliens au

général Vandamme qui, par ses rigueurs, soulevait la haine sur son passage. Le général Tharreau le remplace.

Ces trois jours de halte à Grodno, les ennemis de Jérôme vont les exploiter avec une persévérance acharnée : ils le représenteront à Napoléon comme endormi sur les rives du Niémen, ignorant la situation de Bagration, insouciant de le poursuivre. Et l'Empereur, dans l'effroyable labeur imposé par la direction de ses armées, se laisse obséder par des accusations tant de fois répétées, ne ménage pas à Jérôme les lettres de reproches.

Son mécontentement va même si loin, que, le 6 Juillet, par un ordre secret adressé au prince d'Eckmühl — qui devait opérer de concert avec le Roi de Westphalie —, il lui confère le commandement supérieur, dans le cas de jonction complète des deux armées.

C'était la plus cruelle humiliation à imposer au Roi, dont Davout avait toujours été l'ennemi déclaré, depuis le jour où son frère et le jeune Jérôme Bonaparte se battaient au pistolet dans le bois de Vincennes. Les années, en passant, avaient encore accentué les antipathies. Nous avons vu le maréchal agissant en Westphalie comme en pays conquis, ordonnant des arrestations arbitraires, traversant Cassel sans daigner annoncer son passage, bravant l'autorité royale.

Cependant Jérôme, qui ne savait rien des mesures prises par l'Empereur, poursuivait sa marche. Loin de vouloir retarder la rencontre avec les troupes russes, il était au contraire impatient de les atteindre et d'attaquer le prince Bagration. Une lettre chiffrée du général comte Marchand, chef d'état-major de l'aile droite, au général Reynier suffirait à le prouver.

De Korelitschi, le 12 Juillet, à cinq heures du matin, il

annonce que le Roi de Westphalie s'établira le jour même à Myr, et y attendra l'arrivée du VIII[e] Corps, qui ne peut être là avant le lendemain :

« Il paraît que le prince Bagration s'est arrêté avec toute son armée à Neswij et l'intention du Roi n'est pas de l'attaquer avant d'avoir réuni toutes ses forces. Aussi, il est bien intéressant que vous pressiez votre marche pour arriver promptement à Polonetska et communiquer de suite avec Myr.

« Vous sentez combien il est important de forcer votre marche. Il doit y avoir quinze cents Cosaques à Polonetska, mais je pense que vous ne les trouverez plus. »

Vingt-quatre heures plus tard, une autre lettre du général Marchand transmettait au général Reynier l'ordre de se diriger tout droit sur Neswij.

Le 14 Juillet, les deux avant-gardes sont en vue l'une de l'autre, et le Roi, qui a établi son quartier-général à Neswij, envoie un aide-de-camp au prince d'Eckmüchl afin de combiner une action commune.

Pour unique réponse, il reçoit la copie de la lettre de l'Empereur qui le place sous le commandement du maréchal ; et sur l'heure, il écrit à Napoléon que, devant cet ordre inattendu, il ne peut que se retirer :

« Sire, Votre Majesté m'avait donné un commandement sans considérer si j'étais ancien ou nouveau général ; je me trouvais très honoré de le tenir d'Elle et de servir sous Ses ordres, et c'est sans aucune espèce d'humeur contre ce que j'éprouve, que j'ai pris la résolution de ne servir sous les ordres d'aucun autre... Les intérêts même de Votre Majesté

pourraient souffrir du sacrifice que je ferais en Lui obéissant et j'aime mieux prier dès à présent Votre Majesté de me permettre de me retirer. J'ai l'intime conviction qu'Elle appréciera un jour ma conduite... »

À la Reine, il écrit ensuite ce qui vient de se passer et prévoit qu'il sera de retour auprès d'elle avant le mois de Septembre.

Mais le patriotisme domine tous ses ressentiments et, après avoir annoncé à ses généraux qu'il se sépare d'eux parce que l'Empereur l'appelle sur un autre point, il reste quelques jours encore à Neswij; car si la bataille s'engage, il est résolu à combattre comme simple volontaire.

En recevant la lettre de son frère, Napoléon s'emporta contre le prince d'Eckmühl, qui avait si maladroitement interprété, si brusquement appliqué ses ordres. Il veut qu'il écrive « lettre sur lettre » au Roi de Westphalie pour le décider à revenir sur sa décision.

Mais déjà, Jérôme suivi des Gardes-du-Corps, avait repris le chemin de Cassel. Il y voudrait arriver le 18 Août et ne s'arrête guère jusqu'à Varsovie, où il entre le 30 Juillet.

Un des motifs qui le poussent à hâter ainsi son retour, est la crainte de voir les Anglais profiter de l'affaiblissement momentané des garnisons du Hanovre, pour en attaquer les côtes.

Puisque rien ne peut modifier la résolution du Roi, Napoléon veut du moins l'expliquer à sa guise : une note parue au *Moniteur royal* annonce que la santé de Sa Majesté a été éprouvée par l'instabilité du climat et qu'Elle a dû, en revenant, s'arrêter quelques jours à Varsovie; mais on espère son prompt rétablissement.

Depuis le moment où la Reine avait appris que Jérôme retirait le commandement au général Vandamme, elle était en proie à la tristesse. De continuels pressentiments l'étreignaient, elle vivait sous la menace d'un malheur.

Un jour que le Maréchal de la Cour, inquiet de la voir si sombre, lui faisait observer que l'anniversaire de son mariage approchait et qu'elle aurait à le célébrer par une fête, même intime, elle éclatait en sanglots, se retirait précipitamment, sans prononcer une parole.

Le 29 Juillet cependant, Catherine se résigne à paraître au spectacle, dans la salle de Napoleonshöhe. Mais au moment où elle va quitter ses appartements, un courrier du Roi arrive au château.

A peine a-t-elle ouvert la lettre qu'elle pâlit! Elle relit encore et son trouble augmente : ce sont les lignes écrites à Neswij, celles où Jérôme annonce son prochain retour.

La Reine ne laisse rien soupçonner de la nouvelle ; calme, presque souriante, elle paraît dans la loge royale, y reste jusqu'à la fin du spectacle.

Son premier sentiment avait été l'effroi. Quelles seraient les suites d'une pareille décision? Quelle attitude l'Empereur allait-il avoir vis-à-vis de Jérôme? — Puis, à la réflexion, ses craintes s'apaisèrent et, loin de redouter le courroux de Napoléon, elle eut la tentation de se révolter contre son injustice, de faire connaître par le *Moniteur* la cause réelle du retour.

Averti de son projet, le Roi l'en détourna bien vite, lui rappelant que mieux vaut avoir tort que raison envers un plus puissant que soi.

D'après tous les calculs, Jérôme ne pouvait être à Napoleonshöhe avant le 18, et la Reine avait déjà exa-

miné et approuvé le programme des fêtes qui, chaque 15 Août, célébraient l'anniversaire Impérial. Malgré ses angoisses, elle avait promis d'y paraître, comme aux jours de joie.

Les préparatifs étaient commencés, lorsque, dans la nuit du 11 au 12, un grand bruit de chevaux, un cliquetis d'armes réveillent le château.

On croit sur le moment à un renouveau de sédition, à quelque tentative des patriotes allemands; mais l'alerte est vite dissipée à la vue d'un escadron de Gardes-du-Corps précédant le Roi de très peu.

Le passage de l'escorte a réveillé Cassel. Dès l'aube, la ville entière sait la nouvelle; le canon gronde, les drapeaux flottent aux fenêtres, la foule se dirige vers Napoleonshöhe, où les ministres sont accourus déjà.

Trois jours plus tard, la fête de l'Empereur est solennellement célébrée, avec *Te Deum*, dîner à la Cour, représentation de gala. Pour le peuple, des fontaines de vin coulent, on distribue saucisses et pains, jambons et pâtés.

Le Roi est venu au palais pour y donner des décorations de son ordre; puis il reçoit les Autorités du département de la Fulda, écoute les discours et répond au préfet qui exprimait les vœux de tous :

« Nous sommes dans des circonstances où l'on ne se se soutient que par des efforts; mais ces efforts-là seront couronnés d'un heureux succès, et j'espère que le temps viendra où je pourrai soulager mes sujets : cette époque, n'en doutez pas, sera la plus heureuse de ma vie. »

Contrairement à l'étiquette, il n'y a pas eu cercle après le théâtre, et le Roi s'est retiré avant le souper. « La joie

ne battait que d'une aile, » écrit le ministre de France, et chacun devinait bien de la tristesse et de l'amertume sous l'apparente gaîté.

Les rumeurs traîtreusement répandues de toutes parts, exploitées par les ennemis de la France, ont inquiété les esprits.

Certains habitants de Cassel sont à ce point surexcités, que, lorsque la duchesse de Rovigo, traversant la ville, veut s'arrêter à l'auberge de la Maison Rouge, l'hôtelier lui en défend l'entrée.

Un arrêté de police ferme l'auberge pour quatre jours, enjoint à tous ceux qui l'habitent de chercher un gîte ailleurs.

L'agitation commence à gagner la province. Pour rendre confiance aux fidèles, Jérôme et Catherine vont faire un rapide voyage à travers leurs départements, s'arrêtant surtout dans les villes ouvrières, visitant les mines, les fabriques,

Aux salines d'Allensdorf, où l'on ne le connaissait pas encore, le couple royal est populaire dès la première heure. Les paysans, auxquels les partisans de l'Électeur disaient à satiété l'orgueil du frère de Napoléon, ne peuvent en croire leurs yeux lorsque le Roi et la Reine leur tendent la main, causent avec eux familièrement.

Depuis l'aventure malheureuse de Neswij, Jérôme rêvait plus que jamais d'une Westphalie indépendante. Aussi, en descendant le Weser, au sortir de Karlshafen, près du célèbre monastère des Bénédictins de Corvey, il songe que le Prince-Abbé qui vit là, parmi les ruines d'une puissance neuf fois centenaire, serait pour le clergé du Royaume un chef d'une haute autorité.

Quelques heures passées avec le prélat affermissent ces projets : l'Abbé deviendrait archevêque de Cassel, l'église Saint-Martin, enlevée au culte protestant, serait cathédrale catholique; et la Westphalie échapperait à l'autorité spirituelle du Prince-Primat.

Mais, ainsi que tant d'autres, ce plan parvient vite à la connaissance de l'Empereur. De Wilna, il fait écrire à Reinhard :

« Sa Majesté m'ordonne de vous prescrire de faire sentir au Roi combien il est peu convenable, peu opportun dans les circonstances, de transformer l'église principale des Protestants de Cassel en église catholique. De telles mesures ne doivent pas même être prises dans les temps ordinaires, sans avoir été longtemps et mûrement réfléchies. Il est toujours du plus grand danger de toucher aux matières de religion... Cassel étant protestante, il faut y laisser les Protestants tranquilles. »

Les nouvelles de la formidable campagne engagée avec la Russie étaient la grande préoccupation du Roi; aussi apprend-il avec orgueil la bravoure de ses Westphaliens, leur vaillance devant la fatigue, leur héroïsme sous le feu.

A la bataille de la Moskowa, l'Empereur a admiré ces troupes, méprisant la mort qui frappait à coups furieux dans leurs rangs, y abattait cinq cents hommes.

Parmi les officiers tombés dans la mêlée ou qui succombèrent à leurs blessures, voici Tharreau, Lepel, Gilsa, Stockhausen, Knorr et tant d'autres. Les ambulances reçoivent deux mille cinq cents Westphaliens.

Aussi, pour récompenser les soldats de son frère et leur

témoigner sa confiance, Napoléon, arrivé à Moscou, partage, tout un jour, la garde du Kremlin entre ses grenadiers et le 7e régiment westphalien.

Jérôme assistait au *Te Deum*, chanté à Cassel en l'honneur de la victoire de la Moskowa, quand on lui remet la dépêche annonçant l'entrée dans Moscou. Aussitôt il ordonne de nouvelles actions de grâces pour fêter, le lendemain, cet autre triomphe. Le parc de Napoleonshöhe est illuminé; la Capitale se pavoise, les pauvres reçoivent vêtements et argent. Un chambellan prend en hâte le chemin de la Russie pour porter aux troupes westphaliennes les félicitations du Roi et leur distribuer des décorations.

L'élan joyeux de Cassel reste malheureusement sans écho dans la plus grande partie du royaume, en Hanovre surtout, où la puissance des patriotes allemands gagne chaque jour.

On signale mainte église que les fidèles ont quittée dès les premières mesures du *Te Deum*. Certains avis annoncent que Dörnberg, déguisé en juif, a pu pénétrer en Westphalie et y prépare un nouveau soulèvement. On se répète tout bas qu'un complot a été découvert, au moment même où le Roi allait tomber sous les coups de ses assassins.

Les ministres manquent de confiance dans la garnison de Cassel, composée de conscrits; ils supplient le Roi de réclamer le prompt retour de sa Garde. Mais déjà, des rumeurs inquiétantes arrivent de Russie, des bruits vagues de défaites succèdent aux courriers triomphants, et le Roi se refuse à diminuer les forces de la Grande Armée.

Paris semble ne rien soupçonner encore du drame ter-

rible qui commence, à en croire cette lettre, adressée par le Roi à Madame Mère, le 26 Octobre :

« Ma chère Maman, je croyais, d'après ce que vous aviez écrit à la Reine, que M. de Cazes m'apportait quelque chose d'intéressant de votre part. Mais quel a été mon étonnement quand j'ai vu que c'est seulement pour les affaires des dotations de la Princesse Pauline qu'il est venu, et que votre lettre est pour me demander la véritable raison de mon retour. Comme je vous l'ai dit, ma santé est tout à fait rétablie et aucune mauvaise raison n'a commandé mon retour de l'armée. »

Le baron Bodenhausen, envoyé par Jérôme pour complimenter l'Empereur, a été reçu à Malo-Jaroslawetz, le soir même de la bataille, et les premiers mots de Napoléon ont été pour demander des renforts.

C'est que les Wesphaliens, déjà si éprouvés dans la victoire, sont au premier rang des martyrs, sitôt que commence la retraite. Avant qu'Octobre soit achevé, les Cuirassiers sont réduits à soixante hommes ; quatre-vingt dix blessés sont tout ce qui reste des cinq cents Chasseurs de la Garde. Les troupes royales comptaient encore cinq mille quatre cents fantassins et six cents cavaliers en quittant Moscou ; leur nombre est bien réduit après la journée de Krasnoï, où elles ont ouvert un passage à l'Empereur.

Personne dans le Royaume n'eût voulu croire à l'épouvantable désastre qui allait semer le deuil à travers la Westphalie. Chacun espérait encore un retour de la fortune et attendait le bulletin de victoire qui devait tout sauver, le jour où la statue de l'Empereur, sculptée par Chaudet, est inaugurée solennellement sur le Königsplatz de Cassel, (12 Novembre).

Une fontaine monumentale lui sert de piédestal et porte cette inscription :

LA WESTPHALIE RECONNAISSANTE
a érigé ce monument
en 1812
à son fondateur
NAPOLÉON PREMIER
EMPEREUR DES FRANÇAIS
ROI D'ITALIE
Protecteur de la Confédération du Rhin,
Médiateur de la Confération Suisse.

Un soleil radieux étincelle sur la fête; il fait resplendir au loin le palais de Napoleonshohe. Sur la place, autour de laquelle est rangée la Garde nationale, le ministre de l'Intérieur termine ainsi son discours :

« N'oublions pas, Messieurs, et pénétrons-nous bien plutôt de cette grande vérité, que ce ne peut être encore le temps de la récolte, mais celui du labour et des semences. La naissance des États n'est pas plus exempte de douleurs que celle des hommes. Régner fut dans tous les temps une tâche bien difficile, mais le sceptre aujourd'hui serait un fardeau trop pesant pour qui ne saurait pas le porter d'une main vigoureuse. »

Trois jours après, l'anniversaire du Roi était célébré dans l'intimité de Catharinenthal, la résidence favorite de la Reine. Jamais les pauvres n'étaient oubliés en ces heures-là, et le 15 Novembre 1812 est marqué par la création d'une Société de Charité Maternelle, calquée sur celle de Paris.

Le 27 Novembre, cent dix mourants se traînent près de la Bérésina. Des superbes uniformes westphaliens d'au-

trefois, il ne reste que haillons innommables, que lamentables débris.

Le capitaine Von Altenbockum et les quelques officiers survivants ont enroulé à leurs ceintures les loques bleues et blanches qui furent les drapeaux, partis de Cassel au milieu des cris enthousiastes et des vœux de victoire.

Napoléon n'exagérait pas en écrivant à son frère ce billet d'un si terrifiant laconisme : « Il n'existe plus rien de l'armée westphalienne. »

Les survivants des troupes royales se dirigent sur Thorn, passant par Nordenburg, Schlippenbeil, Heilsberg, Osterode et Lobau, sous les ordres du duc d'Abrantès.

Ce que sont les tortures de la retraite, une lettre de Berthier à l'Empereur, datée de Wirballen le 16 Décembre, le dit avec une farouche simplicité :

« ... On ne pouvait faire sortir les soldats des maisons. Il semble que l'effet du froid met l'homme dans un état de stupeur qui lui ôte tout sentiment. Les quatre cinquièmes de l'armée a les pieds, les mains ou la figure gelée. Votre Majesté ne peut se faire une idée des souffrances et de l'état de désorganisation dans lequel la rigueur du froid a mis l'armée... J'afflige Votre Majesté, mais Elle doit tout savoir. »

Maintenant le malheur est sur la Westphalie. Aucune tristesse ne sera épargnée à la dernière année du règne et l'Histoire offre peu d'exemples d'un pays aussi impitoyablement poursuivi par la fatalité.

Le 16 Décembre, un avis de M. de Stölting, chargé d'affaires westphalien auprès de la Cour de Saxe, apprenait que l'Empereur avait traversé Dresde dans la nuit du 13 au

14, poursuivant sans arrêt sa route vers Paris. Sur l'heure, Jérôme dépêche M. de Bongars à Vacha, pour saluer Napoléon au passage, surtout pour apprendre quelque chose de ses volontés et de ses plans. Mais déjà la voiture de poste a franchi les frontières, et l'envoyé regagne Cassel, n'apportant pas ombre de nouvelles.

L'angoisse est partout : on sait, sans connaître encore les noms des morts, que les troupes royales ont été presque anéanties en Russie. Chacun se sent menacé d'une révélation cruelle, le pressentiment du deuil est dans toutes les maisons.

Soudain, des ordres pressants de l'Empereur réclament de nouvelles levées de troupes. C'est la guerre encore! Toujours la guerre! Le fantôme des batailles est l'obsession constante.

Jérôme, qui ne sait rien que par les rumeurs sinistres venues jusqu'à Cassel, veut apprendre la vérité, si funeste soit-elle. Le 28 Décembre il écrit au Major-Général :

« Mon Cousin, j'envoie le chambellan comte d'Oberg, l'un de mes officiers d'ordonnance, pour prendre des renseignements sur mon armée, dont je n'ai pas entendu parler depuis son départ de Mojaïsk, ainsi que pour donner des secours à ceux de mes officiers, sous-officiers et soldats qui en auraient besoin et me rapporter les détails des pertes que j'ai sans doute éprouvées.

« Je désire, mon Cousin, que vous donniez l'ordre à tous les officiers supérieurs dont les Corps sont en Westphalie, tels que le général Lessberg, colonel Müller, le baron de Busch-Munch, le comte de Hœne, etc., de se rendre à leurs corps où leur présence est nécessaire; et comme je suppose que la plus grande partie de mon artillerie est perdue, je

vous prie également de donner l'ordre au général Allix de revenir à Cassel pour créer un nouveau matériel et former un nouveau personnel, ce général étant Directeur Général de l'artillerie, du génie et des ponts-et-chaussées, et ne m'ayant suivi à l'armée que parce que l'Empereur lui avait donné le commandement de l'artillerie de l'aile droite ; sans cela, je me trouverais, la campagne prochaine, hors d'état de fournir de nouveaux renforts. »

Prudemment, lentement, pas à pas, les émissaires allemands profitent du désarroi. Ils se glissent partout, sèment la défiance et prêchent la révolte.

Pour qui tant de sang doit-il être versé? S'agit-il de défendre la Westphalie ou de soutenir le trône de Jérôme? Non, c'est la France seule, dont la suprématie est en jeu; c'est pour son orgueilleuse gloire que la conscription fera les femmes veuves, les maisons désertes, les champs incultes.

Inquiet du mouvement de révolte qui se manifeste dans les moindres villes d'Allemagne, effrayé de cet appel à l'indépendance qui partout commence à gronder, le duc de Rovigo a, dans une lettre du 26 Octobre, confié ses craintes au duc de Bassano :

« ... L'on ne cesse, m'assure-t-on, de travailler l'esprit public dans un sens contraire aux intérêts de la France, par une foule de petits moyens qui paraissent échapper à la surveillance des autorités locales, mais qui n'en produisent pas moins d'effet sur la multitude.

« Les portraits du duc d'Œls, de Kutusoff, de Wellington sont répandus partout avec profusion. L'on expose publiquement, dans un cabinet de figures ouvert à Brüns-

wick, ceux des Bourbons émigrés et de Guillaume Tell, l'assassinat d'un général français par le peuple de Rome, des scènes représentant des victoires remportées sur les Français par les insurgés espagnols...

« Le nombre des sociétés secrètes augmente, ajoute-t-on, de jour en jour; les affiliés, au moyen d'un langage de convention qui n'est compris que d'eux seuls, se communiquent réciproquement, en public, leurs sentiments sur les événements politiques. Dans un repas donné, il y a peu de temps, à Magdebourg, l'on portait de fréquentes santés à saint Pancrace qui, pour les initiés, était le prince Bagration, dont on célébrait l'heureuse retraite. »

Les désertions se multiplient, encouragées par les tentatives de soulèvement. Dans quelques villes, le cri ancien « Vive l'Électeur! » résonne en pleine rue, le 1er Janvier; dans plusieurs Universités, les étudiants répandent ouvertement des chansons séditieuses; des Aigles sont arrachées et brisées.

L'hiver s'annonce d'une effroyable rigueur : au début de Décembre, le thermomètre descend à 22°, aggravant la misère des pauvres, auxquels Jérôme fait des distributions de bois, de vivres, de vêtements. Et le déficit s'accroît, et, du Trésor presque vide, la France va réclamer d'autres subsides encore.

CHAPITRE VI

FIN DU RÈGNE

Ce ne sont plus les tentatives d'aventuriers qui sont à craindre. Le temps est loin où les folles équipées d'un Dörnberg ou d'un Schill paraissaient un redoutable péril : un soulèvement général menace à présent l'existence même du Royaume.

Les agents westphaliens envoient des avis plus inquiétants chaque jour. De Gotha, le 31 Décembre, l'un d'eux écrit à M. de Fürstenstein :

« ... On dit ici à qui veut l'entendre, que les Russes, favorisés par le temps, ont non-seulement entièrement défait l'armée de Napoléon, mais encore que 60,000 Français ont passé du côté de l'ennemi et se sont battus contre leurs compatriotes... Vous ne pouvez vous figurer quelle dangereuse impression de telles nouvelles font dans l'esprit public. Pour peu que cela continue de la sorte, ce sera vraiment un miracle s'il se passe quatorze jours sans qu'il arrive un malheur général...

« L'on dit aussi que l'Allemagne entière sera inces-

samment occupée par les Russes; que les pays qui prendront à temps les armes contre les Français, non seulement seront épargnés, mais qu'ils auront encore une belle perspective de bonheur; que les autres, à l'exemple des habitants de Königsberg, seront tous passés au fil de l'épée, et leurs possessions données aux habitants russes qui ont éprouvé des pertes dans cette guerre...

« Ici, dans la Hesse, on a déjà disposé tous les instruments de révolte et d'insurrection, tels que fourches, armes de toute espèce et de plus, on est en relation très suivie avec Eisenach, Altenbourg, Langensalza, et Mülhausen.

« Environ à une lieue et demie d'ici, où commence la Hesse, il y a chaque jour des correspondances très importantes, où l'on fait des plans. »

Mais, comme un défi à tant de découragement et de lassitude, Napoléon a préparé la campagne prochaine.

Il faut arrêter l'Europe aux frontières de l'Empire, et Magdebourg est choisie comme un des centres d'opération. La Westphalie devra subvenir, un an durant, à l'approvisionnement d'une garnison de vingt mille hommes.

Jérôme déclare à l'Empereur que le pays est incapable d'un pareil effort, que cela équivaut pour le Royaume à un décret de ruine. A ses supplications il n'est répondu que par un arrêté ordonnant que Magdebourg soit approvisionnée pour 15,000 hommes, 2,000 chevaux, qu'un hôpital y soit installé, dans lequel 2,000 malades pourront recevoir des soins.

La France consentira à supporter moitié des dépenses, mais à cette condition qu'avant le 1er Mars, deux millions de boisseaux d'avoine, soixante mille quintaux de farine,

des réserves de viande pour six mois, seront réunis dans la place.

Une lettre du duc de Bassano au baron Reinhard, datée du 15 Janvier 1813, lettre où s'entremêlent les projets de l'Empereur pour la France et ses volontés concernant la Westphalie, insiste encore sur cet approvisionnement de Magdebourg, qui peut porter le dernier coup aux finances royales :

« Monsieur le Baron,

« Je vous envoie copie du rapport que j'ai fait à Sa Majesté et dont je viens, par ses ordres, de donner communication au Sénat. Un Senatus-Consulte conforme aux propositions de ce rapport, sera rendu demain. Vous pouvez, monsieur le baron, faire connaître mon rapport au Roi, en ayant soin d'empêcher qu'il soit imprimé jusqu'à ce qu'il ait été publié à Paris.

« La défection du général d'York va ajouter encore à l'exaltation des sentiments dont toute la France est animée. Des offres de corporations et d'individus arrivent de toutes parts. Chacun des cantons de l'Empire veut offrir à Sa Majesté un certain nombre d'hommes habitués à l'exercice du cheval, habillés, équipés et montés. Les Conseils des départements veulent présenter de jeunes et riches citoyens armés, habillés et montés pour former une Garde d'Honneur à cheval à l'Empereur et au Roi de Rome. Je ne sais si Sa Majesté acceptera ces offres qui manifestent du moins l'enthousiasme et l'amour des Français.

« Je vous ai déjà écrit, monsieur le baron, pour vous recommander l'approvisionnement de la place de Magdebourg. Veillez à ce que cet approvisionnement ne se borne pas aux besoins de la garnison de cette ville et soit étendu,

de manière à suffire aux besoins des armées: s'il en était autrement, le Roi compromettrait les intérêts les plus chers et trahirait la cause commune. Parlez au Roi, parlez aux Ministres, passez des notes et envoyez même des hommes sûrs à Magdebourg pour bien connaître ce qui s'y fait.

« Sa Majesté a fait discuter au Conseil d'État des dispositions pour le Couronnement de l'Impératrice et du Roi de Rome, et un projet de Senatus-Consulte pour déférer, le cas arrivant, la régence à l'Impératrice. Ces dispositions ne tarderont pas à être adoptées. Le Couronnement est fixé pour le premier dimanche de Mars. On y appellera beaucoup plus de monde que pour le couronnement de l'Empereur... »

Il n'est ni discussion, ni résistance à tenter : de nouveaux impôts s'abattent sur le Royaume.

Jérôme accablé, sans illusions pour l'avenir, décide que les fêtes de la Cour seront remises à des temps meilleurs : il veut donner l'exemple de l'économie, supprime les dépenses inutiles, sévit contre des abus jusque-là tolérés.

Car il ne s'agit pas uniquement de Magdebourg : il faut aussi créer toute une armée, improviser sans retard bataillons et escadrons.

Des 700 Chevau-légers qui avaient suivi la Grande-Armée en Russie, 17 cavaliers seulement sont rentrés à Cassel. L'artillerie est anéantie et le général Allix, dont les canons et les bagages sont restés là-bas, dans la retraite, ne ramène que 4 officiers et 5 sous-officiers, commandant à des soldats exténués.

Des 800 officiers partis de Westphalie, 226 seulement revoient la Patrie; la proportion des hommes survivant au désastre est plus terrifiante encore.

On fabrique des armes, on travaille sans relâche. Le Roi est partout; il encourage les ouvriers, parle aux conscrits, passe des revues. Cependant ces jeunes soldats ne lui font pas oublier leurs aînés : pour les Invalides il fonde l'établissement de Karlshafen; il décrète que les femmes et les enfants des Westphaliens prisonniers en Russie, toucheront les pensions de veuves et d'orphelins; il prodigue décorations et médailles à ceux dont la bravoure lui fut signalée.

Mais la confiance a disparu; l'indiscipline règne parmi les troupes, les symptômes de révolte se manifestent.

Le prince Victor-Amédée de Hesse-Rheinfels-Rothembourg, non content de résider hors de Westphalie malgré un décret de Janvier 1813 qui l'y oblige, refuse encore la clé de chambellan envoyée de la part du Roi, et la princesse n'accepte pas le titre de Dame du Palais.

En voyant la noblesse, si longtemps prodigue d'humilités et d'hommages, relever soudain la tête, faire parade d'une tardive indépendance, le peuple devine ce qu'on veut lui cacher; il pressent que la lutte suprême est proche.

Alors qu'il faudrait n'avoir d'autre pensée que l'apaisement des misères, les préparatifs guerriers forcent à un surcroît de contributions.

Le Gouvernement royal fait remarquer au ministre de France, qu'en exaspérant les Westphaliens on porte une terrible atteinte à la Cause commune; que toutes les mesures imaginables ne suffiront pas à former une armée, à remplir les engagements envers l'Empire, à fournir transports et subsistances aux troupes en marche, à approvisionner Magdebourg.

Pourtant le Roi est résolu à tous les sacrifices encore possibles, même à celui de sa couronne.

Dans une lettre à l'Empereur, auquel il demande le commandement des armées stationnées entre l'Elbe et le Rhin, Jérôme le prie d'appeler Catherine à Paris, afin qu'il puisse disposer de toutes les troupes westphaliennes, sans en distraire aucune pour la garde de la Reine. Complètement libre alors, il se porterait en avant, et au besoin s'enfermerait dans Magdebourg.

C'est encore la correspondance échangée entre le duc de Bassano et le baron Reinhard, qui nous apprend comment Napoléon accueille les projets de son frère :

« ... J'ai remis à Sa Majesté la lettre autographe que le Roi lui a écrite. La proposition que fait ce Prince de s'enfermer à Magdebourg, a plu à l'Empereur. Ce vœu du Roi est un motif de plus pour Lui de tout faire pour l'approvisionnement complet de cette place. Mais les choses n'en sont pas encore et n'arriveront probablement pas au point où la résolution du Roi puisse être exécutée. Son imagination va plus vite que les évènements. Les mesures prises par Sa Majesté, les moyens dont Elle dispose, assurent que la nécessité d'un tel parti ne se présentera pas... »

Si l'approvisionnement de Magdebourg est fait pour 15,000 hommes et 2,000 chevaux pendant un an, s'il y est établi un hôpital pour 2,000 malades, l'Empereur consent à prendre à sa charge la moitié des dépenses; à son compte aussi figureront les deux millions de boisseaux d'avoine, déclarés indispensables dans un bref délai. Ainsi, affirme le duc de Bassano, il ne peut y avoir difficulté à ce que le Roi fournisse les 20,000 hommes de troupes et les 1,500 chevaux qui forment son contingent. L'artillerie westphalienne devra être composée d'environ 40 pièces.

Napoléon demande encore que son frère lève un régi-

ment de mille hommes, dont le Trésor impérial paiera les chevaux, l'habillement, l'équipement, l'armement et la solde.

Quant au départ de la Reine, l'Empereur n'entrevoyant la possibilité d'aucun danger sérieux pour Cassel, pense que cette décision produirait un mauvais effet, et qu'il sera temps d'en reparler si les évènements prennent une tournure imprévue.

Un vent de révolution soufflait maintenant sur l'Allemagne. Le Roi de Prusse partait précipitamment pour Breslau ; le grand-duché de Berg se soulevait aux cris de « Vive Alexandre! vivent les Russes! » ; les conscrits westphaliens refusaient de rejoindre leurs régiments.

A Berlin, les jeunes soldats déclaraient qu'ils désobéiraient à Frédéric-Guillaume, s'il leur ordonnait de combattre dans les rangs des troupes impériales.

Des habitants de Hanau maltraitaient des officiers français et la foule arrachait les assaillants des mains de la police.

L'espionnage fonctionne jusque dans l'entourage des Souverains de Westphalie, au point que des lettres écrites par Napoléon et par Marie-Louise, leur arrivent ouvertes. Il en est de même de la correspondance échangée entre le Roi de Würtemberg et sa fille.

Obéissant aux instructions de Paris, Reinhard demande de fréquentes audiences pour redire et répéter à Jérôme combien l'Empereur est impatient de voir terminée la réorganisation de son armée, combien il lui tarde d'ap-

prendre que vivres et munitions sont dirigés sur Magdebourg.

Un jour, que le ministre de France insistait plus encore que de coutume, le Roi répond :

« Lorsque la Westphalie succombera de misère et que les habitants aimeront mieux se faire tirer des coups de fusil que de donner leur dernier morceau de pain, c'est à vous qu'on reprochera de n'en avoir pas fait connaître la véritable situation. Votre devoir est de dire la vérité, même au risque de déplaire, d'être rappelé, d'être disgracié. Après trois mois, on vous rendra justice. »

La perspective d'une disgrâce manquait d'attraits pour Reinhard. Il continue à taxer d'exagérations les plaintes et les inquiétudes du Roi, qui, à la fin de Février, charge son envoyé à Paris, le comte de Wintzingerode, d'exposer la misérable situation de ses États :

« Les évènements se pressent — lui écrit-il. La Grande Armée va être réunie derrière l'Elbe. Trente mille hommes et trois mille chevaux sont à l'entour de Magdebourg. Passé le 15 Mars, si l'Empereur ne m'envoie pas d'argent, il me sera impossible de les nourrir. Il faudra qu'ils soient à discrétion chez l'habitant. Qu'en arrivera-t-il? Trois mois d'approvisionnement viennent d'être faits par la Westphalie ; le quatrième est sur le point d'être achevé.

« Les contributions, entr'autres du département de l'Elbe, ne rentrent presque plus. Si l'Empereur ne nous fait pas payer quatre millions à compte sur ce qu'il nous doit, la marche du gouvernement se trouvera arrêtée *tout à coup* et les suites en sont incalculables.

« Mon Peuple est bon. Tant qu'il aura quelque chose, il

le donnera. Mais quand chaque sujet se trouvera vis-à-vis de rien, n'ayant plus que le choix de mourir de faim ou d'un coup de fusil, il n'est pas douteux qu'il ne préfère courir la dernière chance.

« J'ai appelé un grand nombre de conscrits et j'en suis fort embarrassé, n'ayant pas les moyens de les faire équiper, les fournisseurs ne voulant fournir qu'argent comptant.

« Vous devez, Monsieur le Comte, fixer l'attention du duc de Bassano sur le contenu de cette lettre, qui est de la plus exacte vérité et de la plus urgente importance.

« La Westphalie peut être dans ce moment-ci d'un grand secours à la France. Tout est prêt pour cela ; mais si on la laisse sans moyens, le Gouvernement s'écroulera ; on en aura de vifs regrets, mais il n'en sera plus temps.

« Je vous le répète, si l'on ne vous donne pas autre chose que des promesses, la fin de Mars verra la dissolution du gouvernement westphalien. »

En réclamant avec tant d'opiniâtreté ces dépenses multipliées, l'exécution d'engagements qui devaient en peu de temps achever la ruine de son frère, Napoléon n'obéissait pas à une fantaisie tyrannique, mais à une absolue nécessité.

Le Trésor de la France ne pouvait suffire à ces formidables préparatifs de guerre qui, de Madrid à Amsterdam, à travers l'Empire et les nations vassales, étaient l'unique et la suprême pensée.

Il fallait armer les recrues qui arrivaient de toutes parts, entretenir les trois cent mille hommes qui maintenaient l'Espagne, équiper cent mille chevaux ; et cela n'était pas au seul profit de l'Empire, mais aussi à celui des pays

alliés dont Napoléon devait garantir le territoire, sauver l'indépendance. N'était-il pas juste d'exiger de ces États une part dans les dépenses générales ?

Pourtant, devant les demandes réitérées de son frère, l'Empereur promet cinq cent mille francs en or, à compte sur les quatre millions que le Gouvernement français s'est engagé à verser à la Westphalie.

D'ailleurs, la question financière est reléguée au dernier plan : il ne s'agit plus maintenant que de dicter leur devoir aux chefs d'armée échelonnés sur une ligne immense ; et, pour tout combiner, un regard jeté sur la carte suffit à Napoléon.

Nous en avons un saisissant exemple encore dans la correspondance presque quotidienne, échangée entre le duc de Bassano et Reinhard.

« Sa Majesté — écrit le duc, à la date du 7 Mars — m'autorise à entrer avec vous dans des détails sur l'ensemble de Ses dispositions militaires. Elle juge utile que vous soyez parfaitement au courant, mais Elle s'en repose sur votre attachement à Sa personne et sur votre prudence pour l'usage que vous ferez de ce que je vais avoir l'honneur de vous écrire. »

Le ministre annonce que le Vice-Roi doit commander toute l'armée qui couvrira Magdebourg, l'Elbe et le Weser, et qu'il aura ainsi sous ses ordres : le 7ᵉ et le 11ᵉ corps, le contingent wesphalien, une division de la Garde et le Corps d'observation de l'Elbe.

Dans la seconde armée, que commandera l'Empereur lui-même, figurent les Corps du prince de la Moskowa et du duc de Raguse, quarante mille hommes de la Garde Impé-

riale, les contingents de Bavière, Bade, Darmstadt, Francfort, Wurtzbourg, etc.

Et, sous la dictée de Napoléon, Bassano énumère les mouvements que le Prince Eugène aurait à exécuter pour la défense de la Westphalie, les réglant suivant tous ceux que les Alliés pourraient combiner.

« Il n'est pas possible que l'ennemi ne passe l'Oder qu'avec de la cavalerie. S'il n'a pas, au delà de ce fleuve, une force suffisante en infanterie, le Vice-Roi, d'après les ordres qu'il a reçus, gardera Berlin.

« Si l'ennemi s'avançait avec de l'infanterie, le Vice-Roi se retirerait alors sur l'Elbe, et le général Reynier qui est encore sur l'Oder, se porterait à Torgau...

« En raisonnant dans une hypothèse peu probable, si le Vice-Roi étant arrivé à Magdebourg, les ennemis venaient à passer l'Elbe avec une grande force, ce prince ne devrait pas les attendre, l'intention de Sa Majesté étant qu'il évite un engagement général. Il laisserait à Magdebourg le général Haxo comme gouverneur et, avec les divisions de Wurtemberg et de Dessau, le contingent westphalien, le corps qui est sous ses ordres à Berlin, le corps d'observation et le 7e corps du général Reynier, il prendrait position sur les montagnes du Harz, de manière à maintenir sa communication avec Magdebourg, autant qu'il sera possible de protéger cette place et sa ligne d'opération par Cassel et Francfort sur Mayence. La citadelle de Torgau aurait une garnison saxonne.

« Si, enfin, hypothèse plus improbable encore, le Vice-Roi devait évacuer la position du Harz, il chercherait à en prendre une qui couvrît Cassel et Hanovre.

« Et, pour pousser les hypothèses au dernier terme, si le

Vice-Roi se trouvait dans le cas de quitter encore cette position, il passerait le Weser et sa ligne d'opération serait alors sur Wezel et non plus sur Mayence... »

A Jérôme, l'Empereur écrivait lui-même, indiquant tout ce qu'il aurait à faire pour soutenir le Vice-Roi :

Un corps d'observation, composé d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie, doit se porter sur l'Elbe, au point où le fleuve fait un coude entre Magdebourg et Hambourg.

Il faut faire reconnaître les diverses positions que le Vice-Roi pourrait être appelé à occuper, surveiller l'état des ponts sur la Fulda et le Weser, s'assurer de celui qui traverse le Weser à Hameln, ou vis-à-vis de Minden. Il faut redoubler de soins dans l'entretien des routes, et, en cas d'événements imprévus, établir des magasins et des manutentions sur plusieurs points.

De jour en jour, la situation s'assombrissait : chaque heure apportait son inquiétude nouvelle, et, quoique l'Armée Impériale occupât déjà une partie de ses positions, les Cosaques se glissaient au travers de tous les obstacles, terrorisaient les campagnes.

Sur la route de Berlin à Dresde, ils venaient d'enlever M. de Linden, représentant de la Westphalie auprès de la Cour de Prusse. Aussi, quoique l'Empereur désirât voir la Reine prolonger son séjour à Cassel, Jérôme ne veut pas, en retardant davantage son départ, lui laisser courir les risques de semblable aventure.

Le 10 Mars, elle prend la route de Paris. Mais elle n'entend pas que son voyage puisse être regardé comme un abandon ; elle emmène une partie du service d'honneur : Mmes de Bocholtz, de Fürstenstein, de Pappenheim,

d'Oberg, le comte de Bussche et le comte d'Oberg. M. de Boucheporn la précède de quelques heures.

Par Wetzlar, Coblence et Bruxelles, la Reine de Westphalie gagne la France. C'est le chemin que Napoléon a fixé lui-même à sa belle-sœur, pour que ses voitures ne soient pas arrêtées par le passage des cent mille hommes défilant sur la route de Francfort.

Les premières instructions de l'Empereur indiquaient l'hôtel du cardinal Fesch comme résidence de Catherine à Paris; mais, à l'entrée de Péronne, M. de Canouville, lui remet une lettre de Napoléon, qui la prie de s'arrêter d'abord à Compiègne, son arrivée soudaine dans la Capitale pouvant être très mal interprétée et causer certaines inquiétudes.

Le comte de Wintzingerode, ministre de Westphalie en France, et un des grands officiers de la Couronne attendent la Reine, pour la complimenter au seuil de la résidence impériale. Elle n'y reste que quelques heures, car un nouveau billet de Napoléon l'appelle à Trianon [1], où elle arrive triste, désespérant de l'avenir; mais à peine a-t-elle vu l'Empereur, que sa foi renaît, que le sourire a raison des larmes.

Meudon, qui appartient au Roi de Rome, lui est donné comme résidence provisoire.

1. Lettre du duc de Bassano au baron Reinhard, datée du 17 Mars.

« ... S. M. la Reine de Westphalie est depuis hier à Compiègne. Elle n'avait pas annoncé son arrivée à Paris, et l'on n'a pas pensé qu'elle dût se rendre dans cette capitale. Les visites d'usage et de déférence que Sa Majesté n'aurait pu se dispenser de recevoir n'eussent pas été d'un bon effet dans les circonstances actuelles et avec les bruits qui circulent dans Paris sur la situation des armées.

« D'ailleurs, l'Empereur ne se trouve point en ce moment dans sa Capitale. Il est à Trianon et son départ pour Mayence ne peut être éloigné. Aussitôt qu'Il a été informé de l'arrivée de la Reine, Il a envoyé un de ses grands-officiers pour la complimenter à Compiègne, où toutes les dispositions avaient été prises pour qu'Elle y fût parfaitement établie avec sa suite. »

Elle en prend possession au commencement d'Avril, entourée de sa petite Cour. Le château est froid, les communications avec Paris sont difficiles, mais la certitude de bientôt rejoindre son mari, soutient la Reine : chaque jour, elle écrit de longues lettres pleines de projets, à Jérôme ou à son père, à Madame Mère, à ses belles-sœurs.

Partie de Cassel à l'improviste, sans supposer que son absence pût se prolonger et n'emportant que les sommes nécessaires à un court séjour en France, Catherine se trouve bientôt sans ressources; et le Roi, qui consacre ce qu'il possède encore à l'entretien des troupes, aux travaux de défense, ne peut rien envoyer à Meudon.

Force est de s'adresser à l'Empereur, de le prier de venir en aide à la Reine de Westphalie comme il le fait pour le Roi et la Reine d'Espagne.

Le moment est peu propice à de telles négociations : Napoléon va partir pour l'armée; il vient de confier la Régence à Marie-Louise, lui a donné comme conseillers Cambacérès, Fouché, Talleyrand et Regnault de Saint-Jean d'Angély. Mais la campagne doit être de courte durée : chacun est là-dessus de l'avis de l'Empereur, qui a interdit à Jérôme de s'enfermer dans Magdebourg, comme il en exprimait le désir, attendu qu'avant un mois les régiments ennemis s'en seront allés en fumée.

Le 4 Mars, le Prince Eugène avait abandonné Berlin et massait ses troupes derrière l'Elbe, où il s'appuyait sur Magdebourg.

C'est le commencement de la défaite.

Le général Carra Saint-Cyr va évacuer Hambourg, où les Russes de Tettenborn entreront triomphants; des soulèvements éclatent en Hanovre; les agents prussiens

répandent à travers villes et hameaux, un manifeste de Frédéric-Guillaume qui va réveiller le patriotisme assoupi :

« Ce n'est ni par ma volonté, ni par ma faute, que vous avez été arrachés de mon cœur paternel, vous, mes sujets jadis si dévoués et tant aimés! Je compte sur votre attachement, la Patrie met son espoir en votre force. Obéissez aveuglément à ceux que j'envoie vers vous pour porter mes ordres et guider vos efforts! Le jour du salut est arrivé, l'heure de la rédemption sonne : voici la délivrance et la résurrection!... »

Les préparatifs de guerre, la reconstitution de l'armée, l'achat des munitions, la fabrication des armes ont réduit les finances westphaliennes à une telle détresse, que le Roi donne secrètement l'ordre de suspendre le traitement des fonctionnaires.

Pour comble de misère, la disette menace certains départements. Jérôme voudrait y envoyer des secours, y faire transporter des vivres; mais les commerçants auxquels on s'adresse, ne veulent plus rien livrer que contre argent comptant.

Dans les campagnes, où les nouvelles inquiétantes sont répandues, souvent inventées de toutes pièces par les émissaires allemands, les paysans, excités contre les Français, aiguisent leurs faulx, préparent leurs vieux fusils.

Ce ne sont plus seulement des bandes de Cosaques pillards qui harcèlent les frontières : par bataillons entiers, les Alliés pénètrent sur le territoire westphalien et engagent franchement la bataille.

Les Prussiens entrent dans Langensalza, puis à Wanfried, où ils font prisonniers un colonel, 50 fantassins, 80 hussards, et enlèvent cent chevaux. De même Eisenach

et Nordhausen sont envahis et dépouillés; Halle acclame les Cosaques.

Aujourd'hui, prises par l'ennemi, ressaisies demain par les troupes royales, victimes des réquisitions des Russes et des Prussiens, ces pauvres cités vivent une existence de douloureuses angoisses.

En vain, le Roi réclame des renforts, qui n'arrivent pas. Il écrit, le 18 Avril, au prince de Neuchâtel :

« ...N'ayant que des conscrits sans expérience et sachant à peine manier leurs armes, il n'est pas douteux que je me trouverai dans deux jours dans une situation très critique, si je ne reçois pas les troupes que j'ai demandées.

« S'il ne s'était agi que de ma personne, je n'aurais pas pris sur moi de faire cette demande, parce qu'avec un régiment on est toujours à temps de se retirer en présence de l'ennemi; mais il s'agit du point important de Cassel, tant pour les communications de l'armée que pour les magasins qu'il renferme.

« D'ailleurs, je ne puis vous dissimuler que si je faisais un pas rétrograde, tout le royaume serait en feu. »

Le surlendemain, il insiste de nouveau. Les troupes que le général Teste doit amener à Cassel ne sont pas arrivées encore; les meilleurs soldats westphaliens, sous les ordres de Hammerstein, sont dans les défilés d'Udra, à une lieue de Heiligenstadt qu'ils ont dû évacuer, et ils risqueront tout plutôt que d'abandonner cette position, dernier rempart de la Capitale.

Il faut au Roi deux mois au moins pour être sûr de sa jeune armée, « car il est impossible d'exiger des paysans qui ont encore peur de leur fusil, et de cavaliers qui ne

peuvent pas se tenir à cheval, qu'ils attaquent et battent des troupes déjà organisées. »

Dans Cassel, Jérôme relève les courages défaillants, se rallie les dévouements incertains par sa bravoure sans pose. En vain tout présage l'anéantissement prochain du Royaume, il garde sa religion profonde en la Gloire Impériale. Les jours de détresse sont malheur passager et une éclatante revanche doit les suivre.

Le Trésor est vide, et il faut de l'argent quand même pour payer les armes, pour équiper les conscrits : le Roi vend ses chevaux, ses carrosses.

Comme il est loin, le temps des fêtes! Si, à de rares soirs, les fenêtres de Napoleonshöhe s'allument encore, c'est qu'il faut prouver l'infamie des légendes contant que le mobilier des résidences a été envoyé au loin, que les œuvres d'art sont mises en lieu sûr.

Cloches et canons, salves et carillons surprennent Cassel au matin du 4 Mai.

Depuis de longs mois, on avait désappris la voix de ces messagers de victoire; la foule emplit les rues, s'entasse aux abords du palais.

Une fois de plus, Napoléon a mis en déroute Russes et Prussiens : la Garde d'Alexandre et celle de Frédéric-Guillaume viennent d'être écrasées à Lutzen.

Les partisans de l'Allemagne cherchent à semer le doute, à diminuer l'importance de la bataille : la journée de Bautzen les convaincra d'imposture, ramènera tous les beaux rêves.

Combien d'autres triomphes vont suivre! et que les heures douloureuses seront vite oubliées!... Tout à coup arrive la nouvelle de l'armistice de Plessitz.

Depuis quinze jours déjà, les Alliés envahissaient le Royaume. Des détachements anglais, aussitôt repoussés, avaient débarqué à Cuxhaven et leurs navires restaient en vue des côtes; à Cœnnern, près de Halle, le général Poinsot est pris par les Cosaques; le 27 Mai, les troupes westphaliennes subissent un véritable désastre à Halberstadt, où le général von Ochs, avec une partie de ses troupes et la compagnie de gendarmerie de l'Elbe, tombe aux mains des Russes, qui s'emparent d'un immense convoi destiné à Magdebourg. Dans la saline de Schönebeck, l'ennemi enlève plus de huit cent mille francs de sel; partout il pille les caisses, brûle les magasins, désole le pays.

Cependant l'espérance reste vivante dans les cœurs westphaliens. Encore une victoire impériale et les hordes alliées fuiront bien loin, et le don de quelques provinces récompensera le Royaume de sa fidélité! Peut-être l'Europe se résignera-t-elle à la paix, et la richesse fleurira enfin sur tant de ruines...

L'armistice était un réveil brutal au milieu de ces beaux songes.

Pourquoi cette halte soudaine dans une marche victorieuse? C'est donc que Napoléon hésite devant la force des Alliés? que les régiments russes et prussiens sont plus nombreux et plus redoutables qu'on ne les supposait d'abord? — Aussi la hardiesse des conspirateurs, l'assurance des partisans va grandir, tandis que l'abattement s'emparera des soldats de Jérôme.

Le funeste armistice ne donne même pas à la Westphalie l'apparence d'une paix passagère : des détachements ennemis, se baptisant corps francs au service de l'Autriche, refusent de reconnaître les conventions et poursuivent leurs ravages.

Il n'est pas un écrivain allemand, même parmi les plus hostiles au Roi, qui n'ait rendu justice à son énergie durant cette longue agonie de sa puissance. Ne laissant soupçonner à personne ses désespérances ni ses angoisses, donnant à son entourage l'illusion d'une foi absolue en la victoire finale, il organise la défense, surveille les armements, passe des revues jusqu'à l'heure dernière.

Échappé à la rigoureuse étiquette du palais, Jérôme conquérait qui l'approchait, et bien peu se dérobèrent à la séduction de sa parole, au charme de sa bonté.

Le baron de Senfft, ambassadeur de Prusse à Cassel, rendant compte d'une visite du Roi à l'École des Pages, écrit : « Il les interrogeait tous et sur tous les sujets : c'était la conversation d'enfants avec leur père. »

La même familiarité souriante lui gagnait aussi le cœur des conscrits. Ce Roi de vingt-neuf ans savait, comme tous ceux de sa race, le secret des paroles qui vont droit à l'âme des foules.

Si la royauté fut impopulaire en Westphalie, le Roi y fut aimé ; et les Allemands, que leur patriotisme forçait à rester de glace quand passait le frère de Napoléon, rendaient hommage cependant à son cœur toujours soucieux de secourir la misère, de semer le bonheur autour de lui.

Dans la Saale, l'Elbe et l'Ocker, dévastés par les incursions de l'ennemi, le parti de l'indépendance gagne chaque jour. Jérôme espère que sa présence ramènera les indécis, en imposera aux agitateurs.

Sur la route, il ne trouve que villages ravagés, à moitié abandonnés, paysans réduits à un tel excès d'infortune,

que quelques-uns se tuent pour échapper aux maux qui les accablent.

Il défend que l'on poursuive le paiement des impôts dans ces lamentables départements, il multiplie les secours autant que le lui permettent ses propres ressources; puis, au lieu de regagner Cassel, il se dirige sur Dresde où Napoléon vient d'arriver.

Bien qu'il emmenât trente chevaux, afin de pouvoir accompagner l'Empereur dans ses revues, il désire garder l'incognito sous le nom de comte de Harz, ne pas recevoir de service d'honneur, échapper aux cérémonies de la Cour de Saxe.

Pendant la semaine passée auprès de son frère, le Roi l'a supplié de lui donner un commandement dans la lutte qui se prépare. Mais Napoléon voudrait de nouveau le soumettre au contrôle d'un de ses maréchaux, et quelque ardent désir qu'il ait de prendre sa part des batailles futures, Jérôme garde trop saignante encore la blessure faite l'année précédente à sa fierté, pour renouveler l'épreuve.

Devant Napoléon, l'enthousiasme ressuscite partout. Pour les soldats, il est Dieu comme au soir d'Austerlitz; pour le Peuple, il est encore l'incarnation surhumaine de la Gloire.

Le Roi n'avait maintenant d'autre pensée que la reconstitution de son armée : œuvre colossale, à la réalisation impossible. Ce qui restait des troupes westphaliennes était disséminé à travers l'Allemagne, à Dantzig, en Saxe, en Silésie. Les soldats revenus d'Espagne au mois d'Avril, avaient été, en partie, envoyés à Magdebourg.

De toute son énergie, Jérôme voulait aider à la victoire qui mettrait de nouveau l'Europe sous la domination de la France. Mais, comme il le répétait dans une de ses lettres, l'Empereur pouvait seul lui en donner les moyens.

Il demandait que les Français à son service ne fussent pas plus longtemps de véritables exilés en terre étrangère, auxquels défense était faite de porter uniforme et cocarde de Westphalie sur le territoire de l'Empire et qui devaient payer une forte rétribution pour obtenir une lettre de passe. « Si toutes ces prohibitions subsistent, ajoutait-il, qui est-ce qui voudra venir me servir, et quelle espèce d'hommes aurai-je? »

D'autres fois, il insistait encore pour obtenir un commandement qui le mît à même de prouver son attachement, son dévouement à l'Empereur. Des refus ou du silence il ne tenait pas rigueur, et se donnait plus ardemment aux apprêts de la résistance.

La faible garnison demeurée à Cassel diminuait sans cesse. Un détachement était réclamé sur tel point menacé; une ville, terrifiée par l'approche des pillards, implorait l'envoi d'un bataillon : ainsi s'émiettait, de jour en jour, le nombre des défenseurs de la Capitale.

Un décret du 1er Mai 1813 réorganise la Garde nationale, y incorpore tous les hommes valides de vingt à soixante ans. Mais quel espoir fonder sur ces soldats improvisés, de fidélité problématique? Le Roi savait, par de tristes expériences, ce que valent les serments.

Les sentinelles doublées, les patrouilles sillonnant la banlieue de Cassel, nulle précaution n'empêchait les agents allemands de se glisser dans la ville, rien ne retenait les déserteurs.

Même à la Cour de Wurtemberg, autour du Roi Frédéric

qui devait tout à Napoléon, on souhaitait la perte de la France. Une lettre du prince Ferdinand, oncle de la Reine de Westphalie, adressée à l'Impératrice-Mère de Russie, était saisie par la police et édifiait sur les sentiments de l'Altesse :

« ... Je n'ai pas besoin de vous répéter, ma tout adorable sœur, que je me consume à attendre le moment et l'occasion pour pouvoir me dévouer à la plus belle des causes, à la délivrance de ma patrie. »

Napoléon continuait à demander des troupes. Le 5 Juillet 1813, après lui avoir envoyé une batterie d'artillerie légère, Jérôme n'a plus dans Cassel que sa Garde et le 3e bataillon d'infanterie qui s'organise.

Chaque jour voit arriver des conscrits : ils viennent de France, ou des grandes villes d'Allemagne et vite on les habille, on les équipe, on commence leur instruction.

Beaucoup s'échappent, certains que les habitants ne leur refuseront pas une cachette ; la désertion n'épargne même pas les postes de Napoleonshöhe.

Comprenant enfin les dangers que court son frère, l'Empereur veut l'entourer d'une Garde où n'entreront que des Français.

Un décret, signé à Mayence le 31 Juillet, ordonne la création des « Hussards de Jérôme-Napoléon », le régiment courageux et fidèle, dont le souvenir reste inséparable des derniers jours de la Westphalie.

Les 1,200 hommes appelés à former les cinq escadrons, devaient être tirés par le duc de Feltre des différents dépôts de cavalerie et dirigés sur Cassel en pantalon et veste d'écurie, armés seulement de leur sabre.

Pour les commander, le Roi de Westphalie désignera les ojficiers qu'il désire, en les prenant dans les troupes françaises, grade par grade.

Le régiment sera payé, soldé, traité comme les régiments de hussards français, mais par les ordres et sur les caisses du Roi qui réglera l'administration, déterminera l'uniforme.

Les officiers, sous-officiers et soldats devront tous parler français, italien ou flamand.

Le régiment est destiné spécialement à la garde du Roi et à protéger le territoire contre les partisans ennemis et contre les insurrections que pourraient tramer les princes de Brunswick et de Hesse.

Quand les soldats repasseront dans les anciens régiments de l'armée, ils y conserveront les grades qu'ils avaient dans les Hussards.

Ils prêteront serment d'obéissance à l'Empereur et au Roi.

Les reconnaissances se feront en ces termes : « Le Roi de Westphalie, au nom de S. M. l'Empereur et Roi, ordonne que tel soit reconnu en telle qualité. »

Le régiment ne pourra être dissous ou rappelé qu'un an après que l'administration française aura prévenu l'administration westphalienne et, dans ce cas, chevaux et effets appartiendraient au Roi.

Cinq jours plus tard, au château de Hofgeismar, Jérôme décide la tenue de ses Hussards :

Pantalon bleu westphalien; dolman bleu, avec cinq rangs de boutons; pelisse bleue, fourrure blanche et, pour les officiers, en agneau d'Astracan (*sic*); ceinture écarlate, nœuds bleu et blanc.

Chabraque et sabre-tache écarlate, l'aigle en métal jaune sur la sabre tache (*sic*), avec le chiffre J. N.

Peau de mouton pour la chabraque.

Shakos écarlate ; plumet blanc.

Gilet et pantalon d'écurie bleu, bande sur le côté en écarlate.

Manteau à manches en drap gris.

Buffleterie et agréments jaunes.

Comme armement : carabine, pistolet et sabre de cavalerie légère.

Le 19 Août, les officiers westphaliens souhaitaient la bienvenue à leurs nouveaux camarades : dans une salle de l'Orangerie, ouvrant sur le parc et somptueusement décorée, ils levaient les verres à l'Empereur, au Roi, à la victoire prochaine.

Au milieu de ses tourments, Jérôme ne voulait pas que la Saint-Napoléon fût oubliée. Les apprêts en étaient terminés quand, dans la soirée du 14 Août, arrive la nouvelle de la défection de l'Autriche : François II entre dans la coalition, le grand-père du Roi de Rome fait cause commune avec les Russes, les Prussiens et les Suédois.

Le bruit s'en est vite répandu et jamais journée ne fut de plus écrasante tristesse que ce 15 Août, dont le *Te Deum*, les illuminations ne pouvaient dominer le deuil.

Les partisans de l'Indépendance, certains que les heures du Royaume sont comptées, agissent comme maîtres. En pleine séance du Conseil d'État, M. von Berlepsch proteste contre les impôts établis par Malchus sur la propriété immobilière; et non content d'attaquer un gouvernement qui l'a comblé, il fait imprimer ses griefs, les envoie aux ministères, aux ambasssades, en distribue cent exemplaires.

Irrité, le Roi rend un décret qui raye M. von Berlepsch de la liste des Conseillers d'État et, le même jour, accorde à Malchus le titre de comte de Marienrode.

Que feront les mesures de rigueur, quand la Royauté. dont chaque heure qui passe disperse les derniers soutiens, n'est presque plus qu'un symbole?

Les jeunes soldats désertent par bandes, les troupes aguerries sont loin. Les chevau-légers ont été renforcer l'armée d'Oudinot; l'artillerie a rejoint les batteries de l'Empereur, et Cassel peut passer pour une ville ouverte quand l'armistice expire, le 17 Août.

Comme la Westphalie, les principautés allemandes reçoivent notes sur notes, qui réclament l'envoi rapide des contingents.

Dans ces jours, où tant d'ingratitudes étaient des titres de gloire, la princesse Pauline de Detmold déploie l'activité d'un véritable homme de guerre. Levée avant cinq heures, travaillant jusqu'à minuit, dirigeant tout, choisissant les officiers, elle ne cède à personne le soin d'organiser sa minuscule armée.

« ... Ce n'est pas une petite besogne pour une femme, — elle l'avoue au ministre de France — que de former des troupes, les exercer, les habiller. Votre Excellence hausse les épaules et pense qu'il est inutile que je rentre moi-même dans ces détails. J'en conviens, mais mon zèle m'en fait un devoir d'obéissance et mon activité ne veut s'avouer ni mon sexe, ni mon âge. »

La lettre qu'elle adresse à Reinhard, le jour où elle apprend la reprise de la guerre, vaut d'être citée en entier, pour tout ce qu'elle renferme de vaillance et de volonté :

« Detmold, 16 Août 1813.

« Monsieur,

« La lettre de Votre Excellence reçue par estafette hier à midi, était pour moi un vray coup de foudre ; il fallait donc que sans que je le sçusse, un grain d'espoir fût resté dans la boëte de Pandore, que voilà ravi. Les négociations ne pourront donc se renouer que par le glaive, l'Autriche a pu se placer au nombre des Ennemis et l'Empereur doit vaincre de nouveau toute une coalition ! Ah ! le ciel veuille, comme toujours, le protéger, pour que bientôt, le front ceint de lauriers toujours fraix et immortels, et appuyé sur son épée miraculeuse, lui seul dicte et ordonne la paix.

« Vous ne vous fiez pas trop à ma volonté et à mon zèle, Monsieur, mais trop à mes forces. Je ne sais vaincre des impossibilités, aussi aucun des contingens nommés ne sera encore aujourd'hui à Magdebourg. En attendant, vous avez raison, il ne s'agit plus de discuter, mais d'obéir; aussi je m'occupe avec un soin ininterrompu de mon contingent, mais, hélas ! il ne peut pas encore marcher. Il faut que l'équipement s'achève, que les uniformes se fassent, et tous les draps autour de nous sont vendus. Il faut du moins exercer un peu, nommer les sous-officiers et chercher et créer des officiers. Une compagnie néanmoins est presque en ordre, elle pourra partir sous très peu, et les autres suivront peu à peu… J'ai fait partir hier quelqu'un pour Bückeburg pour aller chercher les listes, et pour Pirmont pour prendre langue. Cela devenait d'autant plus nécessaire que ces Altesses Sérénissimes écrivent et répondent à pas d'escargots, et quand on leur envoye des Exprès, et par eux des lettres pressantes, ne donnent que de simples reçus.

Il m'a donc fallu en venir à une sorte d'exécution. Le prince de Waldeck par exemple, m'a laissée de cette manière huit jours sans réponse quelconque, et enfin, cette nuit, m'écrit des phrases vagues et des questions jusqu'au-dessus de la tête. Je dois, prétend-il, avoir feuilleté les livres du destin, aussi ne lui ai-je répondu qu'en finissant ma lettre par le célèbre verset de Racine :

Je crains Dieu, cher Abner, et n'ai point d'autre crainte.

« V. E. continuera donc de compter sur moi-même pour mon contingent, de se persuader que je ferai tout ce que la possibilité et la célérité permet (*sic*), que je remplirai mes devoirs de direction en harcelant le Prince de Schaumburg Lippe sans répit, mais que cependant je ne puis tout aussi sûrement me rendre garant des sollicitudes de M. de Berg que des miennes propres. Quant au Prince de Waldeck, je ne pourrai rien sur lui, et je ne puis promettre de le faire marcher. Je prêcherai d'exemple, je lui montrerai ce que l'émulation et le devoir exige (*sic*), je n'épargnerai pas la persuasion de tout genre — mais je vous avertis d'avance que j'y perdrais mon latin. — *Tout* manque à Arolsen et on n'a pas même les ressources de Bückeburg. Pour Pirmont, ce n'est qu'un appendix, qu'une église fille d'Arolsen.

« Mais ce que je dois demander à V. E. avec instance, avec force, c'est que, quand les orages approcheront, que la tourmente fondra sur nous, Elle ne me fera pas de questions sur mes voisins, Elle ne me confondra pas avec eux, Elle donnera ses instructions à chacune des trois maisons en particulier, et ne me rendra pas responsable des actions des autres. Les miennes seront toujours conformes à mes engagemens. Vous me connoissez assez, Monsieur, pour juger que je n'ai écrit même ce peu de

lignes qu'avec peine, et que je n'aurais pu m'y résoudre si je ne connoissois à fond l'étendue de votre sagesse et la profondeur et le prix de votre caractère. — Je puis dire dans ce moment comme le calife : je ne suis pas sur une feuillée de roses, mais qu'à cela ne tienne, il faut rester fidèle et faire son devoir jusqu'au dernier soupir.

« Vous aurez eu hier une triste Saint-Napoléon. J'avais fait des petits préparatifs pour Meienberg, la pluie n'a pas permis d'allumer les lampes, mes fils seuls y ont été à un brillant bal ; — pour moi, j'ai fait dételler (*sic*) mon équipage, j'ai abandonné mon dîner, ma brillante toilette, et j'ai travaillé à activer mon contingent. J'ai écrit à mes voisins et ai cru célébrer de cette manière le 15 Août pas indignement...

« J'ai commencé cette lettre avec saisissement et me portant bien mal. Je finis presque remise et avec un sourire à la pointe de ma plume. Espérons que ce sera l'horoscope de notre triste été présent.

« Amitié inviolable.

« PAULINE. »

On croyait toucher au suprême désastre, et ce sont des cris de victoire qui résonnent, des salves joyeuses qui éclatent une fois de plus !

L'Empereur a battu les Alliés à Dresde, et les bulletins adressés à Jérôme disent la valeur des Westphaliens, les éloges donnés par Napoléon à l'infanterie et à l'artillerie de son frère.

Après le *Te Deum* — le dernier qu'entendra le Royaume — vient la fête de la rue, où chantent les rires, où les visages rayonnent, fantôme de joie disparu avec le lende-

main. Désormais, il n'y aura que défaites, que douleurs pour la Westphalie et pour son Roi.

Des officiers de Jérôme, aucun n'était plus en faveur que le général von Hammerstein. Son crédit rejaillissait sur ses frères et ses beaux-frères : dans l'armée comme dans l'administration, leur avancement était rapide mais personne ne leur en témoignait de jalousie, tant le dévouement et la fidélité des Hammerstein justifiaient pareille fortune.

Parti aux eaux de Dibourg à la fin de Juillet, le général revenait à Cassel le 20 Août. Il reprenait aussitôt son service de premier aide de camp auprès du Roi, qui voulait lui confier provisoirement les fonctions de Grand-Veneur.

Le 28, M. von Hammerstein avait passé la journée à la chasse. A six heures et demie, il rentre à son hôtel et voit avec surprise deux gendarmes en faction à la porte de son cabinet, qui croisent leurs fusils devant lui.

— « On n'entre pas chez le général!

— « C'est moi qui suis le général von Hammerstein ! » Et, ouvrant brusquement, il trouve les chefs de la police occupés à mettre ses papiers sous scellés.

La veille, son frère le colonel Van Hammerstein et le colonel Penz sont passés à l'ennemi, entraînant avec eux sous prétexte d'un coup de main à tenter, la plus grande partie des 1er et 2e régiments de Hussards westphaliens. Il est soupçonné d'avoir connu leurs projets, peut-être même de complicité dans la trahison.

Sans résistance, le général se laisse arrêter, demandant seulement l'autorisation d'écrire au Roi. Le soir même, escorté de gendarmes, il est envoyé à Mayence.

Le Ministère cherche à garder la trahison secrète. Mais les allées et venues de la police, le passage des voitures, tout ce mouvement a éveillé l'attention : la vérité est vite

connue, et c'est, dans Cassel, une stupeur mêlée de colère.

Le Roi voudrait croire à l'innocence de son aide de camp; il se souvient des protestations d'attachement répétées la veille encore :

« Sire, je réponds de la fidélité de mes frères. J'ai tout pouvoir sur eux, et, s'ils manquent à leurs serments, je consens à être fusillé. Aussi, je prie Votre Majesté d'avoir confiance en eux aussi longtemps qu'Elle aura confiance en moi. »

Il se rappelle aussi tous les rapports auxquels il refusait de croire, parce qu'ils mettaient en doute des dévouements si purs, une foi si longtemps éprouvée. Et cette trahison qui écrase toutes les autres, qui vole au pays une partie de sa suprême défense, tue les dernières illusions dans son cœur.

Pour que tant de lâcheté soit possible, il faut admettre l'existence d'un redoutable complot, les efforts réunis de nombreux et puissants conspirateurs.

Dans l'Armée, l'indignation est immense; les adresses arrivent en foule au château. Pour effacer le souvenir de la honte, rien ne doit subsister des régiments coupables; il faut que leur nom sombre dans l'oubli : on brûle leurs drapeaux, et les Hussards restés fidèles, sont partagés entre les autres corps de la cavalerie.

C'est au milieu de ces angoisses que l'Empereur demande à Jérôme d'envoyer ses Cuirassiers à Magdebourg, pour y être mis à pied.

Une lettre chiffrée du ministre de France au duc de Bassano, montre le Roi peu disposé à se soumettre à cet ordre.

Les Cuirassiers sont les seules troupes westphaliennes restant d'aplomb avec 450 chevaux, et il ne pourrait sans injustice, dissoudre ou déshonorer un corps dont la fidélité est assurée.

Déjà les chevaux des Hussards ont été donnés au régiment de Jérôme-Napoléon, qui a maintenant 450 cavaliers montés, sur les 800 hommes envoyés à Cassel. Mais l'Empereur ignore sans doute que, parmi ceux qui restent, cinquante sont à réformer et les autres ne savent pas encore se tenir en selle.

Effrayé par la rapidité des évènements, voyant Cassel livré aux hasards d'une surprise, Reinhard, loin d'insister pour que Jérôme affaiblisse encore son armée, croit au contraire de son devoir de réclamer des secours. Il envoie un courrier au général Lemoine, le prie de venir en aide aux soldats westphaliens.

Au lieu des bataillons, dont la venue eût peut-être sauvé la Capitale, il ne reçoit que cette réponse sévère du prince de Wagram :

« L'Empereur a pris lecture de votre lettre du 27 Août, qui annonce que vous avez invité le général Lemoine à se porter avec son corps sur Cassel; Sa Majesté n'approuve point cette démarche; les circonstances n'exigent point un pareil mouvement et la présence du corps du général Lemoine sur le Weser est trop nécessaire pour qu'il doive se déplacer légèrement. Ce général a ses instructions; il faut, dans votre correspondance avec lui, vous borner à l'instruire de l'état des choses et des nouvelles qui vous parviennent. »

Ne trouvant que de rares et faibles obstacles devant eux, les Russes avancent rapidement.

Le 9 Septembre, ils entrent dans Zelle, à moins de dix lieues de Hanovre; presque en même temps, la croisière anglaise reparaît devant les Bouches de l'Elbe, essaie un débarquement à Neuhaus.

A Cassel l'affolement commence. Cependant le Roi se montre si calme, affecte à ce point de ne rien changer de son habituelle existence, que la panique dure peu. Jérôme visite les travaux des faubourgs, passe des revues quotidiennes. feint même de décider certaines modifications dans la reconstruction du palais.

Mais si sa volonté est assez ferme pour cacher à la foule sa détresse et sa lassitude, devant les courtisans le masque tombe : ils sont frappés de l'infinie tristesse qu'ils lisent dans ses yeux, que trahissent ses paroles.

Il n'a pas fait mystère à la Reine, du redoutable péril que rien ne semble pouvoir détourner. Elle confie ses craintes au Roi Frédéric :

« J'ai bien besoin de recevoir fréquemment de vos nouvelles; dans le temps où nous vivons, on ne saurait se rassurer trop souvent sur le compte de tout ce qui nous est cher. Je ne puis à cet égard que me louer de l'exactitude du Roi; il m'écrit très souvent et me parle de sa position; elle devient de jour en jour plus critique, et si j'ai l'espoir de me réunir bientôt à lui, ce ne sera pas sous des auspices bien rassurants... »

Dans cette lutte contre l'Europe, où le dégoût de la trahison ajoute aux cruautés de la défaite, l'Empereur n'abandonnera pas son frère. Sur son ordre, le général Breval envoie de Hanau, cinq cents hommes de cavalerie légère pour être incorporés dans les Hussards de Jérôme-Napoléon.

Mais les nouvelles de Westphalie sont en partie arrêtées au passage; le Royaume est comme bloqué par le soulèvement de l'Allemagne et, à Cassel même, on ignore maint évènement,

L'émotion y est poignante lorsqu'on apprend, le 25 Septembre, que les Prussiens sont maîtres de Brunswick et que les Russes vont se diriger sur la Capitale.

M. de Bongars écrit au duc de Padoue, qui commande les troupes françaises à Eisenach :

« Les rapports parvenus depuis deux jours à Sa Majesté prouvent que l'ennemi s'est montré à Nordhausen et à Mülhausen et que, sur ce dernier point, il paraît y avoir des forces que l'on n'a cependant pas pu décidément indiquer. Il paraîtrait que le projet de l'Ennemi serait de filer le long des montagnes pour gagner Hersfeld, ce qui intercepterait toutes les communications entre Francfort et l'armée.

« Sa Majesté me charge de vous mander qu'Elle croit la chose assez importante pour vous inviter à vous porter sur-le-champ, avec toutes les troupes qui peuvent être à votre disposition, au-devant de la colonne qui se trouve à Mülhausen, afin de l'arrêter dans sa marche. Les forces restant à Sa Majesté sont à peine suffisantes pour couvrir la route de Mülhausen sur Cassel par Wanfried et Eschwegen. »

Le péril est trop prochain pour essayer davantage de rassurer les habitants de Cassel.

Ordre est donné d'abattre les arbres le long des routes et de les coucher au travers du chemin pour ralentir la marche de l'ennemi.

Aux portes de la ville, des barricades s'élèvent. Le Roi parcourt les rangs de ses derniers défenseurs; il les exhorte,

il leur rappelle les victoires passées, il parle de celles que l'avenir réserve.

Le 28 Septembre, avant même que le jour soit levé, il est au milieu des soldats, quand éclate un bruit lointain de fusillade. Détachées des patrouilles qui surveillent les abords de la place, des estafettes accourent, annoncent l'approche des Russes du général Czernischeff, qu'on croyait loin encore.

En un instant, les portes sont fermées, et les cavaliers, laissant là leurs chevaux, se précipitent aux remparts.

Un brouillard épais couvre la campagne et empêche d'apercevoir l'ennemi.

Les Hussards sont massés à l'entrée du pont qui relie le faubourg à la ville, commandés par le vieux général Von Schlieffen, dont les quatre-vingt quatre ans ont voulu s'exposer aux mêmes dangers que les recrues, se plier aux mêmes fatigues.

Contre l'artillerie qui abat les barricades, contre le nombre, contre la discipline, la lutte ne saurait durer. A dix heures du matin, les Russes ont forcé la porte et, une à une, les défenses improvisées du faubourg tomberont devant eux.

Un conseil est tenu au Château. La brume qui persiste ne permet pas d'évaluer le nombre des assaillants, et il est tout aussi impossible de se rendre compte de leurs manœuvres et de tenter de les déjouer. Probablement ils vont tourner la ville, occuper la route de Francfort : c'est ce qu'il faut empêcher coûte que coûte, car ils sépareraient les troupes westphaliennes des renforts réclamés au duc de Valmy.

Après de longues hésitations, Jérôme cède aux instances des Ministres : il laisse le commandement de Cassel au

général Allix; puis, à la tête des Gardes du Corps, de trois escadrons de Hussards et d'un bataillon de Grenadiers, il s'avance sur la route de Francfort.

Les Russes qui, en effet, voulaient couper toute communication entre le Roi et l'armée de Mayence, sont surpris par cette attaque inattendue, et culbutés dans la Fulda.

Craignant d'être enveloppés, les Cosaques, déjà maîtres du faubourg, se replient; en moins de deux heures, l'ennemi a abandonné Cassel.

Mais les Russes se sont ralliés sur les hauteurs du Forst, à une lieue de la ville, prêts à recommencer l'attaque.

Jérôme se décide à marcher vers Marbourg, à la rencontre des troupes françaises, dont le retard le remplit d'inquiétudes — retard expliqué par cette lettre du duc de Valmy au duc de Feltre, Ministre de la Guerre de l'Empereur :

« ...Le Roi de Westphalie a été surpris le 28 au matin dans Cassel. Sa Majesté, après s'être bien défendue, s'est retirée à Wetzlar, où Elle attend les renforts que je lui envoie. Elle n'a trouvé de véritables défenseurs que dans le régiment de Hussards à son service et une partie de sa Garde. La ville basse avait été prise par l'ennemi; la haute ville tenait encore. Le Roi m'a prévenu, le 26, par un courrier qui m'est arrivé le 27, à trois heures après midi, que l'ennemi était à Mülhausen, vers Eisenach, et c'est le 28, à cinq heures du matin, que Cassel a été attaquée. »

Il était trop tard pour que le duc de Valmy pût marcher au secours du Roi et il risquait d'ailleurs de découvrir la route de Marbourg, de laisser les blessés et les fuyards à la merci des Russes.

Mais il envoie à Wetzlar les deuxièmes bataillons des

31e, 55e, 127e et 128e régiments, en même temps que de l'artillerie et la cavalerie qui était au dépôt de Hanau.

Pendant que le Roi s'achemine vers Coblence, le péril grandit autour de sa Capitale, et les plus lents à s'alarmer ne s'illusionnent plus sur le sort réservé à Cassel.

La désertion a réduit à 230 cuirassiers, 10 fantassins et 1 artilleur la troupe du général Bastineller, dont on attendait fiévreusement la venue pour prolonger la résistance.

Dans la ville même, le général Allix voit ses soldats l'abandonner, la révolte menacer ceux qui lui restent fidèles. En se retirant du faubourg, les Cosaques ont ouvert la prison : assassins, traîtres, voleurs sûrs de l'impunité, vont par les rues, fraternisent avec les adversaires du Roi, parlent en maîtres.

Quand, le matin du 30 Septembre, les estafettes signalent le retour offensif des Russes; quand, à midi, Czernischeff fait ouvrir le feu, ce n'est pas à la bataille, mais à la capitulation qu'il faut penser.

A quatre heures, Allix consent à recevoir un parlementaire.

Aussitôt la joie éclate. Des bandes hurlantes se précipitent à travers les rues, insultent et maltraitent les soldats westphaliens. — « Hurrah! Hurrah! On capitule! » — C'est leur cri de ralliement, en volant à la rencontre des Cosaques.

Cependant, deux parlementaires envoyés successivement au général Allix n'ont pu le décider à se rendre : il veut lutter encore, il espère en quelque invraisemblable secours.

Mais la foule tient à sa capitulation. Des misérables, à moitié ivres, qui rêvent déjà de pillage, grondent, mena-

cent; et le troisième émissaire russe rapporte enfin à son chef la nouvelle de la soumission.

Les premières compagnies pénètrent dans Cassel. A leur vue, la populace se rue vers le Napoleonsplatz, pour y renverser la statue de l'Empereur. Des officiers russes se jettent devant les fanatiques, qui ne réussissent qu'à briser un bras et à abîmer le visage.

Des repas en plein vent sont servis aux vainqueurs, pour lesquels on ne trouve pas assez de friandises, ni de vins variés.

Pendant que la folie souffle ainsi sur la ville, le commandant Dagon de la Contry, pour le général Allix, et le colonel de Benkendorff pour le général Czernischeff, fixent les articles de la capitulation :

ARTICLE PREMIER.

Départ des troupes westphaliennes et françaises ce soir, avec armes et bagages militaires, sûrement, à l'exception des canons.

ART. II.

La ville sera occupée ce soir en entier par les troupes impériales russes.

ART. III.

Pour mettre les troupes westphaliennes et françaises à l'abri de toutes les tentatives que pourraient entreprendre contre elles les détachements de Cosaques qui se trouvent sur toutes les routes, un régiment de Cosaques les escortera à deux milles de Cassel.

ART. IV.

Les membres du Corps Diplomatique et les individus de la classe civile pourront, dans la journée de demain, obtenir des passeports pour se rendre où bon leur semblera.

ART. V

Tout ce qui ne se trouvera pas parti avec l'escorte de ce soir et qui sera trouvé sur les routes, sera considéré de bonne prise, de même que tous les effets royaux que l'on transportera de la ville.

ART. VI

L'exécution de la présente capitulation doit avoir lieu dans le courant de deux heures.

« Fait à Cassel, à sept heures du soir, le trente Septembre 1813. »

Dans la journée du 28, deux compagnies de Hussards de Jérôme-Napoléon avaient été défaites à l'entrée d'un défilé, qu'elles défendirent avec un beau courage. Le reste du régiment, demeuré à Cassel, y tenait tête aux charges des Cosaques.

Ceux-là échappent à la capitulation. Au moment où les Russes pénètrent dans la ville, ils gagnent, d'un galop éperdu, la porte de Cologne libre encore, s'élancent dans la campagne pour rejoindre la petite armée du Roi.

Le 1[er] Octobre, Czernischeff, qui n'avait perdu que 70 hommes dans toute l'attaque, fait son entrée solennelle et établit sa résidence à l'hôtel du ministre de France, rue de Bellevue.

Il visite ensuite le Château et — comme pour donner raison à ceux qui affirmaient que les moindres plans de Cassel étaient livrés à l'ennemi, qui comptait y surprendre le Roi — sans permettre qu'on le guide, il traverse les salles, gravit les escaliers et va droit à la chambre de Jérôme.

Pas une fois les pillards ne franchirent le seuil des bâtiments royaux, sur lesquels s'étendait la protection de Czernischeff. Les Russes y enlevèrent seulement trois portraits de Madame Mère, de la Reine de Naples et de la Grande-Duchesse de Toscane; il y prirent aussi l'encrier de bronze du Roi, qui fut offert au Tzar en souvenir de la victoire.

Ce jour-là, malgré la mauvaise volonté peu dissimulée des acteurs, il y a spéctacle « par ordre », composé de *M. de Crac*, *Adolphe et Clara*, *le Ballet des Masques*.

Pour se rendre au théâtre, le général et son état-major n'ont qu'une mauvaise voiture, qui les transporte en quatre voyages successifs.

L'aspect de la salle n'a rien de triomphant : la loge royale est fermée et parmi les cent cinquante spectateurs, on n'aperçoit que quatre femmes.

Une proclamation, affichée le même soir, décrétait la fin du Royaume de Westphalie :

« Au moment où le sort des armes livre votre Capitale entre mes mains, je vous annonce, au nom de S. M. l'Empereur de Russie, mon très gracieux Souverain, et par ordre de S. A. le Prince Royal de Suède, commandant en chef les armées du nord de l'Allemagne, que le Royaume de Westphalie, composé de plusieurs provinces arrachées par la force à leur légitime Souverain, cesse dès aujourd'hui, non qu'on veuille les traiter en pays conquis, mais pour les délivrer de la domination française... »

Et le ralliement commençait autour des nouveaux maîtres.

Il eût fallu une fidélité bien profonde au malheur ou une foi miraculeuse en l'Étoile des Napoléons, pour se refuser

aux avances des Russes. Tous ceux qui avaient été comblés de faveurs royales, tous ceux qui avaient prodigué les serments et imploré les bienfaits de Jérôme, furent les premiers à renier sa cause. Le Grand Chambellan prince de Hesse-Philippsthal, le Grand Veneur von Hardenberg, les frères von Gilsa, le conseiller von Schulte entraînaient dans leur sillage maint courtisan de moindre importance.

Pris de panique, des fonctionnaires fuyaient, sans plus songer à leur mission : l'Intendant du Trésor quittait précipitamment Cassel, abandonnant à l'envahisseur cent quatre-vingt-un mille francs destinés à la solde des troupes westphaliennes, et deux cent mille francs, suprême ressource de la cassette royale.

De Wetzlar, le Roi continuait sa route sur Coblence, où il arrivait le 3 Octobre. Descendu à la Préfecture, dont tous les appartements disponibles avaient été préparés en hâte, il la quittait bientôt pour le château de Montabauer, voisin de la ville.

Rien, dans le cortège royal, ne rappelait les splendeurs de la Cour de Westphalie. « Mon mari — écrit la Reine — a été obligé de faire sa retraite avec un habit sur le corps; tout ce qu'il possédait est vraisemblablement au pouvoir de l'ennemi; il est accompagné de très peu de personnes. Je suis dans la plus grande inquiétude sur le compte de tous ceux qui nous étaient attachés et qui sont restés à Cassel. »

Le Corps diplomatique s'était retiré à Arolsen, dans la principauté de Waldeck-Pyrmont, à l'exception du baron Reinhard et du ministre de Bavière qui attendaient la suite des événements à Düsseldorf, où l'arrivée prochaine de Siméon et de Wolffradt était annoncée.

Le comte de Hône, ministre de la Guerre, avait tenu à rester à Marbourg, y recueillant les nouvelles qui lui parvenaient de Cassel, les envoyant au Roi par courrier.

La petite armée réunie à Friedberg par le duc de Valmy, comptait 3.000 hommes et 8 canons. Elle allait rejoindre, à Giessen, les débris des troupes westphaliennes, et ces forces réunies étaient placées sous le commandement du général Danloup-Verdun. La cavalerie du général de Préval ne tardait pas à venir les retrouver.

Sur la demande du Roi, une décision du duc de Feltre accordait aux Westphaliens restés fidèles, les mêmes vivres et soldes qu'aux Français.

A Cassel, la pensée que Jérôme tenterait de reconquérir son trône n'était venue à personne.

Czernischeff, dès son entrée, avait établi une Commission de régence, formée de treize membres choisis par les autorités constituées, sous la présidence du commandant Raschanowitz, nommé gouverneur de la ville.

Le préfet, le maire, le directeur des postes étaient pris comme otages, quoique aucun soulèvement ne fût probable ; chevaux et voitures étaient réquisitionnés en masse, sans qu'une protestation s'élevât.

Les pires adversaires du Roi rentraient, la tête haute : Fritz von Dörnberg, dont le frère avait conduit la révolte de 1809, organisait une Légion westphalienne, donnait à qui s'y enrôlait la casquette de velours noir, ornée d'une tête de mort et d'ossements en argent.

Mais dans la nuit du 2 au 3 Octobre, la nouvelle arrive que les troupes du duc de Valmy sont en marche. Elle se confirme ; on prétend même que l'armée royale est à quelques kilomètres seulement.

Czernischeff craint de voir sa retraite coupée : il prétexte une expédition imprévue, quitte Cassel dans la journée du 3 et laisse au commandant Raschanowitz les cavaliers cosaques, qui ne doivent évacuer la ville qu'avec lui et à la dernière extrémité.

En voyant que les ennemis de Napoléon les abandonnent, tous ceux qui avaient tant acclamé les vainqueurs et si vaillamment insulté les vaincus, sont consternés.

Qu'adviendra-t-il d'eux, maintenant que leur trahison s'est pavanée au grand jour? Et comme s'ils trouvaient dans le pillage un apaisement à leurs terreurs, ils encouragent les scènes de dévastation qui précèdent la retraite de Raschanowitz.

Sur l'ordre du Gouverneur russe, ce qui restait dans le Trésor est livré, les derniers chevaux laissés aux habitants sont réquisitionnés. Puis tout pouvoir légal semble abdiquer et le sac commence : le garde-meubles, l'école des Cadets sont ravagés; dans les rues, les Cosaques étalent le butin et les acheteurs se disputent ces dépouilles.

Vingt-quatre heures plus tard, il ne reste plus un seul Russe à Cassel, où la tranquillité va être maintenue par les trois bataillons et la compagnie à cheval de la Garde Nationale.

Le général Allix, désigné par le Roi pour prendre le commandement des troupes, part de Marbourg, le 6 Octobre, avec 1.000 Westphaliens. De son côté, le général Rigaud quitte Fulda avec 8 pièces de canon, 2,200 soldats d'infanterie, 250 cavaliers et les hommes montés et disponibles de la Garde Impériale.

D'autres troupes sont encore attendues, car Jérôme ne veut rentrer à Cassel que certain d'y rétablir l'ordre, assez

fort pour défier les haines qui ramperont autour de son trône, assez redoutable pour en imposer aux États voisins. De Montabauer il demande au duc de Valmy de lui donner douze mille hommes pour assurer la défense de la Westphalie.

Le 4 et le 5 Octobre, quelques Cosaques avaient encore traversé Cassel. Mais ils n'étaient déjà plus les insolents vainqueurs des jours précédents : à peine s'arrêtaient-ils un instant, pour bien vite repartir.

L'après-midi du 6 s'est passée tout entière sans qu'un ennemi soit signalé. L'espoir grandit de minute en minute chez les habitants restés fidèles au Roi ; l'inquiétude blêmit le visage des autres.

A ceux-ci comme à ceux-là, la nuit semble interminable. Les oreilles sont aux aguets, les yeux fixés sur les ténèbres : on croit, au moindre bruit, deviner le pas des chevaux, distinguer l'éclair d'un sabre.

Dans la matinée du 7, des paysans, accourus hors d'haleine, annoncent l'approche de l'armée royale.

Des cris joyeux saluent les premiers soldats, arrivés vers deux heures ; on leur fait fête, on les entoure, on les interroge. Puis ce sont des acclamations plus bruyantes, quand les Gardes du Corps apparaissent, avec leurs cuirasses d'acier, leurs grands casques.

La ville chante, elle se pavoise, et — sans qu'il soit besoin d'un ordre — le théâtre rouvre ses portes. On s'écrase dans la salle, où la foule applaudit les uniformes français et westphaliens.

Le général Allix arrive le lendemain ; il s'occupe aussitôt de réorganiser l'armée, fait expédier aux soldats rentrés dans leurs foyers, l'ordre de rejoindre leurs corps. Gre-

nadiers, fusiliers de la garde, chasseurs-carabiniers et artilleurs se rassembleront à Cassel ; chasseurs de la garde et infanterie légère à Marbourg ; les cuirassiers à Ziegenhain ; les détachements de cavalerie légère à Geismar ; d'autres à Münden et à Melsungen.

Il ne perd pas une heure, ambitieux de présenter à Jérôme d'irréprochables bataillons, des escadrons dignes des jours passés.

Tout fait prévoir que le retour des Souverains est proche. Avertis du départ de Czernischeff par un courrier envoyé sur la route de Dusseldorf, les fonctionnaires réfugiés dans le grand-duché de Berg, arrivent à étapes forcées.

Ceux qui, confiants en un rapide retour de la fortune, n'avaient pas dépassé Marbourg, sont déjà réinstallés à Cassel.

C'est, par les rues, un chatoiement d'uniformes ; les trois couleurs flamboient auprès du drapeau bleu et blanc, les soldats de la Garde Impériale fraternisent avec les cavaliers westphaliens.

Les équipages royaux sont partis de Coblence ; et si Jérôme est encore à Montabauer, c'est qu'il attend, dans une mortelle anxiété, des nouvelles de son frère. Le colonel Gautier, envoyé vers l'Empereur, n'a pu parvenir jusqu'à Dresde et c'est par miracle qu'il a échappé aux ennemis qui sillonnent les routes.

Quelles sont les volontés de Napoléon? quelle conduite dictera-t-il ?

Le 13 Octobre, pas une ligne n'est encore arrivée du Quartier Impérial. Jérôme ne peut hésiter davantage et donne l'ordre du départ. Le soir même, il couche à Wetzlar ; vingt-quatre heures après, il est à la frontière westphalienne, où l'attend M. von Trott, préfet de la Werra.

A Marbourg, il est salué par tous les fonctionnaires, pres-

sés de faire montre de dévouement. D'une oreille distraite, il écoute leurs protestations enthousiastes ; il songe que les mêmes phrases furent peut-être dites à Czernischeff par les mêmes orateurs. C'est à l'attachement des humbles qu'il veut rendre témoignage, et il charge M. von Trott d'exprimer, en son nom, aux habitants de la Werra, combien leur fidélité a touché son cœur.

Convaincu que l'éloignement des Russes n'est que momentané et qu'ils vont reparaître avec de nouvelles forces, Jérôme ordonne que d'importants ouvrages de défense soient immédiatement commencés. Un millier de paysans se mettent au travail, dirigés par le commandant von Pfuhl.

Pendant cette halte à Marbourg, on apprend que la Bavière se détache, elle aussi, de l'Empereur, qu'elle contracte avec l'Autriche une alliance défensive et offensive.

Une impitoyable fatalité s'attache au Roi de Westphalie; de quelque côté qu'il tourne ses regards, il ne voit qu'abandon. Son beau-père lui-même renie la parole donnée et le Wurtemberg fait cause commune avec ses ennemis.

Le Roi Frédéric, à la nouvelle que les Austro-Bavarois se dirigeaient vers Stuttgart, écrit à l'Empereur :

« ...Il ne me reste, si je ne dois pas me rendre coupable vis-à-vis de mes sujets, qu'à chercher à écarter d'eux tous les fléaux et les horreurs de la guerre, en obtenant, s'il est possible encore, un armistice et la neutralité de mes États... Puissent des circonstances plus heureuses ramener un ordre de choses où je pourrais prouver à Votre Majesté Impériale que mes sentiments pour Sa Personne sont inaltérables. »

C'est ensuite la capitulation de Brême, qu'un courrier annonce au Roi le 16 Octobre, au moment où il va entrer dans Cassel.

Cloches sonnantes, canons grondants, au bruit des acclamations, il traverse la ville, escorté des Gardes-du-corps, des Hussards Jérôme-Napoléon, et va passer en revue les troupes françaises. En le voyant leur sourire, ni le peuple, ni les soldats ne soupçonnent le douloureux abattement qui étreint son cœur.

Les enquêtes du général Allix ont révélé de si misérables trahisons, que le Roi ne veut plus croire à aucun dévouement.

Comme, au retour de la revue, on parlait des ovations soulevées sur son passage, il répond avec un soupir :

— « Je ne puis me persuader que ce soient là de fidèles sujets! »

Cependant sa bonté reste la même, les actes de clémence se succèdent. De tous les traîtres condamnés à mort, un seul a été exécuté : la grâce royale sauve les autres.

Jérôme s'oppose aussi à la mesure proposée par Allix, qui voulait rendre les familles des déserteurs responsables de leur crime.

Quant à ceux qui, pour garder la foi jurée, bravèrent la vengeance de l'envahisseur, qui vaillamment luttèrent pour le drapeau westphalien, aucun ne sera oublié, grands ou petits auront leur part dans les faveurs.

Le général Allix reçoit le titre de comte de Freudenthal, du nom d'une petite propriété qu'il possède près de Witzenhausen, avec une pension de 6,000 francs payée par la cassette, et dont la moitié sera reversible sur sa femme.

Au général von Schlieffen, Jérôme remet solennellement la Grand'Croix de l'Ordre de Westphalie; et comme le vieil-

lard, tout tremblant d'émotion, cherche des paroles de remerciement, il l'attire à lui et l'embrassant :

— « Si j'avais à ma disposition une plus haute récompense, je vous la donnerais avec bonheur. »

Une lettre du colonel Brincard, commandant les Hussards Jérôme-Napoléon, au duc de Feltre, résume les insurmontables obstacles contre lesquels se briseront tous les efforts tentés pour ressusciter l'armée :

« Monseigneur,

« L'organisation du régiment se poursuivait avec beaucoup de succès. Le 1er escadron entièrement habillé, armé et équipé, était déjà sur la frontière du royaume ; le 2e escadron avait son grand équipement et la petite tenue, mais point de manteaux. Cependant quantité de draps étaient en confection et nous n'aurions point tardé de voir le 2e et même le 3e escadron en état d'entrer en campagne, lorsqu'à la journée du 28 Septembre dernier, après la désertion totale et simultanée des troupes westphaliennes, les Russes se trouvèrent aux portes de Cassel et n'y étaient arrêtés que par quelques Hussards à pied du régiment et quelques autres Français : le Roi sortit alors de la ville. Elle fut livrée d'abord à la populace, et l'ennemi profitant d'une fortune à laquelle il ne devait point s'attendre, s'en rendit maître. Deux jours après, les magasins militaires ont été totalement pillés ; les bureaux du quartier-maître étaient déjà bouleversés, les registres matricules étaient déchirés, et à notre rentrée, nous n'avons retrouvé que confusion et désordre.

« Le régiment a perdu dans la journée du 28, deux compagnies, dont l'une (la 10e), ni habillée, ni équipée, a été surprise dans le village où elle était cantonnée, et l'autre

(la 8e) a été prise ou défaite dans un défilé, près de la Fulde. Le surplus du régiment, n'ayant ni manteaux, ni porte-manteaux, ni bottes, ni aucuns effets de petit équipement, a suivi le mouvement de Sa Majesté le Roi de Westphalie.

« La mauvaise saison, dont les hommes n'ont pu se garantir, a occasionné, à notre rentrée à Cassel, nombre de maladies. Elles accroissent journellement par l'insalubrité du local et celle des eaux de la Caserne Neuve. Cette caserne, située dans un bas-fond au milieu d'un champ, au sortir de la ville, n'est pas achevée. Les avenues en sont inabordables. L'eau des pompes qui servent à abreuver les hommes et les chevaux, est extraordinairement malsaine, ce qui se prouve par le sédiment noirâtre qu'elle dépose dans les auges et par la mauvaise odeur qu'elle exhale.

« C'est pourtant dans cet emplacement qu'on cherche à réorganiser le régiment, mais les étoffes manquent pour l'habillement, ainsi que les fonds pour l'équipement et l'harnachement.

« Dans cet état de choses, et vu le dénûment total où se trouve le régiment, il est impossible qu'on obtienne de lui les mêmes services qu'il a déjà été heureux de rendre à la Personne Auguste de Sa Majesté le Roi de Westphalie.

« Il nous sera impossible, Monseigneur, de vous envoyer les mutations exactes du régiment; les 500 hommes que nous avons reçus du dépôt général d'Hanau, sont arrivés sans contrôles de signalements et appartiennent à tous les corps de la cavalerie française. Nos registres matricules, nos contrôles annuels, ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de l'exposer, ont été perdus le jour même où Cassel a été d'abord surpris, évacué et livré à la populace qui a tout détruit. Dans cette circonstance, j'ai cru devoir faire établir

des contrôles de signalements par les commandants de compagnie et ce d'après les renseignements que peut fournir chaque individu ; mais, outre les abus qui résulteront infailliblement de cette mesure, l'exécution exige encore beaucoup de temps, attendu le départ de trois compagnies qui parcourent le pays dans tous les sens. Je prie donc Votre Excellence de vouloir bien prendre intérêt à notre situation et d'en rendre compte à Sa Majesté l'Empereur, et d'être persuadé que si je ne parviens pas à faire obtenir au régiment les secours dont il a besoin dans tous les genres, cela n'aura point dépendu de mon zèle et de mes soins. Je dois aussi prévenir Votre Excellence qu'il n'est encore arrivé ni major, ni chefs d'escadron, qu'il manque quatre capitaines... »

La même désorganisation est partout, aussi irréparable ; les plaintes, les récriminations se succèdent sans répit.

Le Trésor est vide, la cassette royale a donné jusqu'à son dernier napoléon. On croit être tombé au plus profond de la détresse, quand les deux journées de Leipzig et la volte-face des Saxons rendent encore la situation plus lamentable.

Point de nouvelles de l'Empereur ! La marche des ennemis entourée de mystère ! Les bruits les plus contradictoires se croisent.

La seule ambition qui soit encore permise, est de sauver les dernières troupes, de les éloigner de la capitale, dont la reddition est inévitable, et de conserver, pour la défense de la France, ces compagnies décimées, ces débris d'escadrons.

A la Cour, on ne sait pas le dénouement aussi prochain. Comme aux jours les plus fortunés, on se presse autour du

Roi, on veut être remarqué, on fait sonner bien haut la fidélité, on affiche d'héroïques dévouements. Après la revue du 24 Octobre, c'est au château un éclatant assemblage d'uniformes, de chamarrures et de décorations.

Seuls jusqu'à présent, les ministres, les généraux Allix et Rigaud, le baron Reinhard sont dans la confidence des projets de Jérôme.

Le jour même où tant d'hommages et de protestations montaient vers lui, il décide son départ pour le surlendemain. Mais, aussi longtemps que la position de l'ennemi restera incertaine, il est impossible de fixer les étapes du voyage : le Roi veut s'arrêter à Marbourg et y continuer l'organisation de sa petite armée; quelques-uns lui conseillent de reprendre la route de Coblence pour joindre le corps du duc de Tarente; d'autres voudraient qu'il gagnât directement la France.

A onze heures du soir, le 25 Octobre, Reinhard est appelé à Napoleonshöhe. Un courrier du général Lefèbvre-Desnoëttes vient d'annoncer qu'une colonne russe considérable avance sur Cassel, et, avant que la retraite soit coupée, Jérôme tentera d'arriver jusqu'au Rhin. Il partira le lendemain, dès le jour, pour Arolsen, si aucun avis promettant des renforts ne lui parvient d'ici là.

Au milieu de la nuit, le canon retentit. Ce sont des coups espacés d'abord, puis des détonations précipitées : les Russes approchent, balaient toute résistance sur leur passage.

Dans le parc de Napoleonshöhe, les troupes désignées par le Roi arrivent silencieuses. La cavalerie se compose de 114 Gardes du Corps, 140 Gardes d'honneur, 80 hommes du 20e Dragons, 70 du 3e Cuirassiers. Pour l'infanterie, un bataillon de la Garde Impériale, formé de divers détache-

ments, a donné 420 hommes ; il y en a 620 du 11e régiment de Ligne.

Avant de partir, Jérôme donne ses instructions dernières : à l'exception des Hussards, laissés à la disposition du ministre de la Guerre pour la sécurité du gouvernement, toutes les troupes restées en Westphalie sont placées sous le commandement supérieur du général Rigaud.

« ... Vous établirez votre quartier-général à Cassel — lui écrit le Roi ; — vous défendrez la ligne de la Werra autant que possible, et si l'ennemi s'avançait en forces, vous en préviendriez sans délai le ministre, l'inspecteur général de la gendarmerie, l'intendant général du Trésor et le directeur général de l'administration des Postes pour qu'ils puissent se retirer sur Lippstadt où se trouveront mes ordres. »

Un long cri de « Vive le Roi ! » — Jérôme sort du château. Il monte à cheval et, entouré des généraux Chabert, Danloup-Verdun, Bongars, du colonel Berger, de MM. von Wickenburg, von der Malsburg, von Bocholtz, il s'éloigne à jamais de ce Napoleonshöhe, où tant de rêves de grandeur étaient morts-nés, où, pour de rares journées heureuses, il avait vécu une si cruelle et décevante existence.

Le courrier envoyé à Arolsen annonçait au prince de Waldeck-Pyrmont le prochain passage du Roi et le priait de le recevoir sans aucun apprêt officiel.

Convaincu que ses actes comme ses paroles seraient rapportés aux Alliés, le prince accueillit avec peu d'enthousiasme la nouvelle de cette visite qui l'eût si fort enorgueilli quelques mois plus tôt. Sans qu'il soit besoin d'insister, il ne fait aucun tapage autour de l'arrivée du Roi qui, la nuit passée, quitte Arolsen pour Brilon et Arensberg.

Entre ces deux étapes, la route par la montagne, mal entretenue, hérissée de pierres, a été si pénible pour l'infanterie, que, parvenue à Mescheda, Sa Majesté ne permet pas aux troupes à pied d'aller plus loin. Elles se reposeront et ne le rejoindront que deux jours après, à Hagen.

Dans Cassel, le départ de Jérôme avait été connu, le 25 Octobre, par une proclamation du Ministère, faisant appel à la sagesse et à l'attachement des Westphaliens.

Le baron Reinhard, parti à la suite du Souverain, a laissé la direction de la Légation à M. de Malartic, son secrétaire. Celui-ci ignore la position exacte de l'ennemi; il ne sait si un danger immédiat menace Cassel, s'il faut songer déjà à mettre les dernières Archives en sûreté.

Pour obtenir des renseignements précis, il se présente chez le général Rigaud, qu'il trouve entouré de fonctionnaires, d'officiers, d'un va-et-vient de gens éperdus. Quelques paroles rapidement murmurées, lui avouent que la situation est désespérée, qu'avant vingt-quatre heures c'en sera fait de Cassel.

Un indicible désordre bouleverse la ville lorsqu'on sait que les ministres sont partis à midi, escortés des Hussards Jérôme-Napoléon. Chacun veut sauver ce qu'il a de plus précieux; les chevaux sont disputés à prix d'or, des batailles s'engagent autour des voitures.

M. de Malartic quitte la légation de France à six heures du soir; il rejoint à Warbourg les ministres qu'il accompagnera jusqu'à Cologne.

Pour que la retraite ne devienne pas déroute au milieu d'un tel affolement, le général Rigaud passe la nuit entière

à Cassel et ne donne le signal du départ que le 27 Octobre, à sept heures du matin.

Cinq lieues seulement le séparent de Westaffeln, où il attendra les ordres du Roi, et pendant ce court trajet, l'infanterie est, à maintes reprises, inquiétée par les régiments prussiens venus d'Halberstadt. Heureusement ils s'imaginent la colonne westphalienne plus nombreuse, mieux armée qu'elle ne l'est et s'éloignent sans risquer le combat.

A Westaffeln, Rigaud trouve une lettre de Jérôme, datée d'Arensberg; elle lui ordonne de commencer le mouvement de retraite par Paderborn et Lippstadt, dès que l'ennemi aura franchi la Werra.

Devant cet écroulement, la Reine montre une résignation admirable. A son père seulement, elle confie le déchirement de son cœur :

« ... J'ai du moins la consolation de penser que vous restez chez vous aussi tranquillement que ces tristes circonstances peuvent le permettre, tandis que mon mari et moi allons être errants, et sans qu'il y ait rien de fixé sur notre sort présent ni futur. Assurément, ce ne sont pas les grandeurs que je regrette; je saurai supporter tout ce qui me sera personnel, mais je ne saurais, pour le Roi, fixer sans effroi mes regards sur l'avenir. Je ne vois aucun rayon d'espérance luire pour lui dans les événements futurs. De quelque manière que tournent les choses, je ne puis guère espérer que qui que ce soit lui tienne compte des sacrifices que lui ont imposés l'honneur, le sang et la reconnaissance. Les autres chercheront à en profiter, mais personne ne songera à l'en dédommager, et Dieu seul connaît le sort qui nous est réservé. Les hommes ne se font pas, en

général, une raison sur les événements comme les femmes; voilà les motifs et les réflexions qui rendent pour moi le présent encore plus pénible, en m'ôtant les ressources d'espérer dans l'avenir; aussi m'est-il bien difficile de supporter les peines qui m'accablent... Renouvelez-moi vos bénédictions, j'espère les avoir méritées; c'est du moins pour moi un souvenir consolant; je puis alors croire que votre pensée m'accompagne dans ces moments douloureux. »

Plus le Roi approchait du Rhin, et plus nombreuses naissaient les difficultés. Le vertige de la désertion entraînait jusqu'aux officiers des Gardes du Corps; beaucoup fuyaient, qui, jurant une éternelle fidélité, avaient, peu de temps auparavant, repoussé l'offre de rentrer dans leurs foyers.

Les dispositions hostiles des pays allemands s'affichaient au grand jour; c'étaient, devant les bataillons français, des regards chargés de haine; c'était, au passage du Roi, un silence gros de colère contenue.

Tout s'aggravait de cette inquiétante ignorance où l'on était des mouvements de la Grande Armée. Un insoluble problème obsédait la pensée de Jérôme : l'Empereur approuverait-il cette marche vers la France? — Les bruits les plus divers se succédaient : Napoléon opérait sa retraite sur Cassel, ou bien il approchait de Mayence. Où était la vérité? et fallait-il rebrousser chemin vers la Westphalie, ou forcer les étapes pour rallier le Quartier Impérial?

Corps et nerfs brisés, le Roi de Westphalie atteint Elberfeld, le 30 Octobre. A l'entrée de la ville, des hourrahs innatendus éclatent : un détachement de ses Chevau-légers est là, venu avec le général Wolf et le colonel Berger.

Le comte Beugnot, administrateur du Grand-Duché de Berg, est accouru de Düsseldorf pour saluer Sa Majesté : il lui apprend que l'Empereur va gagner Paris, que peut-être même il a déjà quitté Mayence. Si désireux qu'il soit de rejoindre son frère, le Roi ne veut confier à personne le soin de ramener en France les débris de sa petite armée.

Le 1er Novembre, à quatre heures du soir, il est reçu à Cologne par le baron de Ladoucette et les autorités du département de la Roër. Le calme règne dans la ville, la conscription s'y poursuit sans troubles, et la Municipalité vient de décider l'envoi d'une députation à l'Impératrice-Régente, pour l'assurer de sa fidélité.

Les soldats, qui ont si vaillamment parcouru les longues étapes, vont enfin se reposer sans la menace de l'alerte et la préoccupation du départ prochain.

Ce même jour, le Major-Général, prince de Wagram, écrivait de Höchst au duc de Tarente :

« ... Le Roi de Westphalie est arrivé à Cologne avec une colonne de deux à trois mille hommes ; les troupes seront sous vos ordres. Le général Rigaud doit se trouver à Wesel ou à Cologne, avec quatre ou cinq mille hommes de toutes armes ; il doit y avoir à Wesel sept à huit mille hommes...

« Il s'agit pour le moment, Monsieur le Maréchal, de pourvoir d'abord au plus pressé ; vous serez sur cette frontière un centre d'autorité : mettez-y beaucoup d'activité dans votre surveillance et vos dispositions et correspondez journellement avec moi, afin que l'Empereur soit très exactement instruit de l'état des choses. »

Une fois de plus, Jérôme se voyait enlever le commandement. Ayant perdu tout espoir de reconquérir son trône,

n'aspirant désormais qu'à servir, simple général français, sous les ordres de son frère, cette faveur — ne pouvait-il pas dire : ce droit ? — lui était brutalement arrachée. Un autre conduirait à l'ennemi les bataillons créés au prix de tant d'or, de tant de peine.

En sa courte royauté, disaient ses adversaires, il avait amassé des trésors, et les fourgons aperçus à Cologne devaient emporter les œuvres d'art, les toiles précieuses dérobées aux palais westphaliens. La vérité, c'est que telle était sa détresse, qu'il faisait vendre secrètement, à vil prix, de rares pièces d'argenterie ; si misérable était sa cassette, que la semaine suivante, à Aix-la-Chapelle, il s'estimait heureux de trouver dix-neuf cents francs en échange du merveilleux attelage de six chevaux blancs, tant admirés aux jours de grandes fêtes.

L'homme qu'on a représenté comme préoccupé de sa seule infortune, ne gardait d'autre souci que celui de ses soldats. De chaque halte, entre Cassel et le Rhin, il expédiait des ordres aux généraux ; de Cologne, jusqu'à la minute dernière, ses courriers partaient vers le duc de Valmy, vers Rigaud.

« Rien n'était compromis en Westphalie ! » — Cela fut dit et répété par ceux qui représentèrent Jérôme comme un Souverain sans énergie, sacrifiant allègrement son royaume, dès que l'existence y devint trop pénible. Si l'égïsme fut le mobile de ses actions, comment expliquer sa lutte forcenée contre tous les obstacles, toutes les déceptions ? ces six années de combat quotidien contre la trahison et la ruine ?

Lorsqu'il se résigna à quitter Cassel la seconde fois, rien ne pouvait plus être tenté pour le salut du trône. Le pays cédait à l'émeute, la révolte était maîtresse :

demeurer davantage dans la capitale, c'était se condamner à la captivité, c'était donner à l'Europe cette orgueilleuse joie de tenir prisonnier le frère de Napoléon.

Un rapport envoyé d'Osnabrück, le 2 Novembre, par le major Laloyère au général Carra Saint-Cyr, esquisse en phrases rapides le bouleversement de la Westphalie :

« J'ai trouvé l'esprit des habitants tout aussi mauvais que possible, sur le point absolument de l'insurrection, et même, dans deux endroits différents, je n'ai pu avoir de chevaux qu'en faveur que, parlant allemand, je passais partout pour officier westphalien. Je fis même donner des chevaux à un courrier du général Rigaud qui devait se rendre à Minden et qui se trouvait retenu par le maître de poste et le maire depuis six heures de temps.

« Arrivé à Paderborn le 30, à deux heures de l'après-dîner, j'ai rencontré la colonne du général Rigaud qui en sortait, ayant quitté Cassel le 27 au soir. Il se dirigeait sur Lippstadt. Je l'ai suivi jusque dans cette ville, afin d'en obtenir des renseignements sur la position de Sa Majesté l'Empereur. Il n'en avait aucun, seulement il croyait qu'il avait repassé le Rhin sur Mayence...

« Le général de Zandt, commandant la cavalerie faisant l'arrière-garde du Corps du général Rigaud, m'a dit que les Russes avaient pris possession de Cassel le 29 au soir, et que tous les habitants du royaume prenaient les armes contre nous. »

Souverain sans trône et sans liste civile, sans cour et sans sujets, forcé de vendre une à une les épaves des temps heureux pour assurer l'existence de ses derniers fidèles, Jérôme serait cependant resté à Cologne, si sa présence avait pu servir les intérêts de la France.

Mais on lui enlevait toute autorité; on disposait de ses soldats, sans le consulter; on lui contestait jusqu'à la liberté de s'enfermer dans une retraite de son choix. Puisqu'on jugeait son rôle terminé et qu'on lui retirait les moyens de ressaisir sa couronne, il voulait du moins rentrer en France. La Reine Catherine venait d'acheter le château de Stains : il l'y rejoindrait et vivrait là des jours plus calmes.

Reinhard, qui depuis Cassel s'attachait aux pas de Jérôme, n'a pas plutôt surpris ces projets, qu'il se présente, armé d'une lettre du duc de Bassano :

« Mayence, le 4 Novembre 1813.

« Monsieur le Baron,

« Je n'apprends qu'en ce moment que sa Majesté l'Empereur a écrit au Roi de Westphalie par M. le duc de Plaisance, que son intention était que Sa Majesté s'établisse dans un château du département de la Sarre, de la Roër ou du Rhin-et-Moselle, et qu'Elle y fasse venir la Reine.

« Les dispositions de Sa Majesté à cet égard sont précises. Elle désire que le Roi ne s'en écarte pas. Elles sont déterminées par des considérations telles que si le Roi ne s'y conformait pas, l'Empereur serait obligé de prendre, même envers sa personne, des mesures pour en assurer l'exécution.

« Sa Majesté a su récemment, et n'a pu l'apprendre qu'avec mécontentement, que la Reine s'occupe, avec des gens d'affaires, à acheter pour le Roi des maisons de plaisance aux environs de Paris et notamment le château de Stains.

« D'après le statut de famille, un Prince sur un trône

étranger ne peut rien posséder en France sans la permission de l'Empereur. Les projets du Roi sont donc irréguliers... »

On proposait au Roi de Westphalie d'habiter le château de Brühl, ancienne résidence des Électeurs, à douze kilomètres de Cologne. C'était une propriété du prince d'Eckmühl, qui la laissait démeublée, à l'abandon. Le Rhin coulait à une lieue de là, dernier obstacle opposé à l'ennemi, et Jérôme refusait de faire venir la Reine en plein centre des opérations militaires, où elle serait exposée aux surprises, toujours sous le coup d'un départ précipité.

Il demandait que l'Empereur l'autorisât à se retirer au château de Laeken. Du rapide séjour qu'ils y avaient fait avec Napoléon et Marie-Louise, le Roi et la Reine de Westphalie conservaient un souvenir délicieux : ils aimaient à en reparler, et leur pensée se reportait souvent vers les heures trop brèves passées à Bruxelles.

Mais Reinhard n'admettait que la stricte interprétation des ordres reçus. Dans ses entretiens avec Furstenstein, il insistait et insistait encore pour que Bruhl fût accepté; si bien que, las de ces interminables débats, Jérôme quitte Cologne et va droit à Aix-la-Chapelle, où le Maréchal du Palais a loué une maison pour plusieurs mois.

Avant de partir, le Roi, qui ne veut pas être soupçonné de bravade aux volontés de l'Empereur, a conféré avec le duc de Plaisance et le préfet de la Roër, qui approuvent ses projets. Il est suivi de ses Ministres, de MM. Le Camus, Chabert, Bruguière, de Boucheporn, de Marinville et Moulard; trois officiers westphaliens, les généraux de Wickemberg, de Zandt et le colonel Pfahl, restent attachés à sa personne.

Quant aux troupes qui avaient accompagné Jérôme, depuis Napoleonshöhe jusqu'à Cologne, elles allaient rejoindre leurs corps respectifs; de même, la colonne du général Rigaud, dont l'arrivée est imminente, sera dispersée le long du Rhin.

Un ordre du prince de Wagram assigne à chaque détachement sa destination nouvelle. Les Hussards de Jérôme-Napoléon et les Gardes du Corps, avec deux pièces d'artillerie servie, restent à Cologne; les deux escadrons de Gardes d'honneur seront dirigés sur Worms; les Dragons et les Hussards rejoignent le 5e Corps de cavalerie. Le bataillon de marche de la Garde Impériale partira sans retard pour Mayence, et les hommes du 55e de Ligne seront maintenus à Cologne.

Sur la rive gauche du Rhin, le péril monte. Les Cosaques sont à Deutz, où les cris « Vive l'Empereur Alexandre! » ont salué leur arrivée.

Les habitants de Cologne, qui aperçoivent les postes russes de l'autre côté du fleuve, ne font plus mystère de leurs sentiments. Ils attachent des cordes aux portes des fonctionnaires, pour les avertir en douceur de la pendaison qui les attend; dans les guinguettes, ils boivent au Tzar.

Contre ces manifestations, la police est désarmée : Paulze d'Yvoy, le commissaire spécial, ne dispose plus que de mille francs pour son service.

Les troupes meurent de faim : il faut des vivres pour dix mille hommes, et le Préfet n'a encore pu rassembler que deux bêtes à cornes. La situation est si grosse d'imprévu, que le duc de Tarente couche tout botté, s'attendant chaque soir à être réveillé par une attaque des Russes.

Laissant à M. de Malartic la direction très platonique de la Légation et la garde des papiers restés à Cologne, Reinhard avait suivi le Roi de Westphalie.

Le 9 Novembre, il sollicite une audience, pour revenir encore sur cette question de résidence qui irrite si fort Jérôme. Plus énergiquement que jamais, Sa Majesté repousse tous les arguments du ministre de France et se refuse à faire venir la Reine aux avant-postes.

— « Oui, j'ai le cœur plein d'amertume et je ne le montre qu'à vous... Que l'Empereur attende encore quinze jours, et il verra ce qu'il peut se promettre des autres membres de sa famille. Je vois des traîtres comme ce Roi de Suède, affermis sur leur trône, et moi seul, constamment resté fidèle, je perds le mien. On m'a fait des propositions pour rester à Cassel; je les ai rejetées. L'Empereur le sait... »

Puis, plus calme, il ajoute : « Oui, l'Empereur est dans un moment malheureux; aussi n'écrivez rien qui puisse lui déplaire. Je ne défends que mes droits personnels. »

CHAPITRE VII

ROI SANS ROYAUME

Beaucoup d'officiers westphaliens, demeurés pour la plupart sans emploi, accouraient à Aix-la-Chapelle, demandaient des ordres à leur Souverain, qui ne pouvait que les encourager à la patience.

A venir en aide à leur détresse, à entretenir l'entourage royal, le peu d'or demeuré dans la cassette est vite épuisé. Une somme de 80,000 francs reste la dernière ressource du Roi de Westphalie. Il a calculé qu'elle doit suffire à ses dépenses durant près de trois mois, qu'avec elle, il devra loger, faire vivre et voyager une suite de quarante personnes, fidèles des jours tristes qui se refusent à le quitter.

Il est impossible de prolonger une pareille existence, rendue plus pénible encore par les mensonges lâchement répandus : on assure que l'Empereur négocie avec la Prusse la cession du Royaume de Westphalie, que le traité va être conclu.

La pensée de son impuissance décide Jérôme à partir loin de l'Allemagne, à chercher un refuge entre la tendresse de sa mère et l'amour de sa femme.

C'est à Pont, résidence de Madame, qu'il veut aller : il l'écrit à Napoléon et envoie courrier sur courrier à sa recherche. L'un d'eux rencontre l'Empereur à Verdun et rapporte son consentement dans la soirée du 10 Novembre.

Aussitôt, tout est disposé pour le départ, que Reinhard apprend par ce billet de M. de Fürstenstein :

« Aix-la-Chapelle, le 11 Novembre 1813.

« Monsieur le baron,

« J'ai l'honneur de prévenir Votre Excellence que le Roi mon maître se mettra en route cette nuit pour se rendre au château de Pont-sur-Seine, appartenant à S. A. I. Madame Mère ; ce lieu ayant été jugé convenable pour la résidence du Roi par Sa Majesté l'Empereur. »

Le baron Reinhard répond à la note par une protestation dernière :

« ... Après les communications verbales que j'ai eu à faire à Votre Excellence et après la connaissance que j'ai eu l'honneur de donner directement à Sa Majesté des intentions de l'Empereur mon Maître, il ne me reste qu'à répéter que les volontés de Sa Majesté Impériale, telles que M. le duc de Bassano me les a fait connaître par une dépêche du 4 Novembre envoyée par courrier, sont positives sur deux points : le premier, que Sa Majesté s'établisse dans un château des départements de la Sarre, de la Rœer ou du Rhin-et-Moselle ; et le second, qu'Elle y fasse venir la Reine...

« Mon devoir, monsieur le comte, se bornait à faire bien entendre à Sa Majesté que telles sont les volontés de Son Auguste Frère. Je ne puis m'écarter de ce devoir, quelles que soient les communications directes que le Roi a pu

recevoir depuis. Après avoir satisfait dans cette circonstance pénible, autant qu'il était en moi, à ma responsabilité et à ma conscience, il ne me reste qu'à rendre compte à mon Gouvernement de la détermination que le Roi a prise. »

Parti d'Aix-la-Chapelle, le 12 Novembre, à une heure du matin, avec Fürstenstein, Chabert, Wickenberg, Boucheporn, les colonels Berger et La Flèche, Jérôme arrivait, le 15, à Compiègne où l'attendait la Reine.

Dans les grandes salles du palais délaissé, sous la tristesse de l'automne, avec l'angoisse des dépêches annonçant les progrès de l'invasion, la vie était mélancolique.

Au plus fort des froids de Janvier 1814, les médecins annoncent la grossesse de la Reine. L'année précédente, des salves, des carillons auraient proclamé la nouvelle; ambassadeurs, députés des villes, délégués des campagnes seraient accourus à Cassel; mais, dans l'extase du bonheur si longtemps désiré, Jérôme et Catherine oublient leur abandon, ne songent plus à leur misère.

Tremblant pour la santé de sa femme, le Roi ne veut pas rester davantage à Compiègne, et à la fin de Janvier, la petite cour se rend à Stains. On y sera plus près de Paris d'où, à la première inquiétude, des médecins pourront être appelés...

L'ennemi approche, les revers se précipitent : le Roi et la Reine de Westphalie jugent que leur place est aux côtés de l'Impératrice; lui, redevenu simple général français, pour donner à l'Empire jusqu'à la dernière goutte de son sang; elle, oublieuse de la souffrance pour soutenir sa belle-sœur de son énergie, de sa tendresse.

Ils rentrent à Paris, où le cardinal Fesch leur donne asile dans son hôtel.

Depuis près de deux mois, Catherine était sans nouvelles de son père.

Vers la fin de Mars seulement, elle reçoit le courrier anxieusement attendu, la réponse du Roi de Wurtemberg à la lettre dans laquelle elle lui annonçait ses espérances. Elle n'y trouve encore que peine et désillusions.

« Ma chère fille, j'ai reçu le 21 Février votre lettre du 14 Janvier par laquelle vous m'annoncez votre grossesse. Je ne puis vous dissimuler que cet évènement qui, il y a quelques années, m'aurait fait le plus grand plaisir, dans les circonstances du moment me cause de vives inquiétudes et augmente beaucoup celles que me cause votre avenir, que je ne puis entrevoir comme heureux; mes sentiments pour vous, ma chère enfant, ne sauraient changer, mais ne peuvent malheureusement influer sur votre sort; quoique sûrement je ne néglige rien pour le rendre moins triste, je rencontre des obstacles qui sont étrangers et à vous et à moi. »

Napoléon, toujours prévenu contre Jérôme, ne l'avait pas désigné pour faire partie du Conseil de Régence. Il assiste néanmoins à la malheureuse séance dans laquelle le départ de Marie-Louise et du Roi de Rome est décidé; il supplie que l'on attende encore, il conjure l'Impératrice de ne quitter la Capitale qu'à l'instant où il ne sera plus de résistance possible : en quelques heures, par un coup de génie de l'Empereur, la Garde peut atteindre Paris, et la France sera sauvée.

Ses prières ne sont pas écoutées. La Régente et son fils

se dirigent sur Tours; avec Madame Mère, Jérôme et Catherine, le cœur brisé, sans illusions, veulent gravir, eux aussi, ce Calvaire de l'Empire.

Qu'ils sont douloureux, les jours passés aux rives de la Loire, où chaque heure enlève un peu de cette apparence de pouvoir, où Marie-Louise, inconsciente, indifférente à ce qui ne touche pas son avenir d'Archiduchesse, se refuse à toute résistance, s'indigne des suprêmes luttes tentées par ses beaux-frères.

En chemin, l'Impératrice avait reçu une lettre de Napoléon, lui prescrivant de choisir Blois, au lieu de Tours, comme résidence.

Elle y arrive le 2 Août, à trois heures, se rend à la Préfecture, entre une double haie formée par la Garde urbaine et la garnison.

Ce soir-là, à Paris, une représentation de gala réunissait les Souverains alliés à l'Opéra.

Sur l'air « Vive Henry IV » — le chant électrique du bon Henry, comme l'appellent les feuilles des Bourbon — on a adapté des couplets de circonstance, que les royalistes applaudissent avec frénésie :

« Vive Guillaume
Et ses guerriers vaillants;
De ce royaume
Il sauve les enfants.
Par sa victoire
Il nous donne la paix
Et compte sa gloire
Par ses nombreux bienfaits.

« Vive Alexandre!
Vive le Roi des rois!
Sans rien prétendre,
Sans nous dicter des lois,

Ce prince auguste
A ce triple renom
De héros, de juste,
De nous rendre un Bourbon! »

Le dimanche des Rameaux, 3 Avril, après avoir entendu la messe dite par l'abbé Gallois, et présidé le Conseil, la Régente, ayant le Roi de Rome auprès d'elle, reçoit les Autorités.

Une proclamation a été affichée, le matin, dans les principales villes de Touraine :

« L'Empereur se porte bien et veille pour le salut de tous.

« Sa Majesté l'Impératrice et le Roi de Rome sont en sûreté.

« Les Rois, frères de l'Empereur, les grands dignitaires, les ministres, le Sénat et le Conseil d'État se sont portés sur les rives de la Loire, où le centre du gouvernement s'établit provisoirement.

« Ainsi l'action du gouvernement ne sera point paralysée; les bons citoyens, les vrais Français peuvent être affligés de l'occupation de la capitale, mais ils n'en doivent pas concevoir de trop vives alarmes. Qu'ils se reposent sur l'activité de l'Empereur et sur son génie du soin de notre délivrance! Mais qu'ils sentent bien que c'est dans ces grandes circonstances que l'honneur national et nos intérêts bien entendus, nous commandent plus que jamais de nous rallier autour de notre Souverain! Secondons ses efforts, et ne regrettons aucun sacrifice pour terminer enfin cette lutte terrible contre des ennemis qui, non contents de combattre nos armées, viennent encore frapper chaque citoyen dans ce qu'il a de plus cher, et ravager ce beau pays, dont la gloire et la prospérité furent, dans tous les temps, l'objet de leur haine jalouse.

« Malgré les succès que l'armée coalisée vient d'obtenir, et dont elle ne s'enorgueillira pas longtemps, le théâtre de la guerre est encore loin de vous; mais si quelques coureurs, attirés par l'espoir du pillage, osaient se répandre dans vos campagnes, ils vous trouveraient armés pour défendre vos femmes, vos enfants, vos propriétés! »

Les courriers n'arrivent pas à Blois, on est sans nouvelles de Paris: les bruits les plus contradictoires sont apportés par de rares voyageurs.

Joseph et Jérôme voudraient mettre fin à cette périlleuse indécision, se rapprocher de leur frère. Ils songent à établir la régence à Orléans, mais pas avant de connaître par eux-mêmes les sentiments de la ville, ses moyens de résistance.

Ils y vont, le 4 Avril, avec le duc de Feltre; ils commencent l'inspection des troupes, la visite des casernes et, le soir venu, rentrent à la préfecture, où des rapports minutieux sont préparés.

Dans la nuit, un messager, accouru de Fontainebleau, bouleverse leurs projets: ils repartent pour Blois, emmenant les bureaux de la guerre, qui devront travailler sans relâche à organiser la défense.

L'École polytechnique, Saint-Cyr, toute une jeunesse impatiente de batailles est venue se ranger autour du Roi de Rome; l'arrivée des Pages met à la petite cour de Blois comme un reflet des splendeurs passées.

Il faut réagir contre les menées royalistes, soutenir la confiance, créer autour de l'Impératrice une légende d'énergie. Pour cela, une nouvelle proclamation est affichée le 7 Avril.

« Français !

« Les évènements de la guerre ont mis la capitale au pouvoir de l'étranger.

« L'Empereur, accouru pour la défendre, est à la tête de ses armées si souvent victorieuses.

« Elles sont en présence de l'ennemi sous les murs de Paris.

« C'est de la résidence que j'ai choisie et des ministres de l'Empereur qu'émaneront les seuls ordres que vous puissiez reconnaître.

« Toute ville au pouvoir de l'ennemi cesse d'être libre ; toute direction qui en émane est le langage de l'étranger, ou celui qu'il convient à ses vues hostiles de propager.

« Vous serez fidèles à vos serments. Vous écouterez la voix d'une princesse qui fut remise à votre foi, qui fait sa gloire d'être Française, d'être associée aux destinées du Souverain que vous avez librement choisi.

« Mon fils était moins sûr de vos cœurs au temps de nos prospérités.

« Ses droits et sa personne sont sous votre sauvegarde.

« Signé : MARIE-LOUISE,

« Contre-signé : MONTALIVET, f. f. de secrétaire de la Régence. »

On ne peut prolonger le séjour à Blois. L'un propose la retraite sur Tours, un autre voudrait que la Régence s'établît à Rennes ; mais, devant la nonchalance de Marie-Louise, qui cache mal son désir d'abandonner la lutte et songe plus à elle-même qu'à la couronne de son époux et aux destinées de son fils, le Conseil ne prend aucune décision.

Ce que les ministres n'osent faire, Joseph et Jérôme le tenteront seuls.

Le matin du Vendredi-Saint (8 Avril), des voitures se rangent devant la préfecture de Blois : les Rois d'Espagne et de Westphalie pénètrent chez l'Impératrice, la supplient de partir sur l'heure avec le Roi de Rome, de se retirer au-delà de la Loire, où des troupes, nombreuses encore, sont prêtes à mourir pour les Napoléons.

« Si vous abandonnez la résistance, lui dit Jérôme, vous perdez la Cause Impériale! »

A ces supplications, qui par instants se firent presque menaçantes, Marie-Louise n'oppose qu'une réponse : elle se trouvera aussi en sûreté parmi les Allemands ou les Russes. Et tout heureuse, elle apprend, quelques heures après, l'arrivée du comte Schouvalow, qui vient la saluer au nom des Souverains alliés.

Sous sa garde, elle quitte Blois, le 9 Avril, arrive le soir à Orléans, où elle passera le dimanche et le lundi de Pâques.

Pour Madame-Mère, pour Joseph et Jérôme, Marie-Louise est l'Impératrice toujours : faisant taire leur colère, dominant leur douleur, ils l'accompagnent.

Ils sont auprès d'elle, quand un envoyé du gouvernement provisoire se fait remettre quinze millions, propriété personnelle de Napoléon, la vaisselle d'or, d'argent, de vermeil apportée de Paris pour le service de la Régente.

Ils assistent à la messe solennelle de Pâques, où le Haut Clergé, courtisan des vainqueurs, a donné l'ordre d'oublier le *Salvum fac Imperatorem*.

Le 11 Avril seulement, après l'abdication de Napoléon,

après que « l'Archiduchesse » Marie-Louise a quitté la France sous la garde du prince Esterhazy, la Famille Impériale considère sa mission comme achevée.

La Reine Catherine rentre à Paris pour réunir les débris de sa fortune, vendre les chevaux qui lui restaient encore. Ensuite, elle doit rejoindre Jérôme à la Mothe-Beuvron, où un Polonais, M. Mathowski, lui a offert asile : il y demeurera six jours, épuisant ses dernières ressources à secourir les soldats qui passent près de la maison.

L'écroulement de tant de gloire n'a pas désarmé l'acharnement des royalistes; devant l'effroyable agonie de l'Homme à qui ils devaient tout, la haine des traîtres semble grandir encore.

Dans l'hôtel de M. de Talleyrand, prince de Bénévent par la grâce de Napoléon, hier encore Vice Grand-Électeur Grand-Chambellan, le plus odieux complot se prépare.

A la prière de Caulaincourt, le Roi de Westphalie avait accueilli jadis un ancien émigré, Marie-Armand de Guerry de Maubreuil, marquis d'Orvault. D'abord capitaine des chasses, puis officier aux Chevau-légers envoyés en Espagne, il sut si bien lasser la patience de Jérôme, qu'il lui fallut quitter Cassel, se réfugier à Paris, où la bonté du Roi voulut encore lui assurer des protections.

Il caressait des projets financiers qui échouèrent; des opérations pour lesquelles ses rêves échafaudaient les millions, ne virent jamais le jour; et son ambition déçue fit de lui un adversaire acharné des Bonaparte.

L'abdication de l'Empereur ne calmait pas l'effroi des royalistes : mieux que personne, Talleyrand savait que tant qu'il lui resterait un souffle, Napoléon se dresserait contre les Bourbon comme l'incarnation de la Liberté fran-

çaise, comme le vengeur de la Patrie asservie. Seule, sa mort pouvait assurer le trône de Louis XVIII.

Mais quel homme sera l'assassin de Napoléon?

Le nom de Maubreuil est prononcé. Vite on le mande chez Talleyrand... On fait miroiter à ses yeux le titre de duc, deux cent mille livres de rente; le grade de Lieutenant-Général. Ébloui, résolu à tout, Maubreuil s'éloigne de Paris, le 17 Avril, porteur de ces papiers qui font de lui l'égal des plus puissants :

« Ministère de la Guerre.

« Il est ordonné à toutes les autorités militaires d'obéir aux ordres qui leur seront donnés par M. de Maubreuil, lequel est autorisé à les requérir et à en disposer selon qu'il le jugera convenable, étant chargé d'une *mission secrète*. MM. les commandants des corps veilleront à ce que les troupes soient mises sur-le-champ à sa disposition et qu'il n'éprouve aucun retard pour l'exécution des ordres dont il est chargé pour le service de S. M. Louis XVIII.

« Le Ministre de la Guerre,

« Signé : Le général comte DUPONT.

« Paris, le 16 Avril 1814. »

« Ministère de la Police Générale.

« Il est ordonné à toutes les autorités chargées de la police générale de France, aux commissaires généraux, spéciaux et autres, d'obéir aux ordres que M. de Maubreuil leur donnera, de faire et d'exécuter à l'instant même tout ce qu'il leur prescrira, M. de Maubreuil étant chargé d'une mission secrète de la plus haute importance.

« Le Commissaire provisoire du département de la Police Générale,

« Signé : ANGLÈS. »

Sur une ordonnance semblable de Bourrienne, les maîtres de postes étaient tenus de fournir sans délai tous les chevaux nécessaires, de veiller à ce qu'il ne se produisît aucun retard dans l'exécution des ordres dont Maubreuil est chargé.

Le baron Saken pour la Russie, le baron de Brokenhausen pour l'Allemagne, ont fait remettre au mystérieux personnage des papiers identiques, qui lui assurent l'aide aveugle des troupes alliées.

Armé de ces formidables pouvoirs, l'ancien officier du Roi de Westphalie, accompagné de quelques hommes prêts à toutes les obéissances, prend la route de Fontainebleau.

Dans le Mémoire adressé cinq ans plus tard au Congrès d'Aix-la-Chapelle, Maubreuil déclara que le Comte d'Artois, arrivé le 12 Avril à Paris, était au courant de tous ces projets, qu'il approuvait l'assassinat de l'Empereur et que, pour faciliter la besogne des meurtriers, il avait été convenu que pendant la traversée de la forêt, Napoléon serait seul dans sa voiture, en avant des commissaires.

Crainte ou remords, une voix murmura dans l'âme de Maubreuil. Brusquement il prétexte un ordre venu de Paris, une modification dans la route que suivra Bonaparte; il rebrousse chemin. — L'Empereur était sauvé.

Mais il songe à l'écrasante responsabilité qu'il vient d'encourir; il ne s'imagine que trop la fureur des royalistes apprenant que Napoléon échappe à leurs pièges. Il veut bien être accusé de maladresse, mais non de trahison : il lui faut, à tout prix, se réhabiliter.

On était au 20 Avril. La Reine Catherine, arrivée le matin à Nemours, avait décidé de s'y arrêter pour attendre le passage de Napoléon, dont on signalait l'approche. Elle

voulait lui parler encore, lui dire que son dévouement et sa tendresse restaient fidèles à l'Exilé autant qu'ils l'avaient été au Maître du Monde.

L'entretien fut court, car les commissaires royaux s'effrayaient de l'adoration pour le vaincu qu'ils lisaient dans tous les regards, de l'enthousiasme passionné qui pressait la foule sur sa route.

L'Empereur embrassa une dernière fois sa belle sœur, qu'il ne devait plus jamais revoir, — puis, pâle, remonta dans sa voiture...

Il faut lire dans les journaux et les Mémoires royalistes le récit de ce voyage vers l'île d'Elbe. Mensonges enfantins, inventions d'une désarmante niaiserie s'y entassent : tel cet épisode où « Buonaparte », terrifié par les hurlements farouches des dignes enfants « du meilleur des pères », se penche à la portière et, à trois reprises, crie « Vive le Roi ! »

La Reine de Westphalie quitte Nemours dans la nuit du 20 au 21 Avril et Maubreuil, tenant enfin la victime qui détournera de lui la colère des Bourbon, la précède au relais de Fossard, avec un détachement de cavalerie.

Quand la berline paraît, les compagnons du traître se jettent au-devant de l'attelage. Lui ouvre la portière et, parlant « au nom du Roi », ordonne à Catherine de descendre, afin que ses bagages soient visités.

Six heures durant, assise dans une cour d'auberge, gardée à vue, elle assiste à un véritable pillage, auquel se livre la petite troupe de Maubreuil, aidée de soldats requis à Montereau.

D'abord Catherine, supposant quelque délation menson-

gère de ses ennemis, avait dit à l'envoyé de Talleyrand. « Je vous jure sur mon honneur et foi de Reine, que je n'ai rien à la Couronne de France. » — Puis, devant cette perquisition si savammant organisée, qui s'attaquait aux diamants, à l'or, passait aux papiers et jusqu'à la cassette posée à ses pieds, elle comprenait et s'écriait en regardant Maubreuil :

— « Quand on a mangé le pain des gens, on ne se charge pas d'une pareille mission. Ce que vous faites est abominable! »

— « Madame, réplique-t-il, je ne suis que l'exécuteur des ordres du Gouvernement. Je dois rendre vos caisses intactes à Paris. »

Lorsqu'il ne reste plus rien à prendre, on permet à la Reine de remonter en voiture. Un cavalier se place à chaque portière et, sous bonne garde, les postillons s'engagent sur la route de Dijon.

Usant de ses pouvoirs, Maubreuil, au moment de quitter Fossard avec son butin, défend au maître de poste de donner des chevaux à qui que ce soit, pendant les trois heures qui suivront le départ de Catherine.

Avant que cette sanglante insulte fût faite par les Bourbon à la dignité de la Souveraine, à l'honneur de la femme, le cœur de la Reine avait été cruellement déchiré par les dernières lettres de son père parvenues à Paris.

Au lieu des lignes de douce pitié qu'elle attendait, c'étaient des pages presque menaçantes, qui ajoutaient à la douleur de ces instants où se préparait l'éternel exil.

« Si le Roi Jérôme consent de sa propre volonté à se sépa-

rer de la Reine ma fille, je promets de m'employer efficacement auprès des Empereurs et des Rois mes alliés, pour lui assurer un sort conforme à la dignité dont il a été revêtu et analogue à celui de son frère aîné. Je me charge entièrement de l'établissement et de l'entretien de ma fille, de même que du sort de l'enfant auquel elle donnera le jour. Si, par contre, le Roi Jérôme se refusait à cette proposition, ou que ma fille ne voulût pas y entendre, je devrais déclarer, quoiqu'à regret, que je serais hors d'état de prendre à l'avenir aucun intérêt à leur sort. J'ai chargé le comte de Wintzingerode père de porter cette déclaration à la connaissance de tous deux. »

Quatre jours plus tard, autre lettre, moins diplomatique mais également cruelle :

« ... Il faut vous soumettre aux décrets de la Providence; c'est elle qui en a décidé, aucun Bonaparte ne doit plus régner ni en grand, ni en petit, c'est le but de notre alliance et nous sommes prêts à sacrifier de nouveau tous nos moyens à obtenir cette assurance, qui seule assure notre liberté et celle de l'Europe. Suivez l'exemple que vous donne la fille de l'Empereur François. Elle descend de plus haut que vous; elle est mère comme vous allez l'être, et elle retourne auprès de son père, au sein de sa famille... »

La Reine Catherine ne veut pas juger sa belle-sœur. Dans sa touchante réponse, elle ne dira rien de l'Impératrice des Français, de l'épouse de Napoléon, de la mère du Roi de Rome : il lui serait trop facile de condamner la triple trahison de Marie-Louise, et son dévouement pour l'Empereur la fait miséricordieuse à celle qu'il a trop aimée.

« Veuillez jeter un coup d'œil en arrière ; — écrit-elle

à son père. Mariée au Roi sans le connaître, victime, à cette époque, de grands intérêts politiques, je me suis attachée à lui, je porte aujourd'hui son enfant dans mon sein ; il a fait mon bonheur pendant sept ans par des procédés aimables et doux, mais eût-il été pour moi le plus mauvais des maris, m'eût-il rendue malheureuse, je ne l'abandonnerais pas dans le malheur, et je ne mériterais ni votre estime ni la sienne, si j'étais capable d'un pareil procédé. Jamais je ne séparerai mes intérêts des siens ; ma résolution est prise irrévocablement là-dessus ; elle m'est inspirée par le sentiment et par l'honneur. Je le suivrai là où le sort le conduira, n'importe où, et je vivrai avec lui des chétifs revenus que nous avons conservés, si je ne puis lui obtenir une indemnité pour lui et ses descendants ; car pour de l'argent, une pension de la France, nous n'en accepterons jamais : toute la famille n'a qu'une voix là-dessus et s'est refusée à toute espèce de proposition de ce genre... »

A Berne, où il l'avait rejointe, Jérôme apprend de la Reine ce qui a été tenté pour les désunir. Aussitôt il écrit au Roi Frédéric :

« Monsieur mon Frère et très-cher Beau-Père, je ne puis laisser plus longtemps ignorer à Votre Majesté combien je suis affecté de tout ce qu'elle fait pour détacher et séparer ma femme de moi... Cependant, depuis sept années je fais son bonheur, et elle fait le mien. Votre Majesté sait mieux que personne que cette alliance ne m'a procuré aucun avantage politique ; j'ai fait votre fille Reine et Votre Majesté elle-même a été faite Roi par l'Empereur mon Frère. Dans le temps de ma prospérité, Votre Majesté a-t-elle jamais songé à séparer sa fille de moi?... Je prie Votre

Majesté de remarquer que son alliance ne m'a pas même laissé espérer ce que le moindre paysan trouve chez le père de sa femme, un asyle dans le malheur! »

L'Empereur Alexandre, dont l'affection pour la Reine de Westphalie, sa cousine, s'augmentait encore de l'admiration que lui inspiraient sa dignité et son énergie, offrait à elle et au Roi l'hospitalité de la Russie.

Mais la grossesse de Catherine était trop avancée pour qu'elle s'exposât aux fatigues d'un tel voyage; force fut d'user de l'autorisation donnée par l'Empereur d'Autriche, qui permettait la résidence à Gratz.

Jérôme loue le château d'Ekensberg, à une lieue de la ville, quoiqu'il le juge « trop magnifique », trop dispendieux pour sa fortune. Il cherchera plus tard une habitation moins coûteuse, dans laquelle on s'installera définitivement.

A voir la vie modeste menée à Ekensberg, nul ne devinerait ce que furent ses hôtes, la place qu'ils tinrent dans les préoccupations de l'Univers : les gens ne portent pas la livrée, nulles armoiries ne sont peintes sur les voitures.

Pour augmenter les ressources, le Roi et Reine se décident à faire vendre le mobilier resté à Paris, déposé 15, rue Taitbout. L'annonce des enchères paraît dans *les Petites affiches* des 10 et 11 Juin.

C'est là l'origine de nouvelles vexations dirigées contre le frère et la belle-sœur de Napoléon.

Le comte de Blacas, ministre de la Maison du Roi, ayant voulu voir les meubles et l'argenterie, exprime l'intention de les acquérir et demande qu'une nouvelle estimation soit faite. Puis il offre du tout à peine deux cent mille francs,

alors que deux objets, à eux seuls, en avaient coûté cent quatre-vingt mille. Il voudrait aussi que la vaisselle plate lui fût cédée au poids.

Devant de semblables prétentions, le réprésentant des intérêts du Roi et de la Reine de Westphalie rompt toutes négociations et prie le directeur de la police de lui délivrer les permis nécessaires à l'envoi en Italie des meubles et objets d'art.

Ils sont accordés sans difficulté, et un brick est frêté au Hâvre, qui transportera le tout à Livourne.

Les caisses allaient quitter Paris, quand un commissaire de police se présente rue Taitbout, pour s'opposer à leur départ, mettre les scellés jusque sur les effets personnels de la Reine. Il se rend ensuite à la douane où des colis étaient déjà prêts à partir et y remplit la même formalité.

Nulle illégalité, aucune violation de leurs droits ne pouvaient surprendre les Souverains détrônés. D'ailleurs Jérôme n'avait plus d'autre souci que la santé de Catherine : bien que le château d'Ekensberg leur déplût à tous deux, il redoutait tellement la moindre fatigue pour sa femme, qu'il se refusait à chercher une résidence plus agréable avant ses couches.

La famille de l'Empereur partageait cette sollicitude et la Princesse Élisa, quoique sa délivrance fût plus prochaine encore, était venue passer plusieurs semaines auprès de sa belle-sœur. Mais, au commencement d'Août, elle ressent de telles souffrances qu'elle veut sans retard gagner Trieste où elle trouvera toutes les ressources, tous les secours qui manquent à Ekensberg.

Le Roi se refuse à la laisser partir seule. Il l'accompagne :

et voilà que sur la route, les douleurs deviennent si violentes que, privé de tout aide, il est forcé de demander l'hospitalité dans un château voisin pour la Grande-Duchesse de Toscane, qui y accouche le 10 Août.

A la pensée que peut-être sa femme était en proie aux mêmes angoisses, qu'aucun médecin renommé n'était à Ekensberg pour la secourir, Jérôme était obsédé de mille craintes. Si pénible que dût être le voyage, il envoyait courrier sur courrier à Catherine pour la supplier de venir à Trieste, où il allait bien vite choisir un hôtel, le faire aménager en hâte.

Elle cédait à ses prières et le rejoignait le 20 Août.

Vingt-quatre heures plus tard, malgré les instances de son entourage, la Princesse Élisa, se soutenant à peine, arrivait auprès de la Reine de Westphalie, lui amenant le docteur Vacca, une illustration de Pise.

Après tant d'années semées d'épreuves, Catherine n'osait plus croire que le sort se lasserait; persuadée que la naissance de son enfant lui serait fatale, elle avait écrit son testament, toutes ses volontés dernièree.

Le 24 Août 1814, lorsque le docteur Vacca, après un accouchement périlleux, lui présenta son fils, ce fut dans son âme une joie infinie : il lui sembla qu'une vie nouvelle, toute de bonheur, allait s'ouvrir.

Son amour pour Jérôme, qui la soignait « comme une garde-malade », a grandi encore. « Il n'y aurait eu — elle le confie à son *Journal* — que l'idée de me séparer de lui qui aurait pu troubler mes derniers moments... L'instant où j'ai été délivrée, il était si joyeux, si content, que dans les premiers moments il ne s'occupait que de moi et nulle-

ment de l'enfant ; il avait l'air de revivre après une longue agonie... »

Le jeune Prince[1] eut pour parrain l'Empereur. Catherine avait sollicité cette faveur dès le mois de Juin, en une lettre où elle se montrait plus touchante et plus noble encore dans sa dévotion au malheur.

« Sire, depuis les événements qui se sont passés en France, je n'ai osé écrire à Votre Majesté, dans la crainte de lui paraître indiscrète, peut-être même de lui devenir à charge ; mais à l'époque très prochaine où je touche de devenir mère, et qui est, par conséquent, le plus intéressant de ma vie, je croirais manquer à un devoir sacré et cher à mon cœur, en ne priant pas Votre Majesté d'être le parrain de mon enfant. Croyez, Sire, qu'en m'accordant cette faveur, vous rendrez le père et la mère infiniment heureux.

« Les circonstances ne peuvent rien sur nos sentiments et nous nous glorifierons toujours de vous regarder, Sire, comme le Chef de notre Famille, et moi, en mon particulier, je n'oublierai jamais que Votre Majesté n'a cessé de nous donner des preuves de son amitié et qu'Elle a fondé mon bonheur en m'unissant au Roi.

« Je me trouve heureuse d'avoir pu, dans les divers temps, prouver publiquement l'attachement et le dévouement que je me glorifie et que je m'honore de porter à toute sa Famille et surtout à son Auguste Personne.

« Veuillez, Sire, nous conserver un souvenir de votre intérêt et croyez que je saisirai toujours avec empresse-

1. Jérôme-Napoléon, mort le 12 Mai 1847, à la villa de Castello, près de Florence.

ment les occasions de Vous faire agréer mon respectueux attachement. »

A Trieste, le comte et la comtesse de Hartz — c'était le titre concédé par le père de Marie-Louise au Roi et à la Reine de Westphalie — furent l'objet d'une surveillance tyrannique.

Toute dispersée que fût la Famille Impériale, on la savait profondément unie, et le royaume de Naples était trop proche pour que l'Autriche ne redoutât pas quelque entente entre Murat et Jérôme. Les moindres démarches étaient épiées, chaque visite était signalée, la correspondance soigneusement contrôlée.

La fin de 1814 et les deux premiers mois de 1815 se passèrent de la sorte, sans que la colère du Roi Frédéric se laissât fléchir, sans que le gouvernement de Louis XVIII consentît à verser un écu des sommes énoncées dans le Traité de Fontainebleau, qui assurait des revenus aux frères et aux sœurs de l'Empereur.

D'après les avis que lui faisait mystérieusement parvenir M. de Linden, son agent à Vienne, Jérôme savait que M. de Metternich projetait de lui assigner une résidence au centre des provinces autrichiennes, où la captivité serait plus rigoureuse encore. De même, il était décidé que la Princesse Élisa ne resterait pas plus longtemps à Bologne.

Et serait-ce là le terme de tant de persécutions, subies sans autre résistance possible que de vaines protestations auxquelles on daignait à peine répondre ?

Le 12 Mars, des marchands débarqués à Trieste, après

avoir relâché sur la côte de Provence, parviennent à faire savoir à Jérôme que Napoléon a quitté l'île d'Elbe, qu'il est rentré en France. Le lendemain, un courrier de la Princesse Élisa confirme la nouvelle.

La décision du Roi de Westphalie est prise sur l'heure : sa place est auprès de son frère. Sans vouloir seulement songer aux policiers attachés à ses pas, sans s'occuper des espions qui guettent ses moindres paroles, il n'a qu'une pensées : fuir Trieste.

La Reine ne s'illusionne pas sur les périls qui attendent son mari ; elle sait que jamais tentative ne fut plus hasardeuse, qu'en cas d'échec, l'Europe la leur fera cruellement expier. Pourtant, elle ne cherche pas à retenir Jérôme; tout au contraire, elle l'encourage dans sa résolution, elle n'a qu'une douleur : celle de ne pouvoir l'accompagner.

Avant tout, il fallait agir de façon que la police crût les exilés encore ignorants des nouvelles de France, ne pas lui fournir prétexte à redoubler de précautions.

Un matin, le gouverneur de Trieste est averti que le comte de Hartz s'est trouvé subitement indisposé la veille, que son état s'est aggravé durant la nuit et qu'à présent il inspire de sérieuses inquiétudes.

Deux jours durant, les bulletins se succèdent de plus en plus alarmants. A l'exception de son médecin habituel, de la Reine et des fidèles les plus dévoués, personne n'est admis dans la chambre de Jérôme; dès le vestibule de l'hôtel, règne le silence des maisons sur lesquelles plane la mort.

Pendant que le gouverneur fait connaître à Metternich la situation presque désespérée du frère de Napoléon, Abbattucci qui, volontairement, partage l'exil, Pfühl, Hamel et de Bergues, les trois aides-de-camp qui n'ont pas

consenti à abandonner leur ancien Souverain, discutent avec le Roi et la Reine tous les moyens d'évasion.

Un petit navire napolitain venait d'entrer dans le port de Trieste. Avec d'extrêmes précautions, trouvant mille ruses pour déjouer la surveillance, on est allé trouver le capitaine : des promesses dorées le décident à prendre cinq passagers, qu'il conduira vers quelque port du royaume de Naples.

Dans la nuit du 24 au 25 Mars, Jérôme et ses compagnons quittent mystérieusement la maison, gagnent le port par des chemins détournés, se glissent dans le navire qui lève l'ancre aussitôt et disparaît dans les ténèbres.

Les heures de torturantes angoisses que Catherine traversa alors! Elle savait que les plus terribles catastrophes pouvaient fondre sur son mari, les bonheurs les plus inespérés lui sourire, sans qu'elle en fût avertie... Que lui réservait demain? Le veuvage, avec les misères de l'exil, ou le trône dans la gloire du royaume reconquis?

Quarante-huit heures encore, à force d'habileté, elle tient en échec le gouverneur de Trieste, toujours convaincu que le frère de Napoléon est à l'agonie, entouré de médecins. Mais comme, à la fin, il insiste pour être admis auprès de lui, force est à la Reine d'avouer la vérité : elle prévient les Autorités du départ de Jérôme.

C'est un affolement soudain; des détachements de la garnison entourent l'hôtel, des postes sont établis dans les rues voisines. Toutes les personnes faisant partie de la Maison Royale sont appelées d'urgence chez le directeur de la police et doivent signer cet engagement : « Je promets de ne pas quitter Trieste sans autorisation, et de me présenter deux fois par jour à la Direction. »

Tant de précautions semblent encore insuffisantes, et

quiconque porte le nom de Bonaparte est un épouvantail pour ses ennemis. La Princesse Élisa et son mari ont été, sous escorte, transférés de Bologne à Brünn; la Reine de Westphalie sait que le gouvernement autrichien l'éloignera bientôt de Trieste. Jusque-là, elle y est traitée comme le serait un malfaiteur redoutable.

Certain jour, une bande de soldats arrête sa voiture. Une autre fois, pour s'assurer qu'elle n'a pas rejoint Jérôme, un agent dresse une échelle devant sa fenêtre, l'observe à travers les carreaux.

Enfin, un soir, le directeur de la police se présente à son hôtel et, tout honteux d'accomplir une pareille mission, demande à la voir sur-le-champ. — « Monsieur, lui dit la Reine, vous avez la force en mains; vous pouvez donc me traiter comme vous le voulez. Au reste, comme de mon plein gré et de ma propre volonté je me constitue prisonnière dans ma maison, vous pouvez venir aux heures que vous voudrez. »

Tout cet attirail de geôliers et d'espions n'arrête pas les nouvelles de Paris, que le baron de Gayl parvient à transmettre à Catherine.

Le 29 Mars, elle écrit dans son Journal :

« Ce qu'il me raconte de la marche de l'Empereur, de ses progrès rapides, tient de la magie, du prodige; jamais rien de pareil ne s'est vu! Quel homme! On serait presque tenté de dire que c'est un dieu! Pas une goutte de sang répandue; sa seule présence a tout fait, a tout électrisé, a opéré ce miracle. »

Parti de Trieste dans la nuit du 24 au 25 Mars, Jérôme,

résolu à se frayer le plus rapidement possible une route par terre jusqu'à la frontière française, avait donné l'ordre de relâcher dans une anse, à la pointe de la presqu'île d'Istrie.

Avec ses compagnons, il guettait le moment favorable pour tromper l'attention des patrouilles échelonnées sur la côte.

Quand, après quarante-huit heures d'attente, ils se risquent à descendre à terre, des soldats les aperçoivent et donnent l'alarme, des balles sifflent à leurs oreilles : il faut vite regagner le bateau, s'éloigner, dût-on vingt fois se briser contre les écueils.

Le 28 Mars encore, vers Pesaro, l'apparition des uniformes autrichiens, force à fuir la terre. Mais quelques heures plus tard, le Roi, décidé à tout plutôt que de continuer à errer ainsi à l'aventure, débarque près de Sinigaglia. Une rumeur lointaine frappe ses oreilles... Va-t-il de nouveau tomber au milieu des troupes ennemies?

L'un des fugitifs, parti en reconnaissance, jette des appels joyeux : il a aperçu le Roi de Naples à la tête de son état-major. C'est le salut.

Jérôme reste avec son beau-frère jusqu'au 2 Avril, entre à ses côtés dans Bologne, que les troupes de François II viennent d'évacuer. Mais la pensée de rejoindre l'Empereur le domine ; il est impatient de quitter l'Italie, d'arriver à Paris pour prendre sa place sous les trois couleurs, pour offrir son épée et son sang à Napoléon.

Il laisse Murat à Bologne et, par des pays amis ou hostiles, tour à tour protégé par les soldats napolitains ou forcé d'employer la ruse pour traverser les détachements autrichiens, il arrive, le 11, à Portici, y retrouve Madame, la Reine Julie, le cardinal Fesch.

Huit jours plus tard, il s'embarque avec sa mère et son oncle sur un navire de la marine royale qui les conduira rapidement en France. Un ouragan oblige à rentrer dans le port, et le lendemain, alors que tout se préparait pour un nouveau départ, une escadre anglaise est signalée : elle établit le blocus, il ne faut plus songer à s'éloigner de Naples.

Le 13 Mai seulement, Madame, Jérôme et le cardinal réussissaient à quitter l'Italie sur une frégate française qui venait d'amener à Gaëte le général Belliard, représentant de l'Empereur auprès du Roi Joachim.

Ils s'arrêtent trois jours en Corse, accueillis comme des dieux, et, le 22 Mai, touchent enfin la terre de France, au golfe Juan.

Malgré les ovations qui le saluent partout, Jérôme ne consent à s'arrêter dans aucune ville. Les Lyonnais seuls parviennent à le retenir dix heures, durant lesquelles la cité entière défile devant le Roi de Westphalie.

Enfin il arrive aux Tuileries le 27 Mai, se jette dans les bras de l'Empereur, qu'il trouve « absolument le même que lorsqu'il l'avait quitté, nullement changé [1]. »

Napoléon ne pouvait se tromper sur les sentiments de l'Europe à son égard. Malgré les déclarations pacifiques qui avaient suivi le retour de l'île d'Elbe, elle ne se résignerait pas à vivre dans une angoisse perpétuelle ; elle ne permettrait pas que la France, dont le prestige s'était bien vite évanoui avec Louis XVIII, reprît sa place au-dessus de toutes les nations, si haut dans le rayonnement et dans la gloire.

1. Lettre du Roi Jérôme à la Reine Catherine.

Aussi, dès le lendemain de son arrivée, le Roi de Westphalie est appelé par l'Empereur, qui lui demande quel commandement il veut prendre.

Une lettre adressée à la Reine, rend compte de cette entrevue :

« ... Je lui répondis que, dans les circonstances actuelles, je n'avais aucune prétention, qu'une compagnie, un régiment ou une division me satisferait aussi bien qu'une armée : il me dit de commencer par une division et qu'aussitôt les premières batailles données, comme il serait obligé de se porter sur un autre point, je recevrais le commandement de l'armée qu'il quitterait. Je pris donc le commandement de la plus belle division... »

Jérôme accompagne l'Empereur à cette merveilleuse assemblée du Champ-de-Mai, dont le prestigieux décor est fait de toutes les pompes de la Religion, de tous les enthousiasmes guerriers, de toutes les adorations de la France pour son Idole.

Après avoir longé les fondations du Palais du Roi de Rome — là où sont aujourd'hui les jardins du Trocadéro, — le cortège impérial s'engage sur le pont d'Iéna.

D'abord, ce sont les Lanciers rouges, puis la cavalerie de la Garde, le général Hulin, commandant de Paris, avec son état-major; ensuite les hérauts d'armes, précédant quatorze voitures, chacune attelée de six chevaux : dans la dernière, on voit les Princes Joseph, Jérôme et Lucien, vêtus de costumes blancs. Maintenant, des officiers, des aides-de-camp, des pages, puis, entouré des maréchaux, et traîné par huit chevaux coiffés de grandes plumes blan-

ches, un carrosse doré, dans lequel Napoléon est seul, enveloppé du manteau impérial.

Les batteries de l'École militaire, celles du pont d'Iéna tonnaient; et cependant leur grondement s'entendait à peine, dominé par les clameurs de la foule, les hurrahs des troupes.

Après la messe dite par Mgr de Barral, cardinal-archevêque de Tours, les délégations des Collèges électoraux de l'Empire défilent devant le trône, environné des Aigles. La France, consultée une fois encore par Napoléon, lui apporte 1,532,527 voix contre 4,082 suffrages négatifs.

Et debout, parlant à la multitude, s'adressant à la Nation entière, l'Élu du pays peut dire à bon droit : « Empereur, Consul, Soldat, je tiens tout du Peuple!... Français! ma volonté est celle du Peuple, mes droits sont les siens; mon honneur, ma gloire, mon bonheur ne peuvent être autres que l'honneur, la gloire et le bonheur de la France. »

Le Roi de Westphalie est encore à Paris le 4 Juin. Ce soir-là, les Tuileries et les Champs-Élysées sont illuminés; un feu d'artifice, tiré sur la place de la Concorde, représente le navire qui revient de l'île d'Elbe vers la patrie. A plusieurs reprises, l'Empereur, réclamé par la foule, apparaît sur le balcon du château avec la Reine Hortense, avec ses trois frères.

La ville est joyeuse comme au lendemain d'Austerlitz, elle est pleine d'espoir dans un renouveau de triomphes.

Une semaine plus tard, à trois heures et demie du matin, Napoléon part pour l'armée, emmenant le Roi de Westphalie dans sa voiture. Ils atteignent la frontière vers la fin du 14,

et aussitôt Jérôme va prendre le commandement de la 6e division.

Dès les premiers engagements, l'étoile de l'Empereur semble briller encore en plein ciel, rayonner du même éclat qu'autrefois. A Ligny, aux Quatre-Bras, l'ennemi est repoussé; les Français entrent dans Charleroi.

A la journée des Quatre-Bras, où Wellington — qui, un moment, faillit tomber entre nos mains, — commandait vingt mille hommes des troupes alliées, Jérôme fut au premier rang, soutenant avec ses bataillons les charges répétées des hulans : atteint d'une balle au côté gauche, alors qu'il conduisait l'attaque, il se refuse, malgré sa blessure, à quitter le champ de bataille.

Sur sept mille hommes que comptait sa division, deux mille cinq cents furent mis hors de combat. La nuit venue, le canon grondait encore quand le Roi de Westphalie invita le maréchal Ney à prendre place auprès de lui sur une couverture étendue à terre et à partager son souper, composé d'un morceau de pain et d'une bouteille de vin.

Par un étrange coup du destin, le duc de Brunswick, dont les états avaient formé une grande partie de la Westphalie, qui n'avait cessé de poursuivre Jérôme de sa haine et avait si profondément troublé son règne, mourut aux Quatre-Bras, sous les balles françaises.

Mis en espoir par la défection de Bourmont, les alliés de Louis XVIII croyaient l'armée entière prête à abandonner les trois couleurs et à se prendre d'un soudain amour pour les Étrangers et le drapeau blanc. Le duc de Brunswick, gagné par cette confiance, s'avança vers les soldats du Roi

de Westphalie et voulut les haranguer; mais, dès les premiers mots, une décharge le jetait à terre.

Puis ce fut Waterloo!...

Dans une longue lettre à la Reine Catherine, résumé de tout ce qui s'était passé depuis leur séparation, Jérôme a peint à grands traits l'effroyable journée[1] :

« ... Le 18 Juin au matin, en passant devant le quartier général de l'Empereur, je m'arrêtai une heure avec lui; il me reçut avec une affection et une tendresse toutes particulières; il assembla les principaux généraux, et, une fois le plan de bataille arrêté, chacun se rendit à son poste. A midi, toute l'armée était en ligne; j'étais à l'extrême gauche, devant un bois occupé par des Anglais : nous avions soixante-dix mille hommes et deux cent quatre-vingts pièces de canon; l'ennemi en avait quatre-vingt seize mille; le maréchal Grouchy, avec trente-six mille hommes, observait l'armée prussienne sur notre extrême droite, mais n'était pas en communication avec nous.

« A midi un quart, je reçus l'ordre de commencer l'attaque; je marchai sur le bois que j'occupai à moitié après une vive résistance, tuant et perdant beaucoup de monde; à deux heures, j'étais entièrement maître du bois, et la bataille était engagée sur toute la ligne : mais l'ennemi qui sentit toute l'importance de ce point, accourut avec une réserve et me l'enleva. Je m'y portai avec toute ma division, et à trois heures, après le plus sanglant combat, je le repris de nouveau, et depuis je le gardai jusqu'à la fin de la bataille. L'ennemi laissa dans ce bois six mille morts, et

1. Lettre du 15 Juillet 1815.

moi deux mille avec un de mes généraux et presque tous mes officiers supérieurs; de plus, les blessés et les pertes que j'avais faits à la bataille du 16 me réduisirent à deux bataillons. Je reçus l'ordre de l'Empereur de me rendre auprès de lui : il me reçut encore mieux que la veille, et me dit: « Il est impossible de se mieux battre; actuellement qu'il ne vous reste plus que deux bataillons, demeurez pour vous porter partout où il y aura du danger. » L'affaire allait à merveille; il était trois heures, nous avions déjà gagné beaucoup de terrain sur l'ennemi, qui en était à sa dernière position. C'est alors que l'Empereur ordonna au maréchal Ney de se porter avec une grande partie de la cavalerie, deux corps d'infanterie et la Garde, sur le centre de l'ennemi pour donner le coup de massue, et certes c'en était fait de l'armée anglaise, si le maréchal eût exécuté les ordres de l'Empereur; mais Ney, emporté par son courage et par l'espoir de réussir sans la Garde, n'attendit pas son arrivée, et attaqua trois quarts d'heure trop tôt... L'attaque manqua, cela devait être. C'était le moment décisif et il fallait le concours de la Garde pour assurer le succès : les Anglais déjà ébranlés reprirent leur position. Cependant l'Empereur, calme et froid au milieu de tous ces événements, répara la faute du maréchal Ney par un mouvement qu'il fit lui-même en avant avec une partie de la réserve. Nous nous battions ainsi avec acharnement sans gagner ni perdre de terrain, lorsqu'à six heures une canonnade, à deux lieues sur notre droite, nous fit croire que le maréchal Grouchy débouchait. C'étaient les Prussiens : le moment était critique, il fallait ou se retirer, ou notre droite, débordée par les Prussiens que Grouchy n'était pas assez fort pour maintenir, nous faisait perdre la bataille. Il fallait donc chasser l'armée anglaise de ses positions pour pouvoir tomber sur les Prus-

siens et arrêter leur mouvement en avant. L'Empereur, espérant que Grouchy arriverait, nous dit : « La bataille est gagnée, il faut occuper les positions de l'ennemi; marchons! » et tout, à l'exception de six bataillons de vieille Garde, marche avec vous. Ney reçut les quatre régiments de la Garde, commandés par le général Friand, et arriva sur les canons anglais; nous soutenions au pied de la position avec d'autres troupes. Tout allait bien, quand Friand est blessé, et, par je ne sais quelle fatalité, l'attaque de la Garde manque!! la Garde fut ramenée... il fallut battre en retraite, mais il n'était plus temps; l'Empereur voulut se faire tuer; nous étions au milieu des balles et des ennemis. Wellington avait une cavalerie toute fraîche, qu'il lâcha dans la plaine à huit heures du soir; à neuf heures, une terreur panique s'empara de l'armée, à dix heures c'était une déroute, nos pièces manquaient d'approvisionnements, etc., etc. L'Empereur fut entraîné, personne ne donnait d'ordre; on courut jusque derrière la Sambre. J'arrivai à Avesnes le lendemain, ayant constamment fait l'arrière-garde, avec un bataillon et un escadron : je ne trouvai dans cet endroit ni l'Empereur ni les maréchaux qui avaient pris les devants, je fis des efforts inouïs pour rallier les débris de l'armée, je parvins enfin à mettre ensemble dix-huit mille hommes d'infanterie et trois mille de cavalerie, ainsi qu'une douzaine de pièces de canon avec lesquelles j'arrivai à Laon le 21 Juin. Le maréchal Soult s'y trouvait, il me croyait seul et ne pouvait croire que j'eusse avec moi autant de monde, et lorsqu'un de mes officiers d'ordonnance arriva à Paris pour rendre compte de cet heureux résultat, le maréchal Ney, qui y était depuis plusieurs jours, soutint dans la Chambre des Pairs que cela était impossible.

« Le duc de Dalmatie, en sa qualité de major-général, réclama le commandement ; je le lui remis et me rendis le 22 à Soissons, où je reçus une lettre du ministre de la guerre, qui me remerciait de l'heureux résultat que j'avais obtenu et m'engageait de continuer à rallier l'armée : le ministre ne savait pas alors que le maréchal Soult avait pris le commandement.

« Je me rendis à Paris, où j'appris, et l'avènement de Napoléon II au trône impérial, et l'abdication de l'Empereur !... »

Ce que le Roi de Westphalie ne dit pas dans sa lettre, c'est l'admirable vaillance qu'il déploya dans la terrifiante journée, luttant pied à pied jusqu'au bout, sans un instant de faiblesse.

Resté aux côtés de l'Empereur, ils attendaient tous deux la balle ou le boulet qui les délivrerait de la vision sanglante ; mais, inexorable à Waterloo comme elle le devait être plus tard à Sedan, la Mort frappait et mutilait autour des Bonaparte, puis passait sans vouloir accepter le sacrifice de leur vie.

Napoléon, devant l'héroïsme de Jérôme, lui saisit la main :

— « Mon frère, dit-il, je vous ai connu trop tard !... »

Un mois ne s'était pas écoulé depuis que le Roi de Westphalie s'évadait de Trieste, que le prince de Metternich forçait la Reine Catherine à changer brusquement de résidence. En vain elle montrait les attestations des médecins reconnaissant l'état maladif de son fils, il fallait quitter Trieste pour Grœtz, où la surveillance semblait plus facile.

Le rétablissement de l'Empire, l'enthousiasme éperdu ressuscité sur le passage de Napoléon, toutes les nouvelles de Paris affolaient les Alliés, qui ne trouvaient plus de mesures assez rigoureuses contre les membres de la famille Bonaparte.

La Princesse Élisa avait été conduite à Brünn ; peu s'en était fallu que le Roi Joseph ne fût arrêté en Suisse, alors qu'il rejoignait son frère. Aussi pouvait-on prévoir le sort réservé à la requête de la Reine de Westphalie, demandant des passeports pour se rendre à Naples et, de là, auprès de son mari.

Non seulement ils lui étaient refusés, mais le gouvernement autrichien exprimait au baron de Gayl son intention de changer le lieu d'exil, car « une trop grande proximité des côtes deviendrait gênante à cause des mesures de surveillance générale ordonnées depuis l'état de guerre [1]. »

Le Roi de Wurtemberg agissait de son côté auprès de l'Empereur François pour qu'il n'autorisât pas sa fille à séjourner à Brünn ou à Lintz. Il ne doutait pas qu'elle se décidât à se séparer de son époux ; il lui faisait savoir que si elle revenait dans sa famille, elle y serait traitée en princesse du sang ; et déjà il avait envoyé à Vienne le baron et la baron de Geismar, avec mission de ramener la « comtesse de Hartz » à Stuttgart.

« Je ne conçois réellement pas — écrit Catherine à Jérôme, le 6 Mai 1815 — de quel droit la Cour d'Autriche veut faire intervenir dans toutes ses décisions celle de Wurtemberg dès qu'il est question de moi. Il paraîtrait que ce sont les intrigues du comte de Wintzingerode qui poussent le cabinet

1. Lettre du baron de Gayl à la Reine Catherine (15 avril 1815).

de Vienne à en agir ainsi, et je crois connaître les vues du ministre et de sa Cour, car on attache une trop grande importance dans le moment actuel à ma présence dans ce pays pour ne pas les deviner. Dans tous les cas, ce n'est pas la manière dont on s'y est pris qui aurait pu m'engager à m'y rendre; il me semble que si des vues politiques leur faisaient désirer ma présence dans le Wurtemberg, il eût été plus simple que mon père se fût adressé directement au cœur de sa fille et non de chercher tous les moyens possible de me séparer de mon époux. J'avoue que je suis surprise de l'acharnement qu'on met à vouloir détruire mon bonheur... »

La Reine ne désespère pas encore. Elle adresse à Frédéric de Wurtemberg les lettres les plus touchantes; elle écrit à l'Empereur d'Autriche; elle écrit même au prince de Metternich que la route de Stuttgart sera celle de sa mort.

Mais ses illusions se sont vite envolées : personne n'ose prendre sa défense et, seule contre tous, elle adresse au père de Marie-Louise cette protestation suprême[1] :

« Sire, la lettre que la baronne de Geismar m'a remise de Votre Majesté m'ayant engagée à me rendre dans les États du Roi, mon père, je dois céder à la force et quitter son Empire, mais je ne cacherai pas à Votre Majesté que j'aurais cru pouvoir attendre d'elle qu'elle aurait bien voulu me continuer l'asile qu'elle m'avait donné. Ma dernière lettre adressée à Votre Majesté, en date du 30 Avril, a dû lui faire connaître les motifs graves qui me défendaient de me rendre aux offres du Roi, mon père; sa dernière dépêche du 12 Avril, qu'il a bien voulu m'écrire et qui m'a été remise

1. Grœtz, 14 Mai 1815.

par le baron de Geismar, n'a pu me faire surmonter ma répugnance à faire ce voyage. Cette lettre, Sire, m'afflige profondément; elle me fait entrevoir l'avenir et le sort qui m'attendent dans le pays où l'on m'oblige de me rendre; malade depuis plusieurs jours, malgré l'avis officiel des médecins du gouvernement de Votre Majesté, dont je joins la copie légalisée, le baron de Geismar est allé jusqu'à me déclarer que, morte ou vive, je serais portée en voiture par des grenadiers, si je ne partais pas lundi, le 15. Il m'a déclaré qu'il ne dépendait pas de lui de me défendre contre les mesures des autorités de Grœtz, qui avaient reçu des ordres précis du cabinet de Votre Majesté. Je pars donc, Sire, mais je laisse à Votre Majesté à juger quels traitements je dois attendre à l'endroit où l'on me conduit, si l'envoyé ose se permettre de tels outrages envers ma personne. Je me refuserai toujours, Sire, à croire que Votre Majessé ait jamais pu donner de pareils ordres. Elle ignore sans doute tout ce qui m'arrive, c'est pourquoi je crois devoir l'en informer. »

La Reine Catherine est partie pour le Wurtemberg, sous la surveillance des personnes désignées par le Roi Frédéric et sans qu'on lui permît d'être accompagnée par un des compagnons de l'exil.

Elle arrive à Gœppingen le 26 Mai, et ne consent à recevoir ses parents qu'à la condition que devant elle, devant son fils, devant sa maison, on ne parlera jamais de Jérôme, des Bonaparte, de la politique.

La dernière lettre reçue du Roi de Westphalie était datée du 9 Avril; depuis, les journaux seuls avaient annoncé les étapes du voyage vers Paris, l'arrivée aux Tuileries.

De part et d'autre on vivait en de continuelles anxiétés, ignorant tout, redoutant tout.

Murat est vaincu à Tolentino, le Royaume de Naples s'effondre, les décisions prises à Vienne par les Puissances alliées, sont comme un vœu de guerre éternelle : il est des jours où la malheureuse femme se persuade qu'elle ne reverra jamais son mari.

En arrivant en Wurtemberg, elle n'a fait que changer de prison : ses serviteurs les plus dévoués sont espionnés, arrêtés, éloignés d'elle; ses lettres sont ouvertes, ses moindres paroles répétées et commentées.

Mais une rumeur se propage, annonçant une catastrophe si épouvantable, que toutes les peines disparaissent devant elle : l'armée française est anéantie, Napoléon est mort.

La Reine de Westphalie fait prendre le grand deuil à sa Maison, et écrit à Jérôme cette lettre si tendre, si désespérée[1] :

« Mon cher ami, il me serait difficile de te dépeindre ce que la nouvelle de la mort de l'Empereur me fait éprouver, combien je partage tes douleurs. Hélas! c'est du moins une consolation de pleurer ensemble nos malheurs communs dont je suis si mortellement affectée. Dans ces instants si déchirants, j'ai trouvé quelque adoucissement à ma peine dans un mouvement de bonté de mon père, qui a de suite envoyé un courrier pour avoir de tes nouvelles. J'espère, et c'est le seul vœu que mon cœur puisse former, que bientôt nous serons réunis... Mon cœur se brise à l'idée de la position cruelle de notre pauvre mère. Exprime-lui tous mes

1. Gœppingen, 30 Juin 1815.

sentiments. Remettons-nous entre les mains de la Providence, elle nous guidera et nous donnera la force de supporter encore de nouveaux malheurs, s'il nous en reste à éprouver. Crois que dans cette circonstance aussi décisive, le cœur de mon père ne nous abandonnera pas. Notre fils se porte bien. Il sera pour le reste de notre vie notre seule consolation.

« Adieu, mon ami, je t'embrasse avec une tendresse que je ne sentis jamais si vivement; ma lettre emporte mon cœur, mon âme, toutes mes facultés, en attendant que leur enveloppe puisse les suivre, et crois que dans toutes les circonstances je serai toujours la même. »

Bien peu de ces lettres si courageuses, si aimantes parvinrent au Roi de Westphalie. Déjà elles avaient peine à traverser les lignes ennemies, alors que la France des Cent-Jours se précipitait dans les bras de Napoléon, que de la Méditerranée au Pas-de-Calais, l'Empereur était le Génie adoré du pays.

Maintenant, il était le Vaincu; et si le peuple demeurait fidèle aux Bonaparte, s'il leur gardait son âme, s'il était prêt toujours à leur donner son sang, les riches, les grands jetaient aux orties le dévouement dont ils s'enorgueillissaient hier encore. L'Empire était abattu : ils ne lui devaient plus rien!

Les mêmes lèvres qui avaient crié : « Vive l'Empereur! », acclamaient les régiments étrangers; les sabres qui avaient scintillé dans les charges triomphantes, allaient reluire sagement parmi les cortèges des Bourbon.

Lorsque Jérôme arrive à Paris, le 23 Juin, après avoir remis le commandement de ses troupes au maréchal Soult,

l'irréparable désastre est accompli : harcelé, pressé, l'Empereur vient d'abdiquer.

Dérision sans exemple, le Sénat a proclamé Napoléon II le petit Roi de Rome enseveli vivant dans Schönbrünn, captif de nos pires ennemis, prisonnier de son aïeul François qui ramène Louis XVIII, de sa mère Marie-Louise qui applaudit au retour des lys.

Devant ce désastre de la foi, devant cette agonie de la fidélité et du patriotisme, les Napoléons auraient quand même poursuivi la lutte, car les humbles, exaspérés de rage, étaient toujours avec eux. Les Bourbon le savaient bien ; et avant que l'Empereur quittât la Malmaison, avant qu'il s'acheminât sur la route du martyre, ordre était donné à sa famille de quitter la France.

Le 26 Juin, Fouché — demeuré secrètement attaché au Roi de Westphalie — lui écrivait :

« Prince,

« La Commission du Gouvernement a pensé qu'il était convenable à la tranquillité de l'État et à la vôtre, que Votre Altesse s'éloignât de Paris.

« Je suis chargé de vous en faire l'invitation.

« Agréez, Prince, les sentiments que je vous ai voués.

« Le président de la Commission du Gouvernement :

« Duc d'Otrante. »

Jérôme fait ses adieux à sa mère, à ses frères. Sans projets arrêtés, il s'éloigne de Paris, cherche une ville où il vivra ignoré jusqu'à l'arrivée de la Reine Catherine et de son fils, avec lesquels il veut gagner l'Amérique, rejoindre

l'Empereur. Un mois durant, il se cache à Niort, mystérieusement protégé par le duc d'Otrante qui sait sa retraite. Grâce à lui encore, il peut rentrer à Paris, se mettre en rapport avec le comte de Wintzingerode, ministre de Würtemberg, connaître ainsi les volontés de son beau-père, qui consent à lui donner asile, sous cette seule condition qu'il s'engagera à ne pas quitter ses États sans son assentiment.

Les préparatifs du départ sont vite achevés. Le Roi de Westphalie s'éloigne de Paris, accompagné de ses aides-de-camp Pfühl et Bergues, dont l'attachement date des jours rayonnants de Cassel, et d'un Würtembergeois, le major Schulz.

Plus pour le protéger sur la route de l'exil que pour s'assurer qu'il quittait la France, Fouché ordonnait à un officier de gendarmerie de suivre le frère de l'Empereur d'étape en étape, sans laisser soupçonner sa mission.

A peine Jérôme a-t-il franchi la frontière près de Kehl, que l'officier demeuré sur l'extrême limite de la terre française, le salué et dit :

« J'avais ordre d'arrêter Votre Majesté. Je rendrai compte au ministre de la police que j'allais le faire au moment où Elle a mis le pied sur le territoire allemand. Je souhaite au Roi un bon voyage et plus de bonheur qu'il n'en laisse en France derrière lui. »

... Le 22 Août 1815, du château de Gœppingen, Catherine de Westphalie adresse ces lignes heureuses au Roi Frédéric :

« Mon très cher père, mon mari vient d'arriver. Ce moment a été l'un des plus doux de ma vie et doublement, car je vous le dois. Soyez convaincu que j'en conserverai une reconnaissance éternelle. »

FIN

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Avant d'être Roi. v

CHAPITRE I. — Le mariage et le début du règne. 1

— II. — Premières difficultés financières. — Les conspirations. 43

— III. — L'annexion du Hanovre à la Westphalie. — La Reine Catherine et l'Impératrice Marie-Louise. 63

— IV. — L'Empereur reprend le Hanovre. 118

— V. — *1812-1813*. 155

— VI. — Fin du règne. 184

— VII. — Roi sans royaume. 245

SAINT-DENIS. — IMPRIMERIE H. BOUILLANT, 20, RUE DE PARIS. — 13853